

50

ETE

2013

MÉDIATIQUES

Récit et société

NARRATOLOGIE • SOCIO-ÉCONOMIE • ETHNOLOGIE

Les élections de 2011 en RD Congo

- Une analyse systématique des élections
- Les élections vues par la presse écrite étrangère et congolaise



- Le personnage de Kabila dans les élections
- Websocial et action militante postélectorale 2011
- Analyse des discours politiques et électoraux

Chaque jour, les médias mettent en scène une multitude d'événements dont ils ont assuré la sélection et dont ils déterminent la mise en récit. Ces récits, qu'ils portent sur les grands faits de l'actualité internationale ou sur des micro-événements issus de la banalité quotidienne, tissent notre univers imaginaire. Bien plus que de simples histoires, ils sont des repères essentiels, des moyens de structuration de l'imaginaire moderne. C'est à l'observation et à l'analyse de ce système médiatique, en presse comme dans l'audiovisuel, que se consacre l'Observatoire du récit médiatique (ORM).

Reconnu officiellement comme centre de recherche par l'Université catholique de Louvain en avril 1993, l'ORM développe ses recherches autour de trois axes :

- l'analyse socio-économique, qui étudie les logiques d'organisation et de production des groupes de presse et de leurs produits ;
- la recherche narratologique, qui applique les modèles de l'analyse narrative aux récits présents dans les médias ;
- l'approche ethnosociologique, qui aborde le volet de la réception et de la consommation des médias par le public.

Traversant ces trois axes, une prise en compte des aspects déontologiques et éthiques du métier journalistique est aussi présente. De même qu'une attention aux productions médiatiques qui ne relèvent pas directement de l'information.

L'ORM est un centre de recherches du Département de communication de l'U.C.L. *Médiatiques*, la revue de l'ORM, souhaite, tout en affirmant un ancrage fort et constitutif au sein de l'Observatoire, ouvrir largement la réflexion, l'étude rigoureuse et l'analyse critique.

Soucieuse de ne pas disjoindre les exigences scientifiques et la nécessité du débat, la revue s'engage dans la voie de l'exploration méthodique et empirique de la vie économique, narrative et sociale des récits médiatiques. *Médiatiques* a la volonté de s'adresser aux différents acteurs qui peuvent trouver dans les travaux de l'ORM matière à réflexion ou à action. Véritable revue scientifique, elle est destinée en priorité, mais de façon nouvelle et dynamique, aux chercheurs, aux enseignants, aux journalistes, aux étudiants, aux responsables institutionnels et associatifs... et à tous ceux qui pensent que les médias participent à la construction —réelle et symbolique— de nos sociétés contemporaines.

Médiatiques paraît deux fois par an. Le numéro 45 a clôturé la série "papier". En effet, depuis 2010 la revue paraît désormais en format électronique. En outre, une lettre d'information est envoyée à nos abonnés. Elle contient une ou deux réactions sur des événements récents de l'actualité médiatique, avec une volonté de couvrir nos différents angles d'approche (une émission intéressante, un événement à médiatisation forte, une question de déontologie, une nouveauté en matière de format ou de support, une évolution du métier ou des productions journalistiques...), ainsi que quelques annonces liées à la vie de nos équipes de recherche. Cette e-news est envoyée par mail, avec un lien direct vers le site de l'ORM, où sont archivés tous ces articles. Enfin, un numéro annuel paraît en fin d'année, sur un support papier. Il reprend l'essentiel des deux dossiers semestriels et quelques articles de fond inédits. Ce numéro est disponible sur commande.

Vous pouvez consulter toutes ces informations sur notre site Internet à l'adresse <http://www.uclouvain.be/281230.html>

MÉDIATIQUES

Une analyse des élections en RDCongo

En 2006, la République Démocratique du Congo a organisé, avec le soutien des nombreux partenaires étrangers, des élections démocratiques et libres censées mettre fin à plus de 15 ans de crises cycliques. La présidentielle et les législatives de novembre 2011 devraient logiquement contribuer à la consolidation de ce processus démocratique encore fragile. Cependant, les nombreux ratés (préélectoral, électoral et postélectoral) ainsi que les irrégularités et contestations qui les ont émaillées conduisent un certain nombre d'observateurs à émettre des réserves quant à la crédibilité de ces élections. On a conclu à un processus insuffisamment maîtrisé¹. Dans la foulée, l'ambiguïté des discours postélectoraux des observateurs indépendants dépêchés en RD Congo, de certains pays de l'Union Européenne, de l'Union Africaine et des officiels des Nations Unies ont contribué à renforcer les interrogations occasionnant d'intenses débats politiques, manifestations publiques, discours médiatiques polémiques et autres échanges relayés par la presse écrite, les chaînes audiovisuelles, les réseaux sociaux et les médias en ligne. Ce ne serait pas une gageure d'avancer qu'un divorce est, depuis, consommé entre une partie non négligeable de la diaspora congolaise plus ou moins favorable à l'opposition, d'un côté, et les médias locaux et les acteurs politiques acquis au pouvoir de Kinshasa, de l'autre.

Il était donc nécessaire de prendre suffisamment du recul, laisser passer les tempêtes et voir également les vagues se calmer pour se pencher sereinement sur ce processus électoral et ainsi mieux cerner son déroulement, sa couverture médiatique, l'influence des différentes communications et leurs perceptions par les parties prenantes.

Le présent dossier de *Médiatiques* ambitionnait donc de réunir une série de contributions issues d'analyses systématiques. Pareilles analyses étaient privilégiées dans la mesure où elles permettaient, à juste titre, de dépassionner les débats et de proposer des lectures on ne peut plus objectives, originales, rigoureuses et reproductibles d'identification, d'observation, d'évaluation et de synthèse prospective autour de la problématique des élections en République Démocratique du Congo. Cette option a donc conduit à des présentations plutôt longues d'articles que ne sont traditionnellement les travaux repris dans *Médiatiques*.

Un tel appel à contribution n'est pas la première expérience initiée par l'Observatoire du récit médiatique. A l'occasion des élections démocratiques de 2006, des jeunes chercheurs, doctorants et assistants étaient déjà invités à proposer des analyses sur la couverture médiatique des présidentielles et des législatives. Certaines des contributions de ce deuxième dossier participent donc de ce que Marc LITS considérerait comme des témoignages « ...de la dynamique d'une recherche en construction, qui a intégré les outils mis en place au sein de la discipline des sciences de l'information et de la communication, et qui veut désormais les utiliser sur des objets propres au continent africain. Ce qui oblige parfois à ajuster les modèles théoriques, à les décaler, à les discuter... ».²

Dans le présent dossier, la participation des chercheurs plus confirmés (communicologue, philosophe et sociologue) s'inscrit à son tour dans une quête d'ouverture et de lecture interdisciplinaire si chère aux sciences de l'information et de la communication. La compréhension et l'interprétation des élections de 2011 ne pouvaient que s'en trouver enrichies.

Dans l'ensemble, on observera que les contributeurs ont complété intelligemment les premières observations postélectorales qui ont le mérite d'avoir suffisamment proposé une sociologie électorale relatant les péripéties du déroulement, les statistiques et les cartographies géopolitiques des votes. Evitant également les corpus nécessitant des investissements financiers quelque peu lourds, les chercheurs ont porté leurs analyses vers des supports écrits, visuels, audio-scripto-visuels et multimédias facilement accessibles.

Le dossier s'ouvre par une réflexion très souvent escamotée que constitue la problématique de l'analphabétisme et ses implications sur la légitimité des dirigeants pourtant issus des votes. Franklin KIBATA soutient que le déficit de légitimité qui s'observe en RD Congo est l'expression d'une victoire de l'analphabétisme de masse sur l'analphabétisme scientifique. L'analphabétisme a conditionné les stratégies de communication politique de nombreux états majors de campagne des candidats. Et donc plus au moins aidé à planter dans l'opinion le décor de la crise actuelle de reconnaissance des animateurs des institutions. L'auteur propose trois pistes de sortie de cette crise : l'éducation à l'usage personnel et collectif de la raison, la politique du dialogue constructif pour réduire la violence dans le vivre-ensemble et enfin, une véritable conversion du regard sur la chose politique et les élections.

Ces recommandations laissent la place à une série d'observations empiriques et qui organise la suite du dossier en trois grandes parties : l'analyse des productions dans la presse écrite ; le traitement médiatique et interactions dans les médias en ligne et enfin, la communication politique et électorale à travers les affiches, les discours politiques et les manifestations publiques.

Les élections vue de la presse écrite congolaise et étrangère

L'étude de Jean-Claude LIKOSI, sur l'identité éditoriale des quotidiens congolais en période électorale 2006 et 2011 soutient qu'au-delà de leur positionnement idéologique réel ou supposé, une analyse de la présentation matérielle des journaux congolais, en particulier leurs éléments péritextuels, révèle plusieurs stratégies de structuration et de valorisation événementielle jusqu'ici peu examinées. Cette étude passe en revue quelques révélateurs événementiels qui ont non seulement démontré de l'intérêt manifeste des élections dans les colonnes des quotidiens mais surtout ont conduit à des offres parfois originales autant dans les confections des Unes, des rubriques, des formats de titraile que dans les signatures d'articles.

Les contributions successives de Dieudonné TEBANGASA puis de Jean-Claude LIKOSI et Gervais CWAKO analysent les productions des médias étrangers. TEBANGASA poursuit ses recherches sur la construction de personnage (2008 & 2010) en examinant, cette fois, le processus dans différents médias étrangers. L'étude porte autant sur les médias belges (*La Libre, Le Soir, RTBF et l'agence Belga*) que français (*Radio France Internationale*) et chinois (*l'agence Xinhuant*). Elle pose la question : pour ces médias, Joseph Kabila a-t-il été un simple organisateur ou un influenceur de la réussite ou de l'échec des élections de 2011 ? L'une des conclusions est que Joseph Kabila a profité de sa position de Président sortant pour mettre en place diverses stratégies pré-électorales et postélectorales impliquant plusieurs acteurs afin d'orienter le parcours des élections vers le dénouement qu'il souhaitait atteindre. Celui de sa reconduite. Les médias étrangers concluent à un fiasco du processus électoral 2011.

LIKOSI et CWAKO observent que les élections en République Démocratique du Congo n'ont été que peu traitées dans la presse écrite française. Une lecture de quatre journaux *Le Monde, Figaro, la Croix et Libération* démontre d'un intérêt plutôt tardif de cette presse, en particulier en période postélectorale. Les violences et contestations diverses, les réactions des deux principaux candidats (Kabila et Tshisekedi) ont retenu l'attention de ces médias.

En période électorale, les nouveaux médias sont devenus des acteurs majeurs du processus de traitement, de circulation, de captation voire de mise en scène des informations et des débats politiques. Les élections de 2011 ont été marquées par une forte mobilisation et présence de certains partis politiques, candidats, du public/internaute et surtout de la diaspora dans les médias en ligne: création de sites d'informations dédiées, des profils des candidats ou des partis, multiplication et partage des commentaires sur les comptes *Face book*, diffusion des vidéos et appels à manifester sur *You Tube*, etc.

En période électorale, les nouveaux médias sont devenus des acteurs majeurs du processus de traitement, de circulation, de captation voire de mise en scène des informations et des débats politiques. Les élections de 2011 ont été marquées par une forte mobilisation et présence de certains partis politiques, candidats, du public/internaute et surtout de la diaspora dans les médias en ligne: création de sites d'informations dédiées, des profils des candidats ou des partis, multiplication et partage des commentaires sur les comptes Facebook, diffusion des vidéos et appels à manifester sur You Tube, etc. Il était donc intéressant de découvrir l'usage et l'appropriation des médias en ligne et réseaux sociaux comme espaces de communication politique susceptible de relater les comportements électoraux ou de fédérer, suivre, soutenir, débattre, influencer et organiser l'action militante en période électorale et postélectorale. L'ensemble des contributions de la deuxième partie s'est ainsi orienté vers ces nouveaux supports de médiatisation qui ont mis à jour des nouvelles formes de participation politique des congolais. Les médias tels que [mediacongo.net](#), [radiookapi.net](#), [Congomikili.com](#) et les vidéos blogs sont tour à tour explorés par Krossy MAVAKALA, Bercky KITUMU, Léon-Martin MBEMBO et Ribio NZEZA.

MAVAKALA, par exemple, fait ressortir les comportements électoraux des acteurs politiques et des votants à la lumière de la sociologie de l'action stratégique de Crozier et Friedberg. Parmi ces comportements médiatisés par [mediacongo.net](#), on trouve la formation des alliances politiques, le déni des partis au profit des seuls candidats, l'échec des coalitions, le phénomène de transfuge politique et d'exclusion, la multiplication des appels (téléphoniques, sms et à travers la télévision), l'organisation des marches, etc. De son côté, KITUMU démontre que l'accessibilité de [radiookapi.net](#) a permis une intense interaction entre les lecteurs. La quantité importante des commentaires postés en est une illustration de plus manifeste. MBEMBO observe le processus de « vilification » de Joseph Kabila dans les interviews de [congomikili.com](#). Le récit électoral de ce site plutôt proche de l'opposition, présente Kabila comme un méchant, mieux un personnage qui concourt au malheur de la RD Congo. Il est un sujet Rwandais envoyé en mission secrète sur le sol congolais par son maître à pensée, Paul Kagame, en vue de balkaniser le pays. En même temps, ce site dépeint Tshisekedi comme un héros, un personnage aux qualités intellectuelles et morales exceptionnelles et capable d'empêcher cette balkanisation. NZEZA, enfin, recourt à la netographie pour explorer les différents types d'appropriations ainsi que les partages des contenus à partir des vidéos blogs ([voiceofcongo.blogspot.com](#) au Royaume Uni, [banamikili.skyrock.com](#) en Belgique, les vidéos via You Tube à partir des Etats Unies d'Amérique) par les diasporas congolais d'Amérique et de l'Europe.

Ces différentes études pionnières et encore embryonnaires sur les médias en ligne de plus en plus exploités par les Congolais méritent d'être saluées et surtout poursuivies.

Communication politique et populisme

Les trois dernières contributions planchent sur quelques formes de communication politique.

La première, de Doudou BOSSASSI, est une analyse sémiotique des affiches électorales de trois principaux candidats à la présidentielle (Kabila, Tshisekedi et Kamerhe). Alors que les messages de Kabila s'inscrivent dans la continuité des œuvres qu'il a amorcé dans le cadre de son premier mandat, ceux de Tshisekedi rappellent les valeurs de la démocratie et présentent l'image d'un candidat soucieux des intérêts du peuple. Kamerhe brandit son dynamisme et se présente en nouveau recourt pour sortir le pays de son marasme.

La seconde étude, celle de Macaire NVULA, dénonce le populisme dans les discours politique et électoral. En s'inspirant des traits du populisme développés notamment par P.A. TAGUIEFF, l'auteur décrypte tour à tour les discours politiques de Lumumba, Mobutu, L-D Kabila, J. Kabila, Tshisekedi et Kamerhe. Il en arrive à la conclusion que le populisme est consubstantiel à notre classe politique. Celui-ci pense rendre service à son peuple mais en réalité, il sert les intérêts de ceux qui s'engagent en politique et qui surfent sur la misère du peuple. En contexte congolais, les discours des populistes ont des chances de faire recette parce qu'ils exploitent le délabrement intellectuel du peuple et la négation de ce peuple en tant que porteur de vérités notamment celle des urnes.

L'étude de sociologie politique de Willy MUSITU, qui clôture le présent numéro, revient sur les manifestations publiques comme formes de communication et de participation politique de la diaspora congolaise. Cette courte réflexion salue l'implication politique de plus en plus accrue de la diaspora pour la chose publique du pays d'origine. Cependant, face au déficit de démocratie et les dérapages constatés lors des actions publiques, l'auteur plaide pour une démocratie adaptée aux réalités socioculturelles congolaises, mais respectueuses des principes démocratiques élémentaires dont le débat contradictoire et le respect de l'opinion de l'adversaire politique.

Le présent numéro n'a pas eu la prétention d'aborder tous les médias, supports et formes de communication électorale. La radio et la télévision, on l'a vu, n'ont pas été examinées. De même, la réception des messages médiatiques encore moins la place des élections législatives n'ont été pris en compte. Loin d'être un écueil, ces pistes laissent au contraire des ouvertures pour d'autres recherches à l'occasion des élections à venir.

Nous ne pouvons terminer cette présentation sans remercier Marc LITS pour nous avoir accordé toute la liberté de porter ce projet scientifique jusqu'à son terme.

JEAN-CLAUDE LIKOSI

CRISE DE LÉGITIMITÉ EN RD CONGO ?

LE VOTE DES ANALPHABÈTES

FRANKLIN KIBATA

S'il est largement reconnu le rôle négatif de l'analphabétisme sur la démocratie et les processus électoraux en Afrique, ce faisant, on n'a que très peu remarqué que nombre d'analystes politiques cantonnent la question à la seule réalité de l'analphabétisme de masses. Pourtant, il existe une autre forme d'analphabétisme dont la prégnance sur la démocratie et les élections en Afrique est très lourde de conséquences : c'est l'analphabétisme scientifique. Soutenant la thèse selon laquelle le déficit de légitimité qui s'observe aujourd'hui En RD Congo est l'expression d'une victoire de l'analphabétisme des masses sur l'analphabétisme scientifique, l'étude montre non seulement la nécessité aujourd'hui plus que hier de l'éducation pour tous. Elle propose également quelques voies de sortie de l'impasse de légitimité dans laquelle se trouve aujourd'hui la RD Congo.

A quoi servent les élections ? Dans tous les Etats qui se disent de droit, les élections ont toujours constitué ce moment important où le pouvoir en place est conduit à reconquérir sa légitimité, où « les citoyens sont placés en situation d'engendrer à partir d'eux-mêmes le politique »¹, où, pour finir, les différents candidats aux élections ne demandent rien d'autre à leurs électeurs que d'être légitimement investis du pouvoir à titre de délégué. Cette quête de légitimité en période de campagne électorale rend complexe le cercle herméneutique des rapports de la communication politique, de la médiatisation des messages et de leur réception par le peuple.

C'est ce cercle herméneutique que je voudrais examiner dans ces quelques lignes, cela dans le cadre des dernières élections organisées par la République Démocratique du Congo (RDC), le 28 novembre 2011. Pour ce faire, l'hypothèse de travail que je soumetts à la discussion est qu'à l'horizon du clientélisme politique, de la logique marchande et de « la culture de rentes »² qui ont été observés tout au long du processus électoral en RDC, les dernières élections générales organisées par ce pays ont soulevé à nouveau la question du vote des analphabètes dans notre pays. Non seulement ces élections ont réussi à mettre en lumière l'idée qu'en RDC politique et business sont

synonymes. Elles ont également contribué à questionner, sous le tropisme des logiques de conditionnement matérielle et psychologique de l'électorat, les lames de fond de la vraie nature de l'art politique chez nous : *le pouvoir pour et par l'argent ; l'exploitation sophistiquée et clientéliste de l'analphabétisme de masses comme voie privilégiée d'accès au pouvoir*. Considérant cependant que « la reconnaissance n'est jamais quelque chose d'extorqué, ni de concédé par la peur, l'intimidation ou la séduction, c'est-à-dire finalement au moyen de la sophistique »³, cela malgré le fait généralement admis selon lequel toute communication politique en situation électorale vise avant tout à convaincre les électeurs, à les persuader à adhérer à un projet donné de société ; ma thèse est que « le déficit de légitimité »⁴ qui s'observe aujourd'hui chez nous est l'expression d'une victoire. La victoire de l'analphabétisme de masses sur l'analphabétisme scientifique. Elle est, à ce titre, l'expression la plus accomplie de la logique des dupes qui orchestre notre vivre-ensemble aujourd'hui. Cela dans la mesure où l'analphabétisme a non seulement conditionné les stratégies de communication politique de nombreux états majors de campagne des candidats. Et donc plus au moins

aidé à planter dans l'opinion le décor de la *crise actuelle de reconnaissance* des animateurs des institutions. Il a également et surtout contribué dans la pratique à préparer, par le biais de certains mécanismes de contournement des forces de la fraude notamment la radiotrottoir, aussi bien les conditions de réception des messages issus de diverses communications politiques des acteurs en compétition, qu'à celles du rejet des résultats annoncés du scrutin.

Ainsi, à la fois phénoménologique et herméneutique, ma réflexion s'articulera autour de trois points. Le premier traitera de la question du déficit de légitimité. Il mettra en lumière la logique du marché des dupes que le temps de la campagne électorale a permis d'observer à titre d'*impensé* en RD Congo. Le deuxième point s'intéressera à *l'herméneutique de la réception* dans ces conditions, cela à partir de ce que j'appellerai *l'heuristique de la rumeur*. Le troisième point enfin tentera de répondre, à la suite de Paul Ricœur, à la question ci-après et qui constitue le fond inavoué de toute cette réflexion, à savoir : comment éduquer en Afrique en général et en RDC en particulier à l'adhésion critique des citoyens, (citoyens pour ainsi dire placés par les sophistes de tout bord et autres vendeurs d'illusions politiques) en situation de ne jamais pouvoir engendrer par eux-mêmes le politique ? Une brève conclusion mettra un terme à l'ensemble de mon propos.

La question et son horizon : le déficit de légitimité

La République Démocratique du Congo, comme on le sait, a décidé le 28 novembre 2011, à l'instar d'autres pays africains sur la même année, d'aller aux élections présidentielle et législatives couplées. Par ces élections, le pays faisait le pari pour la seconde fois de son histoire (la première fois en 2006) de se prêter au jeu démocratique. Cependant, les nombreuses irrégularités constatées par l'opinion tant nationale qu'internationale sur l'ensemble du processus électoral, les divers cas de fraude avérée, les erreurs techniques accumulées par la Commission Electorale Indépendante (CENI), puis la pluie de contestations qui a suivi la publication des résultats ont fini par jeter l'opprobre sur la crédibilité de l'ensemble du scrutin, contribuant à cristalliser le doute d'une bonne partie de l'opinion sur la victoire des vainqueurs proclamés⁵. On a parlé alors de mascarade électorale, de non respect de la vérité des urnes, de hold-up électoral, etc.

Dans la foulée, on se rappellera de la proclamation des résultats parallèles par une certaine presse moyennant un système de correspondance par messageries téléphoniques entre bureaux de vote (sms) disséminés à travers le pays et les médias. On se rappellera par ailleurs de la prestation de serment à domicile de l'opposant historique Etienne Tshisekedi sur base de ces résultats; prestation de serment

destinée à faire pièce à celle de l'actuel président de la république, à savoir Joseph Kabila réélu. Aujourd'hui dans l'opinion nationale, en raison du climat de fraude qui a régné dans certains centres de compilation des résultats, il est même devenu courant d'ironiser sur les députés nationaux par exemple, les classant en deux catégories distinctes : les *élus*, d'une part ; les *nommés*, de l'autre. Accentuant par là même un peu plus le *déficit de légitimité* dont semble gravement souffrir encore les nouveaux animateurs des institutions du pays. Pourtant, *il n'y a d'autorité que reconnue*⁶. *Tout comme il n'y a de pouvoir qu'exercé ensemble*⁷.

Par-delà les caricatures et les lectures biaisées de ces élections, que s'est-il réellement passé pour qu'on en arrive là ? D'où vient cette impression de *déficit de légitimité*, malgré le fait que le processus électoral ait doté à ce jour le pays des nouveaux animateurs des institutions ? Mieux, peut-on considérer que les dernières élections qui se sont déroulées dans notre pays ont vraiment été, comme c'est le cas souvent ailleurs, ce moment privilégié pour chaque citoyen d'*adhérer de manière libre et critique* aux différents et multiples projets de société des candidats en compétition ? Quel est, au regard du malaise ainsi décrit, le problème de fond soulevé par ces élections du 28 novembre 2011 organisées par la RDC ? C'est à la campagne électorale simplement que je m'intéresserai dans cette réflexion. Parce que j'estime que les discours qui l'ont meublé, les comportements qui y ont été affichés, l'usage qu'on y a fait de la publicité, une fois bien étudiés, sont de nature à éclairer ce qu'on qualifie aujourd'hui de crise de légitimité en RD Congo. Car à mon sens, c'est de l'analphabétisme généralisé que nous devons le manque de crédibilité dont souffre aujourd'hui encore les résultats des élections organisées par notre pays ainsi que les nouveaux animateurs des institutions.

Dans ce contexte, non seulement, me semble-t-il, l'analphabétisme a conditionné les diverses et multiples stratégies de communication politique qui ont meublé la campagne électorale chez nous ainsi que *la réception* des messages qui en étaient issus. Il a aussi et surtout fait de *la rumeur* la source de vérité pour contester les résultats des urnes. Cela au sens non seulement sémiotique où une interprétation attentive des messages de campagne diffusés par les différents candidats à travers des affiches, des panneaux, des banderoles et autres spots électoraux le laisse penser. Mais aussi et surtout au sens où, d'une part, l'analyse du comportement de certains hommes politiques et, de l'autre, de certains médias durant et après la campagne électorale permet de le montrer. Notamment le fait de donner à manger, à boire, d'organiser des concerts à l'intention de l'électorat, de mettre à sa disposition des moyens gratuits de transport pendant la campagne électorale ; en lieu et place du débat d'idées auquel

pourtant il avait en principe droit sur base des projets de société soumis à son appréciation.

S'est-on jamais interrogé sur le caractère souvent pléthorique des candidats à nos élections ? Un seul fauteuil pour 11 prétendants au poste de président de la république, 18 386 candidats à la députation nationale pour 500 sièges, n'est-ce pas éloquent ? Sur quoi comptaient tous ces candidats pour convaincre l'opinion de voter pour eux ? Quel pays n'aurait préféré une loi électorale plus restrictive et plus sévère en matière de recevabilité de candidatures pour ce qui est des élections à grands enjeux comme les présidentielles et les législatives à ce qui ressemble à une compétition aux règles dérégées ? Par-delà l'autoévaluation préalable par chaque candidat de son poids politique réel, la prise en compte du risque économique que comporterait en perspective un tel investissement, les logiques d'alliances traditionnellement éphémères en RDC qui auraient pu dissuader certains candidats à abandonner au profit des autres plus visibles, nous montrerons comment l'analphabétisme a pris en otage le processus électoral de la RDC pendant ses élections du 28 novembre 2011 et de quelle manière il a été diversement exploité par ce qui ressemblait fort à un marché des dupes : les rapports entre les candidats aux différentes élections et le bas peuple.

Analphabetismes et culture de rentes

Il existe globalement en Afrique en général et en République démocratique du Congo, en particulier deux types d'analphabétisme. Il y a d'une part l'*analphabétisme des masses*. Il a trait à l'absence d'instruction scolaire et au manque d'éducation de masses, sans cependant signifier ni absence de savoir pratique ni carence de culture politique minimum de la part de ces dernières. C'est l'analphabétisme des gens qui ne savent ni lire ni écrire. Mais qui ne manquent pas pour autant, il faut le dire, de sagesse pratique nécessaire pour s'orienter dans la vie ordinaire et le vivre-ensemble horizontal. Il y a d'autre part l'*analphabétisme scientifique*. C'est l'analphabétisme qui frappe paradoxalement les intellectuels, du moins ceux qui se disent tels parce que tout simplement sachant lire et écrire. C'est un type d'analphabétisme qui se manifeste de diverses manières. Sur fond du savoir pour le savoir, il est pratique voire sociologique. Dans les lignes des théories de la réception, il s'entend globalement - Soit comme une incapacité à restituer et/ou à s'approprier au moyen de l'écriture les fruits de ses propres lectures⁸ ; - Soit (c'est l'approche pragmatique) comme une incapacité *herméneutique de lecture de la réalité concrète de la part des experts*; - Soit encore comme une erreur de lecture feinte ou alléguée (stratégique) de la réalité - je pense surtout ici aux politiques -, par escamotage des conditions réelles d'apparition des choses.

Ce qui, du point de vue théorique des rapports entre communication politique, médiatisation des messages et réception de ceux-ci par le peuple, installe l'agir communicationnel lui-même le plus souvent dans la duperie et la *sophistique* ; lesquelles empruntent beaucoup à la rhétorique, ce lieu par excellence de la fragilité du langage politique. Du coup, c'est l'exploitation immodérée des « ressources spéculatives de la logique (fluctuations des raisonnements) et la corruption du sens des mots (artifices, escamotages, mystifications métaphoriques, etc. »⁹ dans le but de flouer l'interlocuteur. C'est la foi indéfectible au pouvoir dominateur du verbe et l'espérance en la manipulation sans limite des masses populaires analphabètes ; en plus de l'instrumentalisation corrélatrice des médias. Or si l'on considère qu'une éducation saine et efficace augmente la capacité de discernement des citoyens, en d'autres termes, qu'un citoyen formé et suffisamment averti est, sans aucun doute, plus exigeant devant le projet de société qu'on lui propose, on peut penser que du niveau d'instruction des citoyens dépend en grande partie la crédibilité ou non d'une élection. Car alors informés de leurs droits et devoirs, des règles de déroulement d'une élection, ils pourront se choisir des dirigeants de leur goût, ainsi que des représentants jugés à même de répondre à leurs aspirations profondes. Tout comme ils peuvent être capables de leur propre chef de se mettre à l'abri de toute forme de duperie visant à soustraire habilement « la constitution du pouvoir dans une pluralité humaine »¹⁰ et donc à les exclure, eux, de toute possibilité de coopération à l'action politique.

Ceci dit, en quoi cependant la distinction que je fais ici de *niveaux d'analphabétisme* dans l'unique réalité de l'*inculture politique* appréhendée du point de vue du langage politique me paraît si fondamentale dans le cadre d'une analyse expressément focalisée sur la portée significative des dernières élections générales organisées par la RDC ? En deux choses essentiellement. Premièrement dans la mesure où il y a eu de part et d'autre des forces en présence d'indéniables erreurs de lecture de la réalité politique. Deuxièmement, parce qu'en situation d'ignorance c'est la rumeur et la manipulation de l'opinion (*doxa*) qui acquièrent rang de connaissance apodictique.

D'abord des *erreurs de lecteurs* (indices à mes yeux d'analphabétisme) dans le camp des prétendants au pouvoir. Une des raisons de la crise de légitimité actuelle, c'est l'invitation le 28 novembre dernier de l'analphabétisme des masses sur le terrain *du marketing politique* par l'ensemble des prétendants au pouvoir. En couvrant durant le temps de la campagne électorale le peuple des cadeaux et autres prébendes, pire en recourant à la violence nue sur autrui certains acteurs politiques congolais et leurs marketeurs installaient l'opinion populaire dans une double illusion. *Primo*, l'illusion de la *politique du don*, celle qui consiste à faire croire que la politique est un marché où les uns viennent pour vendre et les autres pour acheter. Et que ce qui

compte avant tout, c'est l'intérêt ultérieur de celui qui durant la campagne électorale a investi sous formes multiples de son argent. *Secundo*, l'illusion de *la politique du canon*, celle qui consiste à donner à entendre que la violence, qu'elle soit symbolique, verbale ou encore physique, est le moyen le plus sûr pour accéder au pouvoir ou le conserver. A condition de savoir jouer le jeu en imposant par exemple ou cachant à ses adversaires les vraies règles qui le (jeu) mènent. C'est l'approche explicative par la *rente*.

Ceci dit, qu'en est-il des erreurs de lecture pour ce qui est de masses populaires à accès limité à l'écriture ? Si le grand mérite des masses populaires durant la période électorale de novembre 2011 en RD Congo a été, dans la réception des messages électoralistes qui leur étaient destinés et dans leur comportement le jour du vote, leur vigilance critique, leur plus grande faiblesse c'est certainement le fait de n'avoir pas converti ce savoir d'orientation dont elles ont fait montre durant la campagne électorale en actions légales de contestation postélectorales de masse. En d'autres termes, si pour avoir interprété la générosité de certains acteurs politiques congolais durant la campagne électorale voire le jour même du vote comme une tentative d'achat des consciences par exploitation habile de leur état d'analphabète, les populations congolaises concernées ont, selon le principe de lecture « prenez l'argent qu'on vous donnera, mangez, buvez et dansez à leur frais car c'est votre argent qui vous est restitué, mais ne voter pas pour eux », fait preuve de maturité politique. Par leur absence de contestation du refus de l'accès des témoins dans des centres de compilation des résultats, elles semblent n'avoir pas compris, ce faisant, qu'elles cautionnaient la fraude. En disqualifiant du reste les médias officiels pour leur manque de neutralité dans le traitement de l'information pendant et après la campagne électorale, puis en leur substituant la radiotrottoir, les masses populaires n'ont pas non plus compris que les rumeurs (au sens ici défini) sur lesquelles elles s'appuyaient pour semer le doute sur les résultats annoncés, en dépit de leur force voire de leur persistance dans l'opinion, n'accèdent que rarement au rang de savoir authentique. Pourtant le droit, pour être dit, a besoin de preuves et donc d'une connaissance authentifiée.

C'est l'explication par *l'approche critique de la pragmatique* qui, au regard de toutes ces erreurs croisées de lecture, finit par nous convaincre douloureusement que nous sommes tous des analphabètes qui nous ignorons, bien qu'à des degrés différents. Et c'est à ces erreurs de lectures de la réalité politique que l'on doit la crise de légitimité qui s'observe aujourd'hui en RD Congo. Chaque groupe social (les deux d'analphabétismes) estimant pour sa part avoir eu raison, en agissant comme il l'a fait. Ainsi, pendant que l'analphabétisme scientifique se dit satisfait d'avoir malgré tout donné des nouveaux animateurs aux institutions de la république, l'analphabétisme des masses du fond de son sentiment de s'être laissé voler ses voix

se console pour sa part d'avoir ne serait-ce qu'alerter l'opinion tant nationale qu'internationale du fait de la non-conformité des résultats annoncés par la CENI avec la réalité des urnes. Ce qui conduit à lui donner raison, surtout quand on sait (pour parodier Madison parlant du gouvernement), que tout pouvoir repose sur l'opinion. Et que « le pouvoir correspond à l'aptitude de l'homme à agir, et à agir de façon concertée »¹¹.

Car partout où le pouvoir repose sur une sorte de *culture de rentes* plutôt que sur la pluralité des opinions, partout où le soutien populaire entre en crise face à un gouvernement, l'on assiste à une crise de légitimité. C'est dans l'intolérance, le consentement qui s'effrite que le risque de violence devient imminent. Pourtant, croit savoir H. Arendt, « si la violence peut détruire le pouvoir, elle est en revanche parfaitement incapable de le créer »¹². Ce qui du coup donne à penser que c'est pour avoir eu recours à des méthodes très peu recommandables, notamment la logique marchande de l'électorat, cette forme dévoyée du marketing politique durant la campagne électorales en vue des élections du 28 novembre 2011, pour avoir donné l'impression dans la régulation de l'espace médiatique que certains étaient là pour parler et d'autres pour écouter, et pour finir, c'est pour avoir voulu fonder la victoire électorale sur le non respect des règles du jeu démocratique que nous en sommes arrivés là aujourd'hui, c'est-à-dire dans une sorte de grave crise du lien social et politique.

Il suffit de se rappeler le déploiement ostentatoire de la police pendant la période électorale de novembre 2011 en RDC ; de réfléchir sur les raisons qui ont pu fonder l'absence de vrais débats d'opinions sur les questions de société pendant ces élections, de se remémorer par contre la mobilisation des populations par les candidats friqués autour des débits de boisson, de restaurants de cœur de fortune, de scènes de concerts de musique, pour s'en apercevoir. Aussi finit-on par donner raison à tous ceux qui, au regard des occasions ratées de (re)fondation d'un véritable Etat chez nous, estiment aujourd'hui très franchement que Congolais, certes nous le sommes, mais que cependant nous n'avons jamais pu devenir un peuple, une nation mue par les mêmes valeurs. Soutenant au passage que s'il y a quelque chose que nous avons reçu en legs de la colonisation, il faut se contenter de citer simplement « l'art de tenir ensemble par la police, l'armée et l'administration des populations qui, elles, ne constituent pas (encore) un corps politique »¹³. Car tout compte fait, divisé contre lui-même par toutes sortes d'appétits du pouvoir, le peuple congolais ainsi exploité voire spolié a eu plus droit pendant la campagne électorale à la danse qu'au débat d'idées, plus droit à la nourriture et à la boisson (et pour combien de temps ?) qu'à des réflexions sur la manière de se les assurer durablement soi-même, plus droit aux promesses qu'à la vérification de la crédibilité de celles antérieures.

Tout cela, parce que, se disait-on certainement dans les milieux politiques, soit que « la masse populaire ne comprend rien de la politique, qu'elle peut être manipulée à merci et qu'elle n'accède qu'à l'information politique diffusée par le pouvoir en place »¹⁴. Soit encore que les conditionnements psychologiques (agitation des identités tribales et ethniques, la promesses des postes, etc.) et matériels (nourriture, boisson, bus et taxi-bus gratuits pendant le temps de la campagne, etc.) auraient largement suffi à faire revenir au « bon sens » les plus indécrottables des analphabètes du peuple, c'est-à-dire à voter malgré eux pour des candidats qu'ils n'auraient jamais pu choisir par eux-mêmes en contexte de véritable démocratie. Ainsi exonérés de tout débat de société sur ces aspirations politiques les plus profondes, ce sont des autels et des stèles de dons contre votes qu'ont préféré élever les politiciens congolais en guise de moyens de campagne. Ce sont des appels monnayés à des ralliements qui ont retenti de partout dans des états majors de campagne. Ce sont des solidarités de la terre, du sang et du sol sur fond des identités familiales, tribales et ethniques qui ont largement été exploités par nombre des candidats. Objectif ? Extorquer aux citoyens leur volonté propre tout d'abord d'adhérer de manière libre et critique à certains projets de société de leur choix ; puis d'élire les candidats par eux-mêmes jugés capables de répondre à leurs aspirations politiques les plus profondes. Ne dis-on pas, pour revenir à un des éléments du conditionnement matérielle et psychologique qu'est la nourriture, que *la bouche qui mange ne parle pas* ? Tout cela, au nom du très saint métaconcept de compréhension de la réalité africaine : *la culture de rentes*. Celle dont le seul mérite est d'avoir, avec l'aide du *marketing politique*, fait de la politique en RDC le synonyme du marché et donc des affaires. Et le seul avantage est d'avoir fait de la démocratie en RD Congo une démocratie de façade.

Si par *marketing politique*, l'on se doit d'entendre ici la technique de communication politique qui consiste à recourir aux règles commerciales de la publicité pour convaincre l'électorat, que devra-t-on en revanche comprendre par *culture de rentes* ? D'après le philosophe camerounais Eboussi Boulaga, la culture de rentes « est le principe à partir duquel s'organisent les attitudes, les concepts, les stratégies et les tactiques propres à toutes les sphères de notre société (...). C'est ce grâce à quoi nous saisissons les phénomènes vécus dans leur intégrité, comme appartenant virtuellement à une totalité spécifique ou située »¹⁵. C'est une catégorie transversale, un métaconcept qui permet d'interpréter et de comprendre la condition africaine moderne postcoloniale dans son intégralité et l'ensemble de ses sphères de vie. Ainsi *du point de vue politique*, explique-t-il, la culture de rentes désigne l'art colonial de tenir ensemble par la police, l'armée et l'administration une population, sans que cette dernière ne constitue préalablement un corps politique. Elle est une forme de gouvernementalité fondée sur l'esprit des moeurs et des institutions coloniales. Son

seul but est l'exploitation des faibles au moyen entre autres de leur maintien dans la minorité. Et sa raison d'être, affirme Eboussi, est la reconduction et l'intensification de la production d'hommes incapables, et superflus, à la merci de l'aide et de la compassion d'autrui¹⁶ pour ce qui est de leurs besoins humains fondamentaux.

Mais la culture rentière, renchérit-il, n'est pas qu'une politique. Elle est aussi une économie et, j'ose ajouter, une éthique. Alors qu'en tant qu'économie, sa caractéristique principale est, en l'absence de tout projet sérieux et crédible de développement du pays, de tout souci, sinon verbal, pour le progrès des populations et la qualité de vie des générations futures, prélèvements illimités sur les produits du sol (agriculture), du sous-sol (minerais, pétrole, etc.) et des revenus douaniers en toute impunité ; détournement collégial de l'aide extérieure à des fins personnelles et contre immunité partagée¹⁷. En tant qu'éthique et savoir stratégique tout à la fois, elle est, pour finir, culture de l'insouciance, du gaspillage et du plaisir ; de la non accumulation pour tous et du gain individuel facile ; de la corruption et de l'injustice à ciel ouvert ; du clientélisme et du népotisme ; du savoir mimétique et de l'intelligence nécrophile. Tant la mort ici, dans son rapport au politique¹⁸, reste toujours imminente.

En recourant dans la présente analyse à cette métacatégorie, la culture de rentes donc, en tant que grille de lecture des dernières élections organisées en RDC, je tiens à mettre en lumière ce qui me semble avoir été le moyen le plus largement employé par les candidats à ces dernières, à savoir l'analphabétisme, ainsi que son poids sur la crédibilité du processus. Ce faisant, je m'efforce à montrer que ce n'est pas tant la volonté de servir le peuple, ni la défense de l'intérêt général qui ont mobilisé la pléthore des postulants au pouvoir en RDC le 28 novembre 2011. Mais bien plutôt l'idée que l'imaginaire populaire se fait ici du pouvoir politique, à savoir *une rente*. Rente, oui. Mais pour quel genre de placement ? Pour ce qu'on croit avoir économiquement investi dans une élection (cas des démocraties de façade) contre les voies des électeurs. Comment ? Par le biais de ce qui ressemble ici à une sorte d'instrumentalisation des électeurs. Sur fond d'analphabétisme de masses, du marketing politique en effet, l'achat de consciences, le clientélisme politique, les pressions ethniques et alimentaires sur l'électorat, la manipulation des couches sociales vulnérables, le recours à la *politique du ventre*¹⁹, et dans des rares cas, la sophistication alliée à la violence sur l'imaginaire de la fraternité tribale, l'on comprend aisément que ce qui a été au final visé, c'était le vote des électeurs contre des promesses qui ne seront presque jamais tenues. Cela, même si, me semble-t-il, c'était sans compter avec le travail de sensibilisation réalisé en amont par les forces du changement. Même si de la part des stratèges et marketeurs de certains hommes politiques *-indice d'analphabétisme-*, on a nettement l'impression

aujourd'hui que leurs plans de conquête ont presque tous péché par leur point de départ tout pragmatique (genre Habermas), à savoir : « le préjugé d'unicité conceptuelle »²⁰ dans l'interlocution . Un préjugé du reste mal exploité. C'est ce que révélera le dernier point que je consacre ici à *l'heuristique de la rumeur* en tant qu'indice de limites aussi bien phénoménologiques qu'herméneutiques²¹ de leur machination contre le peuple.

Heuristique de la rumeur et éducation politique : contre la démocratie de façade

J'appelle *heuristique de la rumeur* la stratégie d'accès à l'information développée par le bas peuple congolais durant la campagne électorale 2011 face au conditionnement médiatique auquel lui a fait assister une classe politique désireuse de ne le voir que consommer l'information présélectionnée puis mise à sa disposition à des fins électoralistes. C'est *l'intelligence pratique anticipatrice* développée par le peuple congolais non instruit durant la campagne électorale afin d'accéder à l'information stratégique sans nécessairement passer par l'univers médiatique officiel par lui jugé corrompu et donc partial. C'est le dispositif de contournement imaginé par l'électorat à accès limité à l'écriture et à la lecture pour faire face à l'intoxication médiatique dirigée contre lui par des rationalités de la fraude dans le but, soit de l'intimider ; soit de le flouer ; soit encore de lui extorquer, au moyen de la démagogie, le consentement à des gouvernants et des représentants qui, dans le fond, n'ont jamais rencontré son assentiment.

En effet, contrairement à l'acception qu'elle doit à son origine latine, *rumor*, qui signifie bruit vague et court, nouvelle sans certitude garantie, la rumeur au sens où je l'entends ici est *un savoir*, précisément un savoir pratique d'orientation. Et en tant que telle, elle a son canal, la radiotrottoir ; et « sa source, dans les indiscretions des membres de la classe politique qui confient leur soucis, leurs rêves et leurs projets à leurs maris, à leurs épouses, à leurs chauffeurs, à leurs proches parents, à leurs gardes du corps, aux chefs spirituels des sectes et magiciens qu'ils fréquentent »²². Ce qui explique le fait qu'alors que régnait en maître pendant la période de campagne électorale la censure sur l'information officielle, la rumeur, par le biais de la radiotrottoir, est venue prendre le relais pour informer la masse sur les stratégies de campagne définies par les uns et les autres, sur les impensés des discours de certains acteurs politiques, sur la pertinence ou non de certains projets de société, etc. Bref, sur les vrais choix à opérer et les erreurs à éviter, par-delà le charme sur elle (la masse) exercé par des forces du marché électoral. Information, mieux, contre-information, qui d'une certaine manière a préparé aussi bien les conditions de réception ou de rejet des messages de campagne que des résultats des élections. Indiquant au

passage les limites phénoménologiques et herméneutiques des discours de certains de ses leaders, partant, le niveau de crédibilité du scrutin.

Des limites justement, il faut dire que les questions auxquelles étaient appelés à répondre avant tout nos experts en communication politique pour mieux persuader un électorat pluriel étaient en principe les suivantes : comment techniquement parlant parvenir à une communication médiatique convaincante face à un électorat par essence pluriel ? Davantage, comment y arriver dans un contexte largement constitué des analphabètes (analphabétisme de masses) et des citoyens politiquement peu éduqués, médiatiquement marginalisés par des contraintes de tous genres, l'absence dans les territoires éloignés des grands moyens de communication sociale ? En réponse à cela, certains ont préféré la voie du conditionnement matérielle et psychologique (distribution de la nourriture et de la boisson, organisation des concerts, distribution de Tee-shirts, etc.) déjà évoquée dans cette réflexion. D'autres ont misé sur la force manipulatrice du verbe et sur la violence physique, d'autres enfin, les 'plus sincères' de tous en matière de communication politique bien entendu ont préféré la perspective idéaliste d'interlocution. Celle proposée par Habermas. Ils se sont mis, dans l'intérêt pensaient-ils des congolais électeurs-analphabètes, à rechercher en toute bonne foi les conditions idéales d'une interlocution réussie. Croyants qu'ils existaient la possibilité malgré tout d'un consensus autour de leur projet de société, en dépit de la disparité réelle des intérêts en présence et des soupçons mutuels entre acteurs divers. Résultat : ils se sont révélés eux-mêmes, ce faisant, plus analphabètes que les analphabètes des masses, c'est-à-dire plus ignorants de la réalité de terrain qu'ils ne l'avaient imaginés depuis leurs laboratoires et postes de conception confortables. Faut-il pour cela donner raison à Eboussi pour qui les élites et les guides africains qui nous ont conduits à la famine, à l'exode, à l'abjection de la misère et de l'assistance internationale sont de gens de bonne compagnie, doués d'astuce, pleins de ressources et de savoirs ? Faut-il le croire quand il affirme qu'au regard de leur sens de l'opportunité et de la maîtrise des tactiques d'accaparement du pouvoir, il ne faut pas hésiter à leur accorder une intelligence supérieure ? Non pour ce qui est de la RD Congo quand on mesure la dose d'analphabétisme scientifique dont ses élites ont fait preuve tout au long du processus électoral.

Je m'explique. Quand dans un dialogue on part, dans l'assignation d'un sens à un énoncé, du fait que tout n'est pas dicible, que ce qu'on dit a un sens pour l'autre en raison d'un univers partagé de significations et de références, que l'autre est à même de nous comprendre, l'on tend souvent, ce faisant, à oublier que comprendre, c'est toujours *comprendre autrement*. Que par-delà la syntaxe et la sémantique, il y a dans l'intercompréhension et l'interaction communicationnelle le lieu même à partir

duquel l'autre est appelé soit à prendre la parole dans toute discussion destinée à la préservation de l'harmonie sociale, soit à collaborer à l'élaboration consensuelle du sens. Ce qui est loin d'avoir été le cas en RDC : savoir que le peuple auquel il était sensé s'adresser n'était nullement superflu comme il le croyait. Mais au contraire qu'il l'écoutait à partir d'un lieu : l'endroit, comme dirait Nietzsche, où sont ceux qui boivent du poison ; le lieu où se perdent les bons et les méchants ; pour tout dire, le lieu où le lent suicide de tous s'appelle *la vie*²³. D'où les deux monologues auxquels nous avons assisté au plan politique. Le premier, celui de l'élite, orienté vers la tour d'ivoire du réel politique sous formes de questions réponses, c'est-à-dire vers la classe politique elle-même. Le second, celui des leaders d'opinions jugés subversifs par les régulateurs des médias parce que venus avec un discours différent.

Le résultat on le connaît : le rejet presque sans appel dans certains coins de la république de résultats officiels annoncés. Conséquence : déficit de légitimité qui au fond se donne comme un déni de reconnaissance de l'autorité établie. Pourtant, estime H. Arendt, « l'autorité ne peut se maintenir qu'autant que l'institution ou la personne dont elle émane sont respectées. Le mépris est ainsi le plus grand ennemi de l'autorité, et le rire est pour elle la menace redoutable »²⁴. Comment donc sortir de ce malaise nationale ? Comment sauver le pacte républicain de tout risque de rupture ? Pour rappeler la question qui est à la base de la présente recherche, comment éduquer (en Afrique en général et en RDC en particulier) à l'adhésion critique des citoyens, (citoyens pour ainsi dire placés par les sophistes de tout bord et autres vendeurs d'illusions politiques) en situation de ne jamais pouvoir engendrer par eux-mêmes le politique ? Premièrement par un effort de *sortie de la minorité* et un combat réglé contre l'*imbécilisation* continue du peuple analphabète. Deuxièmement au moyen d'une *culture démocratique du semblable*. Troisièmement enfin, en apprenant à œuvrer dans l'espace politique ou public en faveur d'une conflictualité constructive. Développons tour à tour ces trois propositions qui sont au fond l'aboutissement d'une longue méditation sur l'*heuristique de la rumeur* et sur la nécessité qu'elle pose d'une bonne éducation en démocratie.

Tout d'abord la sortie de la minorité et le combat réglé contre toutes les formes d'imbécilisation de la masse populaire. Si l'on entend par *sortie de la minorité*, à la suite de Kant, la capacité pour chaque individu d'oser se servir de son propre entendement (*aude sapere*), à auteur social et communautaire l'éducation de la jeunesse doit devenir une priorité politique pour tout Etat qui se veut réellement démocratique. Et le combat contre l'analphabétisme des masses une option préférentielle pour tout projet de société qui entend faire de la justice pour tous et de l'égalité de chances les axes fondamentaux de son mode de gouvernement. Car toute démocratie qui refuse de faire

de l'éducation du peuple une priorité est une démocratie de façade. Toute démocratie qui se fait au détriment de la pluralité sociale et politique est une démocratie des zombies. Tout comme un Etat de droit qui élève l'exclusion au rang de moyen d'existence et de durabilité est condamné à la perte. Or précisément, à bien observer le système éducatif congolais tel qu'il fonctionne aujourd'hui, avec un budget de moins de 2%, on a nettement l'impression que tout est fait pour maintenir la majorité du peuple dans la minorité. Comme si on avait intérêt à voir la majorité de la population *s'imbéciliser* et continuer à croupir sous le poids de l'analphabétisme.

Je désigne par imbécilisation, à la suite de Kâ Mana, toute mentalité visant à mettre à mort l'intelligence d'un groupe social donné et son sens de discernement ; toute culture de domination des masses populaires fondée sur une incapacité intellectuelle entretenue. Ainsi, « partout où l'on fait reculer l'intelligence et la raison, partout où il y a dérive de la pensée vers *l'enflure de l'irrationnel* en matière spirituelle, partout où ne s'ouvre aucun champ de sens pour libérer les énergies créatrices, unir les personnes et les peuples, les mettre debout et le mettre au travail pour construire une société de progrès, de développement, de paix, de justice et d'épanouissement plénier pour tous et pour toutes, il y a danger »²⁵ d'imbécilisation. Or que fait l'école congolaise aujourd'hui sinon continuer à produire des hommes et des femmes superflus, partant, laissés à la merci de l'aide et de la compassion ? Le niveau de l'enseignement s'y est tellement effondré qu'on en est venu à donner naissance à *l'école-marché* ; ce lieu où, en l'absence de toute préoccupation éducative, les uns viennent pour vendre et les autres pour acheter. La crise éducative s'y est tellement aggravée, atteignant son midi au point que sont nées les *écoles de la copie*, ces établissements où le sens d'un diplôme, tel est un fétiche, se trouve selon l'imaginaire populaire enfoui en lui-même. Comment dès lors s'étonner du grand banditisme chez nous et de la facilité avec laquelle naissent dans notre société les rébellions et autres milices à la solde des politiciens véreux et /ou de l'étranger ? Aucun Etat de droit ne s'est bâti dans l'histoire sur le sol de l'imbécilisation collective ; tout comme aucune démocratie, à moins d'être une démocratie à épithète, n'a pu tenir dans le temps sur les pieds de la minorisation du plus grand nombre.

Parlons ensuite de la deuxième proposition, à savoir la *politique du semblable*. En quoi consiste-t-elle ? Elle a son sens dans la Règle d'or et peut se comprendre comme une invitation à inscrire la politique à l'horizon de l'éthique. Que stipule en effet la règle d'or ? Simplement ceci, selon la formulation négative qu'en donne Hillel : « Ne fais pas à autrui ce que tu détesterais qu'il te soit fait ». Ou encore ceci, d'après la formulation positive qu'on trouve dans l'Evangile : « Ce que vous voulez que les hommes fassent pour vous, faites-le *semblablement* pour eux » (Lc 6,31). Autant dire que pratiquer une politique du semblable, c'est

limiter le recours à la violence dans la sphère publique dans les limites du « légitime », c'est-à-dire à l'orée de l'humanité partagée. C'est comprendre que sans la loi de la réciprocité dans l'interaction, la violence dans le rapport du commandement et de l'obéissance caractéristique de l'autorité en politique a tendance à se substituer au pouvoir lui-même précisément compris comme *pouvoir-sur*. Car autant « il est difficile d'imaginer des situations d'interaction où l'un n'exerce pas un pouvoir sur l'autre du fait qu'il agit »²⁶, autant il ne faut jamais perdre de vue le fait que l'exercice du pouvoir d'une volonté sur une autre ou le recours à la violence ne peut être légitime et donc demeurer dans les limites du raisonnable humain que s'il se fonde sur l'*amitié politique* et donc la réciprocité.

Dans cette optique, faire la politique du semblable, c'est se rappeler à tout moment, par-delà l'égoïsme et l'âpreté au gain qui guettent souvent les acteurs politiques de chez nous, que toute action politique doit viser avant tout le bien de la communauté et celui de chacun de ses membres. C'est placer la fraternité au cœur de la communauté politique. Car fonder la politique sur l'éthique, c'est finalement faire en sorte que toute recherche de la vie bonne pour soi soit en même temps une recherche « avec et pour les autres dans des institutions justes »²⁷. Il n'est pas certain que ça ait été le cas de la RD Congo, où faire la politique est devenu synonyme de faire les affaires ; où l'opposant est souvent perçu non pas comme un frère, un semblable. Mais bien plutôt comme un ennemi à éliminer par tous les moyens.

Troisième et dernière proposition : la *conflictualité constructive*. C'est le principe du vivre-ensemble selon lequel la force d'une communauté politique n'est pas dans l'absence des conflits. Mais dans sa capacité à trouver des mécanismes de résolution de ceux-ci. C'est la conscience que toute violence dans l'interaction humaine a son sens dans son autre : la parole partagée et donc le dialogue, lequel est là pour nous rappeler la condition principielle plurielle de l'humanité. Ainsi, militer en faveur de la conflictualité constructive, c'est admettre la contradiction au rang des principes démocratiques fondamentaux. C'est faire de l'opposition politique une composante essentielle de la démocratie. C'est, pour finir, faire du débat des idées un des axes majeurs du vivre-ensemble. On voit bien que s'il y a dispute dans ce contexte, ce ne pourrait être que celle qui emprunte non pas à la violence nue des armes, mais à la discussion et à l'échange argumenté et pluriel en vue d'un accord sur le bien commun. Pourquoi, se demande-t-on à ce niveau de notre réflexion, les élections ressemblent très souvent chez nous au combat des gladiateurs où la mort du vaincu signe automatiquement la fin du combat ? Ne doit-il y avoir d'opposition que pendant la période électorale ? C'est parce qu'en tant que peuple, nous n'avons jamais été politiquement éduqué à la tolérance et au respect de la différence sur le chemin de la recherche du consensus que nous confondons très souvent l'opposition politique avec

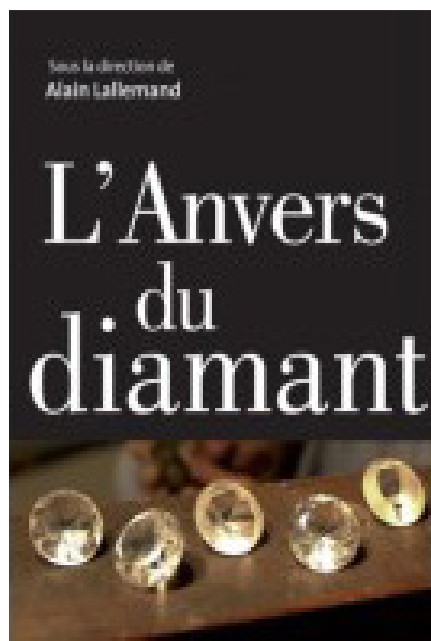
l'adversité. Pourtant, le politique comme structure du vivre-ensemble, condition sociale plurielle de l'homme précède toujours la politique comprise comme brigue du pouvoir, sa conquête ou sa conservation. Inviter le peuple congolais et ses dirigeants au recours à la rationalité plurielle de l'arbre à palabre en cas de conflit, c'est peut-être là toute la force de notre troisième proposition.

Conclusion

Toute crise de légitimité s'énonce comme une crise de reconnaissance réciproque entre le citoyen et l'autorité dirigeante. Elle surgit partout où les rapports entre le pouvoir et l'autorité deviennent problématiques. Où l'agir politique au quotidien peine à justifier ce dont il s'autorise. Où en définitive le consensus autour des gouvernants n'est possible, sur fond de logiques de rente et de confiscation du pouvoir, qu'à partir d'un système de mensonges et d'obscurantismes orchestré dans les urnes.

Le but de la présente réflexion était de montrer que pour une fois, en raison de la victoire de l'analphabétisme des masses sur l'analphabétisme scientifique, un des meilleurs systèmes de fraude électorale au sud du Sahara, n'a pas pu fonctionner correctement. Et quand on sait qu'en politique « les litiges et différends ne consistent pas seulement en désaccords sur la grandeur des personnes mais sur la fiabilité des dispositifs matériels donnant consistance à une situation qui se tient »²⁸, on finit par comprendre que la crise de légitimité née des élections du 28 novembre 2011 en RD Congo est non seulement la conséquence d'un processus électoral mal maîtrisé. Mais qu'elle est également la résultante de l'absence criante d'une base commune d'argumentation relevant du même système de justification entre les forces politiques en présence, c'est-à-dire le peuple analphabète et les aspirants au pouvoir, incapables d'une bonne lecture de la réalité. Et si l'on comprend « le projet démocratique comme l'ensemble des dispositions qui sont prises pour que le rationnel prévale sur l'irrationnel, mais simultanément pour que le lien horizontal du vivre ensemble prévale ordinairement sur le rapport irrémédiablement hiérarchique de commandement et d'autorité »²⁹, on en vient à conclure que seule la bonne éducation du peuple et de ses dirigeants aurait pu éviter à la RD Congo ce qu'elle vit : l'infréquentable advenue qu'elle est aujourd'hui dans le concert des nations. D'où la triple piste de sortie développée dans ces lignes, à savoir l'éducation à l'usage personnel et collectif de la raison, la politique du dialogue constructif, lequel loin de signifier absence de dispute au sein de la communauté, se doit d'être compris comme réduction de la violence dans le vivre-ensemble au moyen de la parole partagée. Ce qui suppose une véritable conversion du regard sur la chose politique et les élections.

- 1 P. RICCEUR, La critique et la conviction, entretien avec François Azouvi et Marc de Launay, Paris, Calmann-Lévy, 1995, pp.156-157.
- 2 EBOUSSI BOULAGA, « La culture de rentes », Terroirs, n°1/2, 2006, p.5-7.
- 3 P. RICCEUR, op.cit., pp. 156-157.
- 4 P. PERDRIX, « RD Congo. Kabila peut-il changer ? », Jeune Afrique, n°2676, du 22 au 28 avril 2012, p.26.
- 5 P. PERDRIX, « art.cit. », p.26.
- 6 H.-G. GADAMER, Vérité et méthode. Les grandes lignes d'une herméneutique philosophique, Edition intégrale revue et complétée par Pierre Fruchon, Jean Grondin et Gilbert Merlio, Paris, Seuil, 1996, pp.300-301.
- 7 H. ARENDT, Du mensonge à la violence, Paris, Calmann-Lévy, 1972, p.153-155.
- 8 J. ONAOTOSHO, « Analphabétisme scientifique et crise des sociétés africaines », Université et société. Les enjeux africains, Kinshasa, 2012, pp.49-61.
- 9 L. BELLENGER, La persuasion, Paris, PUF, 1985, p.11.
- 10 P. RICCEUR, Lectures 1. Autour du politique, Paris, Seuil, 1991, p.29.
- 11 ARENDT H., Condition de l'homme moderne, p.153.
- 12 Ibid., p.166.
- 13 F. EBOUSSI BOULAGA, « art.cit. », pp.5-6.
- 14 MABIALA M., « Elitisme et communication politique en Afrique », Annales Aequatoria, n°23, 2002, p.19.
- 15 EBOUSSI BOULAGA, art.cit., p.5.
- 16 Ibid., p.6.
- 17 Ibid., pp.6-7.
- 18 Idem, « Penser africain : raison, identité et liberté », dans Esprit, n°12 (2006), p.113. « Le ma propre du politique, écrit l'auteur sur cette page, est la malement qu'il inflige dans une configuration où le meurtre, le mensonge et le vol (expropriation sous toutes formes) font corps ou système et sont institués. Les lieux de cette mort insensé sont : a) la parole vidée de ses fonctions d'élucidation, de connaissance et d'engagement par la promesse, le serment. Il en résulte l'empire du faux, quand le mensonge se fait monde ; b) dans l'expropriation, la privation et la destruction des capacités humaine de se construire ensemble avec les autres » (p.113).
- 19 J.F. BAYARD, L'Etat en Afrique : la politique du ventre, Paris, Fayard, 1989.
- 20 Georges NDUMBA Y'OOLE L'IFEFO, « Critique de la raison pragmatique comme indice de la rationalité éclatée », dans, Philosophie africaine : rationalité et rationalités, Kinshasa, FKC, 1996, p.175.
- 21 Ibid., pp. 176-180.
- 22 MABIALA, Art.cit., p.19.
- 23 F. NIETZSCHE, Ainsi parlait Zarathoustra. Un livre pour tous et pour personne. Traduit de l'allemand, présenté et commenté par Georges-Arthur Goldschmidt, Paris, Librairie Générale Française, 1983, p.65.
- 24 H. ARENDT, La crise de la culture la culture, p.154-155.
- 25 IDEM, Christianismes africains. Construire l'espérance, Cotonou, Pentecôte d'Afrique, 2004, p.107.
- 26 P. RICCEUR, Soi-même comme un autre, Paris, Seuil, 1990, p.256.
- 27 IDEM, Lectures 1. Autour du politique, Paris, Seuil, 1991, p. 257.
- 28 IDEM, Parcours de la reconnaissance. Trois études, Paris, Stock, 2004, p.325.
- 29 IDEM, La critique et la conviction, p. 153. d



LE PERSONNAGE DE KABILA VU PAR LES MEDIAS ETRANGERS

SIMPLE ORGANISATEUR ?

DIEUDONNÉ TEBANGASA APALA

Dans le récit des élections de 2011, Joseph Kabila est le personnage principal ayant mis en place des stratégies à savoir la nomination des hommes de paille à la tête de la CENI et de la CSJ dans l'objectif d'atteindre le dénouement connu : gagner les élections et se maintenir au pouvoir. D'après les médias étrangers et les rapports internationaux, ces élections n'ont été ni transparentes, ni démocratiques. Par conséquent, elles non pas contribué à la démocratisation de la RD Congo. Malgré ce constat d'échec, la réélection de Joseph Kabila n'a pas été contestée au niveau international.

Nombre de chefs d'Etats africains, organisateurs des élections présidentielles, recourent à diverses stratégies afin de les remporter haut les mains et se maintenir au pouvoir. Par ailleurs, dans tout récit, le personnage principal joue un rôle capital dans l'organisation et la structuration de celui-ci. C'est lui qui en oriente tout le parcours narratif jusqu'au dénouement. Il est « le marqueur typologique, l'organisateur des sous-catégories ; l'unité intégrante et intégrée, et enfin le lieu d'investissement »¹ pour les producteurs et pour les récepteurs de l'idéologie.

Dans le récit des élections présidentielle et législatives de novembre 2011 en République démocratique du Congo, qui est-ce que les médias étrangers désignent comme personnage principal ? A-t-il influencé le parcours et le dénouement de ces élections ? Si oui, comment ? Et quels ont été les résultats ?

L'objet du présent article est l'analyse du personnage principal. Les hypothèses à vérifier sont les suivantes : Joseph Kabila, en tant personnage principal, aurait-il mis en place des stratégies dans le but d'influencer en sa faveur le parcours des élections de 2011 ? Sa réélection a-t-elle contribué à l'avancée de la démocratisation de la RDC ?

Comme toute analyse du personnage dans le récit, on distinguera entre « l'être et le faire du personnage, entre les qualifications et les fonctions »². Nous recourons donc à l'analyse fonctionnelle. Celle-ci ne s'intéresse pas aux motifs en tant que tels, mais à leur investissement structurel dans la dynamique du texte, c'est-à-dire le texte pris dans le contexte socio-narratif³.

A cet effet, pour atteindre les significations, nous allons, d'une part « repérer les axes sémantiques – décomposer chaque image en traits distinctifs, les mettre en rapport d'opposition ou d'identité – et d'autre part, hiérarchiser les axes retenus »⁴. On s'efforcera « de combiner à la fois des critères quantitatifs (la fréquence d'un renseignement) et des critères qualitatifs »⁵ (information communiquée soit directement par le personnage lui-même soit commentée par d'autres). Notre corpus se limitera aux articles publiés en ligne de novembre 2011 à mai 2012 par *La Libre Belgique*, la RTBF, Xinhuanet, Radio Okapi ainsi que les rapports des observateurs nationaux et internationaux des élections.

Trois axes majeurs seront développés dans le présent article, d'abord l'identification du personnage principal, ensuite l'analyse de celui-ci : est-il simple organisateur ou influenceur et enfin, l'incidence de ces élections de 2011 sur le processus de démocratisation de la RD Congo.

J. Kabila : le personnage principal des élections 2011 ?

L'identification du personnage principal passe par l'analyse des qualificatifs. C'est déterminer l'être, le dire et le faire du personnage en vue de cerner l'action de ce dernier. En effet, être au pouvoir en Afrique et organiser les élections présidentielles équivaut à recourir à tous les moyens possibles pour les gagner. Récemment au Sénégal, quelque temps avant les élections, « le président Wade avait nommé cinq juges à la Cour constitutionnelle sénégalaise »⁶. Quand ces cinq juges, avant la validation des candidatures à la présidentielle avaient « autorisé le président Wade à briguer un troisième mandat »⁷, on avait tout de suite compris que leur nomination avait un but stratégique.

L'analyse de l'« Être » de Joseph Kabila le présente comme celui qui, avant, pendant et après les élections, présidait tous les pouvoirs à savoir exécutif, législatif et judiciaire. Dans les séquences du récit, il est identifié comme « Kabila, président Kabila, régime Kabila⁸, Joseph Kabila, n'a pas gagné les élections, violeur des droits de l'homme, otage de son entourage⁹ ; président sortant, vainqueur de l'élection présidentielle »¹⁰. Ces qualificatifs l'identifient comme celui qui est au pouvoir, présidant ainsi toutes les grandes institutions de la république. Il est en même temps candidat à la présidentielle et organisateur des élections présidentielles et législatives. En tant que tels, le président candidat disposait donc de tous les moyens pour orienter ces élections soit vers la transparence, la démocratie, la crédibilité soit vers la fraude, la non transparence, la non démocratie, bref, en sa faveur.

Concernant le « Faire » de Joseph Kabila, nous trouvons comme actions posées : « ne s'appuie que sur la force, recours à la fraude (pour se maintenir au pouvoir), marche des chrétiens étouffée, déploiement policière impressionnant, a coupé le signal de RTCE (télévision et radio catholiques) et 2 émetteurs d'opposition Canal Kin et CCTV, violation de l'art.24 de la constitution sur la liberté de presse, a recruté des Kuluna (vouyou) pour tabasser les chrétiens, Tshisekedi en résidence surveillée, l'arrestation de Raymond Kahungu, SGA de UDPS et de Jacquemin Shabani, SG de l'UDPS »¹¹.

Bien avant ces actes posés pendant et après les élections, d'autres avaient été déjà planifiés, notamment « la révision constitutionnelle (2009-2010), la loi électorale (qui devait s'adapter à la constitution), la composition du bureau de

la CENI, la nomination du président de la CENI en la personne de Daniel NGOY MULUNDA, la nomination des membres de la cour suprême de justice »¹².

Comme on peut le remarquer, ces actions n'ont pas été fortuites. En modifiant la constitution en 2009-2010, Joseph Kabila, bon stratège, décide de réduire l'élection présidentielle à un tour ; et surtout en plaçant les Cours et les Parquets sous la tutelle du Ministère de justice, il supprimait toute leur indépendance. En février 2010, profitant du changement de la dénomination de la CEI (Commission Electorale Indépendante) en CENI (Commission Electorale nationale Indépendante), Kabila avait placé ses hommes de paille, 4 sur 7 membres dans le bureau, à la tête de l'institution qui allait organiser les futures élections présidentielles de novembre 2011. Enfin, en nommant Daniel Ngoy Mulunda président du bureau de la CENI alors que l'homme est connu comme parrain et surtout comme cofondateur du Parti du Peuple pour la Reconstruction et le Démocratie (PPRD), Kabila mettait en place ses outils de conquête.

Étant l'organisateur du récit des élections, le soubassement nécessaire à la construction des configurations sémantiques¹³, le lieu privilégié d'investissement de l'idéologie souhaitée¹⁴ – et pour les producteurs et surtout pour les récepteurs – Kabila n'avait fait que profiter de sa position afin d'orienter le parcours des élections vers le dénouement qu'il souhaitait atteindre.

Bien entendu, Kabila n'a pas agi en solitaire et en personne. Il a fonctionné en faisceau de relations¹⁵ c'est-à-dire avec d'autres personnages. Parmi ces derniers, nous citerons tous ses adjuvants notamment la CENI, la Cour Suprême de Justice (CSJ), l'armée, la police, les membres de son parti, le PPRD ainsi que beaucoup d'autres acteurs ayant été très opérationnels le jour même du vote.

En conclusion, Kabila étant le président en exercice et candidat à sa propre succession, Kabila est le personnage principal dans l'organisation des élections de 2011. C'est donc à lui qu'incombe la responsabilité de la réussite ou de l'échec de celles-ci. Alors, s'il a été candidat et a en même temps planifié et organisé le déroulement des élections, pouvons-nous affirmer qu'il n'avait été qu'un simple organisateur ?

Simple organisateur ou influenceur¹⁶

Comme personnage principal, disposant de tous les pouvoirs, le candidat Kabila avait nommé le président de la CENI et les juges de la CSJ. L'avait-il fait comme simple organisateur ou influenceur? À ce stade, examinons le rôle joué par ces deux organes centraux des élections.

Pour *La Libre*, la CENI et la CSJ n'ont été que l'ombre du président élu. Marie-France Cros écrit : les mobiles à base de l'influence sur les congolais électeurs ont été judicieusement choisis et mis en place par le personnage central afin justement d'orienter le déroulement des événements futurs¹⁷. En effet, parmi les stratégies mises en place pour persuader ou dissuader¹⁸ par le président sortant, nous avons en amont et en aval des élections, la CENI et la CSJ.

Les résultats du travail réalisé par la CENI et la CSJ démontrent que ces deux institutions ont été des véritables outils de persuasion. Pour preuve, la compilation des résultats terminée et les résultats provisoires proclamés, le Carter Center, dans son rapport du 10 décembre 2011, jugeait déjà ces derniers « de manquer de crédibilité à cause de la qualité et de l'intégrité du processus de compilation »¹⁹ ; la perte de près de 2000 plis contenant des résultats de bureaux de vote à Kinshasa »²⁰.

À la question de savoir pourquoi les résultats de l'élection présidentielle sont-ils non crédibles, *La Libre* répond : les résultats publiés par la CENI ne sont pas crédibles « à la lumière des nombreuses irrégularités et fraudes »²¹. Dans le même article, quelques paragraphes plus loin, le journal ajoute « ni la Ceni ni le parquet n'ont diligenté des actions pour empêcher les violations de la loi »²². Et le journal de conclure, si la CENI n'a pas réagi aux requêtes de l'opposition dénonçant des pratiques illégales, la CSJ s'est comportée comme une simple caisse de résonance.

En outre, presque tous les autres rapports notamment ceux de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (la CENCO) et de la Mission d'observation électorale de l'Union européenne (la MOE-UE) arrivent à une seule et même conclusion : ces élections sont entachées d'irrégularités graves.

Qualifiant ces élections de « frauduleuses »²³ et paraphrasant le Cardinal Monsengwo, Marie-France Cros écrit : « elles sont une honte et ne sont conformes ni à la vérité, ni à la justice »²⁴. La MOE-UE, de son côté, dans son rapport final, note comme irrégularités : « multiples incidents de fraude, bourrages d'urnes, le vote sur simple présentation de la carte d'électeur de 3,2 millions d'électeurs »²⁵.

Pour la MOE-UE, la CENI était acquise à la cause du candidat président sortant. Dans son rapport, la MOE-UE argumente en citant certains faits, entre autres le cadre juridique électoral non respecté, le truquage fait par la CENI dans le processus de compilation des résultats. Dans le premier cas, celui du non respect du cadre juridique, le rapport cite entre autres : les délais légaux n'ont pas été respectés entre les centres, l'affichage des résultats par bureau de vote n'a pas été partout observé, l'interdiction

de propagande sur les édifices publics non honorée, la participation des fonctionnaires à la campagne et l'utilisation des ressources de l'Etat pour la campagne n'ont pas été non plus respectées.

En outre, pour confirmer ses propos, à travers l'analyse plus détaillée des résultats des deux provinces notamment Katanga et Bandundu, la MOE-UE démontre le truquage opéré par la CENI dans le processus de compilation des résultats. Elle écrit : « les résultats de 127 bureaux de vote de Lubumbashi notés par les observateurs donnaient 52% des voix à Joseph Kabila et 43,5% à Etienne Tshisekedi. Ils ne correspondaient pas à ceux publiés par la CENI (27,42% pour l'opposant) »²⁶. Au Bandundu, la mission s'étonne que M. Kabila récolte officiellement 73,40% des voix contre 39,45% en 2006. En 2011, Joseph Kabila est donc parvenu à augmenter son avance de plus de « 1,6 million de voix » dans deux provinces où le nombre de suffrages exprimés n'a, lui, « progressé que d'un million »²⁷. Ce qui signifie que le million de nouveaux électeurs se sont prononcés en sa faveur et qu'en plus, 600 000 qui avaient choisi l'opposition en 2006 ont, cette fois, fait un choix inverse. La Mission constate enfin des incohérences entre les résultats des deux scrutins qui autorisent à s'interroger sur l'intégrité de la compilation : le Bandundu aurait ainsi voté à 73% pour Joseph Kabila à la présidentielle, alors que le Palu est sanctionné à la législative, passant de 25 à 11 sièges²⁸.

Le rapport du Centre Carter confirme, lui aussi, ce manque de crédibilité dans la compilation des résultats. Ce rapport note entre autres : dans la province du Katanga, le Centre Local de Computation des Résultats (CLCR) de Mulemba Nkulu « rapporte une participation de 99,46% avec 100% des voix soit 266.886 pour Joseph Kabila et moins de 0,5% des votes nuls ». Le territoire de Kabongo est similaire (...) 100% des suffrages avec 227.885 voix pour Joseph Kabila et seulement 3 voix pour les autres candidats²⁹. Ce qui apparaît clairement comme une manipulation des résultats. Le rapport constate également qu'au Katanga, huit CLCR ont un « taux de participation supérieur à 80% bien au-dessus de la moyenne nationale de 58% avec un résultat d'au moins de 89 pourcent pour Kabila »³⁰. Tout compte fait, le truquage est tout aussi manifeste que la mission assignée à la CENI.

Les 30.000 observateurs de la Commission Justice et Paix de la CENCO arrivent eux aussi au même constat. C'est en s'appuyant sur ce rapport que le Cardinal Monsengwo avait déclaré que les résultats publiés par la CENI et la CSJ ne sont pas conformes à la réalité des votes exprimés.

À ces irrégularités, s'ajoutent d'autres faits plus graves. Contrairement à ce que prévoyait la loi électorale – affichage immédiat des résultats après le comptage des bureaux de vote – le rapport de la MOE-UE écrit : « Lors

de compilation des bulletins, l'affichage obligatoire des résultats sur les bureaux de vote n'a pas été réalisé pour le quart des bureaux suivis et dans 43% d'entre eux, la copie des résultats n'a pas été remise aux témoins des candidats³¹. Grave entorse, poursuit le même rapport, le bureau de la Ceni a demandé à plusieurs bureaux centralisant les résultats de ne pas afficher immédiatement les résultats pour examen public, mais de les envoyer avant au siège central, en vue d'un contrôle de cohérence »³². Enfin, le rapport inclut les experts électoraux de la Monusco (Mission de l'Onu au Congo) détachés auprès de la CENI dans l'« atteinte à la transparence de l'administration électorale »³³.

En somme, presque tous les rapports accusent la CENI de n'avoir pas été juste dans son travail de compilation des résultats et la CSJ de n'avoir pas examiné à fond les requêtes déposées en vue d'annulation de ces élections. Pour rappel, la CSJ, composée de la Cour constitutionnelle, du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation, d'après la constitution congolaise, doit s'occuper de la matière électorale, des affaires civiles, pénales, de cassation et de la constitutionnalité des lois. La CENI et la CSJ ont donc été deux institutions mises sur pied par le président candidat afin d'orienter les résultats des élections vers sa réélection. Elles ont été deux grandes stratégies imaginées par l'influenceur en vue de persuader les congolais et même la communauté internationale.

Toutefois, cette analyse serait incomplète, si on laissait passer sous silence la position de certains politiques belges ayant perçu autrement ces résultats. Parmi eux, Armand De Decker, sénateur MR belge, appartenant au même parti politique que l'actuel ministre belge des affaires étrangères, Didier Reynders. De Decker déclarait qu'il ne voyait « aucune preuve que ces présidentielle et législatives ont été truquées »³⁴. Au contraire, le sénateur belge traitait les auteurs de tels propos de « fauteurs des troubles »³⁵.

Dans le même sens, la RTBF avec Belga, couvrant le voyage du ministre des affaires étrangères belge en RDC, Didier Reynders, dans son texte mis en ligne, n'a nulle part fait allusion aux contestations des résultats de la présidentielle du 28 novembre 2011, ni non plus à la réélection contestée de Joseph Kabila. Au contraire, la RTBF titre son article : « RDC : Didier Reynders a rencontré l'opposition, puis le président Joseph Kabila »³⁶. Ce qui pouvait passer comme un soutien ou la légitimation du président réélu et contesté.

Dans le même registre, un autre ayant exprimé sa satisfaction, c'est Andrew Mitchell, ministre britannique de la coopération. Séjournant au Katanga, Andrew Mitchell déclarait : ces élections se sont déroulées dans « un climat démocratique »³⁷. Pour preuve, ajoute M. Mitchell, « pour les législatives, 85% des anciens députés n'ont pas été

réélus »³⁸. Mais ce ministre britannique passe sous silence toutes les irrégularités qui ont entachées ces élections.

Tout compte fait, la présidentielle de 2011 a totalement manqué de transparence, de crédibilité, de tout esprit démocratique à cause des graves irrégularités comme l'ont démontré tous les rapports tant nationaux qu'internationaux des observateurs. En outre, Kabila comme le personnage principal – président sortant – a orienté et même désorienté le parcours de ces élections jusqu'au dénouement – se maintenir au pouvoir à tout prix – en mettant en place des stratégies à savoir placer ses hommes à la tête de la CENI et de la CSJ. Néanmoins, pour les congolais, le plus important était de savoir la position de la communauté internationale face aux résultats de ces élections qualifiées de chaotique. Alors, placées dans le contexte de la démocratisation de la RD Congo, ces élections peuvent-elles être considérées comme un pas en avant ou comme une régression.

Réélu et légitimé... et la démocratisation du pays ?

La réélection de J. Kabila a-t-elle fait avancer la démocratisation du pays ? Les médias étrangers, *La Libre* et la RTBF en particulier, et tous les rapports des observateurs internationaux notamment de la MOE-EU et du Centre Carter, sont d'accord sur un fait vrai : ces élections étaient entachées de beaucoup d'irrégularités. Par contre, tous les rapports et même la communauté internationale ne s'étaient prononcés contre la réélection et la légitimation du président réélu.

Le rapport du Centre Carter ne « remet pas en cause l'ordre des résultats des candidats tel qu'annoncé par la CENI »³⁹. L'ambassade des Etats-Unis en RD Congo ne propose pas « le départ du président réélu mais encourage plutôt le dialogue entre majorité et opposition »⁴⁰. Pour sa part, Mme Mariya Nedelcheva juge que « les résultats tels qu'annoncés par CENI et suite aux irrégularités ne sont pas crédibles, en revanche elle explique que le manque de transparence ne permet pas à sa mission de se prononcer sur tel ou tel vainqueur »⁴¹. Le chef de la MOE-EU est même plus précis quand il déclare l'objectif de leur second rapport est « de permettre à la RDC d'organiser prochainement les élections libres, transparentes et démocratiques »⁴².

D'ailleurs, la Belgique, ancienne métropole a été le premier pays de l'Union européenne à se prononcer pour la légitimation du président réélu. Armand De Decker, sénateur belge MR, déclarait : « Rien n'est prouvé que les élections ont été truquées. De toute façon, l'écart est suffisant pour qu'on pense que l'ordre d'arrivée reste valable, même s'il y a eu des irrégularités »⁴³.

À la suite de cette déclaration, un autre acte de légitimation du pouvoir en place est le voyage de Didier Reynders, ministre belge des Affaires étrangères en RD Congo en mars 2012. À la question, la visite belge légitime-t-elle le président Kabila, Reynders répond : « Bien sûr que non, la visite indique que la Belgique aimerait qu'une solution soit trouvée à ce que les animateurs du pouvoir appellent malaise et que l'opposition nomme crise »⁴⁴. Malgré les contestations nationales de la réélection de Kabila, Didier Reynders, « s'est dit rassuré par la volonté affichée par les autorités congolaises de participer à une enquête sur les violences liées aux élections »⁴⁵.

Comme on peut le constater, la Belgique, à travers son ministre des Affaires étrangères, ne remettait pas en question la réélection et le maintien de Kabila au pouvoir. Pourtant, six mois après les élections, la société civile n'en démord pas. Plusieurs associations continuent de réclamer « le démantèlement de l'actuelle Ceni. Si la Ceni était sérieuse, elle aurait démissionné carrément, parce que le travail était bâclé »⁴⁶.

En effet, après la mise sur pied des institutions issues des élections, la présidence, le parlement et le gouvernement, la CENI et la CSJ continuent à rouler pour le pouvoir en place. Au sujet de l'invalidation de certains députés, la CSJ continue à rendre des arrêts iniques, sans motivation⁴⁷. Pour preuve, écrit B. Marie Bakumanya, la Cour a invalidé le député Anzulini, sans pour autant déterminer le nombre de ses voix comparativement à celles obtenues par Mme Shenila à qui la cour a attribué sans preuve 5.600 voix en délaissant le sieur Sheria Christophe plus de 9.000 voix très loin de celle qui vient d'être proclamée injustement par la cour⁴⁸.

Parmi les principes démocratiques figurent la consolidation de l'État de droit, une vie politique apaisée et le plein respect des droits de l'homme. Or, comme l'ont constaté presque tous les rapports de Human Rights Watch, en RDC, la vie politique est loin d'être apaisée, particulièrement à Kinshasa... Durant la période avant, pendant et surtout postélectorale, les forces de défense et de sécurité ont commis des exactions⁴⁹.

Dans son rapport publié mardi 24 avril, l'Association africaine de défense des droits de l'homme (Asadho) indique que la RDC a connu « des faibles avancées démocratiques » entre 2006 et 2011. L'Asadho reproche au chef de l'État « un grand écart entre le discours et les actes posés au jour le jour ». Elle accuse l'Assemblée nationale et le Sénat d'avoir été « complaisants, voire très complaisants à l'égard du gouvernement ». Malgré la construction des routes, des écoles et des hôpitaux, le gouvernement est considéré comme un mauvais élève à cause de son faible engagement pour la bonne gouvernance et la transparence et pour la lutte contre les violations des droits de l'homme⁵⁰.

Lors des assises de Banjul⁵¹ en avril 2012, la société civile congolaise exprime, elle aussi, sa vive inquiétude sur la situation des droits de l'homme et le climat sécuritaire en République Démocratique du Congo depuis le dernier trimestre de l'année 2011, période pré, électorale et postélectorale : Les graves violations des droits de l'Homme enregistrées avant, pendant et après les élections présidentielle et législatives du 28 novembre 2011 que le gouvernement minimise ; l'interdiction et la répression des manifestations publiques ; la pratique de plus en plus tolérée par les autorités des enlèvements et soumission à de graves tortures de personnes soupçonnées d'opinion contraire au pouvoir en place ou qui ont osé exprimer une telle opinion ; l'impunité dont jouissent les hauts gradés de l'armée alors qu'ils sont cités dans différents rapports des Nations Unies comme auteurs présumés de crimes internationaux et pillage systématiques des ressources naturelles Certains d'entre eux occupent des fonctions politiques ou militaires importantes au sein même de l'appareil de l'État.

Conclusion

Aussi longtemps que le personnage principal de l'histoire politique de la R D Congo reste le pouvoir en place, les élections ne contribueront que peu à faire du pays un état vraiment démocratique.

En effet, Joseph Kabila s'est montré le personnage principal qui a mis en place des stratégies, entre autres la CENI et la CSJ, en vue d'atteindre le dénouement qu'il voulait : gagner à tout prix ces élections en vue de son maintien au pouvoir. La manière dont travaillent encore la CENI et la CSJ montre clairement qu'il est toujours à l'œuvre. Les élections de 2011 n'ont pas été transparentes, ni démocratiques. À tous égards, en tant que personnage principal et vu toutes les stratégies imaginées, Kabila ne peut être considéré comme simple organisateur mais il a été un véritable influenceur qui a bien atteint ses objectifs. Alors, puisque ces élections ont été un fiasco, on ne peut conclure qu'au recul de la démocratisation du pays. Avec des faibles avancées constatées, le pouvoir en place devrait fournir des sérieux efforts pour inscrire la RD Congo dans la liste des États de droit où les élections transparentes et démocratiques et le respect des droits de l'homme constituent les principaux critères.

1 Y.REUTER, « Le personnage », in La question du personnage, Cahiers de recherche en didactique du français, N°1, Clermont Ferrand, 1987, p.16.

2 Ph. HAMON, Statut sémiologique du personnage, in R. BARTHES & alii, Poétique du récit, Paris, Seuil, 1977, p.134.

3 O. DUCROT & J.-M. SCHAEFFER, Nouveau dictionnaire encyclopédique des sciences du langage, Paris, Seuil, 1972, p.664.

4 Ph. HAMON, Art.cit, p.129.

5 Lire Idem, p.133.

6 La Libre du 27/02/2012.

7 Ibidem.

8 La Libre du 17/02/2012.

- 9 La Libre du 29/03/2012.
 10 Xinhuanet du 30/03/2012.
 11 La Libre du 17/02/2012.
 12 <http://sicinfos.blogspot.com/2012/03/la-cour-supreme-de-justice-et-le.html#!2012/03/la-cour-supreme-de-justice-et-le.htm> consulté le 09 mai 2012.
 13 P.GLAUDES & Y. REUTER, Le personnage, Paris, PUF, collection Que sais-je, 1998, p.16.
 14 Y.REUTER, Art.cit, p.16.
 15 J. M. SCHAEFFER, « Le personnage. Problèmes notionnels », in Nouveau dictionnaire encyclopédique des sciences du langage, Paris, Seuil, 1995, p.625.
 16 Le terme « influenceur » est de Claude Bremond dans son livre Logique du récit, Paris, Seuil, 1973, p.242.
 17 Cl. BREMOND, Logique du récit, Paris, Seuil, 1973, p.158.
 18 Idem, p.243.
 19 Baya KARA & Deborah HAKES, « Mission d'observation du Centre Carter en RDC. Elections présidentielle et législatives du 28 Novembre 2011 », in THE CARTER CENTER, News du 10 décembre 2011.
 20 Ibidem.
 21 La Libre du 31/03/12.
 22 Ibidem.
 23 La Libre du 17/2/2012.
 24 Ibidem.
 25 La Libre du 30/03/2012.
 26 Lire Ibidem.
 27 Lire Ibidem.
 28 Lire Ibidem.
 29 Lire Baya KARA & Deborah HAKES, « Mission d'observation du Centre Carter en RDC. Elections présidentielle et législatives du 28 Novembre 2011 », in THE CARTER CENTER, News du 10 décembre 2011.
 30 Lire Ibidem.
 31 Le rapport des élections en RDC : <http://www.eueom.eu/files/presseleases/english/RFEUEOMRDC2011comp.pdf> consulté le 31/03/2012.
 32 Ibidem.
 33 Ibidem.
 34 J.P DUCHÂTEAU, « Reynders doit-il se rendre au Congo ? », in La Libre du 25/02/2012.
 35 Ibidem.
 36 http://www.rtb.be/info/monde/detail_rdc-didier-reynders-l-opposition-puis-le-president-joseph-kabila?id=7738870 consulté le 30/03/2012.
 37 La Libre du 17/02/2012.
 38 Ibidem.
 39 Baya KARA & Deborah HAKES, « Mission d'observation du Centre Carter en RDC. Elections présidentielle et législatives du 28 Novembre 2011 », in THE CARTER CENTER, News du 10 décembre 2011.
 40 Radio Okapi, Revue de presse kinoise du Vendredi 30/03/2012.
 41 Xinhuanet du 30/03/2012.
 42 Ibidem.
 43 La Libre du 25/02/2012.
 44 MILECAN G., RD Congo : Attention aux crocodiles, in La Libre du 29/03/2012.
 45 RTBF du 30/03/2012. <http://www.lavdc.net/portail/didier-reynders-a-rencontre-l-opposition-puis-le-president-joseph-kabila/> consulté le 30/03/2012.
 46 RFI, RDC: plusieurs associations continuent de réclamer le démantèlement de la Céni, <http://www.rfi.fr/afrique/20120525-rdc-plu-sieurs-associations-continuent-reclamer-le-demantelement-ceni> consulté le 25/05/2012.
 47 Le Potentiel du 08/05/2012.
 48 Lire Ibidem.
 49 http://www.acatfrance.fr/communiqués_presse.php?id=233
 50 <http://radiookapi.net/actualite/2012/04/24/la-rdc-connu-des-faibles-avancees-democratiques-au-cours-de-la-derniere-legislature-selon-lasadho/>
 51 <http://direct.cd/2012/04/23/droits-de-lhomme-la-rdc-eclaboussée-aux-assises-de-banjul/>

recherches

en

Communication

PARUS

- N° 7 – 1997 : Le récit médiatique
 N° 8 – 1997 : Image et narration
 N° 9 – 1998 : L'autorégulation des journalistes
 N° 10 – 1998 : Image(s) et cognition
 N° 11 – 1999 : Un demi-siècle d'études en communication
 N° 12 – 1999 : Anthropologie des lieux de communication
 N° 13 – 2000 : Médiation et régulation sociale
 N° 14 – 2000 : Télévision et histoire
 N° 15 – 2001 : Médias, éducation et apprentissages
 N° 16 – 2001 : Interfaces sémiotiques et cognition
 N° 17 – 2002 : Esthétique des organisations
 N° 18 – 2002 : Espace organisationnel et architecture
 N° 19 – 2003 : Sémiotique cognitive
 N° 20 – 2003 : La polémique journalistique
 N° 21 – 2004 : Médias et usagers
 N° 22 – 2004 : La communication dangereuse
 N° 23 – 2005 : La médiatisation de l'économie
 N° 24 – 2005 : Spectacularisation du politique
 N° 25 – 2006 : Légitimation et communication N° 26 – 2006 : Nouvelles voies de la radio
 N° 27 – 2007 : Photographie et communication
 N° 28 – 2007 : Variations autour de la communication
 N° 29 – 2008 : La pensée iconique
 N° 30 – 2008 : Médiatisation des publics sportifs
 N° 31 – 2009 : Culture et communication
 N° 32 – 2009 : Communication et santé: quelles reconfigurations des relations ?
 N° 33 – 2010 : Les compétences médiatiques des gens ordinaires (I)
 N° 34 – 2010 : Les compétences médiatiques des gens ordinaires (II)
 N° 35 – 2011 : Communication d'organisation et environnement
 N° 36 – 2011 : Médias et Culture de soi

CONDITIONS D'ABONNEMENT

Abonnement annuel papier + en ligne (2 numéros) : 30 euros + frais de port

Belgique : 36 euros, frais de port compris

Europe : 42 euros, frais de port compris

Hors Europe : 50 euros, frais de port compris

Abonnement annuel en ligne (2 numéros) : 20 euros

Achat au numéro papier + en ligne (1 numéro) : 16 euros + frais de port

Belgique : 19 euros, frais de port compris

Europe : 22 euros, frais de port compris

Hors Europe : 26 euros, frais de port compris

Achat au numéro en ligne (1 numéro) : 10 euros

Mode de paiement :

Sur facture à demander à la rédaction.

UCL - Recherches en communication, 14, ruelle de la Lanterne Magique, B-1348 Louvain-la-Neuve

Contact : sandrine.degaye@uclouvain.be

LA CONSTRUCTION DE L'IDENTITÉ ÉDITORIALE DANS LES MÉDIAS CONGOLAIS

JEAN-CLAUDE LIKOSI ATAMBANA

Dans un paysage médiatique marqué par une prolifération quantitative et non qualitative des stations audiovisuelles alors même que la presse écrite essentiellement d'opinion connaît depuis des années une baisse très sensible de tirage, quelles stratégies manifestes de différenciation et de valorisation les quotidiens congolais mettent-ils en place pour susciter l'intérêt des rares lecteurs ? La construction d'une identité éditoriale amplifiée par les enjeux électoraux de 2006 et 2011 est au centre de cette contribution.

Les recherches portant sur les médias congolais critiquent régulièrement les liaisons dangereuses entre journalistes et politiques. Elles dénoncent, en particulier depuis 1990 et lorsqu'il s'agit de la presse écrite, la persistance de trois positionnements politiques : une presse dite rouge proche des partis d'oppositions ou hors des institutions publiques ; une presse verte alignée derrière le pouvoir en place et, entre les deux, une presse dite neutre sensée ouvrir ses colonnes à toutes les tendances politiques (Kayembe Malu, 1997, 2003 & 2004 ; Frère, 1996, 2005, 2007, 2008 & 2011).

Si les conditions et contraintes socio-économiques de production contribuent à expliquer certaines formes de connivence politico-médiatique dans ce pays, il reste que l'on ne tend quasiment pas à s'interroger sur les spécificités éditoriales et rédactionnelles de chacun de ces médias. Pourtant, il est admis que les crises multisectorielles ainsi que les dynamiques sociopolitiques de ces vingt dernières années se sont également accompagnées de certaines reconfigurations du paysage médiatique. Dans une étude initiée en 2004 par l'Institut Panos Paris et actualisée en 2008 par celle de Marie-Soleil Frère, il ressortait déjà que certains journaux ont disparu, que d'autres ont une parution aléatoire et que d'autres encore ont changé ou changent de ligne éditoriale en fonction de l'actualité ou des intérêts et acteurs politiques à couvrir¹. C'est à juste titre que nous avons également observé, dans une tentative de compréhension heuristique et non de mise en procès des rapports presse – politique², une sorte de monogamie périodique faite de divorces et de remariages, de "sexualité" libre, le temps de la couverture d'un événement,

ou encore d'un statut de « journaliste professionnel » entre simple étiquette et quête d'identité.

La construction d'une identité éditoriale sur fond d'un alignement politique avéré ou supposé est au centre de la présente contribution. Pour mener à bien un tel objet d'étude, l'événementialisation des élections constitue un cadre idéal d'analyse. Notre but est non seulement de relever les indicateurs manifestes et objectifs qui singularisent les journaux mais aussi de dégager leurs stratégies de structuration et de valorisation événementielles. Les périodes observées concernent les élections présidentielles et législatives de 2006 et de 2011.

A propos de l'identité éditoriale dans la presse

Rappelons pour commencer que la notion d'identité est complexe et difficile à circonscrire (Lipianski, 1992 ; Mucchielli, 2011). Elle connaît en effet des fortunes diverses selon qu'elle est abordée dans une perspective sociologique (Létourneau 1994 ; Cuhe 1996 ; Deshaies & Vincent 2004 ; Oakes & Warren, 2009) que constructiviste ou sociodiscursive (Goffman 1973 ; Bourdieu 1982 ; Plantin, 1993 ; Vincent 2000 ; Barker & Galasinski, 2001 ; De M'uzan, 2005 ; Turbide, Vincent & Laforest, 2008).

Au demeurant, qu'elle apparaisse de manière isolée ou dans un syntagme, la notion d'identité trouve un terrain récurrent et parfois polémique d'évocation notamment dans le cadre de la communication interculturelle, des organisations, des débats électoraux autour des sentiments et des composantes essentielles des sociétés en bute à la montée des partis nationalistes, dans les problématiques de l'intégration sociale, etc.

Dans l'un ou l'autre contexte, elle est associée à l'idée d'image voulue, de représentations, de défense ou de promotion des certaines valeurs figées ou non, de points communs réels ou supposés formant un ensemble d'habitus propre à un groupe, une société, une nation. Cette notion nous intéresse lorsqu'elle est comprise comme un ensemble de données manifestes de détermination et de différenciation, en particulier dans le domaine médiatique. Mais même ici, les orientations empiriques sont également nombreuses.

En effet, les travaux relatifs à la pratique journalistique, ou plus largement en sociologie des médias (Rieffel, 1984 ; Ruellan, 1993 ; Accardo, 1995 ; Mathien & Rieffel, 1995 ; Lemieux, 2000) proposent le syntagme « identité journalistique ». Ici, il est question d'observer les singularités de la profession journaliste comprise comme une corporation plus ou moins définie mais aussi de considérer celle-ci face à sa raison sociale, ses crises, ses logiques et ses conditions de fonctionnement général ou encore face aux mutations des pratiques journalistiques dans le contexte d'émergence des nouveaux supports (Degand & Grevisse, 2012).

En analyse du discours journalistique, de même qu'en littérature et en narratologie, on retrouve cette fois formalisés les concepts d'identité discursive et d'identité énonciative ou encore d'identité narrative, auxquels on peut associer ceux moins souvent évoqués mais pertinents pour notre étude, à savoir l'identité rédactionnelle et l'identité éditoriale.

Dans le premier groupe de syntagmes, il est y notamment observé l'image que le locuteur donne de lui dans son discours, son engagement argumentatif, les traces et rapports des différents locuteurs dans un événement, l'aspect social de la rencontre entre les discours, bref, une certaine orientation vers les problématiques de l'argumentation et de l'énonciation dans le discours (Nguyen, 1981 :37-54 ; Charaudeau, 1993 & 1997 ; Amossy, 1999).

Jean De Bonville et Lise Moreau par exemple, proposent une synthèse de recherches autour du concept d'identité discursive ainsi que ses dimensions. On y refient qu'elle se rapporte à la représentation du locuteur que le sujet communicant et le lecteur réel construisent à partir des indices linguistiques que les énonciateurs laissent dans leurs textes³. Patrick Charaudeau l'associe à l'idée de défense

d'une image de soi, d'un double enjeu de crédibilité et de captation qui se traduit par l'adoption de plusieurs attitudes discursives (neutralité, distanciation, engagement, démonstration, polémique, séduction, dramatisation) dans l'une ou l'autre situation de communication⁴.

Les concepts d'identité rédactionnelle et d'identité éditoriale, respectivement chez Rozenn Guilbert et Roselyne Ringoot, nous concernent particulièrement. Rozenn Guilbert inscrit l'identité rédactionnelle, à côté de l'identité énonciative, parmi les dimensions de l'identité psychosociale. Pour la paraphraser, l'identité rédactionnelle renverrait à la diversité, à la revendication d'un particularisme, aux façons de faire qui ne correspondent pas aux représentations dominantes du processus rédactionnel, des tours de main astucieux et efficaces, à un style de comportement rédactionnel. Elle écrit : « je propose de nommer « identité rédactionnelle » la représentation de soi comme ayant tendance à adopter avec plus ou moins de régularité et de bonheur telles ou telles façons de faire. Cette identité rédactionnelle est plus ou moins explicite, plus ou moins affirmée, plus ou moins valorisée »⁵.

Nous préférons retenir le concept d'identité éditoriale telle que Roselyne Ringoot l'aborde. Celle-ci se rapporte aux propriétés tangibles et visibles des médias. Dans sa proposition d'une approche méthodologique dans le cadre d'une analyse du discours de presse au prisme de la ligne éditoriale, Ringoot considère en effet la ligne éditoriale comme la combinaison de stratégies énonciatives dégagées dans le journal, et créant de l'identité éditoriale. D'un côté, la ligne éditoriale apparaît comme un construit discursif qui démarque les journaux les uns des autres : centres d'intérêt, ton, style, idéologie. D'un autre côté, la ligne éditoriale apparaît comme un préconstruit discursif du journal : politique en matière de titrage, genres, citations⁶. L'identité éditoriale révèle les éléments visuels (format, segmentation, distribution des surfaces), alors que l'étude de l'identité énonciative journalistique observe notamment comment le journal se nomme et comment il nomme ses auteurs, comment le journal objective l'information (fonction catégorisante des rubriques et des pages externes), et comment le journal joue sur les propriétés des genres, de l'angle et des titres.

Dans l'analyse de l'identité éditoriale il serait donc question d'observer les marques distinctives, de rechercher l'originalité ou encore les éléments valorisant le produit informatif : le journal et son contenu. Ce travail de valorisation et de structuration passe par la mise en œuvre, dans l'air rédactionnelle, de certains éléments stratégiques repérables et revendiqués et qui constituent autant des clés d'écriture et de lecture (formelles, visuelles, hyperstructurelles) susceptibles de donner un sens à l'information et surtout de vendre le journal dans un contexte concurrentiel.

Dans l'esprit de la présente contribution, examiner l'identité éditoriale des journaux supposerait non plus de revenir sur les particularités socio-économiques des médias congolais largement abordées par ailleurs, ou de repérer les consignes internes propres à certaines maisons de presse, les éléments de la charte et règles partagés au sein de la profession, encore moins de plancher sur les difficultés à définir le métier. Aussi, l'objet de notre analyse ne se situe-t-elle pas sur le plan du processus d'écriture informationnelle (énonciation et narration journalistiques), encore moins de l'argumentation dans la prise de position éditoriale (Gauthier, 2006) mais plutôt au niveau de la présentation matérielle.

C'est dans ce sens que l'on complètera Ringoot par Hermann et Lugin ou encore De la Haye lorsque ceux-ci s'intéressent entre autres à la rubrique comme élément matériel qui participe à la construction de la personnalité du journal. La rubrique sert à classer, à hiérarchiser les informations selon une vision du monde des concepteurs. Elle instaure une stabilité relative de la structure du journal. Élément fort de l'identité du journal, la rubrique est, à cet égard, une sorte de colonne vertébrale, écrivent-ils (De la Haye, 1985: 26; Hermann & Lugin, 1999:7; Lugin, 2000 & 2001). Charaudeau indique que le rubriquage « témoigne de la manière dont chaque organe d'information construit son espace public. Parfois très rationalisé et visible – comme dans les journaux dits d'opinion, cette rationalité étant considérée dans le milieu professionnel comme la marque d'un organe d'information s'adressant à un public éclairé et cultivé- ce rubriquage est parfois mélangé et peu visible- comme dans les journaux dits populaires...comme dans les quotidiens régionaux qui donnent une préférence aux nouvelles locales » (1997: 115 & 160).

A Kinshasa, capitale de la RD Congo, le paysage médiatique est marqué par une prolifération des stations audiovisuelles alors même que la presse écrite connaît depuis des années une baisse très sensible de tirage et de lectorat. Dans un tel contexte concurrentiel amplifié par les enjeux de positionnement politique notamment en période électorale 2006 et 2011, les journaux avaient intérêt à se distinguer autant dans la présentation matérielle que dans le traitement qualitatif des nouvelles. Le rubriquage n'est donc pas le seul élément de structuration de l'information et de marketing de la presse écrite congolaise. D'autres données péritextuelles du journal et de l'article tels que la Une (tribune et sous tribune, sommaire, ours), la titraille, les illustrations et légendes, les notes et renvois, les signatures et sources, les letrines et vignettes, contribuent non seulement à habiller l'article proprement dit mais également à vendre le journal. Point n'est besoin de rappeler que dans un pays où la presse est, pour l'essentiel, d'opinion, la dénomination même du journal est déjà une première indication importante sur le style et le ton proposés aux lecteurs.

Nous allons ouvrir nos analyses par la place réservée à l'information électorale en 2006 et 2011 ainsi que ses implications quant à la présentation matérielle des journaux (format, pagination, quantité de production électorale, etc). Notre étude se poursuit par une interprétation sémiotique de la dénomination de journaux, et enfin, nous nous intéresserons aux autres éléments significatifs, à savoir: la Une, le rubriquage, le format de la titraille et enfin, la signature.

Trois quotidiens classés parmi les plus importants de la capitale Kinshasa (Sondage Cabinet Expert 2006 et 2011), à savoir Le Palmarès (proche du pouvoir), La Tempêtes des Tropiques (proche de l'opposition non institutionnelle) et La Référence (neutre) sont examinés.

En réalité, la présente contribution s'inscrit dans le cadre d'une présentation de quelques résultats d'une recherche doctorale en finalisation à l'Observatoire du Récit Médiatique. Ce travail envisage une approche socio-narratologique pour l'analyse de la dynamique presse – politique telle qu'elle se construit dans le récit médiatique électorale de la présidentielle et des législatives de 2006. L'étude porte sur une base de données de 2820 articles représentatifs des étapes clés de ce processus entamé en août 2004 et achevé en février 2007⁷. Afin de prendre un certain recul temporel par rapport à ces premières analyses, observer les évolutions éventuelles mais surtout coller à l'actualité électorale de 2011, objet du présent numéro de *Médiatiques*, un second corpus de validation est pris en compte et qui couvre la période d'octobre à décembre 2011, soit 1351 articles. Seules les observations significatives sont reprises dans les lignes qui suivent.

Quelques révélateurs événementiels

Au sortir du Dialogue InterCongolais de Sun city en Afrique du Sud, le 02 avril 2003, le pays s'est engagé dans un processus de stabilisation politique avec, en ligne de mire, la tenue après deux ans des premières élections démocratiques à tous les niveaux.

Cependant, les contraintes organisationnelles ainsi que les lenteurs tant dans l'adoption de certains textes constitutionnels que dans l'installation et le démarrage des activités des institutions d'appui à la démocratie ont repoussé, jusqu'à juin 2006 et février 2007, la concrétisation de tout le processus de votes pour la présidentielle et les législatives y compris l'installation du nouveau gouvernement et des représentants des chambres (Sénat, Parlement national et Assemblées locales).

Ces multiples reports ont néanmoins contribué à faire entrer de manière progressive mais durable la thématique électorale dans l'agenda médiatique. C'est précisément

à partir d'août 2004, date du démarrage effectif des activités de la Commission Électorale Indépendante (devenue Commission Électorale Nationale Indépendante en perspective des élections de 2011), que l'on observe un début de suractualisation événementielle dont le pic sera atteint en 2006.

Au plus fort des élections de 2006 et de 2011, l'écart de production est plutôt à l'avantage des premières élections démocratiques. Pourtant les élections de 2011 ont été marquées par la multiplication par deux des candidats à la députation, par l'entrée en lice du parti et de l'un des leaders historiques de l'opposition, Etienne Tshisekedi, absent des élections de 2006. Elle a aussi connu une implication accrue via les réseaux sociaux et médias en ligne de la diaspora congolaise.

Au premier tour des votes de 2006, soit entre juin et août, les journaux La Référence Plus (désormais LRP), La Tempête des Tropiques (désormais LTT) et Le Palmarès (désormais LP) ont proposé respectivement 662 articles contre 296 et 245. En 2011, malgré le fait que les votes sont réduits à un tour et donc supposent une couverture plutôt permanente et attentive de la presse, la période d'intense médiatisation électorale d'octobre à décembre renseigne pour LRP et LP une offre presque l'équivalent de celle de 2006, soit 639 contre 287. LTT reste le seul à intensifier sensiblement ses titres sur les élections, soit 425 articles. Il est particulièrement intéressant d'observer, notamment pour LTT, une focalisation quasi majoritaire des titres et contenus sur l'élection présidentielle au détriment des législatives et/ou des candidats députés, soit un score d'écart allant de 6 contre 1 voire 9 contre 2 sur certaine livraison.

A l'approche des élections de 2006, on constate une stabilisation de la présentation en format tabloïd de la plupart des journaux (quotidiens et hebdomadaires). La fréquence de parution des journaux passe, pour certains, de 4 à 5 et quelques fois 6 livraisons la semaine. Néanmoins, malgré l'évolution de la pagination, il a persisté, autant en 2006 qu'en 2011, une formule des quotidiens à faible volume et de distribution à l'échelle nationale. Une absence de stratégie de distribution qui se justifierait en partie par l'immensité du territoire national à couvrir. Depuis la disparition des journaux proches du pouvoir étatique de la Deuxième République (Elima, Salongo, etc.), il n'existe donc plus des journaux à réelle portée nationale en RD Congo. La présence sur Internet est la stratégie choisie par certains quotidiens pour atteindre un public large.

Plus qu'en 2011, cette faible couverture nationale n'a pas empêché les journaux d'accorder en 2006, une place importante au traitement des nouvelles électorales de l'arrière pays. On y découvre entre autres des sujets traitant de l'insécurité persistante à l'Est du pays et ses conséquences sur les votes, des activités de la Commission

Electoral Indépendante, de la campagne électorale de certains acteurs politiques capables de se payer un espace médiatique et d'assurer le déplacement d'équipes de journalistes, etc.

LP est passé d'un format de 12 pages en 2003 à celui de 20 pages en 2004 lequel monte à 24 pages de 2005 à 2007 et enfin chute à 16 pages en 2008 jusque 2011. LRP qui se présentait en 12 pages entre 2003 et début 2004, va désormais se stabiliser à 16 pages depuis 2005. De son côté, LTT connaît une évolution de 8 pages entre 2003 et 2004 pour celle d'un quotidien de 12 pages à partir du 12 août 2004. Si l'on se fie à cette évolution, on serait tenté d'avancer que LP propose généralement plus d'espaces pour les nouvelles que LRP et LTT. Sa production quantitative est pourtant de plus faible de trois journaux.

Une attention portée sur la présentation matérielle des contenus révèle que LRP propose des textes plutôt longs et denses en termes de nombre des mots/signes. Il est suivi de LTT chez qui l'offre informationnelle est, en 2006, essentiellement textuelle et donc plutôt dépouillée des artifices dont les éléments iconographiques (illustrations et photographies), même dans la Une. En 2011, LTT s'illustre désormais par une insertion régulière de photographie électorale dont la plus visible est celle d'Etienne Tshisekedi. De son côté, LP réédite certaines de ses propres nouvelles ou celles tirées d'autres médias. Il lui arrive parfois de changer uniquement le titre initial à défaut de proposer un petit commentaire. Plus globalement, le journal fait le choix des présentations informationnelles souvent courtes, très aérées et donc des textes plus dilatés ou délayés. Dans ce journal, on remarquera bien souvent un déséquilibre flagrant entre la taille de police imposante des éléments de la titraille et le nombre de signes réservés au contenu proprement dit. Enfin, notons que LP organise sur 5 colonnes l'espace d'exposition des nouvelles en pages intérieures alors que LTT et LRP le recentre sur 4 colonnes. Plutôt très peu fourni en contenu, le titre ou plus largement la titraille de LP fait quelque fois office d'information même. Le contenu n'apportant parfois rien de supplémentaire aux indices distillés par les éléments de la titraille.

Sur le plan quantitatif, on dénombre en 2006, 2820 articles⁸ avec des titres portant explicitement sur les élections et des contenus manifestement orientés vers cette actualité. Dans ce corpus, LTT a proposé 852 articles contre 726 pour LP et 1602 articles pour LRP. Cette distribution en faveur de LRP représente quasiment la somme de deux autres quotidiens. En 2006, année électorale proprement dite, la moyenne mensuelle de LRP est très significative puisqu'elle monte jusqu'à 161,33 articles contre 86,83 pour LTT et 62,33 pour LP. En 2011, l'équilibre reste quasiment le même puisque LRP est resté le journal à forte production de nouvelles. Il est suivi de LTT puis de LP.

La première expérience de couverture électorale ne semble aucunement donner lieu à des nouvelles officielles et qualitatives qui soient originales en 2011. La quasi absence des soutiens financiers aux médias en 2011 contrairement à 2006 ainsi que la modicité des moyens de campagne électorale mis à disposition par les grands partis aux candidats débutés pourraient justifier cette faible initiative de ces médias écrits dans la couverture électorale. On le remarquera, en particulier, par la baisse du nombre et de création des rubriques éphémères, d'insertion de la photographie en couleur ainsi que des tournes dans les journaux en 2011.

A la lumière de sa quantité plus importante d'informations en 2006 et 2011, il ne serait pas hasardeux d'avancer l'hypothèse selon laquelle la position de neutralité ou celle beaucoup moins discutée d'ouverture revendiquée par LRP, lui permet de traiter, d'accéder et donc de diffuser les nouvelles en provenance de différentes parties prenantes aux élections. De même, les acteurs et informations électorales de diverses obédiences y auraient trouvé un espace de visibilité médiatique plus ou moins accessible lorsque les portes leur auraient été fermées ailleurs.

Autant en 2006 qu'avec plus de mobilisation en 2011, on observe du côté de LTT, un imprimatur clairement contre les gouvernants en place et donc une médiatisation plus engagée, voire partisane, lorsqu'un événement est en faveur ou non de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social, en sigle UDPS et de ses affidés. A titre d'illustration, l'emballage médiatique autour d'une apocalypse institutionnelle annoncée au 30 juin 2005 a vu LTT proposer, au mois de mai et juin 2005, un plus grand nombre d'occurrences autour de la thématique électorale avec une orientation majoritairement en défaveur des partisans de la prolongation de la transition. En juin par exemple, elle est de 103 articles contre 88 pour LP et 68 chez LRP. Ses montées en Unes axées notamment sur les ratées de la transition, sur l'incapacité du pouvoir à mener à son terme le processus électoral, ou encore sur l'accentuation de l'insécurité s'accompagneront des stratégies médiatiques plus structurées sous formes des titraillages de compte à rebours, les multiplications de communiqués et interventions de l'UDPS et ses affidés, des éditoriaux acerbes, soit encore des illustrations et articles polémiques mettant en vedette la mobilisation des militants de ce parti à travers le pays.

En 2011, LTT est désormais un porte-voix décomplexé de l'UDPS. Lorsqu'il ne s'engage pas dans une formulation alarmiste et conflictuelle en défaveur des opposants au "leader maximo", il fait la part belle à la campagne d'Etienne Tshisekedi, aux candidats du parti, ou encore aux membres de la société civile principalement l'Institut Carter et la Commission Episcopale Nationale du Congo lorsque ceux-ci remettent en question la régularité de la victoire de Joseph Kabila. En réservant quasi hebdomadairement

sa Une à Tshisekedi, les titres favorables de LTT tendraient à valider la thèse d'une couverture partisane des nouvelles, alors même que le journal se définit comme un « quotidien indépendant d'informations générales ».

Bien que sa production soit la plus faible autant en 2006 qu'en 2011, LP se distingue par une priorité accordée aux titres sensationnelles à portée tantôt polémique, tantôt promotionnelle et institutionnelle. En traitant de cette manière les événements, LP exploite largement les registres émotionnel, de la révélation, du démasquage des scandales, de la disqualification et parfois de la délation, afin non seulement d'accrocher les lecteurs mais également produire un effet (réaction positive ou négative du public ou en particulier, d'un ou des personnages visés). La conséquence est double: d'un côté, le journal réussit le coup de force de se maintenir parmi les plus populaires, sinon dans les trois premiers, malgré la qualité discutée de son contenu. De l'autre, il y émerge une certaine confusion entretenue entre informations et commentaires ou points de vue du journal, entre faits divers et faits d'actualité, entre rumeurs ou supputations et informations. Aussi, le journal exploite-t-il de manière récurrente, à défaut du conditionnel, des formules du type : 'voici toute la vérité sur...'; 'voici comment...'; des sources généralement bien informées...; 'nos fins limiers...'; 'des sources proches de...'; 'le peuple congolais s'interroge', etc. pour faire croire à une présence effective du journal lors d'un événement ou que l'information proposée est un scoop, tenter de jouer au porte-voix des citoyens ou tout simplement faire croire à la véracité de certains sujets polémiques qui restent pourtant difficile à vérifier puisque les sources sont rarement citées. Aucune tendance politique n'échappe à pareil traitement médiatique dès lorsqu'il faut vendre le journal ou alors proposer un titre promotionnel en faveur ou non de l'un ou l'autre acteur politique. Une certaine liberté éditoriale qui permet au journal de ne pas se priver d'une partie de son lectorat.

En décembre 2005 par exemple, à l'occasion de la couverture de la campagne référendaire en vue de l'adoption du Projet de Constitution de la Troisième République, LP a proposé plus d'occurrences que LT, soit 102 contre 85. Cependant, une lecture attentive du contenu des livraisons démontre pourtant une offre plutôt équilibrée malgré le fait que le vote en faveur du « oui » a été largement promu par les acteurs politiques proches de ce journal.

En effet, même si le journal a ouvert ses colonnes à certains reportages institutionnels du parti présidentiel, le PPRD (*Sensibilisation à l' enrôlement et au référendum constitutionnel. Bandundu: Kimbunda et Lukiana ratissent large pour le PPRD !*)⁹, ses productions ne semblent pas démontrer d'un engagement manifeste en faveur du « oui » au Référendum. Le journal se permet quelques critiques lorsqu'il ne manque pas d'observer

que très peu des congolais, même dans les milieux universitaires, ont eu accès à ce texte constitutionnel malgré la vulgarisation notamment en langue nationale entreprise par la CEI (À deux semaines du Référendum constitutionnel. La population ignore encore le contenu de ce texte »¹⁰, et « À quelques jours du référendum. Constitution : une grande inconnue des populations congolaises »¹¹). Autant le journal a constaté qu'à l'issue du « Référendum constitutionnel. Les partisans du «Oui» en liesse »¹² et que «Pour l'UDPS, le référendum a laissé un goût amer. Tshisekedi dénonce des fraudes massives et promet des manifestations »¹³. Autant il a largement joué le jeu de l'apaisement en souhaitant que « Que le meilleurs l'emportent... »¹⁴. Pour le journal, en définitive, c'est le peuple qui a été et doit rester « Le vrai gagnant... »¹⁵.

De la dénomination des journaux

Durant les périodes électorales 2006 et 2011, les journaux ont tenté d'accrocher les lecteurs de plusieurs manières : Ils ont été exposés à la vente à même le sol ; mis en vedette sur un étale en bois ou contre un mur comme des produits concurrents; proposés à la criée en entier ou en partie photocopiés ; livrés à une adresse de commande par le système d'abonnement ; diffusés sur le net notamment via leur site propre ou à travers d'autres réseaux d'informations sur le pays, etc.

Par l'un ou l'autre canal d'accès, ils restent fondamentalement des produits commerciaux porteurs de nouvelles. Des produits qui devraient non seulement susciter l'intérêt, combler un manque, mais surtout fidéliser leurs lectorats. Carte d'identité et vitrine commerciale principale, la page de Une a été celle dont le public a eue le plus accès et qui est censée, au premier abord, mieux distinguer un journal.

Dans l'ensemble, non seulement les Unes sont essentiellement des panneaux à nouvelles politiques, elles n'ont que peu varié tant sur les plans de la composition des zones que de la quantité d'informations annoncées. De même, hormis quelques rares illustrations photographiques des politiques et insertions d'autres produits commerciaux en contexte électoral, les journaux restent en page intérieure, prioritairement des productions en noir et blanc. Autre point commun des trois quotidiens, c'est la reprise en rouge des textes dans le bandeau, principalement les noms des journaux depuis 2004. Par moment, LP a proposé une variation en orange des textes du bandeau afin de faire coïncider la couleur du nom du journal à celle du logo d'une entreprise promue en Une. Pour sa part, LTT reprend en noir la seconde partie de son nom «des tropiques » alors que « Tempêtes » est en rouge. Par contre le nom LRP, paraissait en noir en 2003 pour se présenter depuis 2004, dans une couleur rouge plus attrayante visuellement.

Du point de vue taxinomique, particulièrement au sujet des noms des journaux, rappelons que le mot « palmarès » renvoie à l'idée d'une liste des lauréats d'un concours, d'une compétition quelconque, et donc des meilleurs. Dans la couverture des événements, les écoles de journalisme enseignent en effet qu'un journal est invité à faire des choix, à sélectionner, à faire un tri et ne retenir qu'une série de sujets qui lui semblent répondre à certains critères rédactionnels. En se nommant « Le Palmarès », ce journal ambitionnerait-il de se recentrer sur quelques informations politiques et électorales marquantes en leur offrant un espace dans ses colonnes ? Certainement. D'autant que la dénomination des rubriques en pages intérieures est souvent précédée du mot palmarès pour marquer cette sorte de proclamation et de valorisation des quelques nouvelles jugées importantes (*Le Palmarès politique, Le Palmarès de la nation, Le Palmarès de la société, Le Palmarès de l'Afrique, Le Palmarès de l'économie, etc.*).

A cette proposition d'une sorte de listing des meilleurs sujets et peut-être des personnalités du jour, s'oppose chez LTT une taxinomie de la polémique, celle de la promotion/dénonciation des questions brûlantes, des tempêtes sociopolitiques. Pour bien marquer son identité, le journal propose en Une, un logo explicite et situé à gauche de son nom. On y découvre entourée ou plutôt coincée dans un cercle aux contours noirs sur fond blanc, une carte de l'Afrique de couleur noire. De part et d'autre du cercle, il émerge cinq flèches courbes descendantes et ascendantes qui symbolisent certainement les directions des tempêtes qui balayent l'Afrique. Avec plus d'attention, on constatera que les flèches du haut se limitaient, dans les productions de 2006, aux frontières de l'Afrique du Nord (les pays du Maghreb) où les situations sociopolitiques sont restées calmes jusqu'aux dernières révolutions populaires de 2011. Simple coïncidence ou pas, les flèches du haut sont désormais, en 2011, plus profondément introduites dans la carte de l'Afrique comme celles du bas le pénétraient déjà jusqu'à son centre. Le journal s'intéresserait donc ici aux tempêtes, aux nouvelles problématiques de l'ensemble de l'Afrique ainsi que de celles de l'extérieur mais qui touchent le continent avec des résonances différentes selon qu'elles concernent le nord ou alors sa partie sud jusqu'à son centre.

Généralement, le cercle ou précisément la circonférence du cercle symbolise le mouvement, le changement, les transformations. Les flèches renvoient à l'idée de pénétration, d'échange et d'ouverture. Mais ici le choix de la couleur noire symbolisant tantôt la sobriété, la rigueur, le mystère tantôt le vide, la tristesse, les ténèbres, la mort n'augure pas que des mouvements d'échanges toujours positifs ou des nouvelles sereines mais également des conflits et forces obscures qui non seulement enserrant l'Afrique mais aussi participent à retarder son développement. Malgré ces aléas, LTT ambitionne de couvrir ces informations générales, ces tempêtes autour des tropiques, de façon indépendante.

Du côté du journal La Référence Plus, l'enjeu symbolique du nom est celui de l'offre qualitative voire différenciée des nouvelles. Le lecteur doit en effet s'attendre à un traitement en profondeur c'est-à-dire fouillé, référencé et différencié des nouvelles proposées. Le superlatif « Plus » en italique est à cet effet un important marqueur de différence. A l'instar d'un slogan publicitaire, il renvoie à l'idée de leadership, de base de comparaison, d'unité de mesure ou de modèle ; bref, LRP se veut la source d'autorité principale et indépendante autour et à partir de laquelle on découvre et compare les offres quotidiens en informations générales.

Cependant, tout comme LP, LRP ne cache pas un certain engagement militant. Sans devoir citer Machiavel, LP inscrit sous son nom et entre guillemet la citation suivante « La meilleure forteresse des tyrans, c'est l'inertie des peuples » alors que LRP invite ses lecteurs à la révolte pacifique en citant Mahatma Gandhi : « Dès lors qu'un individu prend conscience que les lois qui régissent sa société sont injustes et arbitraires, il a le devoir de se révolter et de les combattre ». Dans l'un ou l'autre cas, à la fonction de sources d'informations s'ajoute donc celle de la socialisation, de la conscientisation des lecteurs, voire l'appel à l'insoumission aux pouvoirs politiques si nécessaire.

Poursuivons la découverte des quotidiens en examinant la présentation des Unes en période électorale.

La Une, carte d'identité et vitrine commerciale des journaux

Dans les Unes de LP, on peut observer deux particularités peu significatives pour un œil moins pointilleux. Le journal se distingue d'abord par la présence d'un deuxième bandeau tout de même moins fourni en informations au rez-de-chaussée ou pied de page. Il y est repris à gauche le numéro de la livraison et sa date, au centre le statut de « Quotidien d'informations générales » et, à droite le prix en franc congolais et en euro (en franc belge jusque 2004). Ensuite, alors qu'en 2003 la Une était coupée en deux par une ligne horizontale en pointillée, à partir de 2004, cette ligne est désormais pleine. Cette nette répartition est également présente plus ou moins de la même manière dans les deux autres journaux donnant ainsi une priorité à une seule information principale dans la zone de la tribune et donc comme manchette du jour.

Enfin, observons que le journal propose un seul titre principal à la tribune. Un titre ou plutôt une titraïlle qui paraît également plus imposante en termes de taille de police et de composition (surtitre, titre, sous-titre, chapeau, photos) par rapport aux autres titres du jour voire de LRP et LTT.

Sur le plan quantitatif, LP se caractérise par un passage de 4 en 2003 à un maximum de 3 titres encadrés dans la sous-tribune en période électorale 2006. En 2011, le nombre de titres annoncés en sous-tribune est désormais de 4. Pour la période de 2006, ces titres sont présentés sur une zone de texte majoritairement blanc que noir mais de forme géométrique variable : soit un losange, un carré et le plus souvent dans un rectangle en bordure pointillée entre 2005 et 2006, ou extérieure pleine en 2007. Retenons donc ici qu'en contexte électorale 2006, LP a proposé en Une un maximum de 4 titres d'actualités contre une annonce publicitaire et, en 2011, le journal est passé à un total de 5 titres d'actualités en Une avec de moins en moins d'annonces publicitaires.

En somme, en la faveur de la couverture des élections 2006 et 2011, LP a opté pour une stratégie orientée vers le registre de la restriction. Celle-ci se manifeste par un focus sur quelques sujets d'actualités, et donc une réduction du nombre des titres et des mots en Une pour mieux accrocher les regards. Le journal veut susciter l'attention par la taille de la police, de la typographie imposante ainsi qu'une insertion quasi permanente d'un point d'exclamation en début ou en fin de titraïlle (en particulier dans le sous-titre). On retrouve fréquemment la présence d'un double point à un niveau ou un autre de la titraïlle. Le point d'exclamation, rappelons-le, exprime traditionnellement tantôt la joie, la crainte, la surprise, la colère, le cri, un ordre. Une telle présence si fréquente du point d'exclamation dans la Une de LP paraît un abus d'usage même s'il faut reconnaître que cet élément d'identité éditoriale pourrait tenir ici la place du point en fin de phrase ou encore de marqueur de la fonction incitative du titre en Une.

Chez LP, comme LTT et LRP, la sous-tribune fait office de ventre, une sorte de deuxième partie de la Une pour ne pas dire de sommaire du journal. Cependant, dans les trois journaux, en particulier en 2011, la hiérarchie des titres n'est pas très évidente : une information en page 12, par exemple, venant avant ou après celles des pages 17, 18 ou 24 avec une taille de police égale ou supérieure ou encore moins importante. L'objectif, pour les trois journaux, c'est justement de promouvoir les différents sujets d'actualité proposés. Cet ensemble, tribune et sous-tribune, donne aux Unes de ces journaux, l'image d'un panneau d'annonce. Un panneau où titres accrocheurs, moins denses en nombre de mots mais repris en gros caractères, s'accompagnent presque toujours d'une ou de plusieurs photos encadrées au format américain des acteurs institutionnels nationaux ou étrangers qui font l'actualité, même si les contenus des articles ne leur sont pas toujours favorables.

L'objectif de LP est précis : la Une est conçue pour valoriser les titres sinon distinguer le journal dans la masse d'autres quotidiens. L'important est en effet de vendre les quatre ou cinq titres exposés, point n'est besoin d'une amorce

de contenu d'article, il faut vendre l'emballage, soigner le packaging, même si le contenu a été généralement le moins riche, pertinent et complet que dans LTT et LRP.

Quant à l'orientation de l'offre informationnelle, remarquons que ce panneau d'annonces reste majoritairement, pour ne pas dire uniquement, constitué des nouvelles qui s'intéressent aux activités des politiques.

Nous avons avancé précédemment que LP est un journal qui joue essentiellement sur le registre d'une typographie imposante pour accrocher les lecteurs. En 2006 et avec plus d'ardeur en 2011, LTT frappe plus fort en donnant à la manchette, sa juste définition : un titre large et en gros caractères considéré comme le plus important du jour. Ici, dans la présentation de l'information en tribune, le titre reste au-delà de la taille de police 28 jusqu'à titiller la 50, voire plus. Les quelques exemples ci-dessus en sont des illustrations manifestes.

Contrairement à LP, LTT regroupe dans un seul bandeau au dessous de son nom, tous les renseignements sur le journal dans une zone de texte en blanc sur fond noir. On peut y découvrir la revendication de « quotidien indépendant d'informations générales », alors même que le journal est taxé de proche de l'opposition.

Malgré une manchette imposante, le journal ne se prive pas de fournir 5 à 6 autres zones de texte (de titre) dont une au moins contient, selon les éditions, tantôt une amorce de l'éditorial, tantôt un encadré réservé au cours de change, tantôt un sommaire qui annonce d'autres articles en pages intérieures ainsi que leurs localisations. La publicité des produits commerciaux n'occupe que très rarement un espace de Une chez LTT. Avec une concentration générale entre 6 et 7 titres chez LTT, il émerge néanmoins une certaine organisation plus ou moins aérée de la Une.

En 2006, pour rendre sa Une attrayante et faire oublier cette abondance des titres, LTT proposait une subtile organisation en zoom : le titre principal avec de très grands caractères, les suivants au centre (ventre) en caractères plus petits mais avec presque toujours une amorce, et enfin les titres de nouveau imposants en pied de page. La Une de LTT se caractérisait aussi par un faible recours aux illustrations photographiques. En 2011 par contre, sa Une est désormais du type decrescendo sur le plan de la taille de titre. Dit autrement, plus on descend dans le parcours de lecture de la page, plus la taille choisie pour le titre est petite.

Toutefois, si le titre en manchette reste imposant, plutôt provocateur et alarmiste, la lecture concrète du journal commence le plus souvent par la présence d'un éditorial amorcé en page Une et achevé en page intérieure 2. Cette organisation de 2006 change en période électorale 2011

où l'éditorial est tout simplement supprimé. Autant en 2006 qu'en 2011, le journal offre un lead et donc l'opportunité d'entamer la lecture d'un des articles dès la Une. Ces extraits se retrouvent généralement dans une des sous-tribunes située juste sous le sujet principal.

L'idée d'une telle offre étant, on le suppose, de susciter la curiosité, offrir en promotion gratuite un avant-goût de ce qui attend le lecteur en pages intérieures. La Une de LRP s'inscrit également dans cette logique.

En somme, retenons que la Une de LP est du registre de la révélation d'une actualité bien souvent conflictuelle ou encore du titre essentiellement incitatif notamment par la typographie. Celle de LTT, en 2006, l'est aussi. Elle le sera encore plus en 2011 avec l'entrée en lice de l'UDPS. A l'occasion et plutôt engagés, les titres interpellent, poussent la sonnette d'alarme à défaut d'inviter le lecteur à une sorte de contact du type « goûtez-moi, testez-moi » ou du registre de la découverte, de l'essai « satisfait ou intéressé alors acheter ». La courte introduction de l'article participe en effet de cette mise en train à la lecture.

Enfin, sur le plan d'offre en information, la Une de LTT n'est pas que portée par des nouvelles politiques. Bien au contraire, le journal n'hésite pas à vendre aussi bien l'actualité économique (cours de change par exemple) que sportive, sociale, culturelle, sanitaire, etc. Les acteurs, actions et faits politiques, bien que priorisés en tribune, servent de tête de train à défaut d'être concurrencés par d'autres sujets de société pour répondre effectivement au statut de « quotidien d'informations générales » revendiqué par le journal. La cible des lecteurs de ce journal, contrairement à LP, n'est plus conditionnée par une spirale du silence imposée à d'autres actualités et donc par la visualisation permanente des sujets politiques et électoraux. Son choix, dans l'entame de la lecture, est donc riche et ouvert dès la Une. Ce qui n'empêche pas le journal, on le lui a souvent reproché, de porter son discours informationnel en faveur des opposants aux institutions en place.

La Une de La Référence plus

La Une de LRP est certainement la plus fournie en nombre de sujets annoncés, autant en 2006 qu'en 2011. On dénombre une moyenne variant entre 7 et 11 sujets y compris l'éditorial et, à certaines occasions, une annonce publicitaire. A cet effectif, il faut décompter dans certaines parutions, un encadré « Annonces » faisant office de sommaire pour deux voire quatre autres sujets le plus souvent institutionnels avec leurs localisations à l'intérieur du journal. Toutefois, cette abondance des titres en Une ne charge pas forcément la page. Les caractères exploités restent moins imposants que chez LTT ou LP.

LRP, tout comme les deux autres journaux, offre une information principale en manchette. Celle-ci s'enrichit d'un surtitre et rarement d'un sous-titre mais régulièrement un signe typographique qui participe à la valorisation du chapeau: soit 2 voire 4 astérisques ou carrés. Dans ce journal, l'information brûlante du jour est narrée en dernière page, c'est-à-dire la 12 en 2003 et la 16 depuis 2004, alors que LP et LTT privilégient les pages 2 et 3. Le déroulement de lecture suggéré par LRP est quelque peu risqué puisqu'il commence par des nouvelles moins importantes en pages intérieures pour finir par l'information principale. Peut-être que la stratégie est d'offrir en pages extérieures, à savoir la Une et la dernière page de dos, d'un côté une synthèse de l'actualité et de l'autre le sujet brûlant du jour ?

LRP se rapproche de LTT lorsqu'il propose un deuxième sujet sous la manchette. La typographie y est plus réduite. Les deux journaux ont fait le choix d'une insertion de l'éditorial en Une. Avec cette différence que pour LRP, l'éditorial rare en 2003 y est intégralement présenté depuis 2004. Pour LTT, il y est généralement sous forme de petite amorce qui soit se poursuit en page 2, soit il y est totalement repris. L'édito disparaît en contexte électoral 2011 dans LTT. En 2011, LRP maintient l'éditorial à la Une alors que LP fait de sa sous-rubrique « Le point » en page 2, tantôt une sorte d'éditorial, tantôt comme mise au point générale sur un sujet d'actualité sans prise de position effective.

En 2006, LRP s'éloigne de LTT lorsqu'il opte pour une organisation en tableau à deux entrées du reste de la Une. Par contre, les trois journaux auront, en 2011, quasiment la même présentation de la Une même si dans celle de LTT, l'information en manchette prend désormais presque les 2/3 de la page.

LRP a opté pour la diversification ou plus précisément, une abondance des sujets annoncés. Pari risqué, mais le journal se démarque en proposant un ou deux titres en anglais. Le lectorat n'est donc plus uniquement francophone et local mais également anglophone. L'intitulé de la rubrique y afférente est explicite « English issue ». Les sujets y abordés sont de divers ordres : locaux, africains ou internationaux.

Retenons enfin que tout comme LP et LTT, LRP consacre sa Une prioritairement aux nouvelles institutionnelles voire politiques avec une certaine personnification des informations. De fait, à l'opposé de LTT par exemple, les titres en Une chez LRP exploitent, dans la quasi majorité des livraisons le « qui fait quoi ? » en rapprochant systématiquement la nouvelle à un nom d'un personnage ou institution concernée par le sujet traité. Les titres sont orientés vers un registre de l'agir immédiat, de l'institutionnel, de la présentation des activités et faits des acteurs, du performatif, des titres informatifs exploitant le discours direct rapporté avec le guillemet, l'italique ou la parenthèse, que du registre de la révélation comme chez LP.

La vitrine des journaux étant examinée, une nouvelle question surgit : Que réserve les pages intérieures ? Une question que nous explicitons de la manière suivante : La montée en Une de l'actualité électorale a-t-elle préjudicié d'autres secteurs de l'information (politique, économique, social, culturel ou sportif) ? Si non, avec cette prégnance de l'information électorale, quelle a été alors la nouvelle dénomination et configuration des rubriques des journaux ? Enfin, où retrouve-t-on les plus et avec quelles stratégies de structuration les actualités importantes, en l'occurrence sur les électorales ?

La valorisation par le rubricage

La perspective de la tenue des premières élections réellement démocratiques et libres en RD Congo n'a pas été sans implications, tant dans la dénomination et émergence des rubriques que dans leurs occupations des surfaces au sein des journaux de Kinshasa. On a observé que l'augmentation de plus en plus notable des informations électorales a induit inéluctablement une réduction de l'espace alloué à d'autres sujets à défaut de déborder sur les pages ou rubriques autres que celles initialement dédiées aux actualités politiques. Dit autrement, sous les lois de la proximité et de l'intérêt humain, l'information électorale tout en favorisant l'émergence des rubriques occasionnelles, a déployé ses racines autant dans les rubriques politique, économique, sociale, sportive, sanitaire que régionale, etc.

Dans les trois journaux, les rubriques consacrées aux nouvelles politiques (*Le Palmarès politique* pour LP, *Nation* chez LTT et *Politique* pour LRP) ont bénéficié d'une augmentation notable en termes d'espaces et d'effectifs d'articles. Aussi, avec l'évolution de la pagination, on constate presque partout un passage de 3 à 5, voire par moment 7 pages réservées aux informations politiques dont l'actualité électorale en 2006, alors qu'en 2011, elles atteignent difficilement 5 pages successives.

Voyons succinctement la présentation des rubriques dans chacun des journaux retenus.

Localisation et distribution des nouvelles dans LRP

Dans leur quasi majorité en 2006, les informations électorales de LRP sont mises en vedette dans la rubrique *politique*. Elles apparaissent ensuite sous forme d'éditoriaux puis sous la rubrique *société* avant de se retrouver clairsemées tantôt sous forme de *tourne*, c'est-à-dire à cheval entre deux voire trois rubriques (politique et économique ; politique et société ; politique, économique et société), tantôt elles émergent dans une rubrique incongrue pour pareille nouvelle, celle de *sport* sans lien direct de

contenu. On notera ici que l'actualité électorale se retrouve dans la rubrique sportive en une période de forte production qu'est l'année 2006.

De même, c'est justement en cette année 2006 et dans une moindre mesure 2005, qu'apparaissent des rubriques occasionnelles mais dont la concentration en articles reste tout de même faible. Concrètement, on notera la création des rubriques spécialisées telles que *spéciale élection*, *communication politique*, *communication* et *documents*. Certaines se sont maintenues en 2011.

Quant au lieu de valorisation des articles, on observe que les pages de tournes reprennent plus d'articles en 2006. Mais si l'on examine les pages une à une, c'est la 2 qui reste la localisation privilégiée par ce journal pour promouvoir les nouvelles électorales. Les écarts s'élargissent ensuite (soit de près 100 points) quant à la répartition sur d'autres pages : comme la 3 et la 4 ou encore la 16. Les pages 20 et 21 sont les lieux les moins choisis pour exposer l'actualité politique ou électorale.

Ces résultats, confrontés avec ceux de 2011, permettent d'avancer que la valorisation en *Une* notamment sous forme d'éditorial, s'accompagne d'une montée promotionnelle très marquée en page 2 suivie d'une baisse régulière, mais sous une production tout de même importante, à partir de la page 3 jusqu'à la 7. De la page 8 jusqu'à la page 15 voire la 24, l'information électorale connaît une présence moins significative. On notera avec intérêt que la page 16 occupe, en réalité, la troisième place dans la valorisation des actualités politiques. De fait, elle sert aussi bien d'espace de clôture des nouvelles annoncées en *Une* et entamées en 2, que d'espace de relance de la lecture du journal avec la présence des sujets d'importance manifeste.

De tout ce qui précède, nous tirons la conclusion qu'autant l'information électorale a suscité une forte mobilisation de ce journal en terme de nombre d'articles, autant elle a occupé un espace privilégié, précisément les cinq premières pages devenant de fait le produit le plus et le mieux exposé. Aussi, avec le passage de 12 à 16 pages par livraison quotidienne, il s'observe qu'à partir de la rubrique politique, les récits électoraux débordent sur d'autres rubriques poussant de fait à la création voire à la mise en place d'associations des rubriques.

Ces résultats, en termes de répartition, ne font que confirmer la prégnance de la rubrique politique comme espace d'émergence de l'information électorale. D'où la question à postériori: est-ce que pour les quotidiens le fait de présenter à la consommation du public - lecteur la question électorale comme une information/produit principalement politique a été le plus vendeur ?

A défaut d'avancer que l'information de presse écrite reste encore adressée à une certaine élite ou essentiellement intéressée par la politique, nous pouvons répondre par l'affirmatif en postulant l'existence manifeste d'une sorte de dictature de l'information (sur le et du) politique dans les médias congolais en contexte électoral. Cependant, cette prédominance de l'information politique n'induit pas mutatis mutandis une construction et présence équilibrée des personnages politiques.

Nous concluons qu'entre impératif d'immédiateté, de nouveauté et donc de coller à l'actualité ou pourquoi pas de faire face à la concurrence entre médias (impératif commercial) d'une part, et la mission de socialisation politique du public leur dévolue en période électorale, d'autre part, les recettes du marketing rédactionnel des journaux congolais ont privilégié une formule à la senteur essentiellement portée par la promotion et le traitement de l'information politique et des politiques. Ceci avec le risque non seulement de politiser l'information mais surtout, en contexte électoral, de réduire cette question (électorale) ou son processus, à une simple dynamique entre acteurs politiques devant un public devenu simple spectateur.

Localisation et distribution des nouvelles dans LP

Dans ces différents « hit-parades » informationnels proposés en 2006 puis 2011, ce journal a choisi de reprendre les meilleurs sujets sur les élections dans sa rubrique-phare qu'est *Le Palmarès politique*, ensuite sur sa liste *Le Palmarès de la nation* qui précède des rubriques comme *Le point* et *Le Palmarès Société*.

Avec autant des rubriques que LRP, soit 15 contre 14 pour LP, ce dernier connaît tout de même une moindre dispersion des nouvelles sur différentes rubriques, ses textes étant généralement très courts. Néanmoins, à l'instar de LRP le journal *Le Palmarès* promeut ses nouvelles électorales dans des rubriques incongrues telles que *République*, *Le Palmarès Musique* et *Culture*. De plus, ces nouvelles se retrouvent noyées avec d'autres sans liens directs au sein d'une rubrique explicite comme *En vrac*. Notons également que ce journal est le seul à proposer quelques articles sur les élections dans une rubrique occasionnelle *Femme*.

Sur le plan de l'organisation des rubriques, LP propose la présentation de plus instable par rapport aux deux autres journaux. Au gré des parutions et actualités, émergent puis disparaissent des rubriques qui sont remplacées par d'autres. Pire, Si les pages 2 et 3 rarement 4 sont intitulées quasi systématiquement « *Le Palmarès politique* », les pages suivantes connaissent de chambardements et délocalisations régulières se traduisant non seulement par la permutation entre rubriques (Economie, Société, Communication,

Sport, Santé, Horoscope, Musique, etc.) mais surtout par l'apparition, puis disparition, et ensuite réapparition sur une page et plus loin de la rubrique politique ou d'une autre.

Enfin, une petite comparaison autour des rares rubriques similaires entre LRP et LP en 2006 révèle que ce dernier n'accorde qu'un espace très minime voire insignifiant à l'Éditorial en tant que telle, avec 4 articles sur les élections contre 298 chez LRP. Du reste, si l'éditorial est par définition la vitrine idéologique du journal (Herman & Jufer, 2001) et donc une prise de position sur un fait d'actualité et engageant la responsabilité morale du journal (Lagardette, 1994 :82), il est tout de même étonnant d'en retrouver en une si faible présence dans ce journal pourtant politiquement très engagé et surtout en une période aussi cruciale qu'a été celle des élections ? Ce quasi absence de l'éditorial en période électorale 2006 participe à ce flou précédemment évoqué quant à la distinction entre prise de position du journal, commentaires et faits d'actualité.

Malgré cette absence, retenons qu'en 2006 LRP est dominée par LP lorsque celui-ci va reprendre successivement 116 et 10 papiers dans les rubriques *Société* et *Documents* contre 89 et 7 pour LRP. A contrario, LRP insère 9 articles dans la rubrique *Communication politique* ou plutôt 15 si on y associe la rubrique *Communication*, alors que LP ne considère que 2 articles comme étant de la communication issue directement des politiques.

De la comparaison des productions de 2006 et 2011, on retiendra que LRP fait de sa page 2, la localisation privilégiée pour l'actualité électorale, LP le situe plutôt en pages 2 et 3. Les pages 4 et plus loin la 23 connaissent également une forte concentration. Par contre, les pages 16 et 19 de LP sont les moins privilégiées pour promouvoir les informations électorales.

Localisation et distribution des nouvelles dans LTT

De son côté, LTT a opté pour une dénomination plutôt large, *Nation*, pour y regrouper la majorité des informations cruciales. Cette rubrique occupera 76,49% de sa production sur les élections en 2006. Certes, cette option a l'avantage de prioriser une rubrique en terme de concentration, mais celle-ci n'empêche pas le journal de disperser les informations de 2006 dans 19 rubriques, alors que les autres journaux en proposaient 15 et 14 respectivement pour LRP et LP. EN 2011, l'effectif des rubriques de LTT est très sensiblement réduit pour atteindre difficilement 10 par édition. Rappelons tout de même que LTT est le seul journal à avoir proposé en 2006 des rubriques ouvertes aux lecteurs – électeurs intitulées *Débat et opinion* et *Espace démocratie*.

Cette stratégie de valorisation s'accompagne également de la création des rubriques propres au journal telles que *En exergue* et *Sur le vif* ou alors des rubriques occasionnelles comme *Événements* ou encore *Sondage* et *30 juin*. Le journal ne se prive pas d'ouvrir ses colonnes à la vie des médias ou aux informations liées à la situation des journalistes en période électorale. Sa rubrique *Médias* reprend quelques 19 articles entre 2005 et 2006.

A titre comparatif, les trois journaux proposent certaines rubriques aux dénominations similaires, mais sans un même niveau de valorisation d'articles. A titre illustratif, les rubriques *Documents* et *Société* sont présents dans les trois journaux avec des flux importants dans LP que chez LRP et LTT. Au final, retenons que tout comme LRP et LP, LTT concentre la majorité des articles sur les élections entre les pages 2, 3 et 4. Les tournes y sont également abondamment exploitées plus que chez LP mais moins que LRP. Cependant, LTT se distingue des autres journaux par une très faible exploitation de sa page de dos, c'est-à-dire la page 16 comme espace pour la relance des articles autour des élections comme c'est le cas pour LRP. La caricature de presse y trouve, comme chez LP, une localisation plutôt privilégiée.

De la composition formelle des titrailles

Hormis dans l'éditorial, un constat commun ressort de l'analyse des titrailles de la presse écrite congolaise autant en 2006 qu'en 2011: c'est que ces journaux propose essentiellement des titres - phrases et donc denses, pour ne pas dire longs et composés. Pour reprendre Frédéric Antoine et alii, les rôles d'information et d'accrochage se trouvent ainsi dispersés entre le titre et ses complices, l'avant-titre et/ou le sous-titre¹⁶.

La configuration « surtitre et titre » est la composition privilégiée des quotidiens congolais. LRP est le premier à l'exploiter abondamment. Le journal opte en second lieu pour un format court c'est-à-dire uniquement un titre puis pour la configuration « titre et sous-titre », comme troisième stratégie d'annonce des nouvelles.

Les deux autres journaux (LTT et LP) se rapprochent de LRP uniquement dans le choix prioritaire du format « surtitre et titre ». Tout comme LRP, la seconde configuration avec uniquement le titre est également priorisée par LTT. De son côté, LP se distingue de deux par l'adoption en second choix du format « surtitre, titre et intertitre ».

La troisième stratégie dans la composition des titrailles des trois quotidiens est également différente. Alors que LRP propose la combinaison « titre et sous-titre », LP et LTT offraient, pour le premier, une promotion des textes avec la configuration d'un titre et le second quotidien se distingue

à son tour dans son troisième choix lorsque l'annonce des articles est reprise sous la forme « surtitre, titre et sous-titre ». Au final, remarquons que LP propose une configuration des titraillles plus variée avec 11 combinaisons contre 8 chez LRP et 6 pour LTT.

Les contributeurs informationnels et signatures dans les journaux

LRP se singularise par son effectif plus important et diversifié des contributeurs informationnels suivi de LTT. Aussi, hormis les autres sujets du background informationnel proposés dans une livraison et non comptabilisés ici (dans les pages santé, société, culture, sportif, etc.), découvre-t-on jusqu'à 11 énonciateurs différents et 16 articles sur les élections dans une seule parution. Parmi ces signataires d'articles, l'éditorialiste électoral est un acteur beaucoup plus présent dans ce journal que dans les deux autres. A côté de celui-ci, il faut adjoindre une moyenne qui varie de 2 à 5 contributeurs péri-journalistiques réguliers. Deux catégories de ces non-professionnels de l'information (*Médiatiques N°35, 2004*) renforcent ainsi la qualité de la production de même qu'ils témoignent d'une certaine ouverture du journal : les correspondants qualifiés de « particuliers » et nommément repris comme signataires des contributions d'une part, et les analystes et/ou personnalités savantes, d'autre part. Les deux offrent au public des articles de libre opinion, de débat, de critique et d'analyse.

A côté des principaux contributeurs de LRP que sont ses journalistes politiques établis à Kinshasa, les locaux et envoyés spéciaux permettent au journal de couvrir les nouvelles dans les principales grandes villes (Kisangani, Matadi et Lubumbashi), de remonter les informations dans les zones de conflit de l'Est du pays, de suivre les déplacements des acteurs politiques lors des opérations de propagande. C'est dans ce sens que l'on retrouve chez LRP, et dans une moindre mesure chez LTT, certains noms d'« envoyés spéciaux » ou de « correspondants locaux » revenir constamment lorsqu'il s'agit d'une information électorale relative à l'un ou l'autre acteur et plate-forme politique voire une ville du pays.

Remarquons enfin que chez LRP, les communications des institutions nationales et internationales (CEI, ONU, UE, CIAT et autres) et des partis politiques de même que les informations électorales en provenance des agences de presse (AFP, ACP, Africatime, Syfia, etc.) ou d'un autre média (RFI, radiokapi.net, Monuc.org, etc.) sont peu exploitées à l'état brut. Sauf dans le cas d'un communiqué officiel et contrairement aux deux autres journaux, LRP propose donc une *co-énonciation* de la nouvelle sous des signatures aux formats: radiokapi.net/LRP, PNUD/LRP, Monuc.org/LRP, AFP/LRP, etc. Les contenus des articles montrent ainsi un effort de retraitement voire de commentaire de la nouvelle,

et non d'une simple reprise et donc de repiquage brut comme le ferait LP.

Chez LTT, l'effectif des contributeurs s'est réduit en 2011 par rapport à 2006. Cela se justifie par la faible présence d'articles de stagiaires. Ce qui n'empêche par le journal, en 2011, d'offrir dans certaine édition jusqu'à 11 articles sur les élections que se repartissent de manière plutôt permanente 4 à 5 journalistes (politiques). Chez LTT, deux contributeurs vont se partager le rôle d'éditorialiste en 2006. Enfin, en 2006 et en 2011, on peut y lire de manière très régulière les analyses politiques de Jean Nsaka wa Nsaka, journaliste indépendant.

A propos de LP, la stratégie principale est celle d'une *méga-énonciation* (Murhula-Amisi Nashi, 2002) où l'identité des journalistes s'efface pour laisser place à un ou deux signataires de tous les articles électoraux ou politiques. Les contenus des articles sont ainsi assumés soit par l'acronyme « LP » soit par le nom du journal « Le Palmarès ». Cependant, on voit apparaître dans certains articles politiques ou alors dans la sous-tribune « Téléphone – rouge » de nature plutôt humoristique, un troisième signataire : Le limier ou la Plume d'or. Ce dernier, c'est-à-dire la Plume d'or, fait référence au qualificatif valorisant assigné au propriétaire du journal, Michel Lady Luya.

Du reste, le choix d'un méga-énonciateur comme signataire unique des articles chez LP a certainement un double avantage : d'une part, celui d'assurer, dans le cas d'un article polémique ou d'un délit de presse, l'anonymat de l'énonciateur véritable qui peut être un contributeur extérieur face aux éventuelles poursuites, et donc rendre la responsabilité énonciative et juridique de l'article au seul éditeur. De l'autre, éviter de promouvoir davantage certains journalistes que d'autres, et donc neutraliser les voix énonciatives à défaut de valoriser uniquement le propriétaire du journal.

Perspective conclusive

Depuis 1990, les différentes recherches sur la dimension médiatique congolaise mettent entre autres en évidence une relation en dents-de-scie entre le champ médiatique et le champ politique, ainsi que des nombreuses contraintes de production qui rejaillissent sur la qualité du contenu médiatique. Les rapports d'observateurs relatifs à la couverture des périodes préélectorale, électorale et postélectorale de 2006 puis de 2011 ont été particulièrement unanimes pour dénoncer un marquage idéologique des médias, pour l'essentiel, derrière les acteurs politiques.

Cette situation contribue à pérenniser l'image d'une certaine presse d'opinion devenue caisse de résonance du champ politique. De fait, elle suscite plusieurs interrogations

notamment sur le pouvoir délicat de la presse en période électorale dans ce pays à démocratie émergente mais en crise cyclique ; sur la validité de certaines de ses informations ; sur les intrications du couple média - pouvoir politique dans le contrôle de la production médiatique et, plus globalement, sur l'identité de la presse dans ce champ social.

La présente contribution ambitionnait de dépasser les considérations généralement moralisatrices et dénonciatrices des rapports presse - politique pour s'intéresser aux particularités rédactionnelles sinon éditoriales propres aux journaux congolais. L'actualisation ainsi que l'élargissement des données des fiches signalétiques des journaux passaient ainsi par une analyse systématique des éléments matériels qui participent à la construction des identités éditoriales et donc à la valorisation des journaux voire à la structuration des informations.

Une observation attentive des journaux congolais révèle qu'outre la reprise de parution régulière de certains, la production informationnelle autour de la préparation ainsi que de la concrétisation des élections de 2006 est marquée par une mobilisation forte de ces médias qu'elle ne le sera en 2011. Un intérêt manifeste qui se traduit par la présence de nombreux révélateurs événementiels quantitatifs. Parmi ceux-ci, on a observé une ampleur des titres ainsi que des pages consacrées aux informations électorales ; la construction et multiplication des micro-récits électoraux ; la montée de l'effectif de journalistes affectés à leurs suivis ; l'intérêt évident d'accroître les ventes par le biais de certaines exclusivités et pages de publicité/propagande politique ; l'augmentation du nombre des pages des journaux ; la diversité des rubriques qui les ont prise en charge ; de présence en Unes ; d'illustrations ; de brèves et autres encadrés ou encore par la diversité d'intervenants/parties prenantes à la tenue des élections ainsi que des personnages médiatiques évoqués. Alors qu'en 2011 les élections semblent ne devenir qu'une affaire nationale, de grands partis aux moyens financiers assez conséquents pour se payer des pages de publicité politique dans les médias, et donc de quelques leaders politiques, en 2006 par contre, la longue attente puis la tenue effective des élections après une quinzaine d'année d'instabilité en RD Congo apparaissaient, dans les traitements médiatiques, comme un sujet à répercussion régionale et même internationale.

Le traitement des informations électorales a donc eu des répercussions diverses dans la présentation matérielle des journaux. Cette étude a ainsi l'avantage d'avoir proposé un regard plutôt objectif et contextualisé de quelques quotidiens congolais. Elle en appelle à d'autres qui s'orienteraient notamment vers l'observation des identités énonciatives et des marques textuelles, l'analyse de la construction des personnages, les stratégies de désignation et de prise en charge du récepteur médiatique, les frames ou traces de la

relation presse - politique dans le contenu informationnel et bien d'autres thèmes très peu explorés à ce jour.

Elle vient compléter les premières contributions postélectorales qui ont largement fourni, dans une optique de sociologie électorale, autant les chronologies et péripéties électorales que des statistiques, bilans et cartographies géopolitiques des votes en 2006 et en 2011.

- 1 Institut Panos Paris, Kinshasa, Panos Paris, 2004 et Frère, M.-S., FCI, octobre 2008.
- 2 Likosi Atambana, J. C., « Essai d'une grille de lecture du récit médiatique électoral congolais », dans Les Dossiers de l'ORM 2009, pp.5-35.
- 3 De Bonville, J., & Moreau, L., « Journaliste et magistrats : Le concept d'identité discursive appliqué à la couverture de l'actualité judiciaire en 1950 et en 2000 », dans Brin, C., Charron, J. et De Bonville, J., (Dir.), Laval, Les Presses Universitaires de Laval, 2004, pp. 317-367. On lira également avec intérêt Nguyen, T., « La notion d'identité discursive », dans , 1981, pp. 37-54.
- 4 Charaudeau, P., (Dir.), Paris, L'Harmattan, 2009 :15-28.
- 5 Guilbert, R., Paris, Presses Universitaires du Septentrion, 2003, p.98.
- 6 Ringoot, R., « Discours journalistique : Analyser le discours de presse au prisme de la ligne éditoriale », dans Ringoot, R., & Robert-Demontrond, Ph., Ed. Apogée - Ireimar, Renne, 2004, pp. 87-115.
- 7 Août 2004 marque l'installation effective de la Commission Electorale Indépendante et février 2007, l'installation des bureaux définitifs des Parlements (national et local) ainsi que l'entrée en fonction du gouvernement issu de la majorité parlementaire.
- 8 N'ont pas été pris en considération dans ce décompte, tous les articles ncartés dans les journaux par le supplément hebdomadaire d'informations électorales et citoyennes, « Le Journal du Citoyen », une initiative de l'Institut Panos Paris.
- 9 LP du 05/12/2005 N°3508
- 10 LP du 03/12/2005 N°3507
- 11 LP du 07/12/2005 N°3510
- 12 LP du 21/12/2005 N°3521
- 13 LP du 22/12/2005 N°3522
- 14 LP du 16/12/2005 N°3518
- 15 LP du 22/12/2005 N°3522
- 16 Antoine, Fr., Dumont, Fr. & Marion, Ph., Ecrire au quotidien, Bruxelles, Evo, 1995, p.24

ACTEURS POLITIQUES ET VOTANTS CONGOLAIS SUR MEDIACONGO.NET

UNE ANALYSE DU COMPORTEMENT ÉLECTORAL

MAVAKALA KALUNSEVIKO KROSSY

Dans certains pays africains, le comportement électoral se caractérise encore aujourd'hui par la négation des partis au profit du seul leader en lice. On n'organise les élections que lorsque l'on est sûr de l'emporter, dit-on. Ces élections, souvent peu fiables, sont organisées pour assurer la pérennité des partis au pouvoir tandis que l'opposition ne cesse de crier à la tricherie. C'est cette situation que nous tentons d'identifier par le néologisme démocratisme ou la démocratie à l'africaine. Dans le contexte spécifiquement congolais, une sociologie de l'action stratégique met en lumière certains comportements qui n'ont pas échappé aux médias en l'occurrence la presse en ligne. Les articles disponibles sur l'un des sites à forte fréquentation, www.mediacongo.net, font l'objet de la présente contribution.

Les faits étudiés sont compris entre la date du 08/12/2010 et du 09/12/2011. La première marque le retour d'Etienne Tshisekedi en RDC après plus de 3 ans passés à l'étranger et la deuxième la publication des résultats provisoires de l'élection présidentielle.

30 articles de presse en ligne, sur un total de plus de 150 articles à caractère politique consultés, ont ainsi été retenus pour constituer le corpus d'étude. Tous ont été recensés à partir du site www.mediacongo.net sur son lien politique. Le choix porté sur ce site tient du fait de sa neutralité plus ou moins revendiquée dans la présentation des informations. Les articles ont été choisis du fait de leurs contenus significatifs pour une analyse éventuelle.

Une analyse du comportement électoral

Autant dans les pays dits de vieilles démocraties que dans celles émergentes en Afrique, le comportement électoral de l'acteur politique et du votant fait régulièrement l'objet des nombreuses discussions avant ou après les échéances. En sociologie électorale, l'étude de ce comportement électoral, jusque-là portée par quelques approches de terrain et modèles explicatifs affirmés (rationaliste, identification ou

appartenance socio-collective, institutionnaliste, utilitariste, constructiviste, etc.), trouvent nouvelle matière à analyse lorsqu'elle voit s'exploiter de manière accrue des nouveaux médias et réseaux sociaux avec ses formes originales d'interactivité et de professionnalisation de la communication politique en l'approche de l'acte de voter.

Notre étude porte moins sur les incidences des nouveaux supports médiatiques, en l'occurrence le site www.mediacongo.net, que sur le contenu informationnel. Il ne s'agit non plus de rechercher les contraintes et déterminants de l'acte du vote au court des élections présidentielle et législatives de 2011. Il est plutôt question d'observer la médiatisation du comportement électoral que nous définissons comme l'ensemble d'actions et réactions, de stratégies et contre-stratégies que mettent en place les acteurs politiques et les votants dans un contexte électoral précis.

Les comportements identifiés seront interprétés à la lumière de la théorie de l'acteur stratégique d'autant plus que nous sommes convaincu qu'en Afrique, le développement du tout est encore tributaire de la volonté de certains acteurs

politiques. Les comportements de l'ensemble en dépend et il n'existe pas encore un ordre politique établi qui puisse déterminer le comportement de chaque individu.

Elaborée par M. Crozier et E. Friedberg, la théorie de l'acteur stratégique part du constat suivant : étant donné qu'on ne peut résumer le jeu des acteurs comme déterminé par la cohérence du système ou par les contraintes environnementales, on doit chercher en priorité à comprendre comment se construisent les actions collectives à partir de comportements et d'intérêts individuels parfois contradictoires entre eux. Au lieu de relier la structure organisationnelle à un ensemble de facteurs externes, cette théorie essaie de l'appréhender comme un construit humain, rejoignant en cela une démarche qui situe les déterminants causaux comme allant principalement de l'individu vers la structure (l'individualisme méthodologique) et non de la structure vers l'individu (structuralisme). Pour cela, il faut donc se focaliser, non sur la fonction des acteurs ou des sous-systèmes, mais sur les stratégies des acteurs (Crozier, M & Friedberg, E., 1977, Amblard, H. & Alii, 1996).

L'analyse de la production informationnelle du site mediacongo.net fait ressortir différents comportements électoraux autant des partis majoritaires, de ceux de l'opposition ou des membres de la société civile.

La formation des alliances politiques

Les alliances des partis politiques sont un fait qui s'observent de plus en plus en RDC. Celles-ci sont soit antérieures, soit postérieures à l'organisation des élections. En effet, après son élection en 2006, Joseph Kabila a gouverné le pays grâce à une coalition de partis politiques, l'Alliance pour la Majorité Présidentielle (AMP). Le 5 avril 2011, l'AMP sera remplacée par la MP (Majorité Présidentielle) à travers une nouvelle charte signée par 27 partis et personnalités politiques¹. Fait nouveau, le Palu, l'Udemo et l'ARC, membres de l'ancienne AMP furent absents lors de cette signature² tandis que le RCD/K-ML refusera d'y adhérer³.

Ce comportement est stratégique dans la mesure où il provient d'un acteur engagé dans une lutte politique et qui mesure l'ampleur de l'événement. C'est l'acteur stratégique⁴ qui construit ici une sorte de conscience collective autour d'un intérêt apparemment commun, mais dont lui seul maîtrise les contours réels. Il en est par ailleurs le bénéficiaire par excellence.

Le rôle de l'individu dans la détermination de la structure trouve ici sa quintessence. Les différents éléments composant la structure envisagent alors un comportement de type « paroissial » ou « remote control » répondant affirmativement à tous les mots d'ordre lancés par le chef de file. La même stratégie sera utilisée à l'aube des élections de

2011. L'unité qu'une telle configuration peut laisser entrevoir n'est qu'apparente. En réalité, des forces obscures se battent autour d'un leader pour défendre des intérêts privés souvent ignorés des votants.

Pareille stratégie vaut pourtant son pesant d'or dans la mesure où les acteurs politiques ne peuvent pas être envisagés en terme d'électeurs libres. Le regroupement et la réponse à l'appel sont nécessaires pour maintenir une certaine cohésion de groupes même si cette dernière est de temps en temps secouée par les vacarmes qui animent la sphère politique.

Le déni des partis et des candidats

La formation de l'alliance sus-évoquée sera pourtant révélatrice d'un comportement typique nouveau de la part des candidats aux législatives. D'un côté, les candidats de l'opposition qui afficheront clairement les noms de leurs partis et /ou regroupements politiques ainsi que celui de leur candidat président de la république⁵. A l'opposé, les candidats à la députation nationale membres de la MP qui cacheront souvent les noms de leur candidat à la présidence de la République ainsi que les noms de leurs partis et/ou regroupements politiques.

En outre, le candidat Président de la république de la MP s'est lui-même présenté une fois de plus comme candidat indépendant même si son parti politique l'avait désigné. Le souci du candidat était celui de se présenter comme le candidat du peuple congolais tout entier et non celui d'un seul parti politique. Sauf que nul ne peut prétendre à une telle unanimité dans un pays aussi pluriel que la RDC. Une fois de plus, il s'agit d'une stratégie qui révèle la prise de conscience par le candidat de l'évidence selon laquelle son parti politique ne pouvait lui permettre de gagner les élections. Beaucoup de ses membres étaient impopulaires et les résultats des législatives l'ont certainement convaincu plus tard dans la mesure le nombre d'élus du PPRD représentent actuellement la moitié des élections de 2006.

Le réveil de conscience de la population aurait donc fait craindre la défaite aux candidats. L'appartenance au parti ou au regroupement politique est, dès cet instant, assujéti aux intérêts et objectifs des individus qui planifient leurs stratégies en fonction des opportunités et des circonstances immédiates. Dans la perspective d'une défaite éventuelle à ces échéances, les candidats des plates-formes de la MP ont préféré se vêtir de la peau de mouton, quitte à atteindre le cap et renégocier le positionnement politique.

Le comportement électoral, dans la situation qui est celle de la RDC, est la résultante des facteurs relevant du domaine de l'incertitude et de l'insécurité sociale. Ceci n'est certes pas l'avis d'Amblard qui estime que les intérêts (des individus)

peuvent être parfois contradictoires⁶. Les acteurs politiques congolais doivent leur survie politique et même sociale au degré d'intériorisation et d'extériorisation de leur attachement au leader du groupe : « il faut chanter et danser pour le chef, en plus faut-il le vanter ». En retour, des promesses des postes et d'avantages nourrissent les espoirs de ces derniers. A l'approche des élections, la moindre opportunité est exploitée à fond. Chacun recherche l'ombre d'un repositionnement surtout lorsque les firmaments ne semblent pas favorables. La contradiction est donc à rechercher dans le vécu des acteurs politiques ainsi que dans la projection que chacun fait de sa carrière et de son avenir. Les acteurs politiques peuvent ainsi monter des stratégies qui ressemblent à des appâts et qui peuvent paraître comme contradictoires pour certains mais qui sont riches de sens dans la mesure où elles sont une forme d'adaptation au facteur immédiat.

L'échec des coalitions

Amblard pose 4 postulats qui soutiennent la capacité d'action de l'acteur à savoir : l'organisation considérée comme un construit contingent qui aurait pu être, ou ne pas être, tout à fait différent ; l'acteur est relativement libre. Il peut jouer avec son rôle, se permettre des écarts par rapport aux règles sociales ; il y a une différence entre les objectifs de l'organisation et ceux des individus ; Pour parvenir à leurs fins, les acteurs calculent dans le cadre d'une rationalité qui est dite limitée⁷.

Les 3 derniers postulats évoqués ci-haut trouvent leurs sens à ce niveau dans la mesure où il s'agit d'une manifestation de la difficulté de concilier les objectifs des acteurs avec l'idéal du groupe. Les différents acteurs en lisse ont laissé prévaloir leur liberté afin de satisfaire des équations personnelles. La norme sociale qui est censée réunir les acteurs politiques, à savoir l'intérêt collectif, a été simplement ignorée posant ainsi le problème de la cohésion sociale.

L'échec des différentes tentatives de coalition de l'opposition autour d'Etienne Tshisekedi entreprises sur place en RDC, en Afrique du Sud⁸, en Belgique, en France, au Canada et aux USA trouve ici sa signification. Tshisekedi ne réussira pas à obtenir l'alliance avec Kamerhe⁹ et Kengo¹⁰ ni avec le MLC de Jean-Pierre Bemba, malgré la multiplication des occasions pour y parvenir¹¹. Au contraire, certaines prises de positions se révéleront plutôt tranchantes et discordantes à l'exemple de la réaction de Lucien Busa, Secrétaire Général Adjoint du MLC, qui soumettra l'exigence de l'unité de l'opposition à l'obligation d'un programme commun¹². Les différentes tentatives de séduction de Tshisekedi, Kengo et Kamerhe ne parviendront pas à arracher l'adhésion de Jean-Pierre Bemba¹³. Ce, bien que ce dernier appellera plus tard la population à voter celui qui d'entre Tshisekedi, Kamerhe et Kengo avait le plus de chances de vaincre Kabila¹⁴.

Deux plates-formes vont ainsi se constituer à savoir Dynamique Tshisekedi Président (DTP)¹⁵ qui ira souvent se réunir à l'Eglise Catholique Notre Dame de Fatima et Alternance Vital Kamerhe (AVK) qui se réunira souvent à l'Hôtel Sulutani.

Limogeage, démissions et transfuges des acteurs politiques influents

Patrick Quantin parle de l'institutionnalisation de la loyauté et de la discipline en ce qui concerne la lutte électorale. Il indique que la victoire de la loyauté sur l'intérêt ou de la norme sur la déviance n'a pas plus de raison de s'imposer naturellement dans l'univers politique de l'élection qu'elle n'en a dans les autres secteurs de l'activité sociale¹⁶. La présence de la loyauté est de son avis un facteur primordial dans la détermination du comportement électoral.

Nous l'avons souligné, les acteurs politiques réagissent en fonction des situations actuelles et sont à l'affût des circonstances probantes pour faire prévaloir leur grand sens d'opportunisme. C'est la victoire de l'intérêt, si victoire il y a, sur la discipline du groupe qu'il convient de souligner à ce niveau. La loyauté impose qu'on se soumette à une certaine discipline même si celle-ci peut être fatale. Une telle dimension d'intériorisation de la norme n'est, à notre avis, pas encore assimilée par l'opposition politique congolaise.

Aussi, constatons-nous que les acteurs politiques de l'opposition sont instables idéologiquement. Ils se soumettent de manière que partielle à la discipline du groupe. Faisant prévaloir leurs intérêts, ils ne manquent pas de fabriquer des fautes ou de mettre leurs partis politiques devant des faits accomplis afin de faire appliquer la loi en leur faveur. A l'approche des élections, on a assisté au limogeage de François Mwamba et Adam Bombole du MLC¹⁷, tandis que José Makila démissionnera du même parti¹⁸. L'on sait par ailleurs que la constitution de 2006, en son article 110, prévoit la perte du mandat parlementaire pour tout député national ou tout sénateur qui quitte délibérément son parti politique durant la législature¹⁹. Pour sa part, Hubert Kabasu Babu, ancien secrétaire général du RCD, après avoir démissionné de ce parti quelques temps auparavant, se fera élire Gouverneur du Kasai-Occidental pour le compte de la MP²⁰. Ce sont deux stratégies développées souvent par l'acteur politique congolais qui veut se rapprocher du pouvoir pour soit garder son siège au parlement ou vendre aux enchères sa défection auprès de la MP. C'est un comportement de type chrysalide, c'est-à-dire qui fait de l'acteur politique congolais soit membre de l'opposition le jour et ayant des accointances avec le pouvoir la nuit. La norme ici est celle de savoir vivre et survivre en répondant à sa propre discipline ou celle intériorisée sous le coup de l'histoire. L'opposition constituera ainsi un grand réservoir où la MP ira puiser de nouveaux adhérents²¹.

La multiplication des appels au rassemblement à travers la télévision

Deux semaines après le lancement de la campagne électorale, Tshisekedi est bloqué en Afrique du Sud tandis que Kabila traversait presque à pied des territoires entiers à l'Est de la RDC. C'est alors qu'intervient, à travers l'émission SET 7, le leader de l'opposition. Dans son message, il accorde un ultimatum de 48 heures au gouvernement en place pour libérer les combattants de l'UDPS en même temps qu'il se déclare déjà vainqueur des élections. En outre, il va demander à ces partisans de casser les prisons et de discipliner les hommes en uniformes devant femmes et enfants. Maintes interprétations ont été faites à la suite de cette communication.

Ce qui pourrait paraître comme une incitation à la haine ou à la violence peut ne pas paraître tel. Il n'est pas erroné de penser que l'acteur politique use de nouveau d'une stratégie politique. Devant ce qui pourrait sembler comme une machination du pouvoir qui empêcherait son avion d'atterrir en RDC, Tshisekedi n'est pas désespéré et ne pense pas que ses électeurs devaient l'être. La technique utilisée est ancienne mais fait encore ses preuves de nos jours : le psychodrame. Il s'agit d'une sorte de thérapie mise en place par Jacob-Lévy Moreno et améliorée par ses successeurs. Elle met en exergue deux types d'espaces à savoir l'espace verbal et l'espace de jeu. Il est ici question d'un théâtre de la spontanéité²² où l'individu fait émerger son élan vital. Pour Moreno, être spontané revient à dire faire preuve de vitalité. L'orientation du psychodrame pousse l'homme en avant, vers l'acte en même temps qu'elle apporte des solutions²³.

Tshisekedi, utilisant la présente stratégie, est convaincu que son électorat suivra son mot d'ordre en réactivant son mental. C'est un message de mobilisation, un réarmement moral avant l'assaut final. L'effet de ces messages a été ressenti effectivement dans le pays. La population ainsi que les instances internationales craignaient même une situation adverse autant l'effervescence était grande surtout à Kinshasa.

C'est donc sans surprise que Tshisekedi va rejeter les résultats de la CENI (Commission Electorale Nationale Indépendante), qualifiant les actes de son Président de pure provocation à l'endroit du peuple congolais. Il va dès lors s'autoproclamer Président de la RDC. Cependant, il ne lancera pas un appel à la mobilisation nationale contre l'impopularité, plutôt un appel au calme tout en sollicitant l'intervention de la communauté internationale dans la résolution de ce problème²⁴, ouvrant ainsi le jeu politique à un espace plus global dans la recherche d'une solution pacifique.

L'organisation des marches de revendications et de soutien

Des doutes existaient quant à la transparence du processus électoral dans la mesure où le fichier électoral n'était pas encore rendu public jusqu'à l'aube de la campagne électorale et l'accès au serveur central n'était pas possible²⁵. Munis de banderoles, casquettes, t-shirts, effigies du Président de l'UDPS ainsi que des branches de palmiers, les combattants braveront souvent les forces de police pour se rendre à pieds régulièrement au siège de la CENI²⁶. Les deux blocs devront souvent faire appel à la violence. Ce comportement, tel que le note Quantin, est typique des élections africaines. Selon l'auteur, la violence électorale n'est pas l'indice d'un refus des procédures démocratiques. Il pourrait s'agir selon lui d'une forme non conventionnelle de participation politique. Il convient de signaler cependant que le recours quasi inévitable à la déviance-violence, fraude ou autre- par les acteurs devrait s'accompagner de l'intérêt de ceux-ci à persister dans le choix de la voie électorale de préférence à toute autre²⁷. L'organisation de ces marches n'avait pas pour but d'empêcher la tenue des élections, plutôt de veiller à sa meilleure organisation. Les combattants voulaient par cette initiative marquer leur adhésion au processus mais que cette adhésion ne devait en aucun cas se réaliser de manière aveugle et naïve notamment en recherchant la transparence et donc l'accès au serveur central. En vain, car la stratégie du parti adverse a consisté à la fois dans l'organisation des marches aux mêmes dates que celles projetées par les combattants. Ils ont aussi utilisé les jeunes généralement appelés Pomba (jeunes sportifs physiquement forts) et ont accordé leur soutien au point de vue de la CENI qui prétendait que le serveur central n'avait aucun secret et que les élections seraient manuelles sans pour autant expliquer ce que cela signifiait.

A part l'organisation des marches de revendications, Tshisekedi, Kabila et la population vont souvent faire des processions pendant de longues heures depuis les aéroports de Kinshasa²⁸ et/ou de Lubumbashi²⁹ jusqu'à leurs résidences respectives ou stades et places publiques³⁰. Comportement qui sera suivi par leurs partis politiques respectifs dont le PPRD qui organisera son congrès au stade des Martyrs³¹. Cette démarche sera cependant à la base de plusieurs cas de décès enregistrés le jour de la clôture de la campagne électorale sur la route de l'aéroport de N'djili vers où les partisans s'apprêtaient à accueillir quatre candidats qui avaient prévu des meetings le même jour dans la ville³².

Le partage des sms à caractère propagandiste

Pendant la campagne électorale, des sms ont été relayés entre les votants contenant des messages de propagande ainsi que ceux qui consistaient à dénoncer les tentatives de tricherie de la part des adversaires politiques. Ceci sera à

la base de la décision gouvernementale de suspendre durant un mois de toute possibilité d'accès et de transmission des sms à travers le réseau de télécommunication du pays.

Une étude rapportée dans *The Observer* indique que le pouce est devenu le doigt le plus habile des jeunes. Le Dr Sadie Plant, auteur de l'étude, justifie ce résultat par le fait que les jeunes grandissent actuellement en utilisant le pouce pour envoyer des sms³³. Traditionnellement, l'écriture revêt une valeur d'archive et de mémoire. Le sms contribue aujourd'hui à la création de nouvelles règles de convenance sociale par un double effet de contrôle et d'extériorisation des émotions dans les espaces publics d'interactions³⁴.

Même si nous estimons que la valeur d'archive et de mémoire est certaine lorsqu'on parle des sms, nous pensons par contre que cette valeur est éphémère dans la mesure où il faut de temps en temps supprimer quelques messages afin de libérer de l'espace dans la mémoire. Nous nous associons cependant à Carole-Anne Rivière qui se demande si nous tendons vers une civilisation du pouce. Question que reformulons dans le contexte des élections en RDC pour nous demander si nous tendons vers un mode de vote par le pouce. Nous estimons en effet que le monde devrait de plus en plus devenir sensible à ces instruments technologiques qui portent à la place publique les revendications des peuples, surtout dans les pays où il est difficile d'organiser des élections dans des conditions démocratiques les plus appropriées. Un sms pourrait un jour permettre à quiconque refuse de se rendre dans une salle de vote d'accomplir son devoir civique depuis son domicile. Cela empêcherait d'assister aux troubles et cas de décès qui ont émaillés l'organisation des élections de 2011.

Le votant congolais et la vigilance tous azimuts des opérations de vote

Le jour du vote, le lundi 28/11/2011, sous la pluie, les Congolais se sont rendus nombreux devant les urnes. Les noms de la plupart d'entre eux ne figuraient cependant sur les listes des enrôlés. L'injonction leur est donnée de se rendre dans d'autres centres de vote pour vérifier si leurs noms y étaient affichés. Les Congolais vont, à ce moment, penser à une planification de la tricherie. Dès lors, leur comportement sera largement déterminé par une vigilance tous azimuts portant sur un regard particulier des mouvements du personnel de la CENI, des policiers et de certains acteurs politiques ainsi que sur les documents qu'ils détenaient. A la clôture des opérations de vote, les électeurs sont restés et ont veillé devant les centres pour attendre l'affichage des résultats. Un comportement qui pourrait faire réfléchir sur la maturité politique des votants congolais ainsi que de permettre d'évaluer leur capacité de prise en charge en matière électorale.

L'implication du Cardinal de l'Eglise catholique

En Afrique, les autorités religieuses interviennent très souvent dans les affaires politiques. Au Kenya, par exemple, les Evêques Okullo et Muge et le Révérend Timothy Njoya se sont levés vers les années 1990, marquant le début du multipartisme en Afrique, pour dénoncer et condamner les abus de droits de l'homme ainsi que la corruption dans leur pays³⁵.

Pour leur part, les Evêques de la RDC, à l'issue de leur session de février 2011, ont affirmé qu'ils avaient du mal à s'expliquer la dégradation des conditions d'existence de la population. Le Premier-Ministre, Adolphe Muzito, sera reçu à cette session³⁶. Le cardinal Monsengwo qui voulait que l'Eglise Catholique demeure neutre et non partisane saisira cette occasion pour interdire l'usage des autels comme podiums pour des propagandes politiques.

Après la proclamation des résultats qui ont donné Kabila gagnant des élections présidentielles, le cardinal Monsengwo a de nouveau donné sa position. Il affirmera, à travers les médias que les résultats proclamés par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) n'étaient conformes ni à la justice ni à la vérité avant de demander aux contestataires d'interjeter appel, de recourir aux voies de droit et de ne pas se livrer à la violence³⁷. Il faut rappeler aussi que le Cardinal Monsengwo fut Président de la Conférence Nationale Souveraine (CNS) ainsi que du Haut Conseil de la République-Parlement de Transition (HCL-PT) à l'époque de Mobutu.

Ses interventions viennent donc à point nommé dans la mesure où l'espace politique congolais souffrait de l'absence d'une troisième voix. Le débat était cloisonné entre deux espaces opposés qui prétendaient détenir chacun la clé du bonheur auquel le peuple congolais n'a jamais accès depuis des décennies. L'on sait que l'Eglise catholique est très respectée en RDC. La position du Cardinal était donc cruciale pour la relance du processus démocratique qui s'était enlisé. La question qui se pose alors est celle de savoir si les paroles de l'Archevêque de Kinshasa sont dignes de confiance à l'image de son passé politique et de la désagrégation de la religion chrétienne en RDC.

Selon Mayer, Davis et Schoorman, faire confiance implique de se mettre dans une situation de vulnérabilité et exprime l'acceptation d'une prise de risque. Il s'agit d'une décision motivée par l'espérance que celui à qui est accordée la confiance (le trustee) agira favorablement pour celui qui l'accorde (le trustor), et ce, dans une situation spécifique, que le trustor ne contrôle pas mais dont l'issue est importante pour lui. La confiance est accordée en fonction de trois caractéristiques du trustee (sa bienveillance, son inté-

grité, sa compétence) et d'une caractéristique du trustor (sa propension à faire confiance)³⁸.

Le Cardinal apparaît à cet instant comme une tierce personne dont la stratégie est d'essayer de remettre la vérité sur la place publique. Dispose-t-il cependant du soutien total de la population ? Ces paroles sont-elles encore dignes de confiance si cela est superposé à son passé politique et compte tenu du fait que la société congolaise ne semble plus partager une même identité spirituelle et que les hommes politiques sont obstinés à régner malgré conseils et remarques ? Enfin, sur les trois caractéristiques que propose Mayer, le Cardinal peut-il se prévaloir la bienveillance, l'intégrité et la compétence ? Quitte à chacun de répondre à ces préoccupations.

Conclusion

Notre préoccupation était celle de savoir, à travers les informations proposées par mediacongo.net, s'il existerait des identifications partisans dans le comportement électoral des acteurs politiques et des votants congolais ou si, par contre, ces derniers calquait leur processus électoral sur le modèle africain, c'est-à-dire des élections souvent mal organisées où le vainqueur est déjà connu d'avance et où on peut déjà prédire les réactions des perdants. Nous avons qualifié ce type d'élection de démocratif, autrement dit des élections à l'africaine.

Il est apparu un certain alignement politique des acteurs derrière deux figures politiques charismatiques à savoir le Président de la république, Joseph Kabila et le Leader de l'opposition, Etienne Tshisekedi. Les deux ont développé des stratégies que les membres de leur partis ou regroupements politiques étaient presque obligés de suivre renversant ainsi l'équation démocratique qui veut que l'ensemble dicte sur les parties. Une sorte de rationalisation de la dictature s'est en effet créée à l'intérieur même de différents groupes. La violence a été au rendez-vous, verbale tout comme physique accentuée par l'amplification événementielle par les médias.

Les votants pour leur part ont été victime de ces stratégies dans la mesure où certains politiciens ont ressemblé à la fois à la chenille et au papillon, opposant le jour et partisan du pouvoir le soir ; comportement que nous avons qualifié de chrysalide. Plutôt que de se présenter clairement comme candidat de l'un ou l'autre parti, les acteurs politiques ont interverti l'ordre en se plaçant eux devant et leurs partis ou leaders en arrière-plan. Généralement, ce sont les acteurs politiques de la Majorité présidentielle qui se sont comportés ainsi. Loin de croiser les bras cependant, les votants ont à leur tour développé des contre-stratégies leur permettant de dénoncer, grâce à l'outil sms, différentes machinations et tentatives d'usurpation de leur vote. Le degré de vigilance

fut telle que la fraude dût être développé ailleurs que dans les bureaux de vote.

Dans un espace politique à trois dimensions (pouvoir, opposition, votants) comme celui peint dans ce travail, l'intervention d'une tierce partie était la bienvenue. Ce que fit le Cardinal Monsengwo lorsqu'il annonça que les résultats des élections n'étaient conforme ni à la vérité ni à la justice. Sauf que ses cris étaient loin de faire l'unanimité dans la classe politique encore moins au sein de la communauté internationale. Cependant, l'impact de ces déclarations ainsi que celles des partis de l'opposition et des observateurs internationaux semblent avoir eu des effets sur la diplomatie congolaise.

- 1 Kinshasa, RCD/K-ML renvoie au congrès du parti son adhésion à la nouvelle charte de la Majorité présidentielle, 23/03/2011 (ACP, via mediacongo.net).
- 2 Kinshasa, Avec la signature de la charte de la MP, la machine électorale de Kabila est lancée, 6/04/2011 (LP/MCN, via mediacongo.net).
- 3 Kinshasa, RCD/K-ML renvoie au congrès du parti son adhésion à la nouvelle charte de la Majorité présidentielle, 23/03/2011 (ACP, via mediacongo.net).
- 4 Amblard, H., & Alii, Les nouvelles approches sociologiques des organisations, Éditions du seuil, 1996, p.3.
- 5 Kinshasa, Escroquerie électorale: des candidats députés cachent leurs partis, 1/11/2011 (Le Phare/MCN, via mediacongo.net).
- 6 Amblard, & Alii, Les nouvelles approches sociologiques des organisations, Paris, Éditions du Seuil, 1996, pp.3-4.
- 7 Idem, pp.3-4.
- 8 Kinshasa, Après l'échec des négociations secrètes en RSA, l'Opposition en ordre dispersé, 14/11/2011 (LP / MCN, via mediacongo.net).
- 9 MANDUAKILA, M., Tête-à-tête Tshisekedi - Kamerhe au Canada, Kinshasa, 3/10/2011 (Forum des As, via mediacongo.net).
- 10 Bruxelles, 30/09/2011, Depuis Bruxelles, Tshisekedi et Kengo plaident pour une candidature commune de l'Opposition, (Belga / LP / MCN, via mediacongo.net).
- 11 Kinshasa, Elections 2011: Candidature unique ou pas, Tshisekedi se présentera à la présidentielle !, 16/02/2011 (Okapi/MCN, via mediacongo.net).
- 12 Rigaud, C., Le MLC ne soutiendra pas Tshisekedi, Kinshasa, 24/02/2011 (Afrikarabia/MCN, via mediacongo.net).
- 13 Mbala Bemba, L.-C., Rencontre Tshisekedi - Bemba: le MLC ne se prononce pas sur la candidature du leader de l'UDPS, Kinshasa, 18/07/2011 (L'Observateur / MCN, via mediacongo.net).
- 14 Rigaud, C., Kamerhe à la recherche des voix de Bemba, Mbandaka, 16/11/2011 (Afrikarabia/MCN, via mediacongo.net).
- 15 Kinshasa, Une plateforme au sein de l'opposition pour soutenir la candidature d'Etienne Tshisekedi à la présidentielle de 2011, 18/02/2011 (ACP, via mediacongo.net).
- 16 Quantin, P., « Pour une analyse comparative des élections africaines », dans, Politique africaine, n° 69, 1998, p.19.
- 17 Kimp, MLC : le collègue des Fondateurs limoge François Muamba, Kinshasa, 20/04/2011 (Le Phare/MCN, via mediacongo.net).
- 18 Ongangu, F., José Makila nie avoir reçu 2.500.000 USD de la Majorité pour quitter le MLC, Kinshasa, 14/04/2011 (L'Observateur/MCN, via mediacongo.net).
- 19 Assemblée Nationale, Constitution de la République Démocratique du Congo, Kinshasa, Février 2006, p.27.
- 20 Kananga, Hubert Kabasu Babu élu gouverneur du Kasai Occidental, 19/04/2011 (ACP, via mediacongo.net).
- 21 MANDUAKILA, M., Alphonse Ngoy Kasandji ciblé par le PPRD, Kinshasa, 13/06/2011 (Forum des As / MCN, via mediacongo.net).
- 22 Dr Denis Hirsch, Revue de psychothérapie psychanalytique de groupe, Bruxelles, 2011-2012, www.cairn.info/revue-de-psychotherapie-psychanalytique-de-groupe.
- 23 Géopsy, Les Grands Principes, in Psychologie interculturelle et psychothérapie, www.geopsy.com/cours_psycho/psycho_huma.pdf
- 24 Kinshasa, Tshisekedi se déclare président élu et rejette les résultats publiés par la CENI, 9/12/2011 (AFP/MCN, via mediacongo.net).
- 25 Kinshasa, Exigeant la transparence du processus électoral, la marche de l'UDPS réprimée par la police, 2/09/2011 (LP / MCN, via mediacongo.net).
- 26 Kinshasa, Une dizaine de blessés lors de la marche de l'UDPS à Kinshasa, selon Jacquemin Shabani, 7/10/2011 (Okapi / MCN, via mediacongo.net).
- 27 Quantin, art.cit., pp.18-22.

28. Cardoso, L., Tshisekedi à Kinshasa : une véritable démonstration de force, Kinshasa, 10/08/2011 (LP/MCN, via mediacongo.net).
29. Rombaut Ot., Visite de Tshisekedi à Lubumbashi : Pourquoi tant d'agitations ?, Kinshasa, 19/07/2011 (L'Observateur / MCN, via mediacongo.net).
30. F.M., UDPS au Stade Tata Raphaël: la bataille électorale a commencé, Kinshasa, 22/04/2011 (Le Phare, via mediacongo.net).
31. MANDUAKILA, M., Après l'UDPS, le PPRD au stade des Martyrs !, Kinshasa, 16/08/2011 (Forum des As /MCN, via mediacongo.net).
32. Kinshasa, Clôture de la campagne: Kabila au stade des Martyrs, Kamerhe au stade Tata Raphaël et Tshisekedi à la place du Cinquantenaire, 26/11/2011 (Okapi / MCN, via mediacongo.net).
33. Rivière, C.-A., La pratique du mini-message. Une double stratégie d'extériorisation et de retrait de l'intimité dans les interactions quotidiennes, *Réseaux*, 2002/2-3, n°112-113, p.146.
34. Idem, p.143.
35. Bratton, M. & Van de Walle, N., "Popular Protest and Political Reform in Africa", in *Comparative Politics*, Vol. 24, N°4 (Jul., 1992), pp. 425.
36. Kinshasa, Elections 2011: Monsengwo interdit la campagne à l'église !, 21/02/2011 (La Prospérité, via mediacongo.net).
37. Kinshasa, Monsengwo: les résultats ne sont conformes ni à la vérité ni à la justice, 12/12/2011 (AFP / MCN, via mediacongo.net).
38. Geindre, S., Le rôle de l'acteur tiers dans la construction d'un réseau stratégique, *Lavoisier/Revue française de gestion*, N°154, 2005/1, p. 75.



ACTUALITÉS ÉLECTORALES EN LIGNE ET LECTORAT SUR RADIOOKAPI.NET

UNE ANALYSE DES COMMENTAIRES SUR LE DÉROULEMENT DES ÉLECTIONS DE 2011

KITUMU MAYIMONA B.-B.

L'étude s'intéresse autant à l'actualité électorale émise en ligne par le site www.radiookapi.net qu'aux commentaires de ses lecteurs. Elle met particulièrement en évidence l'accessibilité de ce média à de nombreuses personnes pour une libre expression en République Démocratique du Congo lors des élections présidentielles de novembre 2011, contrairement aux autres médias qui, eux, se sont définis par rapport à une position politique ou à l'un des candidats engagés dans la course électorale.

Indéniablement, Internet s'est affirmé comme un outil de vulgarisation et d'information puissant permettant de relier un territoire élephantique d'un bout à l'autre grâce à son expansion virtuelle, à sa ponctualité dans la diffusion et à l'interactivité qu'il offre. Il est donc possible grâce à ce média de réagir directement à une information diffusée, de la compléter ou carrément de la contredire.

Grâce à cet outil, le journalisme connaît une nouvelle forme de production de l'information. Celle-ci se libéralise. La rédaction, naguère structure organisée et regroupant des professionnels (bien identifiés), s'est transformée par moment en une interface virtuelle reliant (simplement) des êtres humains, professionnels (de médias) ou non. Une certaine « New rédaction », où tout le monde partage, échange, discute et croise librement des opinions diverses sur l'actualité.

Dans le rapport "We Media : How audiences are shaping the future of News and Information de Shayne Bowman", Chris Willis révèle que cette libéralisation de la presse (grâce à l'Internet) joue, de nos jours, un rôle actif dans les processus de récupération, reportage, analyse et dissémination dans une participation des citoyens dont le but est de fournir des informations indépendantes, fiables, précises, diverses

et appropriées nécessaires à une démocratie. Un moyen d'expression fourni à des citoyens ordinaires, y compris des franges marginales de la société¹.

Ainsi, nombre de médias d'information à travers le monde se sont appropriés cet outil afin d'accompagner activement les autres modes de diffusion auxquels ils ont habituellement recours. C'est le cas, en République Démocratique du Congo, de Digital Congo, Radio Okapi, L'Avenir, Le Potentiel, etc. Ces organes de presse ont fait appel à Internet pour étendre leur diffusion dans les sphères non atteintes par leur signal et circuit de diffusion habituelle question de garantir aux citoyens l'accès à l'information. Seulement, ils sont, pour la plupart, créés et/ou financés par les politiques ce qui ne leur permet pas de diffuser une information objective voire équilibrée. De même, leurs interfaces web ne garantissent nullement la publication des commentaires libres. L'information à diffuser subit une forme de censure définie par le promoteur ou propriétaire de l'organe. Une orientation éditoriale correspondant aux attentes ou au choix politique du « Patron ». Les informations électorales autour de la présidentielle de 2011, objet de cette analyse,

n'ont pas échappé à ce contrôle rédactionnel de la plupart d'organes de presse congolais.

Pourtant, Radio Okapi, un projet de la Fondation Hironnelle et née d'un accord entre le gouvernement congolais et les Nations unies sort du lot. Elle produit et diffuse une information régionale, nationale et internationale indépendante, rigoureuse, factuelle et crédible, et fournit les éléments nécessaires au citoyen pour prendre des décisions fondées sur les faits. Elle adhère à la mission et aux valeurs d'une radio au service du public et fait siens les critères édictés par l'Unesco pour définir le service public : universalité, diversité, indépendance.

Attitude et valeurs qui font de cette Radio le seul média congolais qui exerce en toute indépendance loin des pressions politiques très regardant, surtout en période électorale. Ce qui du reste motive son choix pour cette étude qui attend analyser les propos des auditeurs et/ou lecteurs des informations diffusées en ligne par ce média avant, pendant et après l'élection présidentielle de novembre 2011. Grosso modo, nous analysons les différents commentaires laissés par les visiteurs (internauts) de Radiookapi.net en réaction aux différents faits électoraux publiés dans la période allant du 17 octobre 2011 au 12 mars 2012.

Mais avant cela, un bref retour au contexte électoral de 2011 est nécessaire afin de circonscrire l'objet d'étude dans un cadre événementiel bien précis.

Le contexte électoral de 2011

La République Démocratique du Congo a connu au long de son histoire politique quelques expériences en matière électorale notamment avec les premiers élections municipales en 1957 et 1958 ; les élections présidentielles et législatives de 1960 ; celle de 1965 avant le coup d'Etat du Lieutenant-Général Mobutu qui a définitivement mis fin à la légitimité institutionnelle par les urnes jusqu'à la tenue des scrutins de 2006 censés mettre fin à la longue période d'instabilité socio-politique depuis 1990. Ces scrutins de 2006 ont vu ses résultats contestés par une partie de l'opinion nationale et ont occasionné des affrontements mortels dans la capitale entre les gardes prétoriennes des deux candidats restés en lice au second tour, Joseph Kabila et Jean-Pierre Bemba. Ils ont également remis sur la table la question de la légitimité des dirigeants. Pour certains, ces élections n'ayant pas réglé cette question, le processus électoral de 2011 était l'occasion ultime de renouer avec la légalité et la légitimité.

Pour d'autres, qui considèrent que la question a été plus que jamais résorbée en 2006, l'équation était plutôt simple. « Le risque d'une nouvelle guerre (...) paraissait écarté et chaque congolais, électeur ou non, était en droit d'attendre

des véritables débats d'idées ainsi que le développement des programmes indiquant une réelle volonté d'engager le pays sur la voie de la renaissance. Mais avant même les premières passes d'armes entre candidats, des signaux d'un autre âge ont été donnés au public. Sans le moindre signe annonciateur, des événements d'une violence inouïe ont été servis aux congolais : deux sièges des partis politiques incendiés, mort d'hommes et une chaîne de télévision privée plastiquée au moment de l'enregistrement des candidatures. La campagne de 2011 s'annonçait sous de mauvais auspices². Des violences aussi et même plus atroces ont été signalées à la fin de la campagne, pendant le déroulement des scrutins et après la proclamation des résultats.

Prévue pour le mardi 06 décembre 2011, la publication des résultats provisoires de l'élection présidentielle a été plusieurs fois reportée pour des raisons de logistique. Situation qui amènera l'opposition, engagée dans cette course électorale, à réclamer la publication échelonnée des résultats partiels au fur et à mesure qu'avancait la compilation afin de permettre une confrontation avec les chiffres en leur possession reçus de leurs observateurs et témoins présents dans les bureaux de vote. Et le vendredi 9 décembre, dans l'après-midi, la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) va annoncer les résultats provisoires de l'élection présidentielle 2011. Des résultats proclamant le président sortant Joseph Kabila comme vainqueur.

Le jour même de la publication, ces résultats seront rejetés par l'opposition et par la population qui descendra dans les rues brûlant des pneus et criant à l'imposture. Arrivé second, Étienne Tshisekedi wa Mulumba, principal challenger du président sortant, va lui aussi contester ce résultat et va refuser de saisir la Cour Suprême de Justice (CSJ), qu'il juge trop proche du candidat Kabila. De ce fait, il va s'autoproclamer président élu.

Classé troisième selon les résultats de la CENI, Vital Kamhere va déposer le 12 décembre un recours en annulation auprès de la CSJ. Saisie de la plainte, la CSJ optera pour une audience publique le 15 décembre contrairement au huis-clos qui était prévu et les débats tourneront autour de questions de procédure, empêchant ainsi les plaignants de présenter leurs preuves.

Le soir du 16 décembre 2011, en avance sur le calendrier prévu et en toute discrétion, la CSJ rejeta la demande d'annulation du scrutin et proclama officiellement Joseph Kabila élu Président.

Les conclusions des différents observateurs (politiques, ONG, missions diplomatiques, Eglise catholique, etc.) établissent le déroulement calamiteux des élections

couplées, présidentielle et législatives, de novembre 2011. Pires que celles de 2006.

L'actualité électorale sur Radiokapi.net

Une part importante a été réservée à l'actualité électorale sur Radiokapi.net, des sous-rubriques et une interface d'échange ont été mises à la disposition des visiteurs pour garantir l'interaction entre la rédaction et les internautes disséminés à travers le monde. Les principales publications de ce média ont concerné l'information et l'éducation électorale.

Coté information, le média a alimenté son public avec cinq éditions du journal parlé. Une édition électorale en français et quatre autres en langues nationales (Lingala, Kikongo, Tshiluba et Swahili). Du 10 au 24 novembre, le site a mis en ligne les interviews accordées par les 11 candidats présidentiels ou leurs représentants et a publié sous la rubrique invité de la campagne leur profil. Les différents partis politiques étaient aussi conviés à débattre de leur projet de société à travers la rubrique débat qui a réuni du 31 octobre au 25 novembre 2011, les représentants du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), de l'Union des forces du changement (UFC), Mouvement pour la libération du Congo (MLC), de l'Union pour la nation congolaise (UNC) et ceux de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS).

Pour ce qui est de l'éducation électorale, Radiokapi.net a vulgarisé et sensibilisé les différents visiteurs sur la législation et le civisme électoral à travers les sous-rubriques « Documents élections », « Si j'étais président » et « Comprendre les élections ». Des rubriques importantes dans la promotion et la consolidation des valeurs démocratiques.

Cette partie de l'étude est une approche descriptive appliquée aux réactions des internautes sur les informations publiées sur Radiokapi.net lors du processus électoral de novembre 2011. Il est question de ressortir la hauteur quant à la réception de quelques 408 articles publiés sur ce site d'information dans la période allant du 17 octobre 2011 au 12 mars 2012.

Nous réunissons dans le tableau ci-après l'essentiel de l'actualité électorale mis en ligne par Radio Okapi ainsi que les commentaires des différents visiteurs. Dans cet exercice, nous rassemblons les informations dans un groupe thématique donné. Nous procédons de cette manière également pour les commentaires afin d'éviter les répétitions et une liste exhaustive des réactions.

Interprétation des résultats

Nous recensons au total 8001 commentaires sur 408 articles publiés dans les différentes rubriques réservées à l'information électorale sur ce site. Publications que nous répartissons en trois périodes électorales ; à savoir : le pré scrutin, le scrutin et le post scrutin.

165 articles au total ont été publiés durant la période pré-scrutin soit du 17 octobre au 27 novembre 2011. Ces différentes publications ont concernées la logistique (formation des agents électoraux, déploiement des kits électoraux, déploiement des observateurs et des témoins, bureaux de vote fictifs, appui de la Monusco), le déroulement de la campagne électorale (présentation de candidat président, Campagne de candidat président, Incidents, annulation de meeting de fin de campagne à Kinshasa), communications diverses au calme et au respect des résultats de urnes (Appel de Mgr Maroy au respect des résultats des urnes, Mise au point des observateurs de l'Union Européenne, séminaire sur les violences électorales, mise en garde du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur les dérapages dans les médias, Appel de l'Ong Free Fair aux Kinois à la non violence lors de la publication de résultats) et la sécurisation des élections (appui de la Monusco).

Parallèlement, 2.299 commentaires ont été postés en réaction aux différentes informations publiées sur Radiokapi.net. On peut lire dans l'ensemble un certain sentiment de non approbation vis-à-vis du processus, dont l'organisation paraissait précipitée. Ainsi, l'on remarquera dans ces commentaires des accusations à l'endroit des missions internationales d'observations, les appels au boycott des élections, les insistance sur le report du scrutin, la dénonciation d'un hold-up électoral et surtout un appel à la vigilance la veille du scrutin.

Le jour du scrutin est la période qui a connu le plus faible taux de publication avec 16 articles seulement. Bien que peu abondantes, les publications du 28 novembre 2011 ont été les plus importantes car à travers elles les visiteurs du site ont été informés du déroulement des élections (ouverture des bureaux de vote, appel au vote dans la sérénité de la Ceni et de Ban Ki Moon, procédure de vote). Ils ont aussi pu se mettre au courant des différents incidents survenus lors du scrutin et de suivre à chaud le son des électeurs et des candidats au sortir des bureaux de vote.

En réaction, 212 commentaires ont été postés. Dans leurs contributions, les internautes non content du déroulement des élections ont dénoncé ce qu'ils ont qualifié de manœuvre de la CENI quant à la victoire d'un candidat. Certains ont lancé des appels à la vigilance, d'autres ont proféré des menaces à l'endroit du président de la Ceni et accusé la Monusco de jouer le jeu du pouvoir.

L'actualité a été plus abondante au lendemain des élections. Avec 227 publications qui reprennent l'essentiel de l'information électorale au lendemain du scrutin couvrant le déroulement du scrutin et les événements de l'après scrutin. On peut ainsi lire concernant le déroulement des élections, les articles sur les irrégularités lors du scrutin, sur les accusations de fraude électorale, sur les incidents lors du dépouillement, sur l'affichage des résultats provisoires dans certains bureaux de vote.

Et comme informations sur les événements de l'après scrutin, le site a publié la demande d'invalidation du scrutin faite par 4 candidats présidents suite aux irrégularités dénoncées au lendemain du scrutin, les réclamations des certains témoins et observateurs sur leur prime, l'appel à la vigilance lancé par le Vice-président de la Ceni sur la compilation des résultats, la réception tardive de 5 tonnes de matériels électoraux, la publication du taux de participation, taux de participation, le bilan des violences de fin de campagne, les manifestations de l'opposition, l'appel de l'opposition à une médiation internationale.

A cela s'ajoutent, la publication et la contestation des premiers résultats partiels par la Ceni, les appels au respect et au calme (confessions religieuses, société civile du Congo, missions diplomatiques, Monusco, OIF, etc.). La radio a aussi publié la date de publication des résultats provisoires, les rapports des Ong et observateurs internationaux, l'investiture de Joseph Kabila, la prestation de serment d'Etienne Tshisekedi chez lui à la maison, ainsi que la suspension d'émission et de réception des sms sur tous les téléphones portables à travers le pays par le ministère de l'intérieur.

A cette abondante actualité, 5490 commentaires ont été postés par les internautes dans lesquels ils dénoncent majoritairement une tricherie programmée, appellent au rejet des résultats publiés par la Ceni et menacent de violence. Les internautes font échos également de l'existence d'une liste d'électeurs fictifs, du non-respect des droits humains et de la liberté des citoyens, de la maltraitance à l'endroit des manifestants, des agissements de la Ceni et de la Cours Suprême de Justice en faveur d'un candidat.

Il convient de signaler que les commentaires analysés concernent principalement les articles d'actualités électorales et ceux sur les profils et les activités des candidats présidents. Les commentaires émis pendant la période de pré- scrutin sont ceux postés entre le 17 octobre et le 27 novembre 2011, ceux du scrutin concernent les productions du 28 novembre 2011 et les réactions de la période post scrutin sont comprises entre le 29 novembre 2011 et le 12 mars 2012. Ce qui nous permet d'affirmer in fine ceci:

La réception des informations sur les élections publiées par Radiokapi. net a été très importante. Les internautes

ont massivement réagi à la production surtout au cours de la période post- électorale qui a par ailleurs connu une grande production informative.

Les commentaires émis ont une tendance proche aux candidats de l'opposition à la présidentielle.

Ce média a rempli sa mission en permettant une participation libre et diversifiée contrairement aux autres médias de masse qui sont très souvent restés partisans et rarement ouverts aux débats équitables.

-
- 1 Bowman, S. & Willis, C., « We Media: How Audiences are Shaping the Future of News and Information » in <http://www.mediacenter.org/mediacenter/research/wemedia/>, 2003 (consulté le 12 avril 2013).
- 2 MUBOYAYI P., « D'une élection à l'autre », Guide pratique du journaliste en période électorale, OMEC, Kinshasa, 2011, p.35.

VILIFICATION D'UN PERSONNAGE DANS UN RÉCIT ÉLECTORAL

JOSEPH KABILA PAR CONGOMIKILI

LÉON-MARTIN MBEMBO

Lorsqu'un récit médiatique crée un personnage et lui assigne le rôle de méchant, il peut recourir aux procédés de construction des personnages utilisés au cinéma, en littérature ou en bande dessinée. Ceci aurait été le cas du site d'informations des Congolais de la diaspora *congomikili.com*. Dans sa mise en ligne des informations électorales, ce website a recouru au procédé de « vilification » lorsqu'il s'agissait du candidat Joseph Kabila.

Étudier la construction du personnage d'un méchant au cinéma, en bande dessinée ou encore en littérature est presque un lieu commun. Mais, étudier la « vilification » d'un personnage dans un récit médiatique tel que ce récit est défini par l'Observatoire du Récit Médiatique de l'Université catholique de Louvain n'est ni courant et encore moins aisé. Cela à cause du genre narratif qu'offrent souvent les récits de presse. Il y a une certaine absence des personnages comme héros ou méchant selon leur acception chez Algirdas Julien Greimas. Selon cet auteur, le héros est un sujet qui a reçu une mission et emploie toute sa force pour accomplir cette mission. Le méchant est un opposant au héros. Il engage d'autres actants ou emploie la malignité pour empêcher celui-ci d'accomplir sa mission. Et ce modèle de rendre compte d'un récit à la greimacienne est presque absent dans la relation des informations dans les médias.

Par ailleurs, les récits médiatiques tels que publiés dans le site *congomikili.com* sont truffés d'une dimension théâtrale qui facilite leur analyse du point du modèle greimacien du récit. Ces récits ont des personnages bien construits qui jouent des rôles stéréotypés autant qu'en littérature, en bande dessinée ou encore au cinéma. Dans le présent article, nous tentons de restituer la manière dont un personnage, Joseph Kabila de surcroît, avait été construit, mieux « vilifié » dans les récits médiatiques que *congomikili.com* a produit avant, pendant et après l'élection présidentielle du 28 novembre 2011 en République Démocratique du Congo.

Le terme central « vilification » exploité ici est emprunté de certains textes narratologiques anglophones, en particulier à la littérature juvénile où il renvoie à l'idée d'associer des valeurs méchantes à un personnage, de dénigrer. En français, il se traduirait par diffamation, calomnie, dénigrement. Et dans le cadre de notre étude, il prendra le sens spécifique de rendre vilain, de construire ou assigner une image de méchant, de scélérat, de crapule à un personnage dans un récit.

Méchant, méchant secondaire et serviteur fidèle : objets de « vilification »

Dans un récit, l'histoire oscille autour de la vie d'un héros. Généralement, c'est un personnage vertueux à qui est confié la mission de rétablir un équilibre perdu ou d'en créer un nouveau. Mais souvent, si pas toujours, la mission du héros est heurtée par celle d'un autre personnage, le méchant, l'opposant, l'anti-héros. Celui-ci est un personnage antagoniste incarnant le mal ou agissant comme tel. Dans son rôle, il est caricaturé comme étant un personnage dont l'entreprise consiste soit à empêcher le héros à atteindre son objectif soit carrément de mettre le monde en déséquilibre ou sous son contrôle. Bien souvent il est considéré comme le moteur scénaristique de l'action dans un récit. Sans lui le héros mènerait une vie paisible et ordon-

née voire insouciant. Le méchant perturbe cet équilibre, et c'est dans ce sens qu'il est le moteur de l'action. Comme l'a si bien observé Alfred Hitchcock dans un entretien avec François Truffaut, « the more successful the villain, the more successful the picture »¹.

En s'inscrivant dans l'assertion d'Hitchcock, il paraît certain que pour réussir la construction du personnage du méchant, en littéraire ou au cinéma, le créateur doit au préalable mener un solide travail de vilification de son personnage. Il doit lui donner un aspect physique, un profil psychologique ; lui assigner des actes, des moyens et pouvoirs de nuisance et d'autres éléments capables de permettre aux lecteurs ou aux spectateurs de l'identifier comme tel.

De ce point de vue, faut-il compléter Hitchcock en affirmant qu'un méchant est plus réussi lorsqu'il est mieux stéréotypé ? Les comics ainsi que les séries télévisées américains ont en effet réussi à créer tout un rituel de représentation du méchant. Dans un film de lutte contre le terrorisme tourné avant le 11 septembre 2001, le méchant est un kamikaze russe (C'est le cas dans *Air Force One* de Wolfgang Petersen sorti en 1997) alors que dans d'autres produits après le 11 septembre, le méchant est soit un génie en quête de reconnaissance et de pouvoir soit un milliardaire Arabe (C'est le scénario dans certains épisodes de *24 heures chrono* de Joel Surnow et Robert Cochran).

Il arrive cependant dans un récit, que le méchant ait à son service d'autres personnages aussi vicieux que lui. Ces personnages sont aussi qualifiés de méchants. Mais, pour éviter la confusion entre le méchant et ses acolytes, les narratologues préfèrent appeler le méchant « pire ennemi » ou « méchant principal » et ses acolytes des méchants secondaires². Il existe en effet plusieurs sortes des méchants secondaires, notamment ceux que l'on désigne par « serviteurs fidèles ».

En littérature, au cinéma comme en bande dessinée un « serviteur fidèle » est un méchant secondaire qui sert loyalement et fidèlement un méchant principal en obéissant scrupuleusement à ses ordres. Parfois, c'est par un chantage quelconque ou par peur de châtement encouru en cas de désobéissance qu'un personnage se dévoue tant à un méchant. C'est le cas de la soumission de Satana à Louis BMX-11 souverain des C-Rex dans la série japonaise *X-Or*. Mais, un personnage peut aussi être un serviteur fidèle simplement parce qu'il suit ou partage pleinement les idéaux de son méchant maître tel un élève suit son maître à pensée. C'est le cas de Kronk le fidèle assistant d'Yzma dans *Kuzco*. La fidélité au méchant peut aussi être le fait d'une reconnaissance. Le méchant a rendu un service par le passé à quelqu'un qui lui devient redevable et dévoué serviteur. Ces genres des serviteurs sont courants dans les films de contre-espionnage. C'est le cas de Christine Scofield dans le feuilleton américain *Prison Break*. Cette femme est entrée

au service des méchants du Cartel simplement parce que cette structure l'aurait guéri d'une maladie mortelle.

Par ailleurs, certains personnages se rangent du côté du méchant et deviennent serviteurs fidèles par pure ambition. Ils poursuivent une quête personnelle spécifique et veulent profiter du pouvoir du méchant maître pour assouvir simplement leurs propres sales besognes. L'exemple typique est Tony Almeida dans le feuilleton américain *24 heures chrono*. Cet acteur s'est rangé du côté des méchants et leur a servi loyalement parce qu'il voulait gagner la confiance du grand méchant de la saison 7 de *24 heures chrono* afin de l'approcher et le tuer. Ce grand méchant est celui qui aurait commandité l'assassinat de son épouse Michelle Dessler pendant qu'elle attendait son bébé.

Quoi qu'il en soit, la fidélité à un méchant maître reste une donnée qui dépend de multiples raisons. Qu'à cela ne tienne, le régime sémiotique du personnage du serviteur fidèle trouve sa pleine signification dans le type des relations que celui-ci entretient avec le méchant principal, son maître donc. Or, au regard de ce qui précède, il apparaît clair que le serviteur fidèle est du point de vue existentiel une marionnette, un dévoué, un missionnaire du méchant principal. C'est comme tel, qu'il existe aux côtés de ce méchant principal.

Dans cette posture, le serviteur fidèle excède jusqu'à la dénégation de sa propre personnalité. De fait, le maître prend une ascendance exagérée sur lui et le traite comme un imbécile et un plaisantin. Imbécile, parce que par des injures, brimades et dénigrements il considère ses actes comme étant stupides ; et plaisantin, parce que tous les actes posés par le serviteur fidèle au-delà d'être stupides, l'amusement.

Devons-nous donc comprendre à la lisière du paradigme d'Alfred Hitchcock évoqué plus haut, que le personnage du serviteur fidèle est réussi si celui-ci est stéréotypé du point de vue existentiel comme une marionnette et un missionnaire, et du point de vue de ses qualités comme un imbécile et un plaisantin ?

Congomikili.com est un site web spécialisé dans la diffusion des nouvelles sur la RD Congo ainsi que d'opinions et activités des Congolais éparpillés à travers le monde³. Il accorde donc la parole et de l'espace à quiconque veut analyser ou commenter l'actualité congolaise dans ses multiples facettes : politique, économique, culturelle, sociale, etc. Il a cependant la particularité de publier les opinions sous forme d'interviews audio-vidéo.

Sa ligne éditoriale est idéologiquement difficile à définir mais accuse des indices d'appartenance à la presse rouge. En effet selon Aimé Kayembe⁴, la presse rouge est une presse idéologiquement proche de l'opposition, mieux du

cartel politique d'Étienne Tshisekedi. Au nombre d'indices qui accusent la complicité du site avec l'opposition « Tshisekédiste », on peut citer un taux relativement élevé d'interviews accordées aux partisans de ce dernier et une absence quasi manifeste d'interviews accordées aux partisans de la « majorité présidentielle » et aux « centristes »⁵. L'on peut citer aussi l'usage sempiternel des vitupérants lorsqu'il s'agit d'identifier ceux qui s'opposent à Étienne Tshisekedi.

De ce qui précède, peut-on dire que les interviews telles que diffusées dans *congomikili.com* sont un genre narratif ? Et par-delà, un genre journalistique ? En effet, si l'on postule que « les genres narratifs sont caractérisés par le récit de l'enchaînement plus ou moins complexe des événements, des péripéties avec la possibilité d'en établir le schéma narratif et de définir le principe général de l'action par le schéma actanciel qui expose les différents rôles présents dans le récit »⁶, l'on peut par conséquent affirmer que les interviews diffusées dans *congomikili.com* sont un genre narratif. Faut-il le préciser, les interviews mises en ligne dans *congomikili.com* sont des « histoires racontées ». En fait, chaque interview est une histoire racontée du point de vue de l'interviewé. Pour faire plus narratologique, l'interviewé est lui-même le narrateur de son histoire. Il la raconte dans un style oral parfois qui frise la vulgarité et décrit les événements suivant un enchaînement plus ou moins complexe. Mieux que cela, il crée même des personnages suivant le rituel classique de vilification ou d'héroïsation.

Par ailleurs, dans *congomikili.com* comme dans quelques autres sites web, les interviews qui racontent une même histoire sont généralement liées par des liens hypertextuels. Lorsque l'on est sur une interview, le site propose au bas de la vidéo un étalage d'autres interviews ayant un lien avec l'interview affichée. En effet, ces interviews de par leur contenu forment un même récit. Puisqu'il s'agit d'une même histoire mais racontée du point de vue de plusieurs narrateurs ou interviewés. Le narratologue appellerait donc un tel récit, un « récit enchâssé », c'est-à-dire un récit dans lequel sont adjoints d'autres récits. Dans ce sens, le site acquiert un statut narratif. Il devient une sorte de « méta-narrateur », c'est-à-dire un narrateur qui dirige vers d'autres narrateurs.

Mise en récit de la présidentielle 2011 dans *congomikili.com*

Le récit de la présidentielle de novembre 2011 en RD Congo tel que relaté par les interviewés de *congomikili.com* est très proche des modèles de présentation des récits classiques construits sur l'opposition héros - méchant.

Lorsque les interviewés de *congomikili.com* racontent leur perception de la présidentielle du 28 novembre 2011, ils posent deux candidats comme étant opposés dans la quête d'un même objet : c'est la balkanisation de la RD

Congo. Avec cet objet, le récit électoral congolais devient une intrigue où le bien lutte contre le mal et le mal contre le bien. Aussi, un candidat est décrit comme étant le mal, le méchant, qui veut voir le Congo être balkanisé, c'est Joseph Kabila. Mais un autre est plutôt dépeint comme un héros, un gentil, un personnage aux qualités intellectuelles et morales exceptionnelles et capable d'empêcher cette balkanisation, c'est Étienne Tshisekedi.

Comme dans les comics américains, où le méchant possède une nationalité et à un aspect physique, dans l'intrigue de lutte contre la balkanisation du Congo de *congomikili.com*, le méchant est un sujet Rwandais. Et physiquement, il est décrit comme un homme grand et mince. Un profil physique associé généralement aux tutsi du Rwanda.

Dans les films noirs voire dans les thrillers, le méchant a souvent une double identité. Une, souvent la seconde, le fait passer pour un gentil et une autre, la vraie, est soigneusement cachée. Ike Dubaku dans le feuilleton américain 24 heures chrono est le prototype de ce méchant. Il se fait passer pour Samuel Aboah, un gentil amoureux de Marika Donoso à qui il offre plusieurs cadeaux et a promis un bel avenir. Pourtant, dans sa vraie identité, il s'appelle Ike Dubaku et est colonel dans l'armée rebelle Sangalaise dirigée par le général Benjamin Djuma. Celui-ci l'a chargé de superviser l'attaque sur le pare-feu CIP susceptible de causer des pertes importantes des citoyens américains. Dubaku est par ailleurs auteur de plusieurs massacres, dont celui de Baraka qui lui avait valu le surnom "Le boucher de Singala". Dans le récit électoral congolais, le méchant est aussi décrit comme un personnage avec une double identité. Il se fait passer pour un gentil congolais alors qu'il est un sujet Rwandais.

Par ailleurs, le récit électoral ne réserve pas qu'une mise en scène au méchant. Même le gentil a aussi subi une construction de son personnage. Il est décrit physiquement comme un vieux coiffé en casquette de chef, intellectuellement comme docteur en droit et moralement comme un incorruptible. Ses qualités lui ont valu l'estime du peuple qui, désormais, l'appelle affectueusement "Ya Tshitshi". Et en l'appellant Ya Tshitshi, ce gentil est décrit comme étant un héros capable de résister aux corruptions des méchants « balkanisateurs » de la RD Congo.

Vilification du candidat Joseph Kabila dans le récit électoral de *congomikili.com*

La vilification d'un personnage est généralement une tâche qui passe par une démarche double. D'abord, construire son profil en tant que méchant et ensuite lui assigner un rôle actanciel. Voyons donc comment le profil du personnage de Joseph Kabila et son rôle actanciel sont décrits dans le récit électoral 2011 de *congomikili.com*.

Le profil de Joseph Kabila comme méchant

Du point de vue aspectuel, le récit électoral de *congomikili.com* présente Joseph Kabila comme un méchant, mieux un personnage qui concourt au malheur de la RD Congo. Il est un sujet Rwandais envoyé en mission secrète sur le sol congolais par son bourreau et maître à pensée, Paul Kagame, en vue de balkaniser sa partie orientale et concrétiser le rêve de ce dernier de créer un empire dénommé « Empire Hima-Tutsi »⁷. Vis-à-vis de son bourreau, Kabila est décrit comme un ultra dévoué. Pour lui, il emploie malignités et astuces afin de réussir sa mission. Il serait donc pour lui, ce que le narratologue appelle, un « serviteur fidèle ».

Joseph Kabila est aussi dépeint à l'orée de la plupart des méchants comme un titulaire d'une double identité. En effet, autant que Ike Dubako, Kabila se fait passer pour un gentil fils héritier de l'ancien président Congolais Laurent-Désiré Kabila. Et pourtant, dans sa vraie identité il se nomme Hyppolite Kanambe. Il est le fils d'un ancien militaire Rwandais appelé Christopher Kanambe, que Laurent-Désiré Kabila aurait anéanti. Son bourreau, Paul Kagame, l'a donc envoyé en RD Congo car il est rongé par la haine et voudrait venger la mort de son père.

Cependant, qu'il s'agisse de Joseph Kabila ou d'Hyppolite Kanambe, les narrateurs ne sèment aucune confusion en ce qui concerne ces deux designata. Ils utilisent le designatum Joseph Kabila, lorsqu'ils décrivent le président de la RD Congo comme un artisan des intérêts congolais. C'est le cas, lorsque Kabila est décrit comme l'ouvrier des "5 chantiers", un projet de reconstruction chiffré à environ 9 milliards de dollars américains⁸. Il est par contre désigné Hyppolite Kanambe, lorsqu'il est décrit comme un serviteur des intérêts Rwandais. Par exemple, lorsqu'il nomme des Tutsi Congolais à des hautes responsabilités de l'Etat : Deo Rugwiza comme Administrateur délégué générale de l'Office des douanes et accises (Ofida), Charles Bisengimana comme Inspecteur général de la Police nationale, etc⁹.

Par ailleurs, le personnage de Joseph Kabila n'est simplement pas construit sur le plan identitaire. Il est aussi décrit sur le plan psychologique. Et de ce point de vue, il est dépeint comme un « imbécile », mieux un homme incapable de réfléchir. Certains interviewés disent carrément de lui, qu'il est la caisse de résonance de Paul Kagame.

Le rôle actantiel de Joseph Kabila comme serviteur fidèle de Paul Kagame

Nous avons déjà dit plus haut que le récit électoral congolais dans *congomikili.com* est relaté comme une odyssée de lutte contre la balkanisation de la RD Congo. Le personnage de Joseph Kabila y est dépeint comme un mé-

chant serviteur fidèle du super-méchant Paul Kagame. Il est envoyé au Congo par celui-ci pour concrétiser un rêve sphérique : balkaniser la province du Kivu et annexer la partie morcelée à un empire qui doit naître dans un proche avenir. Mais, la mission de Joseph Kabila est heurtée par Etienne Tshisekedi. Selon le récit électoral, celui-ci est le seul personnage capable de tourner en dérision le rêve machiavélique du méchant Kabila et de son méchant maître Paul Kagame.

D'emblée, nous avons compris, je crois le rôle actantiel que joue Joseph Kabila dans le récit électoral de *congomikili.com*. S'il faut transposer ce rôle dans le schéma actantiel de Greimas¹⁰, il aurait donc le statut narratif d'opposant autant que son maître Kagame. Ce qui théoriquement révèle l'insuffisance heuristique du schéma actantiel créé par le narratologue français. Car, en cas de complexité d'opposants, le schéma se montre désuet pour rendre compte du rôle accompli par chacun. Mais, en revisitant le modèle greimacien au prorata des données actantielles en présence, Kabila resterait narrativement opposant et son maître Kagame mériterait en ce moment-là le statut narratif de super-opposant¹¹.

Le super-opposant, qui n'est rien d'autre que le super-méchant, est théoriquement un créateur d'opposants, mieux des méchants. Il les façonne en toute pièce, les manipule et les mandate accomplir des sales boulots. De la sorte, Kabila est le méchant monté en toute pièce par le super-méchant Kagame. Envers lui, il est dévoué comme un serviteur fidèle que celui-ci le manipule comme une marionnette et l'envoie comme un coursier accomplir ses sales besognes en RD Congo.

En dépeignant Kabila comme la marionnette de Kagame, la plupart des narrateurs évoquent une vidéo du président Rwandais attestant que beaucoup de membres du gouvernement congolais sont liés à lui¹². Dans la même optique, des narrateurs fustigent une présence relativement importante des hauts cadres Tutsi dans l'administration de l'armée. Disent-ils que Kabila nomme ces peuples d'origine rwandaise sur recommandation de Kagame afin d'apprêter le terrain à une prochaine évasion de la RD Congo par le Rwanda¹³.

Un narrateur est revenu sur la démission du feu général Félix Mbuza Mabe par Joseph Kabila. En effet, démettre ce général de ses fonctions de commandant de la 10^{ème} région militaire de la RD Congo – où il s'est illustré par une maîtrise de la situation sécuritaire et des victoires contre les rebelles – a été plus d'une fois demandée par le vice-président de la République Azarias Ruberwa et même le général mutin Laurent Nkunda, tous deux Tutsis d'origine rwandaise et plusieurs fois jugés complices de Paul Kagame dans ses évasions sur le territoire congolais¹⁴. Pour le narrateur¹⁵, Ruberwa et Nkunda amenaient simplement

sur l'espace public le souhait ardent de leur maître Kagame imposé à Kabila. Et, ces deux hautes autorités congolaises l'ont amené sur la place publique pour la simple bonne forme et couvrir le principal serviteur fidèle de Kagame en RD Congo. D'ailleurs, cet épisode s'est clôturé par la démission par Joseph Kabila du général Mbuza Mabe.

Mais dans son rôle actantiel, Kabila n'est pas seulement décrit comme la marionnette de Kagame. Il est aussi présenté comme celui qui fait le ménage pour lui. De ce point de vue, la plupart de narrateurs le dépeignent comme un tueur, un ogre pour la RD Congo. Il est chargé de tuer tout celui qui fait obstacle au plan de balkanisation du Kivu. On lui impute la mort d'Armand Tungulu, un activiste politique belge congolais qui aurait lancé une pierre à son cortège et que l'on a retrouvé morte dans une prison privée de Kinshasa¹⁶. Plusieurs autres personnes, disent les narrateurs, se déclarent être menacé de mort par lui.

Par ailleurs, si dans les récits classiques le serviteur fidèle, au-delà d'être marionnette et coursier, est aussi l'imbécile et le plaisantin de son maître, les narrateurs du récit électoral de congomikili.com ont pris le soin de décrire Kabila en tant que tel. D'abord comme imbécile. Des narrateurs disent de Kabila qu'il est idiot et dépourvu de raisonnement que Kagame peut lui demander d'exécuter les choses les plus inimaginables¹⁷. Et comme plaisantin, les interviewés de congomikili.com dépeignent Kabila comme un « fou du roi », mieux un bouffon de Kagame. Pour eux, l'imbécillité caractéristique de Kabila amuse tellement le président rwandais que celui-ci a toujours besoin de lui sous son giron pour détendre ses nerfs après des dures journées¹⁸.

Enjeux de vilification d'un candidat dans un récit de presse électoral

Il est clair qu'au cinéma ou en littérature, un méchant est « vilifié » pour susciter un sentiment. C'est le mépris de son personnage. Ce mépris a un rôle moteur dans les succès du scénario et même dans la compassion au personnage du héros. C'est ce qui arrive lorsqu'un méchant est autant méprisé par les spectateurs d'un film. Il naît et grandit en eux un profond sentiment de sympathie vis-à-vis du héros. De ce point de vue, pensons-nous que le personnage de Joseph Kabila a été « vilifié » dans le récit électoral produit par congomikili.com en vue de créer un sentiment de mépris vis-à-vis de sa candidature et augmenter de l'intérêt à la candidature d'Etienne Tshisekedi.

Mais d'un autre point de vue, le type de récit électoral qu'a produit congomikili.com est l'expression d'une crise de confiance entre un peuple et ses gouvernants. Il traduit des sentiments de frustration enfouis dans les esprits d'un peuple clochardisé, impayé depuis de très longs mois et victime d'une guerre dont il ignore les tenants et les abou-

tissants. En fait, le portail d'expression gratuite que congomikili.com offre aux Congolais est simplement le reflet des conversations quotidiennes et des rumeurs congolaises. Ces conversations et ces rumeurs traduisent l'instinct révolutionnaire qui sommeille depuis de lustre dans le peuple congolais.

La vilification sur Internet devient en effet un outil de contre marketing dans un contexte électoral. Mais cet outil, à la différence des outils traditionnels de contre marketing n'est pas formaliste. Il n'obéit à aucune déontologie et à aucune loi. Quiconque est déchiré par des sentiments extrêmes et insensés peut s'en user et poster des messages désobligeants. D'où, l'on peut déjà constater qu'un nouveau type de récit médiatique – facilité par l'expansion des Technologies de l'information et de la communication – exprimant l'état psychologique des narrateurs est en train d'émerger. Ce type de récit ne concerne pas seulement le champ politique en contexte électoral, mais la vie sociale de manière générale. Cette vie sociale qui est toujours et déjà mouvementée par des pesanteurs diverses.

Conclusion

Si dans les récits classiques, la mise en scène d'un méchant contribue à attiser la sympathie de l'auditoire vis-à-vis du personnage du héros, a-t-on compris, la vilification de Joseph Kabila comme serviteur fidèle de Paul Kagame dans le récit électoral de congomikili.com concourait à la construction d'un électorat antipathique à sa candidature et sympathique à celle de son redoutable challenger, Etienne Tshisekedi. De ce point de vue, l'intérêt de ce travail a consisté à démontrer comment le mépris à l'égard d'un candidat est devenu le socle épistémologique d'un récit de contre marketing électoral.

En réalité, ce qui au départ n'était qu'émotion est devenu esthétique, c'est-à-dire un art « ritualisé » de description d'un personnage que l'on déteste. D'où, l'étude ouvre une nouvelle perspective de recherche non encore défrichée dans les sciences sociales et humaines. Il s'agit d'un champ qui aura comme objet de recherche, l'émotion, l'élection et le récit et comme cadre théorique de référence, la psychanalyse, le marketing politique et la narratologie. Car, doit-on le préciser, le récit médiatique tel que restitué par congomikili.com est loin d'être le reflet d'un respect scrupuleux des textes déontologiques et légaux régissant les médias. Ces récits restent tributaires des émotions et des frustrations de ceux qui les produisent. D'où, une approche convergeant la psychanalyse, le marketing politique et la narratologie contribuerait assurément à démontrer qu'il est temps de prêter attention à une forme de récit médiatique « passionné à outrance » dont le champ explicatif ne serait plus le canal par lequel il est transmis, mais l'inconscient.

- 1 François TRUFFAUT & Helen SCOTT, *How to read a film: movies, media and beyond*, Oup USA, 2009, p.153.
- 2 Lorsque, dans un récit, l'action est menée par un super-héros, le méchant principal est carrément appelé « super-méchant ». Dans ce cas, lui autant que le super-héros sont formellement dotés des super-pouvoirs. Exemple : Lex Luthor est le super-méchant qui s'oppose au super-héros Superman dans *Superman*. Si Superman est doté des pouvoirs surnaturels de voler comme un oiseau, Lex Luthor est capable de contrôler une météorite pour empêcher son vol. Cf. DANNIELS L., *Superman : The Complete history-The life and times of the man of steel*, Berkeley, Chronicle Books, 2004, 192 p.
- 3 À propos des sites des congolais de l'étranger, on peut lire avec intérêt dans ce présent numéro de Médiatique : NZEZA BUNKETI BUSE A., « Web social et action militante post-électorale 2011. Appropriations de la vidéo en ligne (vidéoblogs et YouTube) par les diasporas congolaises d'Europe et d'Amérique du Nord ».
- 4 KAYEMBE A., «La médiatisation de la guerre de l'Est à travers les journaux congolais. Une étude du langage des titres dans la Référence plus », dans *La Revue Africaine de Communication sociale, Facultés Catholiques de Kinshasa*, vol II, n°1, janvier 1997, pp.147-169.
- 5 En RD Congo, la « Majorité présidentielle » désigne un cartel réunissant des partis politiques et politiciens indépendants qui sont favorables au pouvoir de Joseph Kabila. Les « centristes », eux, ne sont ni opposants ni favorable à Joseph Kabila mais se présentent simplement comme une alternative à la gestion du pays.
- 6 Cf. "Genre littéraire" dans http://fr.wikipedia.org/wiki/Genre_litt%C3%A9raire [Article consulté le 12 août 2012 à 13h42']
- 7 <http://www.congomikili.com/watch?v=8XSoKn3HFcY> [Article consulté le 25 octobre 2012 à 20h02'] ou <http://www.youtube.com/watch?v=8XSoKn3HFcY> [Article consulté le 25 octobre 2012 à 20h45']
- 8 http://www.dailymotion.com/video/xar789_les-investissements-chinois-en-rdc_news [Article consulté le 25 octobre 2012 à 20h55']
- 9 <http://www.congomikili.com/watch?v=tZmPXRnRU8s> [Article consulté le 25 octobre 2012 à 21h05']
ou <http://www.youtube.com/watch?v=tZmPXRnRU8s> [Article consulté le 25 octobre 2012 à 21h55']
- 10 Le schéma actantiel est dispositif créé par le Français d'origine Lithuanienne Algirdas-Julien Greimas. Il permet de décomposer une action en six facettes ou actants : sujet, objet, destinataire, destinataire, adjuvant et opposant. (1) Le sujet est celui qui est investi d'une mission ; (2) l'objet est la mission du sujet ; (3) le destinataire est celui qui a déclenché la mission du sujet ; (4) le destinataire est celui qui bénéficiera de la mission du sujet ; (5) l'adjuvant est un auxiliaire qui vient à l'aide du sujet au cours de sa mission ; (6) l'opposant est celui qui fait obstacle à la mission du sujet. Cf. GREIMAS A. J., *Sémantique structurale*, Paris, P.U.F., 1966, 262 p.
- 11 Le schéma actantiel ainsi dessiné n'a pas pour ambition de détailler le rôle de chacun des actants, il est simplement destiné à situer l'ascendance du super-opposant sur l'opposant.
- 12 <http://dev.congomikili-cddvd.com/scandal-paul-kagame-declare-que-le-cndp-m23-et-meme-tout-le-gouvernement-congolais-est-lie-au-rwanda/> [Article consulté le 30 mars 2012 à 11h33']
- 13 <http://www.congomikili.com/watch?v=69L3MxwsOQM> [Article consulté le 20 novembre 2011 à 9h40'] ou <http://www.youtube.com/watch?v=69L3MxwsOQM> [Article consulté le 20 novembre 2011 à 9h46'] ou encore <http://www.youtube.com/watch?v=y2C4nwlzqQ> [Article consulté le 20 novembre 2011 à 9h56']
- 14 <http://fr.groups.yahoo.com/group/CongoVista/message/38770> [Article consulté le 22 novembre 2011 à 9h51']
- 15 <http://www.congomikili.com/watch?v=27AEB1Qv5DY> [Article consulté le 22 novembre 2011 à 9h30'] ou <http://www.youtube.com/watch?v=27AEB1Qv5DY> [Article consulté le 22 novembre 2011 à 9h59']
- 16 <http://www.congomikili.com/watch?v=dF25woA5oLU> [Article consulté le 12 mai 2011 à 11h59']
ou encore <http://www.youtube.com/watch?v=dF25woA5oLU> [Article consulté le 12 mai 2011 à 12h9']
- 17 <http://www.congomikili.com/watch?v=j3W0ZQ5uEVs> [Article consulté le 11 novembre 2011 à 15h52']
ou encore <http://www.youtube.com/watch?v=j3W0ZQ5uEVs> [Article consulté le 11 novembre 2011 à 16h19']
- 18 <http://www.congomikili.com/watch?v=IVG-aYVcVvA> [Article consulté le 11 novembre 2011 à 15h22']
ou <http://www.youtube.com/watch?v=IVG-aYVcVvA> [Article consulté le 11 novembre 2011 à 16h02']

LE POPULISME DANS LES DISCOURS ÉLECTORAUX EN RD CONGO

MACAIRE MVULA NGYEMUR

Héritiers d'un style de gouvernance qui remonte aux premières années de l'indépendance, les acteurs politiques congolais fonctionnent encore aujourd'hui selon la même logique populiste qui n'a que peu évolué dans les discours politiques et électoraux. En ayant du peuple dont ils se réclament qu'une idée vague, on comprend pourquoi leurs actions et discours politiques visent plus le bien public plutôt que celui du public. Les populations devraient ouvrir le bon œil pour ne plus se laisser emporter par une vague populiste tant la perfection que lui donne actuellement l'acteur congolais à travers le storytelling constitue une menace pour la consolidation de la démocratie.

Les deuxièmes élections générales congolaises post-conflits viennent d'avoir lieu. Elles ont connu un début et une fin difficiles. Et pour cause. Dès le premier jour de la campagne, des incidents violents ont éclaté qui auguraient déjà de la fin houleuse et violente que ces élections ont connue. Plus encore, la violence ne s'est pas arrêtée aux portes de la campagne, elle a été présente le jour même du scrutin et même au-delà. A l'arrivée, les élections sont sanctionnées par un jugement de valeur implacable : ratées. Quand bien même certains optimistes placeraient ces ratés sur le compte de la jeunesse de la démocratie congolaise, la réalité reste peut-être tout autre. Le pouvoir s'arrachant et se conservant à tout prix – en Afrique du reste – on ne peut pas ne pas préjuger de quelque intention de fraude. On ne peut pas non plus faire preuve de cécité quand, de manière unanime, tout le processus électoral a été dénoncé, même par le peuple.

Pour notre part, nous situons plutôt les violences et tous les autres comportements anti-démocratiques observés sur le dos des acteurs politiques qui se sont illustrés par un populisme dangereux. La présente réflexion entend mettre en exergue le populisme de certains candidats les plus en vue et de montrer son incidence sur la suite des élections. Mais avant d'en arriver à l'examen de ce populisme, nous tenons à circonscrire ce concept.

Le populisme, une notion difficile à cerner

Le concept de populisme a éprouvé d'énormes difficultés pour se faire accepter par les sciences sociales. Et même admis, il peine à disposer d'une définition qui fasse consensus : le « populisme est un concept insaisissable autant que récurrent. Peu de termes ont été aussi largement employés dans l'analyse politique contemporaine, bien que peu aient été définis avec une précision moindre. Nous savons intuitivement à quoi nous référons lorsque nous appelons populiste un mouvement ou une idéologie, mais nous éprouvons la plus grande difficulté à traduire cette intuition en concept »¹.

Cette difficulté à conceptualiser traduit bien le malaise que l'on observe dans la définition du populisme². Loin de nous l'idée de polémiquer, mais nous nous demandons seulement comment la science politique ou philosophique, soutenue par une forte dose de rationalisme cartésien ne parvient-elle pas à définir un concept de cette trempe ? Notre inquiétude demeure confortée par cette constatation de Christian Godin qui note qu'« à la différence des idéologies qui ont traversé l'histoire et les sociétés depuis deux siècles, nul

n'a jamais constitué une théorie du populisme »³. Or une théorie n'obtient toute sa pertinence que circonscrite dans une définition qui peut en donner les grandes lignes. Et la difficulté de définir devant laquelle nous nous trouvons tient essentiellement au fait que le populisme fonctionne plus comme une certaine façon de manipuler la parole ; il est plus une rhétorique qu'une idéologie en dépit de son suffixe en isme. De là toute la difficulté d'enfermer la parole dans un corps systématisé. Aussi, sans proposer une définition du populisme, ce que d'ailleurs plus d'une dizaine de chercheurs n'ont pas réussi à obtenir⁴, le populisme sera examiné dans cette communication comme cette « attitude velléitaire et mal définie d'amour pour le peuple et d'intérêt pour la question sociale ; une démagogie intellectualiste à laquelle ne correspondait aucun engagement concret pour résoudre les problèmes des classes inférieures au-delà de leur seule mythification »⁵.

Il faut surtout considérer ici que l'on verse dans le style populiste lorsque certains individus constatent que le pouvoir public refuse de satisfaire aux revendications démocratiques des populations. Profitant de la brèche ainsi ouverte, le leader populiste transforme cette frustration en revendication populaire. Cette transformation s'opère très souvent sur fond de confusion délibérément entretenue : le populiste se plaît à confondre le bien public et le bien du public. Le bien public est celui qui rentre dans les prérogatives d'un État, la respublica tandis que le bien du public est celui des individus isolés ; celui qui donne la joie de vivre aux habitants et leur donne la fierté d'appartenir à une nation. Malgré tout, le populiste devient alors une sorte de porte-parole populaire sans avoir reçu mandat de parler au nom de la multitude : « Se référer aux souffrances du peuple ne dit rien des intentions de ceux qui s'en emparent, pas plus que l'on n'entend les raisons et la portée de cette souffrance »⁶.

Les leaders populistes congolais se sont plutôt distingués par la logique de tout promettre et tout de suite. Il y a lieu de considérer qu'un peuple meurtri par autant d'années de souffrance ne peut que céder à une telle sirène. Les hommes politiques ont reproduit sans le savoir peut-être un discours similaire à celui des sectes religieuses, pudiquement appelées au Congo, églises de réveil. Les pasteurs promettent tout à leurs fidèles, l'essentiel étant la foi. Or, il nous semble que les promesses n'engagent que ceux y croient mais surtout qu'elles sont une manière d'abuser l'autre tant il est avéré que chaque action sert en général d'autres objectifs que ceux affichés. Si le pasteur vise l'argent du croyant, l'homme politique vise également des intérêts, qu'ils soient financiers ou liés au seul prestige.

Ici, tout observateur de la scène politique congolaise se souviendra par exemple de la longue palabre engagée en 2006 sur la manière dont les élus du peuple devraient s'appeler, avant finalement de se mettre d'accord sur

l'épithète « honorable ». Par débats médiatisés, les élus du peuple ont perdu de vue qu'il y avait plus urgent mais surtout qu'ils avaient oublié l'essentiel en ces temps où la politique devient un spectacle et subit une grosse influence des médias. Raison pour laquelle, à la suite de Taguieff, nous pouvons être virulent vis-à-vis d'eux en les accusant de « faire dans le peuple ou à faire peuple pour mieux tromper le peuple réel »⁷.

La tromperie du peuple prend ainsi différentes modulations ; chaque acteur politique allant de son style personnel et de l'angle par lequel il entend abuser le peuple. La notion même de peuple échappe au populiste congolais qui l'assimile volontiers à la masse. La rhétorique ou les actes concrets ont été les armes les plus utilisées ainsi que nous allons le voir dans la suite de notre réflexion en examinant l'accent populiste dans le discours de campagne électorale de 2011 au Congo.

Par bien de côtés, le Congo partage un même destin avec les pays latino-américains. Ainsi, certains traits populistes du nouveau monde se retrouvent-ils dans le populisme congolais⁸. Une grande capacité de mobilisation des classes populaires (surtout urbaines) dont l'état de disponibilité est observable. L'hyperpersonnalisation des mouvements et des régimes de type populiste. L'existence d'un chef charismatique doublé d'un démagogue efficace en constitue la présupposition. L'existence d'un lien direct et personnel, d'ordre affectivo-imaginaire, entre le leader charismatique et les masses mobilisées. Le « conducteur » ou le « guide » se présente à la fois comme le porte-parole et protecteur, voire le bienfaiteur des pauvres et des laissés-pour-compte. L'accent mis sur la nation, comme socle de l'identité collective et instance de la souveraineté, et de l'affirmation forte de l'indépendance nationale. La rhétorique nationaliste et anti-impérialiste se déploie notamment dans le traitement des questions sociales et économiques ; La mise en œuvre d'une stratégie d'incorporation, d'intégration ou de cooptation de classes populaires, afin de préserver l'oligarchie. Stratégie qu'illustre l'alliance des groupes aux intérêts divergents, justifiée par une volonté de collaboration des classes. Une importance accordée au discours programmatique enveloppé de nobles idéaux, remplissant une fonction de légitimation. La volonté de confier à l'État la responsabilité de la modernisation industrielle et du développement économique. Il s'agit de conduire le changement social et non pas seulement de gouverner. Gouverner, est facile, conduire est difficile. Parce que gouverner, c'est simplement ordonner et résoudre les problèmes matériels, alors que conduire implique en plus d'ordonner et résoudre, de diriger et de conduire les valeurs spirituelles sans lesquelles il est impossible d'amener la nation vers les destins dont nous rêvons.

Ces différentes postures politiques que prend le populisme vont se rencontrer dans l'espace politique congolais,

singulièrement dans la campagne électorale de 2011 où il a opéré telle une gangrène qui pourrit un corps. Le populisme a la peau dure. Ce qui s'observe en 2011 plonge ses racines dans l'histoire politique congolaise dont nous nous permettons juste un bref détour.

La scène politique congolaise et le populisme

En contexte congolais, le populisme a connu toutes les formes classiques établies par Margaret Canovan, à savoir le populisme agraire et le populisme politique. Mais à cette catégorisation classique, il nous semble utile d'ajouter le populisme de l'espérance, celui de la désespérance ainsi que celui de la lassitude. L'histoire du Congo n'est pas avare de ces différentes facettes du populisme.

Le populisme agraire nous semble bien incarné par Gizenga. En se présentant souvent comme le défenseur du paysan, il a fait naître chez ces derniers beaucoup d'espoir au point que sa parole a été déifiée. L'homme lui-même est passé pour un mythe et parfois même un mystique. La discipline qui règne au sein de son parti dépasse de loin celle des fidèles d'une confession religieuse. Et malgré son échec à la primature, tous ses partisans, pauvres et paysans pour la plupart, continuent à croire en l'homme et trouvent de nombreux boucs-émissaires pour justifier son échec.

Quant au populisme politique, il s'est présenté au peuple congolais sous des modulations aussi subtiles que grossières qu'il nous semble utile d'éclairer la lanterne de nos concitoyens sur ce style particulier auquel recourt nos acteurs politiques pour obtenir un mandat et nous tourner le dos aussitôt après. Examinons donc la manifestation de ce populisme dans les discours de quelques acteurs politiques du pays.

Lumumba, premier populiste congolais ?

Le dynamisme du Premier chef de gouvernement congolais tranche singulièrement avec la réserve du Président Kasavubu. Mais ce dynamisme qui se déploie également dans le discours est teinté de populisme. Déjà, il se signale en tant que tel le 30 juin par un discours dans lequel il entend montrer combien il est le sauveur du Congo. Dans ce discours, il en appelle au peuple pour obtenir son concours afin qu'il réussisse dans sa tâche : « Mais pour que nous arrivions sans retard à ce but, vous tous législateurs et citoyens congolais, je vous demande de m'aider de toutes vos forces »⁹. Sans citer nommément le peuple, le discours de Lumumba s'inscrit bien « dans un style politique, fondé sur le recours systématique à la rhétorique de l'appel au peuple et la mise en œuvre d'un mode de légitimation de type charismatique, le plus propre à valoriser le changement »¹⁰.

Dans ce contexte d'accession à l'indépendance, la fin de l'oppression coloniale constituait la consommation de la liberté retrouvée après autant de violences subies. Le changement prôné par cet acteur politique se veut rupture. C'est donc avec raison que Lumumba pouvait dire : « ... Nous que le vote de vos représentants a agréés pour diriger notre cher pays, nous qui avons souffert dans notre corps et dans notre cœur de l'oppression colonialiste, nous vous le disons tout haut, tout cela est désormais fini ». Dans le fracas de cette rupture, il y a une bonne dose de messianisme car il y a la promesse d'une prospérité retrouvée. Pour lui, le colonialisme aura été ce moment où le peuple congolais aura été plongé dans une profonde déréliction. Avec l'indépendance, c'est l'heure du changement qui a sonné et le vécu quotidien du congolais devrait immédiatement subir un changement qualitatif. Le changement se comprend selon Lumumba comme un processus et une rupture. Changement, mot magique aux accents de processus arrivé à maturation avec l'indépendance et différence en ce que le pouvoir ne sera plus exercé dans les mêmes dispositions psychologiques qu'à l'époque de la colonisation. Un bel optimisme qui sera durement éprouvé au contact de l'exercice effectif du pouvoir.

Néanmoins, si ce discours a eu le culot de dénoncer avec véhémence la colonisation belge en laquelle Lumumba voit la source des misères congolaises, il reste teinté de populisme tant il est élaboré comme un vrai discours programmatique enveloppé de nobles idéaux, remplissant une fonction de légitimation. Par ailleurs, si la colonisation pouvait être accusée de tous les maux dont souffraient les congolais, cette vérité n'est que partielle : les misères du congolais ont pour principal artisan le congolais lui-même. En accédant à l'indépendance, son élite devait se montrer plus responsable dans la façon de gérer la chose publique mais surtout faire preuve de grande maîtrise d'enjeux au centre desquels se trouvaient et se trouvent encore le Congo. De la sorte, l'extrait du discours de Lumumba l'inscrit dans une logique populiste qui voudrait que le peuple auquel il recourt se range derrière sa bannière contre les étrangers. Bien plus, Lumumba met un accent particulier sur la nation congolaise comme socle de l'identité collective et instance de la souveraineté et de l'affirmation de l'indépendance nationale. Sa rhétorique va même plus loin jusqu'à toucher les questions sociales et économiques : « J'invite tous les citoyens congolais, hommes et femmes et enfants, à se mettre résolument au travail en vue de créer une économie nationale prospère qui consacrerait notre indépendance économique. »

Au regard de la situation mondiale actuelle, on peut admirer la belle intuition de Lumumba qui avait pris plusieurs longueurs d'avance sur son temps pour constater que l'indépendance politique n'est rien sans indépendance économique. Enfin, il remet les pieds dans le plat du populisme lorsqu'il promet : « Notre gouvernement fort,

national, populaire sera le salut de ce pays. » Avec un tel accent, il entendait vraiment faire peuple pour un profond ancrage de sa rhétorique. Celle-ci a eu le mérite d'agiter la mer des relations politiques qui commençaient à peine à s'instaurer entre la Belgique et le Congo.

En développant le discours d'un Congo prospère, fort et uni, Lumumba entraînait dans un populisme d'espérance, surtout après tant de bavures policières coloniales. En adoptant le ton de la fermeté et de la rupture « tout cela est désormais fini », il inscrivait le bonheur du congolais dans un présent qui faisait croire en l'inexistence du futur : « Il n'y a pas de futur pour les populistes à l'ancienne de stricte obédience. Pour eux, l'avenir peut devenir présent d'un jour à l'autre pour peu que prenne fin le complot maléfique des puissants »¹¹.

Le complot des puissants constituera une sorte de phobie pour Lumumba qui redoutait de perdre ce qu'il venait d'obtenir de haute lutte : « le plan était déjà établi, c'est d'imposer un gouvernement contre la volonté du peuple : la Belgique désire balkaniser le Congo. L'éclatement du Congo, c'est déjà demain. » Une fois encore, cette accusation traduit bien le manque de maîtrise des relations internationales dans le chef du jeune premier ministre mais surtout témoigne de l'impréparation et de l'improvisation avec laquelle l'indépendance a été proclamée. Comment un pays aux dimensions d'un continent pouvait-il accéder à l'indépendance avec un petit nombre de cadres, où les charges de l'État devaient échoir à des personnes peu formées, Lumumba en tête ?

En dépit de certains traits de naïveté politique, Lumumba aura tout de même allumé la flamme de l'espérance. Et ce populisme d'espérance, on le retrouve également chez l'un de ses rivaux, en l'occurrence, Tshombe qui, au retour d'un périple occidental, osa brandir sa mallette à l'aéroport de N'djili en faisant croire à l'assistance qu'elle contenait l'indépendance. Et tout le monde y a prêté foi en espérant que le quotidien allait se transformer de manière qualitative. C'est dire, encore une fois, combien le traitement de la question nationale ainsi que celle des questions sociales et économiques constituait la principale préoccupation des premiers leaders politiques congolais.

Chez tous ces politiciens de la première heure, la rhétorique anti-impérialiste, l'affirmation de l'identité nationale mais surtout la revendication d'une souveraineté nationale sur le plan politique et économique sont autant de traits caractéristiques de leur populisme, mais avec un accent plus prononcé chez Lumumba. Ce dernier, en bon populiste, n'avait pas en mains toutes les cartes à abattre pour conduire son peuple vers la terre promise par la concrétisation du rêve incarné par son discours. Son combat paraissait perdu à l'avance à l'image des populistes actuels qui font le V de la victoire avant même de l'avoir remportée. De même que

le poing levé dans les manifestations de rue est un geste de revendication pure et dure, ce geste de triomphalisme est celui d'une multitude dont il est l'incarnation qui a tout perdu avant d'avoir combattu, le V de la victoire reproduit par les manifestants autant que le leader politique est celui d'un vœu pieux dont la réalisation n'a lieu que dans un conte de fées.

Pour tout illustrer, on s'aperçoit que, lorsque, de l'étranger le sort de Lumumba est scellé, il ne peut y échapper car le peuple en qui il avait confiance ne lui a pas apporté le soutien qui lui aurait épargné la vie.

Avec le recul, nous pouvons penser que les belges et les américains qui décident de son élimination physique n'avaient pas compris à temps que le populisme était une forme d'agitation politique. Soit, ils comprenaient et savaient ce qu'ils voulaient, c'est-à-dire empêcher l'émergence d'une voix qui éveillerait la conscience du congolais pour qu'il ouvre le bon œil et veille jalousement sur ses richesses. En finissant son discours par l'invitation à bâtir un pays prospère économiquement en vue de son indépendance économique, Lumumba était en train de sevrer les grandes puissances du lait économique qui coulait des mamelles de la terre congolaise. Plus que la politique, l'économie reste la garante de la paix sociale à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières. Nombre de conflits à l'intérieur d'une nation sont alimentés par des questions économiques. Autant d'ailleurs que des conflits interétatiques dont les meilleures illustrations sont aujourd'hui, du moins en terre africaine, le conflit entre le Rwanda et le Congo, le Soudan et le Sud-Soudan.

La répétition de l'histoire avec ce qui se joue actuellement au Kivu est la preuve la plus éloquente qu'au-delà du discours, l'Occident et ses valets ne se passeront jamais du Congo. Hier, le missionnaire nous a prêché la pauvreté pour nous voler par derrière, la colonisation a fait de même par la terreur. Le néocolonialisme poursuit sur la même lancée en créant des tensions inutiles entre États. L'insécurité est le garant du pillage car elle permet une exploitation des richesses dans un pays tiers sans verser la moindre taxe qui aurait permis au pays de la rétrocéder à ses citoyens sous des formes diverses : salaires, infrastructures, etc. Bien plus, la communauté internationale, si par cette expression, il faut entendre les grandes puissances de ce monde, n'éprouve aucune gêne à faire tourner son économie avec des richesses volées. Pour preuve, elle achète des minerais au Rwanda dont le sous-sol ne regorge aucun. Nous refermons cette parenthèse aussitôt car elle n'est pas l'objet de notre propos.

Les propos de Lumumba ont tellement donné mauvaise conscience aux dominants de l'époque que l'élimination physique de l'agitateur demeurerait à leurs yeux la solution ultime. C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre

aujourd'hui l'agir politique de Lumumba. Quatre décennies plus tard, un autre agitateur, sans avoir tiré les leçons découlant de la chute de son idole, subira le même sort. Et la moralité de cette tragédie peut se décliner comme suit : les grandes puissances n'aiment pas qu'on les dérange quand elles pillent chez le pauvre. Un pays pauvre mais riche est une jungle où la raison du plus fort est toujours le mensonge et même les valets se permettent de dicter la loi.

Mobutu, super star du populisme

En prenant le pouvoir par coup d'État, Mobutu en avait appelé au peuple. L'appel au peuple constituait pour le dictateur l'unique moyen de légitimer son agir anticonstitutionnel. Au lendemain du coup d'État, la pacification du pays passait pour l'acte d'absolution du péché démocratique commis par Mobutu. Cette pacification manipulée tout au long de son règne a d'abord placé son action dans un populisme d'espérance avant de sombrer trois décennies après dans un populisme de désespérance et de lassitude. Toutes les promesses contenues dans tous les programmes annoncés (Objectif 80¹², Programme Agricole Minimum) ou même dans certaines formules choc du genre « Agriculture, priorité des priorités », « Plus rien ne sera comme avant ! », n'ont connu début de matérialisation. Il a quitté la tête du pays en le laissant ayant accompli un grand bond en arrière, pour emprunter le titre de l'essai de Serge Halimi¹³.

L'atrocité de la souffrance a conduit vers la désespérance qui a envahi le peuple dont le dernier recours n'est plus que la providence. Des formules comme « Nzambe ye moko ayebi/Dieu seul sait ce qui pourra advenir sous peu » ont été entendues et répétées par la majorité des citoyens. Attitude irresponsable, attentiste dont les racines sont à chercher dans le paternalisme infantilisant du système colonial et même celui des missionnaires, mais elle sonnait comme un avertissement pour la classe politique congolaise qui devrait y lire une totale crise de confiance entre elle et sa base. De la sorte, du populisme de l'espérance, on a glissé vers celui de la lassitude laquelle a facilité l'entrée de la coalition rwando-burundo-ougandaise de l'AFDL.

Mais le populisme a envahi totalement son action politique. Mobutu a érigé la terreur en style de gouvernement pour consolider son pouvoir. Le nationalisme zaïrois authentique qu'il prône n'est rien d'autre qu'une tentative de déification. Les thuriféraires de son régime l'ont poussé à entretenir ce sentiment de déification en montant un élément audiovisuel le faisant advenir comme Dieu le Père descendant dans la nuée pour juger le monde. Cet élément était diffusé à chaque début de journal télévisé. De même que Dieu dispose du droit de vie et de mort, ainsi Mobutu s'est-il cru investi d'un tel pouvoir au point que son régime a été le plus sanglant. Il suffit de penser à tous les obstacles que

les dignitaires de ce régime ont mis pour que le rapport de la Conférence Nationale Souveraine sur les crimes et assassinats ne soit pas porté à la connaissance de tous.

En outre, les populations devraient danser à longueur de journée pour lui parce qu'il n'avait cessé de se présenter en sauveur du peuple congolais du chaos des rébellions fomentées ici et là à travers le pays. Sa posture de sauveur du Congo a créé « un lien direct et personnel de l'ordre affectivo-imaginaire entre le leader charismatique et les masses mobilisées »¹⁴. En se voulant père de la nation, Mobutu se complaisait bien d'être appelé « papa maréchal ». Il a manipulé le concept de paix pour justifier toute sa gestion prédatrice: « la paix chèrement acquise » devrait donner au « garant de la nation » le droit de piller sans jamais rendre des comptes : qui doit à qui ?, demanda-t-il un jour aux Zaïrois. Il martelait tellement ces deux expressions comme pour exiger du peuple la reconnaissance d'un mérite que personne ne lui contestait au fonds. Mais à force d'être entendu, cette expression a fini par lasser les populations. La répétition, en politique, n'est pas la mère de la rétention. Bien au contraire, elle finit toujours par donner au peuple un éclat de génie pour inventer des formules de dérision. Ainsi, le MPR a été transformé en Mourir Pour Rien ; le CPP¹⁵ (Comité de Pouvoir Populaire) est devenu « Congo Pasi na Pasi » (entendez Congo, terre de souffrance permanente).

Un autre trait du populisme politique de Mobutu, c'est d'appliquer la septième proposition par laquelle on reconnaît un populiste. Il s'agit du rôle confié à l'État de moderniser par une industrialisation quelque peu désincarnée. L'Objectif 80 se voulait une course vers la modernisation mais la zaïrianisation qui devait l'accompagner a été un échec plus que cuisant. Il a fait construire certaines infrastructures sans qu'elles aient vraiment résolu les problèmes du coin où elles ont été implantées. Les éléphants blancs dans lesquels il a excellé ont été dénoncés par la Conférence Nationale Souveraine en 1992. Mais ce que l'analyse politique n'a pas relevé c'est le caractère néocolonial de cette option.

Laurent Désiré Kabila, météore du populisme

Le tombeur de Mobutu était aussi un habile populiste. Son populisme se révèle déjà par l'existence de ce lien affectivo-imaginaire entre lui et le peuple congolais quand il se fait appeler Mzee (vieux).

Par ailleurs, les premières mesures politiques prises annonçaient bien les couleurs : la création des Comités de Pouvoirs Populaires (CPP), l'élection des gouverneurs et administrateurs des territoires par le peuple à main levée fonctionne selon la logique populiste du plébiscite. A l'image de Thomas Sankara, son bref règne en a fait un météore qui a traversé le ciel du populisme congolais, pourquoi pas

africain. Il en appelait souvent au peuple en s'appuyant sur une problématique qui n'a pas encore véritablement pris corps dans les consciences : le nationalisme. En mettant un accent particulier sur « la nation comme socle de l'identité collective et instance de la souveraineté et de l'affirmation forte de l'indépendance nationale »¹⁶, Kabila retombe dans le populisme des anciens en développant à nouveaux frais la rhétorique anti-impérialiste, singulièrement en ce qui concerne le traitement des questions socioéconomiques. Mais en surfant sur le terrain du nationalisme, Laurent Désiré Kabila s'avance vers une porte déjà enfoncée parce que « le peuple est forcément national, et il demeure attaché à l'idée de nation, à laquelle justement, la plus grande partie des élites ne croit plus »¹⁷ et qu'ensuite le nationalisme n'est rien d'autre qu'un populisme éculé.

Jamais le Congo n'a eu de chef politique aussi naïf qui croyait en la vertu du populisme comme plébiscite de tous les jours. Les bains de foule pris à chaque sortie dans la ville de Kinshasa ou à l'intérieur du pays le confortaient à l'idée que tout allait bien dès lors que son discours reposait sur l'interpellation de la classe politique précédente et la dénonciation de l'immixtion étrangère dans les affaires congolaises. Pas loin de Lumumba, en fait mais aussi un peu plus proche de Mobutu qui adorait les bains de foule autant que les danses exhibées à sa gloire. De quoi donner raison à une vieille constatation établie par Sorokin : « après une révolution couronnée de succès, les révolutionnaires victorieux adoptent souvent beaucoup des valeurs culturelles de l'ancienne aristocratie et des anciennes classes supérieures subjuguées : dans le plan matériel de vie, dans leur habillement, dans leurs manières, dans les formes de leur organisation économique, militaire et politique, dans leur art et dans leur idéologie, dans tous ces domaines particuliers où les valeurs des anciennes classes supérieures paraissent être supérieures aux valeurs des classes inférieures et à celles des révolutionnaires »¹⁸.

En tant que rhétorique, le populisme de Kabila se voulait rassurant quant au redressement du pays ; il entendait le faire en des termes simples : « Il croit encore à l'opposition univoque du vrai et du faux. Il s'imagine que le monde politique se divise en deux camps : ceux qui mentent et ceux qui disent la vérité »¹⁹. La vérité de Kabila consistait à faire croire aux populations congolaises que « ce qui lui est inaccessible lui a été interdit »²⁰. Un tel discours ne peut incliner que vers une recherche effrénée du bouc-émissaire.

En effet, que Laurent Désiré Kabila appelle le peuple à s'organiser dans les CPP sans qu'on sache trop comment montre également les limites d'une accession au pouvoir sans véritable projet de société. En d'autres lieux, un nouvel arrivant à la magistrature suprême est toujours porteur d'idées nouvelles qui marquent les esprits. Ceci ne fut pas le cas pour le défunt président qui se devait de monter son programme gouvernemental à l'épreuve du

pouvoir. On a senti que le pouvoir AFDL, dans sa structure d'agrégat d'intérêts divergents n'avait pas eu le temps de penser un programme de gestion gouvernementale cohérent. L'incorporation des anciens mobutistes dans le gouvernement est le symptôme d'un manque de préparation sérieuse dans la prise en charge des affaires de l'État. La révolution-pardon, plus qu'un masque, était un mirage. On n'entreprend pas une révolution pour intégrer les anciennes valeurs. Ou alors, on ne comprend pas soi-même, ce que c'est une révolution. Le pouvoir de L.D. Kabila, à l'instar de son allié Gizenga, avait vraiment des vertus magiques. Ces deux lumumbistes ont cru qu'il suffisait de parler pour que les antivaleurs disparaissent. Ils avaient oublié que le plus souvent, lorsque les dominés parviennent à renverser un pouvoir, ils finissent non pas par imposer leurs idées mais à adopter les manies du pouvoir déchu. Qu'il plaise au lecteur de regarder avec un œil serein le comportement des africains au lendemain de l'accession de leurs pays à l'indépendance. Les systèmes politiques mis en place sont des calques du système colonial que l'on a simplement édulcorés. Les lumumbistes se sont plu à gouverner en tentant, sans y parvenir d'ailleurs, à résoudre des questions matérielles alors qu'ils devaient imposer « des valeurs sans lesquelles il est impossible d'amener la nation vers les destins dont nous rêvons »²¹. C'est sous leur règne que la corruption et l'enrichissement illicite ont pris des proportions inquiétantes.

On pourrait se résumer en constatant que le populisme est consubstantiel à notre classe politique. Celui-ci pense rendre service à son peuple mais en réalité, il a au contraire servi les intérêts de ceux qui s'engagent en politique et qui surfent sur la misère du peuple. Et quand les uns et les autres tiennent un discours tendant à accorder plus d'importance au peuple, ils n'appartiennent malheureusement pas à ce peuple. En contexte congolais, leurs discours ont des chances de faire recette parce qu'ils exploitent « le délabrement intellectuel du peuple et la négation de ce peuple en tant que porteur de vérités (incapacité de reconnaître le peuple comme agent politique). Cette ignorance à laquelle le peuple donnerait corps viendrait de son inféodation aux organes de propagande (jusqu'au contrôle par les médias d'esprits abusés), à sa soumission à la pensée paresseuse (pour ne pas dire absente) et, finalement, à l'acceptation de sa condition d'ignorant »²².

Ainsi que l'on peut s'en apercevoir, l'exploitation de l'ignorance du peuple demeure l'un des traits du populisme congolais. Et de cette manière, tant que l'ignorance sera le lot de la population, la démocratie ne sera jamais au rendez-vous étant entendu que ce régime politique ne s'accommode guère de l'ignorance. Si le peuple peut être représenté, s'il croit participer à l'exercice du pouvoir par ses représentants, il reste au moins vrai qu'il est le grand absent dans la délibération où sa voix ne sera jamais entendue dans le débat qui devrait décider de grandes

orientations de la marche du pays. Dans la foulée, un questionnement pertinent émerge: à quel peuple la classe politique congolaise fait-elle allusion et quelle place lui accorde-t-il dans ce mirage de démocratie, mieux dans cette illusion démocratique ? Ou encore de quel peuple abuse-t-on dans ce populisme ?

En ignorant le peuple, les acteurs politiques le mènent où ils veulent tels des aveugles qui sont conduits par des borgnes. A leur tour, ils sont conduits par les puissants de la terre dont ils ont du mal à s'affranchir de la tutelle. Ils s'inclinent et concèdent tout juste pour préserver les intérêts des puissants et leur propre fauteuil. Une petite illustration. La Chine a signé des contrats avec le Congo dont les termes de référence peuvent s'énoncer comme suit : infrastructures contre minerais. Et le gouvernement congolais appelle cela coopération au développement. Nous nous inscrivons en faux contre ce bradage du patrimoine national. Les infrastructures sont la mamelle qui nourrit l'enrichissement illicite. Car en lieu et place, nous aurions voulu que la Chine construise des industries sur place qui traitent ces minerais ; ce qui donnerait le travail à nos concitoyens. La logique actuelle n'obéit même pas à l'esprit du proverbe chinois qui prône que l'on apprenne plutôt comment pêcher que se contenter d'un poisson attrapé par un autre. En ceci, la Chine n'est en rien différente des colonisateurs d'hier. Et son colonialisme peut être encore plus dangereux et nocif tant elle a su lire les erreurs de la colonisation occidentale et opère sans faute jusqu' alors.

Si le gouvernement congolais était plus responsable, il partirait de cette interrogation pour envisager autrement le développement du pays: que deviendra le Congo après la construction des infrastructures ? La réponse, chacun peut la trouver dans cette boutade contenue dans un clip de campagne électorale 2011 : « aux enfants affamés, un père propose de manger le macadam ». Une manière intelligente de railler le slogan de campagne de Joseph Kabila qui repose, comme au temps colonial, sur la construction des infrastructures ignorant du coup la place de l'homme dans leur gestion.

Tout bien considéré, la classe politique congolaise reste prisonnière des biens matériels qui leur octroie une certaine puissance politique. Difficile de parler de l'élite, car si élite il y a, elle ressemble à ce que Paul Valéry appelait les intellectuels imbéciles ; ceux qui courent derrière les biens matériels et ne se gênent pas de s'en encombrer. Dans ces conditions, nous préférons parler en termes de puissants possédants et non d'intellectuels car, à notre humble avis, la scène politique congolaise est trop pleine d'arrivistes dont le seul mérite demeure le pouvoir financier. On peut donc comprendre qu'une classe politique réduite à pourchasser les biens matériels sans se projeter dans l'avenir avec des choix rationnels ne peut que développer ce discours simpliste et manipulateur à la fois pour séduire le peuple.

Pour bien séduire le peuple congolais, ses acteurs politiques l'ont réduit en une masse informe à l'aide des slogans qui flattent la sensibilité de cette majorité écrasée. Lorsque les politiciens de tout bord abordent la question du peuple, ce n'est pas en tout cas pour lui accorder une place prépondérante, mais c'est une manière l'effacer de la scène politique. Le peuple dont il est question dans le discours politique congolais n'est autre que celui de l'autre camp en quête de pouvoir. Raison pour laquelle, l'on devrait regarder avec prudence et suspicion tout homme politique qui évoque constamment le peuple. Car dès qu'il obtient la parcelle de pouvoir recherché, ses motivations changent sur toute la ligne. Et ce ne sont pas les élections qui seront avares de formules populistes.

Les élections de 2011 au prisme du populisme

Sous cette section, nous essayons de démonter l'arsenal de campagne électorale de quelques candidats à la présidentielle. Nous focaliserons notre réflexion sur les trois principaux candidats, Kabila, Tshisekedi et Kamerhe. Au regard de la différence d'âge, on peut se trouver, comme en littérature, dans une opposition entre anciens et modernes. Pour un panorama complet du populisme en République Démocratique du Congo, l'analyse gagnerait à considérer également le populisme de candidats députés. Mais pour l'instant, nous avons choisi de nous occuper d'abord des candidats président de la République. Président sortant, Joseph Kabila avait un programme dont il devait défendre le bilan : les cinq chantiers. Ces cinq chantiers ont une paternité douteuse ou flottante : tantôt ils appartiennent au président de la République, tantôt ils appartiennent à la république. Nous avons pensé qu'ils appartenaient au Chef de l'État pendant la campagne et que, vainqueur des élections, son programme devrait être endossé par la coalition au pouvoir.

Toute la misère populiste commence dès 2006 quand il propose ces cinq chantiers comme programme de gouvernement. L'ignorance du peuple a fait que rares sont les personnes qui ont perçu que ce programme n'avait rien d'un nouveau programme gouvernemental tant tous les axes retenus sont ceux qui relèvent des prérogatives d'un gouvernement normal. Et pour être cohérent avec la philosophie de son parti, parti de la reconstruction, les fameux chantiers n'ont consisté qu'en la reconstruction de ce qui existait déjà. Rien de neuf n'a vraiment été bâti qui puisse attirer l'attention du peuple. Le Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie sera-t-il appelé à disparaître une fois que le processus de reconstruction aura pris fin ?

Dès 2006, le candidat Joseph Kabila s'était déjà comporté en populiste sans qu'on s'en aperçoive. Il s'est agi pour lui d'afficher, en trompe-l'œil, la volonté de confier à

l'État la responsabilité de la modernisation industrielle en faisant défiler dans la ville de Kinshasa des engins chinois venus plus pour réfectionner que pour construire. Les effets d'annonce, concrétisés par un affichage ostentatoire des maquettes de certains aménagements urbains, ont précédé la matérialisation du rêve juste pour alimenter la confiance et entretenir l'espoir des lendemains meilleurs. Et les courtisans dont la capacité de réflexion est désormais dans la panse n'ont pas manqué de lui trouver une formule hautement propagandiste à la limite de l'insulte : pour un Congo émergent. Rien de plus populiste que cette « importance accordée au discours programmatique enveloppé de nobles idéaux, remplissant une fonction de légitimation »²³.

La question importante qui est éludée est celle de savoir comment ce pays peut allonger la liste des pays émergents quand il n'y fonctionne aucune industrie moderne ? Tous les pays émergents que nous connaissons le sont par leur appropriation de la technologie des autres. Dès lors que rien de tel n'est opérationnel, il est illusoire de parler de la révolution de la modernité telle qu'il l'a fait en 2011. Les concepts de révolution et de modernité ne sauraient être juxtaposés sans dommage sémantique pour l'adhésion du peuple.

En effet, parler de révolution signifie faire table rase de ce qui existe pour faire sortir de l'imagination des ingénieurs des choses auxquelles les populations n'étaient pas habituées. Pourtant, la réalité nous montre que la modernité qu'on veut d'abord nous servir est un processus de remise au goût du jour de ce que les autres ont laissé. Or, en affichant sa détermination, si vraiment il en a une, à poursuivre la révolution de la modernité, nous pensons que ce populisme-là est plus qu'utopique et dangereux. Une modernité est semblable à un futur. Comment peut-on révolutionner le futur avant même d'en avoir fait un présent ?

A examiner de près ce thème de campagne, il n'est pas loin du discours colonial où les colonisateurs avaient justifié leur prédation sur nos richesses par l'érection des infrastructures sans jamais se soucier de l'homme. Et même plus grave, l'affiche de campagne tout comme la campagne elle-même du candidat n'a mis l'accent que sur les infrastructures, renvoyant aux calendes grecques la démocratie. Les infrastructures ne garantissent pas une démocratie ; les hommes doivent être instruits pour bien se servir de ces infrastructures et savoir les pérenniser. La preuve, le Président a lui-même admis qu'il n'avait pas suffisamment d'hommes autour de lui pour travailler. Accorder autant d'importance aux objets équivaut à privilégier le profit avant l'homme comme le dit si bien Noam Chomsky²⁴. Et le profit, ce régime en a tiré : les infrastructures, par leur visibilité, ont favorisé le vol. Ainsi, plutôt que de réaliser des infrastructures dignes du grand Congo, la cupidité et le matérialisme éhontés ont poussé ceux qui en avaient la

responsabilité à offrir en lieu et place des infrastructures en petit format. Juste une illustration : des millions ont été déboursés pour doter l'aéroport international de N'djili d'un salon d'honneur présidentiel moderne. A l'arrivée, beaucoup d'argent englouti pour rien alors qu'en face, c'est-à-dire à Brazzaville, la modernisation de l'ensemble de l'aéroport a été effectuée avec moins de frais que ceux alloués par Kinshasa.

Pour nous résumer, le populisme de Joseph Kabila axé sur sa volonté de modernisation du Congo par les infrastructures est de type colonial dans le fond et de type moderne dans la forme. Nous pouvons dire avec Christian Salmon qu'avec cette nouvelle forme que prend le populisme, « la communication politique change d'échelle et de registre. Il ne s'agit plus seulement d'informer efficacement le public sur les décisions de l'exécutif en s'efforçant de maîtriser l'agenda politique. Mais de créer un univers virtuel nouveau, un royaume enchanté peuplé de héros et d'anti-héros, dans lequel le citoyen-acteur est invité à entrer. Il s'agit moins désormais de communiquer que de forger une histoire et de l'imposer dans l'agenda politique : « trusser une histoire, cela signifie la tourner à son seul avantage, la présenter sous un jour favorable à l'administration, et la diffuser en utilisant les porte-parole, les communiqués de presse, les sources d'informations amies, en veillant à ce que l'histoire soit toujours présentée sous un le meilleur jour possible »²⁵.

Ce populisme est un vrai déni de démocratie car en mettant l'accent sur le matériel, il agit comme un néocolonial qui n'a que faire de la démocratie qui est la principale aspiration des populations congolaises. La subtilité de ce populisme en fait un populisme d'intellectuel pour les acteurs politiques au pouvoir et de désespérance pour les populations congolaises. Les intellectuels s'emploient à le défendre à coup de rhétorique pernicieuse. Si gouverner rime avec mentir, le sophisme reste le principal outil à l'aide duquel il distille le mensonge de la modernisation à travers des réalisations qui ne sont en fait que des réfections. La population elle, désespère de ce que l'action politique de Kabila ne résoudra pas ses problèmes, même si son régime a cru trouver son style de travail dans le gouvernement, c'est-à-dire ordonner et résoudre les problèmes matériels, alors qu'il ne peut conduire vers des valeurs spirituelles sans lesquelles on ne peut atteindre les cimes de l'émergence qui lui tient à cœur. La démocratie ne peut être obtenue que par et dans la vertu. Logiquement donc, comme le régime ne repose sur aucune valeur démocratique, il s'ensuit logiquement qu'il ne peut que trouver dans le bien public un raccourci pour tromper comme il se doit le peuple. Et ce n'est pas sans raison que les débats politiques tournent autour du social des populations. C'est dire combien on est loin d'un vrai débat de fonds sur la démocratie au Congo.

Tshisekedi, le populisme ancien à découvert

Etienne Tshisekedi avait boycotté les élections de 2006 estimant que les conditions d'une bonne élection n'étaient pas réunies. Durant tout le mandat « régulier » de Kabila, lui et son parti ont payé le prix fort de la politique de la chaise vide. La première conséquence est la modification inique apportée au code électoral dont le mode est passé de deux tours à un seul. Cette disposition lui a été préjudiciable car l'autre camp redoutait sa possible victoire par des alliances certaines en cas de second tour.

Lorsqu'il se lance dans la campagne, il rentre par la porte béante du populisme avec un slogan qui ne trompe personne : « Le peuple d'abord ! » Certes, tout leader qui brigue un quelconque mandat politique ne peut que se réclamer du peuple. Mais le choix de ce thème est plus que polémique car il se veut une réponse à Kabila qui privilégie les infrastructures au détriment des hommes. On lit, à travers ce « Peuple d'abord ! », une certaine fidélité à la philosophie politique du parti : Union pour le Démocratie et le Progrès Social où le social semble être ici la priorité de ce parti, et de fait, celle de Tshisekedi. Mais bien plus, on peut penser que ce populisme est une récupération laissée à la portée de n'importe qui par le candidat sortant qui n'a pas atteint la certitude d'un futur enviable que les gouvernés attendent de leurs gouvernants. De cette façon, le candidat Kabila a augmenté l'audience de Tshisekedi qui s'appuie sur le peuple à qui il fait la démonstration de la non réalisation du contrat politique signé entre Joseph Kabila et le peuple : « Ces moments se sont nourris de l'impatience des populations qui, entrevoyant la lumière annonciatrice de la fin de leur misère séculaire comme les passagers du train devinent leur sortie du tunnel, ont réalisé trop tard qu'elles s'en trouvaient encore fort éloignées. Dès lors elles s'en sont prises en quelque sorte au conducteur tout en acclamant le voyageur de la classe pullman qui stimulait leur cri en des termes qu'elles n'auraient pas su imaginer »²⁶.

Mais le voyageur Tshisekedi parlait d'une voix inaudible que les termes employés n'ont pas suffi à mobiliser l'électorat. En effet, entre la « rwandalité » de Kabila et les liens familiaux du même Kabila avec Ngoy Mulunda, le président de la CENI, il y a de quoi rendre perplexe, même les plus fervents partisans. Ce flottement discursif lui a été préjudiciable. Pourtant, il y avait matière à attaquer la candidature de Kabila s'il s'était concentré sur son programme précédent, c'est-à-dire les « Cinq chantiers. » Le plus grand défaut de Tshisekedi, c'est la faiblesse de son éloquence. Son charisme n'a pas le charme du démagogue qui sait flatter la sensibilité de l'auditoire contrairement à un Kamerhe, par exemple.

Par ailleurs, le populisme de ce candidat se lit également à travers cette petite phrase assassine libérée au détour d'une

interview : « je n'ai pas combattu trente ans pour laisser ma place aux autres. » Ce type de discours sonne clairement aux oreilles du peuple et de potentiels alliés comme un refus de négocier une candidature unique alors que toute possible victoire était subordonnée à la désignation d'un unique candidat. Autre indice du caractère populiste de Tshisekedi, c'est la prétention à se réclamer d'une majorité populaire apparente sans qu'elle soit vérifiable de manière objective. En se fiant à l'affluence qui venait l'écouter, il s'est cru déjà vainqueur. Pourtant, il n'est pas un seul candidat qui n'ait drainé des foules. Parfois plus que lui ; les meetings de Kamerhe ont été une vraie démonstration de force face aux deux prétendants sérieux à la présidence.

Or, en considérant uniquement son refus de concéder aux autres, Tshisekedi a revêtu le costume du populiste pur et dur. Ses attaques de campagne sont orientées en deux directions : son adversaire politique le plus redoutable, Kabila ainsi que les possédants au pouvoir. En les dénonçant, il incarne « la figure du démagogue ou du tribun du peuple, personnage qui est à la fois expression, guide et sauveur du peuple, et se présente comme homme providentiel et faiseur des miracles – ou d'avenirs radieux »²⁷. Mieux, il veut faire comprendre au peuple qu'il n'est pas dupe de toute la magouille politique orchestrée par ses adversaires qui constituent une sorte d'establishment à la congolaise.

Fort d'une aura fortement dépassée d'opposant farouche à Mobutu ayant réussi, par sa présence à la tête du gouvernement, à démonétiser un billet à haute valeur faciale, à mobiliser les citadins de Kinshasa et même d'autres grandes villes du pays pour paralyser l'activité économique avec des journées villes mortes, Tshisekedi a réussi à « transformer les protestations populaires en mobilisations politiques censées lui permettre d'accéder au pouvoir. ... Il fait un usage particulier, exclusif et systématique du principe de souveraineté du peuple, à l'exercice duquel il réduit celui de la vie démocratique »²⁸. Il faut dire que cet acteur politique n'a joué que la partition de la manipulation pour capitaliser toutes les frustrations populaires contenues dans les memoranda déposés au bureau de Mobutu après les consultations populaires.

S'il avait réussi, face à Mobutu, à se présenter en homme providentiel, il a perdu de vue que le régime qui faisait sa popularité appartenait désormais à l'histoire et qu'il lui fallait adapter ses stratégies politiques et surtout discursives. Car « en période de conquête du pouvoir, le populiste crée le mouvement permanent et représente l'homme providentiel attendu et espéré par le peuple, celui dont l'attitude et le discours sont destinés à séduire davantage qu'à convaincre et qui parvient à ses fins grâce à son emprise sur les médias »²⁹.

Il est fort regrettable que lors de la campagne, Tshisekedi n'ait pas eu une emprise sur les médias assez nette.

Tous les médias qui lui étaient favorables avaient été censurés. Surtout que le discours n'avait pas varié ; il s'attaquait à Kabila comme s'il le faisait à Mobutu. Entre les deux, même s'il peut y avoir des similitudes dans la façon de gérer la chose publique, et c'est ici que s'arrête la ressemblance, les différences individuelles sont nettes ; les époques ainsi que le contexte politique également.

Bien plus, le refus de Tshisekedi de laisser sa place aux autres est le signe qu'il n'a qu'une cause, la sienne. Le refus de négocier avec les autres pour décider d'une candidature unique fait de la présidence du pays une obsession pour Etienne Tshisekedi car la magistrature suprême restait sa dernière carte à abattre, eu égard à son âge. Pour tromper le peuple, il fait sienne la cause du peuple et entend se présenter comme le sauveur et protecteur du peuple. Une posture qui correspond au portrait du populiste dressé par Pierre-André Taguieff : « le leader populiste s'efforce de faire croire pour faire faire, en s'adressant directement au peuple pour mieux l'instrumentaliser ou le manipuler »³⁰. Une des illustrations de cette manipulation ou de cette instrumentalisation reste les appels répétés à descendre dans la rue pour protester alors que lui-même n'a jamais pris la tête d'une marche.

En considérant particulièrement son slogan de campagne, « le peuple d'abord », il fait croire qu'il est très soucieux du sort du peuple alors que son refus de concession dans le processus de désignation d'un candidat unique convainc du contraire. Le sort du peuple est une fausse préoccupation pour toute l'opposition congolaise dont les méthodes ne diffèrent guère de celles du pouvoir.

Kamerhe, populiste et storyteller

Kamerhe s'est voulu lui aussi candidat du peuple. C'est aussi à se demander s'il est un candidat qui ne se réclame du peuple. La particularité de son populisme réside dans le nouveau style qu'il imprime à sa campagne. Pour avoir été longtemps l'un des bras droits de Joseph Kabila, Kamerhe organise sa stratégie en voulant convaincre par le récit ; un récit qui trace toujours une ligne de comparaison entre ce qui a été promis et les réalisations concrètes sur terrain : « Des histoires séduisantes peuvent être tournées en mensonges ou en propagande. Les gens se mentent à eux-mêmes avec leurs propres histoires. Une histoire qui procure une explication rassurante des événements peut aussi tromper en éliminant les contradictions et les complications »³¹.

La contradiction dans ce récit réside dans ce manque de constance qui dissimule mal les ambitions politiques des uns et des autres. Une inconstance qui est également la preuve de la forte intolérance qui règne dans les partis politiques congolais. Une pensée unique est à l'œuvre qui n'entend nullement cohabiter avec d'autres courants de

pensée à l'intérieur du parti. Le parti politique en tant que microcosme démocratique est le reflet de ce qui s'observe au niveau national. Le pluralisme de l'expression est un vœu pieux. Il faut s'aligner ou s'éteindre politiquement.

Pour avoir refusé de s'aligner sur une position qui lui donne raison aujourd'hui, la reprise de la guerre à l'Est, Kamerhe a été obligé de quitter le parti. Son populisme apparaît quand il essaie de paraître comme la victime d'un système alors qu'en 2006, il déclinait avec une rare éloquence toutes les bonnes raisons de collaborer avec Joseph Kabila³². C'est pour devancer la complication qu'un vrai débat public aurait pu lui causer qu'il anticipe en racontant des histoires. S'inscrivant sur le schéma du storytelling, « il parcourt le chemin en sens inverse : il plaque sur la réalité des récits artificiels, bloque les échanges, sature l'espace symbolique de séries et stories. Il ne raconte pas l'expérience passée, il trace les conduites et oriente les flux d'émotions... Le storytelling met en place des engrenages narratifs suivants lesquels les individus sont conduits à s'identifier à des modèles et à se conformer à des protocoles »³³.

Tout au long de sa campagne, Kamerhe n'avait cessé de proposer le modèle brésilien comme possibilité de sortie du marasme socioéconomique dans lequel le pays s'est enfoncé. Et à la réussite brésilienne actuelle aucune population, de quelque province congolaise que ce soit, ne saurait résister. Il propose le Brésil comme modèle avec un oubli de taille à la clé : l'histoire socioculturelle de ce pays. Ce modèle ne saurait être imité sans précautions mais la réussite est tellement grossière qu'elle inhibe toute possibilité de réflexion. La séduction de l'orateur l'entoure d'une facilité qui fait penser à la mauvaise foi des dirigeants au pouvoir.

Tout en prenant appui sur le peuple avec un slogan plus que clair, « Candidat du peuple », Kamerhe entendait donner une autre orientation à la campagne : transformer le contact avec les foules en une bataille de récits plutôt qu'en un vrai combat d'idées. En infléchissant la campagne vers le récit, Kamerhe était conscient d'un handicap : les réalisations parlent mais les récits peuvent faire élire.

Avec le récit comme arme de conquête du pouvoir, ce troisième larron du populisme reste encore plus nocif qu'il n'en donne l'air. En voulant conquérir le pouvoir par le récit, lui au moins, s'inscrit vraiment dans la modernité. Les considérations de Bill Clinton sur le rôle du président lui conviennent bien : « la politique ne consiste plus aujourd'hui à résoudre des problèmes économiques, politiques ou militaires, elle doit donner aux gens la possibilité d'améliorer leur histoire. Le pouvoir présidentiel cesse d'être un pouvoir de décision et d'organisation : le président est le scénariste, le metteur en scène et le principal acteur d'une séquence politique qui dure le temps d'un mandat, à l'image des séries qui passionnent le monde... »

Dénominateur commun du populisme congolais

Dans la logique populiste, les trois acteurs ont montré qu'ils ne différaient que par quelques détails. Tous pèchent par omission en ne donnant pas du peuple une définition claire : s'agit-il des membres de sa famille politique auxquels ils accordent une place importante dans le partage du gâteau ou s'agit-il de ces populations qui galèrent dans les villages ou celles qui peuplent les banlieues et faubourgs de grandes villes congolaises ? Ce flou qui entoure l'entendement du peuple montre une fois de plus que le souverain primaire auquel on fait croire qu'il occupe le devant de la scène n'est en vérité que le grand oublié de la politique. Ce qui nous fonde à penser que la primauté accordée au peuple doit se comprendre en rapport inverse presque sur le mode de la blague que les psychanalystes ont faite à la petite phrase du Christ, laissez venir à moi les enfants... et ensuite suivront leurs mères : d'abord l'élite, ensuite le peuple. Plus clairement, les politiques doivent d'abord se servir ensuite seulement ils pourront penser au peuple. Il y a lieu de dire ici que la devise inversée du parti-État, le Mouvement Populaire de la Révolution : « MPR = Se servir oui, servir non » reste profondément ancrée dans l'inconscient de l'acteur politique. Ceci est bien le fruit d'une dictature qui a laissé des séquelles importantes.

Le peuple d'abord est une profession de foi politique qui devrait assurer au Congo un mieux-être et garantir une justice distributive si ce credo se transformait en praxis politico-économique. Dans cet esprit, la philosophie politique du parti contenue dans la dénomination du parti pourrait trouver un début de concrétisation. Mais la réalité est manifestement autre ; la justice qui est le premier mot de notre devise a cédé sa place à l'injustice. En actionnant le levier de l'injustice, Tshisekedi a réussi à mobiliser le peuple en lui faisant croire que ce dont il avait droit lui a été refusé par le pouvoir pour qui le bonheur du plus grand nombre cause de la nausée. Le bonheur du peuple reste suspendu au bout des lèvres du populiste qui fait croire que le Congolais n'a pas raison de vivre malheureux.

Incidences du populisme sur les élections

Le néocolonialisme populiste de Kabila basé sur la mise en place des infrastructures a été l'un des plus humiliants ; il ne respecte pas du tout la dignité de l'homme. Un manque de respect pour la dignité de l'homme congolais que cristallise une instrumentalisation de l'imaginaire populaire à qui l'on fait croire que l'avenir réside dans une modernisation des infrastructures. L'objet prime sur le sujet. Ce qui n'est pas sans rappeler le réquisitoire de Chomsky contre le néolibéralisme : le profit avant l'homme. Ce mépris est d'autant plus subtil que pendant les élections, les partisans de Kabila ont entretenu l'idée que leur candidat incarnait

l'espoir du pays et qu'il fallait à tout prix lui accorder un nouveau mandat pour parachever son œuvre.

Le populisme protestataire de Tshisekedi est bâti autour d'un leader charismatique qui a plus un discours qu'un programme de gouvernement aux accents autoritaires et nationalistes. Mais il s'est davantage illustré par une violence discursive ayant les attaques personnelles pour point focal. La violence ainsi admise a affecté la pratique politique au point de défier toute activité de médiation politique comme le processus électoral. On peut alors comprendre pourquoi Tshisekedi n'a pas été tendre avec la Commission Nationale Électorale Indépendante. La logique de faire croire au peuple que ce dont il a droit lui est refusé par le pouvoir a été transposée aux résultats des élections où il n'a cessé de revendiquer une victoire dont il n'a jamais su fournir les preuves d'une victoire volée. C'est ce type de sentiment qui a mis le feu aux poudres pour faire de la campagne électorale et même de l'après élection des moments de violence licite.

Le populisme de Kamerhe inspiré du storytelling a marqué les esprits montrant du coup que l'avenir du pays réside non dans le bon programme politique mais dans le fait de savoir imposer et faire accepter un bon récit. Or, cette version narratologique du populisme incline vers une fictionnalisation et une virtualisation certaine du discours. La fiction et le virtuel n'ont de réalité qu'illusoire. En sachant charmer avec un récit émouvant à la manière du renard de la fable, Kamerhe a réussi à mobiliser un grand courant d'audience et même d'adhésion. Avec ce nouveau style de campagne basé sur le récit, la tendance est aujourd'hui à considérer « la vie politique comme une narration trompeuse ayant pour fonction de substituer à l'assemblée délibérative des citoyens une audience captive, tout en mimant un socialité qui n'aurait plus rien en commun que des séries télévisées, des auteurs et des acteurs, et à construire ainsi une communauté virtuelle et fictionnelle. Cette dérive est si étonnamment fluide, diffuse dans l'esprit du temps, mêlée à notre atmosphère la plus intime comme au climat général de l'époque, qu'elle passe inaperçue. C'est même la clé de son irrésistible succès ». ³⁴

A ce titre, il est permis de penser que Kamerhe reste un populiste dangereux, favorisé également par sa bonne maîtrise de quatre langues nationales. La percée qu'il réalise en se hissant à la troisième place, encore que ce fut le bon ordre d'arrivée, laisse penser aussi qu'en 2016, il faut compter avec car l'autre challenger sera hors course.

Conclusion

Les candidats à la présidentielle congolaise ont fait preuve de populisme. Celui-ci a pris des modulations différentes : la subtilité et l'ostentation. Sur fonds de populisme, chaque

candidat revendiquait déjà la victoire : « 100% sûr » pour Kabila et Tshisekedi, dormant sur les lauriers d'un passé révolu se prévalait d'une majorité, « le peuple d'abord », qui lui garantissait la victoire avant même la fin du processus électoral. Quant à Kamerhe, sans réclamer la majorité, il développait une attitude de vainqueur en ayant pour atout son multilinguisme local.

L'assurance de gagner n'importe comment et à tout prix ainsi que la majorité populaire ont été les viviers du populisme. Celui-ci a opéré comme la gangrène qui a pourri les élections congolaises de 2011. Le portrait du populiste que nous avons dressé à l'intérieur de cette réflexion devrait aider les populations congolaises à ne plus tomber dans le piège du populisme qui est la nouvelle forme de démagogie dans un contexte démocratique.

Héritiers d'un style de gouvernement qui remonte aux premières années de l'indépendance, les acteurs politiques congolais fonctionnent, même cinquante années après l'accession du pays à l'indépendance, selon une logique populiste qui n'a que peu évolué au regard des avancées politiques observées dans le pays. Les acteurs politiques doivent s'inspirer des exemples d'autres horizons politiques où les acteurs savent bien contrer le populisme. Mais s'ils développent tous une logique populiste, notre démocratie va au-devant d'une menace terrible dont les conséquences sont imprévisibles, non seulement pour populations mais également pour les opérateurs politiques. Car toute mauvaise manipulation de la parole se retourne, tôt ou tard, contre son auteur.

- 1 E. LACLAU, *Politics and Ideology in Marxist Theory : Capitalism-Fascism-Populism*, Londres, Verso, 1979, p.143. Cité par P.A.TAGUIEFF, *L'illusion populiste. Essai sur les démagogies de l'âge démocratique*, Paris, Flammarion, Coll. « Champs », 2007, p. 160.
- 2 P.A.TAGUIEFF, *Op.Cit*, p. 93.
- 3 C. GODIN, « Qu'est-ce que le populisme ? », dans *Cités* n° 49, 2012, p.15.
- 4 M. AGULHON et alii, « Le populisme », *Vingtième siècle*, Dans *Revue d'histoire*, n° 56, octobre-décembre 1997, p. 224-242.
- 5 A. MASTROPAULO, « Populisme du peuple ou populisme des élites ? », Dans *Critique internationale*, 13, 2001, p. 62-63.
- 6 M.V. HOWLETT, « En attendant le peuple », Dans *Cités*, n° 49, 2012, p. 88.
- 7 P.A. TAGUIEFF, *Op.cit*, p. 88.
- 8 P.A. TAGUIEFF, *Idem*, p. 128-132.
- 9 Ces paroles de Lumumba comme du reste toutes les autres, dans la suite du texte, sont extraites de son discours prononcé le 30 juin 1960.
- 10 P.A. TAGUIEFF, *op. cit*, p. 9.
- 11 G. Hermet, « Populisme des anciens, populisme des modernes, populisme libéral-médiatique » dans J. Chêne et alii, *La tentation populiste au cœur de l'Europe*, Paris, La Découverte (Recherches), 2003, p. 36.
- 12 Il s'agissait d'un objectif affiché par Mobutu dans les années 70. Fort du boom du cuivre, il voulait hisser, le Zaïre de l'époque, au terme du classement des Etats du sud, à la première ou à la seconde place. On dirait aujourd'hui cet objectif 80 était l'ancêtre de l'émergence de certains pays qui sont à cheval entre les pays développés et ceux en voie de développement.
- 13 S. Halimi, *Le grand bond en arrière. Comment l'ordre libéral s'est imposé au monde*, Paris, Fayard, 2006.
- 14 P.A. TAGUIEFF, *op. cit.*, p. 128.
- 15 C'est une structure mise en place L.D. Kabila pour l'auto-prise en charge des populations.
- 16 P.A. TAGUIEFF, *op. cit*, p. 129.
- 17 C. GODIN, *art. cité*, p. 22.
- 18 P. SOROKIN, *Comment la civilisation se transforme*, Paris, Marcel Rivière, 1964, p. 103-104.
- 19 *Ibid.*, p. 17.
- 20 *Ibid.*, p. 17.
- 21 P.A. TAGUIEFF, *op. cit*, p. 132.
- 22 M.V. HOWLETT, *Art.Cit*, p. 84.
- 23 P.A. TAGUIEFF, *op. cit.*, p. 129.
- 24 N. CHOMSKY, *Le profit avant l'homme*, Paris, 10/18, 2004.
- 25 C. SALMON, *Le storytelling ou la machiner à fabriquer les histoires et à formater les esprits*, Paris, La Découverte, 2008, p. 135-136.
- 26 G. Hermet, « La tentation populiste au cœur de l'Europe », p. 36.
- 27 P.A. TAGUIEFF, *op. cit.*, p. 10.
- 28 *Ibid.*, p. 10.
- 29 B. RAVAZ, « Le populisme de Berlusconi ou les recettes de la popularité durable », dans *Pouvoirs* 131, 2009, p. 154.
- 30 *Ibid.*, p. 11.
- 31 C. SALMON, *Le storytelling ou la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, Paris, La Découverte, 2008, p. 11.
- 32 V. KAMERHE, *Pourquoi j'ai choisi Kabila*, Kinshasa, 2006.
- 33 *Idem*. 11.
- 34 C. Salmon, *op. cit*, p. 131.

WEB SOCIAL ET ACTION MILITANTE POSTÉLECTORALE

RIBIO NZEZA BUNKETI BUSE, M.A.

Durant la période électorale et post-électorale 2011 en RD Congo, les moyens d'expression politique ont été variés autant que les acteurs (partis politiques, candidats, médias et surtout militants et/ou simples citoyens¹) qui les ont utilisés. Il est alors utile, à plusieurs égards, d'explorer les appropriations faites de la vidéo en ligne par des acteurs situés (diaspora) loin du terrain des opérations et pour qui le Web social a été d'un grand appui, et pour s'informer et pour agir.

Les élections de 2006 en République Démocratique du Congo ont suscité enthousiasme et leur d'espoir d'une vie démocratique réelle. Mettant fin à une longue période de turbulences politiques et d'incertitudes sociales, la tenue de ces élections a permis l'installation des acteurs légitimes ainsi que le bon fonctionnement de diverses institutions étatiques (législative, exécutive, juridique, etc.), gage d'un retour à la normale. Le sérieux de la suite du parcours et la volonté de bâtir un État démocratique et stable se testaient donc à l'aune de l'organisation des nouvelles élections présidentielle et législatives. C'est ce qui a été fait en novembre 2011. La préparation et, surtout, le déroulement de celles-ci ont soulevé un certain scepticisme tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays quant à leurs résultats. Comme corollaire à cette situation, il y a eu une inflation communicationnelle venant de plusieurs horizons, c'est-à-dire, de ceux qui ont organisé ces élections, de ceux qui les ont observées, de ceux qui en ont été candidats (gagnants ou perdants) ainsi que de ceux qui ont donné leurs suffrages.

Plusieurs espaces ont ainsi été les lieux de déploiement des discours de différents protagonistes. Les médias traditionnels comme la télévision, la radio et la presse écrite ont offert leurs terrains. Il y a lieu également de signaler, ce qui est intéressant ici, l'usage particulier des nouveaux médias grâce aux progrès des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), notamment les blogs vidéo par une franche de l'électorat qui n'a pas, pour une deuxième fois consécutive, été invitée à voter. Il s'agit de la diaspora congolaise dans son ensemble.

Les résultats de l'élection présidentielle – le Président de la République sortant proclamé vainqueur – ayant donné lieu à des vagues de discussions quant à leur crédibilité, un bon nombre des militants faisant partie de cet électorat

autre-mer et outre-Atlantique, pour ne citer que ce dernier, ne s'est pas enfermé dans la « spirale du silence » pour emprunter à la pensée d'Elisabeth-Noëlle Neumann. Ils ont donné de la voix par le canal entre autres des blogs vidéo. Il nous a semblé intéressant d'examiner les usages précis et donc la manière dont ces nouveaux médias ont été mis à profit par ces communautés diasporiques pour s'engager, civiquement et politiquement, durant la période post-électorale, au débat sur les scrutins qui venaient de se dérouler dans leur *homeland*.

Signalons que traditionnellement l'on peut considérer la présence de trois acteurs sur le « champ » communicationnel durant la période post-électorale : les médias (publics ou privés) en tant qu'institutions ou corporations ; les candidats et partis politiques ; et enfin les citoyens –électeurs (militants ou simples citoyens). Avec le développement des nouveaux médias émergent une nouvelle catégorie d'acteur : les « e-citoyens ». C'est ce nouvel acteur qui focalisera l'attention du fait qu'il a été plutôt actif dans la toile, autant que les autres sur le terrain électoral, profitant des atouts du Web 2.0 et de la communication politique 2.0. C'est le champ dans lequel il a été acteur qui constitue l'objet de la section suivante.

Le Web social (Web 2.0) et la communication politique 2.0

Pour rappel, le Web 2.0 est « le réseau en tant que plateforme, enjambant tous les dispositifs reliés ; toutes les applications du Web 2.0 sont celles qui tirent le meilleur des

avantages intrinsèques de cette plateforme : fournissant un service de logiciel mis à jour en permanence, offrant plus et mieux aux utilisateurs, consommant et ré-agencant des données des sources multiples, incluant les particuliers qui peuvent fournir leurs propres données et services sous une forme qui autorise le retraitement par d'autres, créant des effets de réseau au travers d'une "architecture de participation", et allant au-delà de la métaphore de page du Web 1.0 pour fournir des expériences riches d'utilisateur »³.

Parmi les applications les plus populaires du Web 2.0⁴, il convient de noter en premier lieu les blogs, mot issu de la contraction entre « Web » et « log ». Ces derniers sont constitués de pages Web, au format pré-défini par le site Internet fournisseur (ex : www.over-blog.com, www.canalblog.com, www.blogger.com, www.wordpress.org), permettant aux utilisateurs de remplir un journal personnel et de diffuser les informations y contenues pour que d'autres en fassent des commentaires ou même s'abonnent.

En second lieu, c'est le partage de fichiers qui peuvent être des photos, des vidéos ou des sons. Le mode opératoire est le suivant : l'internaute produit son contenu et le télécharge sur la plateforme en y associant des tags ou mots-clés qui en faciliteront l'identification par les autres internautes. Ces derniers pourront y laisser des commentaires après les avoir visionnés ou écoutés. Pour ce qui est des photos, le site le plus connu est *Flickr* (www.flickr.com) que notamment le portail américain *Yahoo* présente sur sa page d'accueil, et *Riya* (www.riya.com). Quant au partage des vidéos, il y a le site américain *YouTube*⁵ (www.youtube.com) racheté par l'entreprise *Google* ; et le site français *Dailymotion* (www.dailymotion.com). *Myspace* (www.myspace.com) est plus connu pour le partage des fichiers musicaux. De plus, certains de ces sites offrent la possibilité aux utilisateurs de créer des profils à partir desquels d'autres peuvent retrouver la série des fichiers qu'ils ont déjà postés sur la plateforme.

En troisième lieu, il y a le partage du savoir dans un monde qui est devenu le monde du savoir, de la connaissance. *Wikipédia* (www.wikipedia.org) est aujourd'hui devenue une des encyclopédies les plus connues et consultées. « Wikipédia, lancé en 2001, possédait en 2007 plus d'un million d'articles en 100 langues, 200.000 collaborateurs bénévoles et des millions d'utilisateurs quotidiens, ce qui est en fait d'ores et déjà l'encyclopédie la plus complète et la plus consultée dans le monde »⁶. Toujours dans cette génération des Wiki (systèmes de gestion de contenu de site Web facilitant la modification des pages, il existe le *Wiktionnaire*, le dictionnaire libre (<http://fr.wiktionary.fr>); le *Wiktravel*, le guide de voyage libre (<http://fr.wikitravel.org/fr/>).

Quant à la communication politique 2.0, elle est celle qui utilise les avantages de l'interactivité et de la participation

que connaît Internet pour entrer en contact avec l'électorat ou la base de membres d'un parti politique dans le cadre d'une échéance ou d'un événement bien déterminé. C'est celle aussi où les militants d'un parti politique utilisent la blogosphère pour battre campagne au profit de leurs partis politiques ou candidats, ou simplement publient des analyses liées aux élections.

Par exemple, il peut être noté que « YouTube, site de mise en ligne de vidéos produites par les internautes, a joué un rôle technique absolument central dans la naissance et la diffusion de la protestation qui a suivi les élections parlementaires de décembre 2011 »⁷ en Russie.

Pour l'histoire, retenons que « les blogs politiques ont commencé à proliférer aux États-Unis à la suite du succès rencontré en août 2003 par la campagne de Howard Dean, candidat malheureux à l'investiture du Parti démocrate lors des primaires de 2004, mais figure de proue des campagnes électorales sur le Net »⁸. Petit à petit, « les blogs ont fait leur grande entrée en politique en 2004 aux États-Unis lors de l'élection présidentielle : « l'usage des blogs a modifié les pratiques des acteurs de la sphère politique, qu'ils soient candidats, militants ou commentateurs »⁹. Et Viviane Serfaty de poursuivre avec la question : « Les blogs possèdent-ils une dimension qui serait à même d'influencer le politique? »¹⁰. Comme réponse à cette interrogation, Milad Doueïhi prévient : « Ce succès politique du réseau nous invite aussi à adapter un réalisme pragmatiste vis-à-vis la dimension politique du net: nos outils n'ont point un pouvoir nécessairement salvateur et utopiste. Ils sont façonnés par la compétence et les usages. Plus encore, ces outils sont aussi souvent et encore fragiles »¹¹.

Le plus important dans ce texte est de montrer et de comprendre les usages que d'étudier les changements produits sur la vie politique congolaise du fait de ces derniers.

Aujourd'hui, le Web social ou du Web 2.0 n'est plus le simple apanage de la communication politique au cours des périodes bien déterminées telles que les élections à quelque niveau que ce soit. Même en temps ordinaire de la vie politique, les leaders tout comme certains gouvernements font usage du Web 2.0 pour expliquer aux citoyens la manière dont la chose publique est gérée quotidiennement. Le Président américain Barack Obama l'a fait lors de la crise financière internationale avec son plan d'austérité lorsqu'il s'était donné le devoir d'expliquer ce qui était fait de chaque dollar d'impôt payé par un citoyen à travers un site Internet. C'est dans ce contexte qu'est née la notion d'*Open Government*, ce qui veut dire, Gouvernement transparent, participatif et collaboratif¹². Le Web 2.0 est donc devenu un outil de transparence dans la gouvernance au service des États¹³.

Les diasporas d'Afrique, les médias et la politique

Les e-citoyens sont ces acteurs qui participent à la vie politique de leurs environnements géographiques d'appartenance et/ou de référence par le canal des nouveaux médias. Ici, le lieu géographique physique n'est pas important. L'on peut être malgache vivant au Kenya mais réagir sur Internet et ainsi participer activement aux débats politiques dans son pays d'origine. C'est l'ouverture grande qu'offrent les nouveaux médias à la démocratie de sorte que la participation citoyenne déborde le cercle de ceux qui habitent physiquement le territoire concerné.

C'est ce qui, entre autres, fonde l'espoir de la diaspora sénégalaise traduire au travers des plumes de Fatimata Diallo : « les initiatives de résolution des problèmes de la participation dans la démocratie classique pensent trouver recours dans les technologies de l'information et de la communication qui peuvent participer à une meilleure implication de l'électorat et aider à la transparence dans la gestion des affaires publiques. De l'autre, les Sénégalais, de l'intérieur comme de l'extérieur, veulent profiter de ces outils libérateurs pour recréer leurs interactions dans un cadre plus attractif et marqué par une séduisante rapidité et une instantanéité jamais égalée »¹⁴.

En effet, la spécificité de ces e-citoyens est qu'ils constituent une frange de l'électorat qui n'a pas voté aux deux élections de 2006 et de 2011 car les opérations électorales exigeaient l'obtention de la carte électorale qui ne pouvait que se faire par le biais d'une présence physique au pays. De plus, voter exigeait d'être présent dans la circonscription où l'on s'était fait enrôlé. Du coup, les diasporas dont les membres n'ont pas effectué de déplacement à ces deux occasions, n'ont pas été autorisées à honorer leur devoir civique. N'étant pas partie du vote, ils ont pris part aux débats liés à la préparation, au déroulement et à la publication des résultats desdits scrutins à travers Internet. Des blogs vidéo ont été utilisés pour faire entendre leurs voix.

Point n'est besoin d'affirmer que l'utilisation d'Internet sur les questions de leur pays n'a pris corps qu'avec les élections. Il faut toujours insérer cette pratique dans un ensemble de consommation des productions culturelles via les nouveaux médias. C'est une manière pour eux de garder contact, quoique virtuellement, avec le pays d'origine ou de nationalité, et aussi de conserver l'identité culturelle.

Une belle illustration de cette assertion est corroborée par un commentaire tiré d'un forum de discussion où l'on peut lire: « Chers compatriotes, j'ai découvert un logiciel qui permet de suivre la Rtc, Digitalcongo et Rtg@ en direct moyennant 5 euros par mois. Pour nous qui sommes en occident, ceci un vrai plaisir! Il faut aller sur tv4africa.com, télécharger le logiciel et faire le paiement de 5 euros en

ligne. Un code d'accès vous sera renvoyé par e-mail »¹⁵ (*Congodiaspora.forumdediscussion.com*¹⁶, commentaire posté le vendredi 9 juillet 2012 à 20h29, consulté le 16 août 2012).

Par ailleurs, il y a des sites qui existaient bien avant à l'instar de « Congotube.ca » et « de Congomikili.com ». A travers ces sites, quoique la question électorale n'ait pas été absente en 2011, les productions telles que les extraits de pièces de théâtre appelées « Maboke » et l'actualité musicale et sociale y ont toujours été présents.

La dynamique des diasporas congolaises à travers la production¹⁷ et/ou la consommation des produits culturels (théâtre et musique populaires, prédication, événements communautaires ou privés) publiés dans les médias en ligne est à replacer dans le rôle quelque peu traditionnel que l'on reconnaît à ce genre de communautés d'immigrés : « Where as members of some of these groups had generally operated small media (weekly newspapers, magazines, radio and television programming) to meet the information and entertainment needs of their communities, the emergence of digital technologies is enabling them to expand such communication activities to a global scale »¹⁸.

Le présent article s'inscrit également dans le cadre d'une étude sur la consommation des productions culturelles des communautés diasporiques congolaises comme le mène Gloria Pindi, une doctorante en communication à la *Southern Illinois University Carbondale* aux Etats-Unis. Pour sa part, Myria Georgiou avance « the study of cultural practices and of appropriations of media and technologies in transnational contexts is a study of the lived experience of diaspora, and of diasporic communication and culture »¹⁹.

Ébauche d'une cartographie de la Webosphère congolaise

Lors de notre séjour au Laboratoire virtuel de recherche *Criticalworld*²⁰ du Département d'anthropologie de l'Université de Montréal dans le cadre du projet de recherche « L'ethnographie de l'écoute : musique populaire et société à Kinshasa »²¹, nous avons effectué un travail de classification des sites Internet consacrés à la musique africaine, et plus particulièrement, à la musique congolaise. C'est un travail complexe et exigeant qui demande un suivi dans le temps.

A l'issue des recherches menées, nous avons établi huit catégories²² de sites Internet consacrés à la musique dans la Webosphère africaine. Celles qui suivent sont spécifiquement liées à la musique congolaise :

Sites d'informations musicales : nouvelles sur les artistes, clips audio et vidéo. Exemple : www.kinWebtv.com ; Sites

avec section «Musique»: site d'informations générales dont un menu est dédié à la musique. Exemple : <http://www.congovision.com/music.html> ; Site de vente des supports et instruments musicaux: Achat des CD, DVD. Exemple : <http://casarhema.fr>²³.

L'exercice de catégorisation fait il y a quatre ans n'est pas dépassé quoique le Web soit caractérisé par un fort degré d'aggiornamento. Il est évident que certains sites répertoriés ne sont plus en ligne et que d'autres ont vu le jour. Toutefois, ce travail peut servir de base.

Par ailleurs, pour revenir au contexte précis de cet article, après cet exorde sur la musique, produit culturel très consommé dans les communautés diasporiques congolaises, une tentative de catégorisation de la Webosphère congolaise peut être menée. Des outils méthodologiques bien éprouvés sont requis dans pareils cas surtout au regard de l'immensité du bassin à étudier.

Cependant, l'observation régulière des sites Internet produits par les Congolais ainsi que des recherches effectuées il y a trois ans dans le cadre de la préparation d'un article sur le journalisme multimédia et le Web 2.0 à l'occasion du quinzième anniversaire de la Faculté des Communications sociales de l'Université catholique du Congo²⁴ peuvent servir à constituer une base de réflexion, quitte à la consolider par des recherches ultérieures.

Trois catégories peuvent être présentées. La première rassemble trois types des médias²⁵, à savoir la presse écrite, la radio et la télévision ; et les deux autres sont respectivement les sites/blogs à contenu vidéo et les sites/blogs agrégateurs multimédia²⁶. Les critères de catégorisation sont l'instance d'énonciation (individu, groupe vs corporation des médias) et le type de contenu (vidéos principalement ou combinaison des productions multimédias " texte-audio-vidéo ". Ainsi, l'on peut noter:

Les sites des médias : Presse écrite : Le Potentiel (www.lepotentiel.com), *Le Phare* (www.lepharerdc.com), *Le Soft* (www.lesofonline.net), *L'Observateur* (www.lobservateur.cd), *l'Agence Congolaise de Presse* (<http://acpcongo.cd/>);

*Radio: Radio Okapi*²⁸ (www.radiookapi.net), *Top Congo FM* (www.topcongo.com), *Radio Mangembo* (www.mangembo-fm.com);

Télévision: CongoWebtv (www.congoWebtv.cd), *Congo News Channel* (<http://congonewschannel.net/livetv.html>)²⁹, *Télé 50* (www.tele50.com); *Journal en lingala facile* (www.lingalafacile.com); *Radio-Télévision nationale congolaise* (<http://www.rnc-rdc.com>).

Les sites/blogs à contenu vidéo : ceux dont le contenu est fait essentiellement de vidéos que les internautes partagent entre eux et commentent au sein d'une communauté avec des membres enregistrés et même identifiables grâce à leurs profils. Les sujets concernés par ces vidéos sont variés : musique, vie sociale, politique, religion et théâtre populaire : www.congotube.ca; www.congonumber1.com; www.rdctube.com³⁰; www.voiceofcongo.blogspot.com ; www.congoworldwideservices.com ; www.congoayuk.wordpress.com³¹

Les sites/blogs agrégateurs multimédia : ceux dont le contenu est très variée et contient autant de textes, audios et vidéos sur des thèmes variés : www.congomikili.com; www.congoplanete.com; www.congodiaspora.net.

Il peut être signalé que bon nombre des sites Internet ou blogs répertoriés sont davantage l'œuvre des Congolais vivant au Nord. Plusieurs facteurs sont à l'œuvre dont, évidemment, celle liée à la fracture numérique. En effet, l'accès aux TIC est de loin supérieur qu'en République Démocratique du Congo dont les usagers d'Internet sont évalués à 1, 3%³² de la population alors qu'en Belgique, par exemple, le taux en 2012 est de 77%.³³

Toutefois, il sied de signaler que certains sites ou blogs sont collaboratifs dans le sens où ils sont basés en Europe ou en Amérique du Nord mais une partie des contenus est fournie depuis Kinshasa. Ceci concerne surtout l'actualité. Durant les élections par exemple, le site *Congomikili.com* basé à Montréal au Canada a diffusé plusieurs vidéos liées à la campagne électorale et autres activités électorales dont le lieu de déroulement était Kinshasa avec une instantanéité étonnante. C'est aussi le cas de « Journal en Lingala facile »³⁴ qui est produit depuis Kinshasa mais qui a une notoriété tant au pays qu'à l'étranger.

Une étude menée par *focus groups* auprès des jeunes congolais³⁵ de 16 à 18, puis de 20 à 26 ans vivant à l'Est de Londres a bien démontré la place de ce programme produit et mis en ligne à Kinshasa: « Congolese youth also talked positively about their use of Internet, and some mentioned a programme called 'Lingala Facile' (with many episodes on YouTube) produced in Kinshasa (capital of the Congo) and providing news about the daily life of Kinois (inhabitants of Kinshasa)»³⁶. Ladite étude s'intéressait aux relations existantes entre d'une part, la perception de la citoyenneté, des opportunités et ressources de participation, et d'autre part, les probables influences de la gamme des sources d'information politique.

Dans le cadre de la présente étude, l'attention sera focalisée sur les deux dernières catégories de sites/blogs qui ne sont pas l'œuvre des corporations médiatiques, mais plutôt celle des individus, des associations ou d'autres groupes. Pour rappel, le choix est justifié par le fait que ce ne sont pas des

acteurs dont la mission première est d'informer comme les chevaliers de la plume, de la caméra ou du clavier, mais qui ont investi l'espace public pour faire connaître leurs voix. Ils ont fait montre d'un « activisme politique ancré dans la culture numérique ».

Dans la communication politique, sur base de l'analyse de la campagne de H. Dean au gouvernorat de l'État du Vermont aux États-Unis, Viviane Serfaty a classifié deux types de blogs : « d'une part, un blog officiel, sur le site du candidat lui-même, et d'autre part des blogs de militants individuels »³⁷. C'est le dernier type qui fait l'objet d'analyse dans ce texte.

Linéaments d'un échafaudage théorique

La présente étude s'inscrit dans la série des recherches³⁸ que nous consacrons depuis quelques années sur la réception médiatique, en privilégiant la question des « usages et satisfactions » telle qu'abordée par Elihu Katz, Michael Gurevitch et Hadassah Haas dans les années 70 ainsi que d'autres auteurs subséquents.

Toutefois, il est important de signaler l'existence de ces études déjà dans les années 40 avec les travaux d'Herta Herzog portant sur les satisfactions tirées des feuillets et des émissions radiophoniques. « Situé historiquement entre la problématique des effets et la problématique de la réception, la recherche sur les usages et gratifications sert d'une certaine façon de pont entre les deux »³⁹. Elle marque un tournant, mieux un changement de paradigme qui déplace le centre d'intérêt de l'émetteur au récepteur.

Louis Quéré, dans l'optique de donner davantage d'ancrage théorique et pratique aux recherches sur la réception médiatique, évoque la notion d'« appropriation » puisée de l'herméneutique littéraire⁴⁰. Cette notion renseigne que la rencontre d'un lecteur ou spectateur avec un média peut : éclairer sa propre situation ; modifier son environnement cognitif ; corriger ses préjugés, ses croyances, ses stéréotypes ; enrichir ses désirs ou ses attentes ; et réorienter sa pratique.

L'appropriation va plus loin que les usages qui ont trait aux façons de faire à tendance répétitive. Elle voit ces façons de faire dans la vie quotidienne des individus, la manière dont les contacts avec le média orientent ou réorientent la perception du monde ou l'action sociale. Elle n'est pas à confondre avec l'acception qui lui est donnée dans les recherches liées aux Technologies de l'Information et de la Communication quoique que le contexte soit similaire vu que le récepteur est au centre. Serge Proulx présente quatre préalables à remplir pour parler d'appropriation : maîtrise technique et cognitive de l'artefact ; intégration significative de l'objet technique dans la pratique quotidienne de

l'utilisateur ; l'usage répété de cette technologie ouvre vers des possibilités de création (actions qui génèrent de la nouveauté dans la pratique sociale) ; finalement, à un niveau plus proprement collectif, l'appropriation sociale suppose que les usagers soient adéquatement représentés dans l'établissement de politiques publiques et en même temps pris en compte dans les processus d'innovation (production industrielle et distribution commerciale)⁴¹.

Dans le cadre de ce texte, la notion d'appropriation permettra de mettre en lumière la manière dont les blogs vidéo et sites Internet à contenu vidéo ont servi aux communautés diasporiques congolaises dans le but de fédérer, suivre, soutenir, débattre, influencer et organiser l'action militante en post-électorale.

Habitacle méthodologique

Le parcours à suivre pour aboutir aux résultats de la recherche est simple et monolithique. Comme méthode, il sera employé la « netnographie ». Ce terme a des allures aux senteurs de néologisme. Il vient de la contraction entre « Internet » et « ethnographie ». C'est une récente méthode utilisée en *marketing research* qui a atterri depuis peu en sciences de la communication. Comme tout nouveau venu dans l'univers scientifique, il paie les frais de l'intégration, d'où il est victime de biens de réticences.

La netnographie peut être définie simplement comme « méthode ethnographique appliquée à l'Internet »⁴². Pour Suzanne Beckmann et Roy Langer, « netnography as a methodology for consumer and marketing research has been introduced in the late 1990s (Kozinets, 1998). It designates an interpretive method devised specifically to investigate the consumer behaviour of cultures and communities present on the Internet »⁴³. Concrètement, la « netnography investigates the specific instance in which community is formed through computer-mediated communications (CMC). The data collected consists of the researcher's field notes combined with the artifacts of the culture or community, and hence this data will be mainly textual such as downloaded files of newsgroup postings, transcripts of MUD (multi-user dungeons) or IRC (Internet relay chat) sessions, and e-mail exchanges »⁴⁴.

La netnographie comprend six étapes de recherche⁴⁵: *Entrée* : formulation des questions de recherche et identification des terrains d'étude ; *Recueil des données* : copie directe des postings des membres des communautés virtuelles ainsi que de leurs commentaires, interactions ; *Analyse et interprétation* : classifications, codage et contextualisation des actes de communication ; *Éthique de la recherche* : anonymat et confidentialité, consentement des membres pour étudier leur communauté virtuelle, incorporation des *feedback* des membres de la communauté virtuelle étudiée.

Bref, il sera procédé à une analyse de contenu de type sémiotique (qualitative) des sites Internet et blogs vidéo, avec comme supports les textes (commentaires des membres ou internautes, présentation général du site/blog) et les vidéos elles-mêmes. Ensuite un effort herméneutique sera déployé pour saisir le sens de ces communications. Le schéma interprétatif empruntera aux canons d'une sémiotique éclatée, sortant de l'immanence du texte et allant à la rencontre du contexte et d'autres agrégats estimés pertinents à l'analyse. Par exemple, la sémio-pragmatique développée par Muriel Hanot ⁴⁶ avec les niveaux profilmique, plastique et iconique. Les personnages, les lieux, les costumes, les mouvements de la caméra, etc. sont d'autant d'indicateurs pleins de significations.

Sur l'axe temporel, les sites Internet et blogs vidéo soumis à l'analyse sont répertoriés sur une période de trois mois⁴⁷ à partir du 6 décembre 2011, date de la proclamation des résultats provisoires par la Commission électorale nationale indépendante (CENI). En effet, à partir de cette date, les activités militantes et les manifestations post-électorales de tout ordre (de joie pour la partie gagnante et de contestation pour les perdants) ont débuté quoique les résultats devaient être proclamés officiellement le 17 décembre 2011 par la Cour suprême de justice. Il y a eu déjà en ce moment des répercussions sur la toile⁴⁸.

Sur l'axe spatial, l'assiette est plus large car elle regroupe les sites Internet et blogs vidéo concernant les activités militantes des diasporas d'Europe (France, Belgique et Royaume-Uni)⁴⁹ ainsi que celles d'Amérique du Nord (Canada et États-Unis).

Par ailleurs, il convient de mentionner que les vidéos insérées dans cet article ont été capturées au mois de juillet 2012

Présentation du corpus

Les blogs vidéo

The *voice of Congo* (Voix du Congo) est un blog vidéo qui se présente comme un canal destiné à apporter des informations sur la culture, la musique et la politique congolaise. Durant la période post-électorale, il mettait en ligne des informations relatives aux activités liées à la polémique sur les résultats de l'élection présidentielle en 2011. Dans la vidéo à gauche, ce sont les images animées de protestation d'un nombre de Congolais (ou britanniques d'origine congolaise) devant l'ambassade de la République Démocratique du Congo à Londres.

Dans la vidéo à droite, c'est un extrait du journal de Télé 50 émettant depuis Kinshasa. La vidéo est utilisée pour prouver qu'une autorité politique belge approuve les résultats de

l'élection présidentielle donnant gagnant le président candidat à sa succession, position ne partage pas l'instance énonciative du blog. C'est ainsi que ce dernier oriente le titre de la vidéo différemment. Le contenu de l'extrait du journal indiquant l'acceptation des résultats ne concorde pas donc avec le titre qui le situe et le contextualise dans le blog vidéo.

Banamikili.skyrock.com (Belgique)

Le blog *banamikili.skyrock.com* (*banamikili*, une expression du lingala, veut dire ceux qui vivent en Occident) se présente comme le *Wikileaks* pour l'Afrique. Cette référence métaphorique au célèbre site Internet fondé par Julian Assange indique bien l'orientation éditoriale du blog vidéo. Il est question de mettre à nue tout ce qui se passe dans le domaine des relations stratégiques entre les États.

Dans la vidéo à gauche ci-dessus, c'est le reportage (compte-rendu) sur un groupe de Congolais appelés « patriotes » qui se sont rendus au Parlement écossais pour exposer ce qui se passe au pays en rapport avec l'élection présidentielle. Sur le second écran, c'est le commentaire d'un internaute qui appuie ce que montre la vidéo et encourage à continuer l'action militante en faveur de la cause qui leur est commune. Il écrit : « C'est le moment pour se soulever et montrer à la communauté internationale doit être respectée et aussi respecter le peuple congolais de son choix ». Il est précédé par un membre du blog qui apprécie : « très beau et vidéo ».

Dans la troisième vidéo ci-dessus, c'est un appel à une manifestation à Anvers en Belgique, sept jours après la proclamation définitive des résultats de la présidentielle. Les consignes sont fournies pour que tout le monde y prenne part : obligation de réservation de la place, le coût du bus et le numéro de téléphone de contact.

YouTube

La première vidéo *YouTube* à gauche montre la manifestation d'un groupe de Congolais de la diaspora vivant aux États-Unis non loin de la 15^e avenue à Washington DC, attenante à la maison blanche. La seconde vidéo à droite dévoile une manifestation à Montréal sur le pont Jacques Cartier.

Les quatre vidéos ci-dessus montrent une manifestation d'un groupe de citoyens congolais ou britanniques d'origine congolaise à Londres, deux jours après la proclamation des résultats provisoires de l'élection présidentielle soit le 8 décembre 2011. L'invitation est donnée au début de la vidéo « Watch and share » (visionnez et partagez).

Il est question de partager la vidéo et de la faire circuler à travers la chaîne *YouTube UbuntuFilms*. Elle a été tournée par une jeune dame qui déclare avoir fait un tour de quelques villes européennes dans le but de prendre des images et de les partager, de mobiliser à la cause. La raison de cette « tournée » est explicite à travers le titre de la vidéo : *Congo elections. Why is our revolution not being televised ?*

Les grands médias n'accordent pas, selon les militants, une place belle à ce qui se passe en République Démocratique du Congo. C'est contre le *blackout* qu'ils protestent devant le siège de la BBC à Londres. C'est ainsi qu'est née l'option de produire soi-même des vidéos et de les partager par le canal d'une chaîne à laquelle tout le monde peut avoir accès. Le fait de passer outre BBC ou SKY News et d'autres grands médias (*mainstream media*) britanniques trouve aussi sa source plus loin.

L'étude sus évoquée menée auprès de quelques jeunes Congolais ou d'origine congolaise vivant à Londres, révèle : « Indeed, most participants thought that the image of Congo conveyed by the dominant British media has been very negative. For instance youth felt that news and some documentaries shown on mainstream media (BBC, Channel 4) were 'biased', choosing to focus only on violence and conflicts occurring in Eastern Congo »⁵¹. A la vidéo intitulée « Congo elections. Why is our revolution not being televised? », est donnée une réponse vidéo ci-dessous. Parmi les commentaires, il y a un internaute qui affirme que même si notre « révolution »⁵² n'est diffusée à la télévision, elle le sera quand même par le canal de *YouTube*.

La vidéo devient aussi le lieu de rencontre et de discussions entre les militants. En effet, grâce aux commentaires, les internautes donnent leurs avis en lien avec la vidéo ou le contexte qu'elle essaie de dépeindre. Les points de vue peuvent être opposés sur une question. Tel est le cas de la page ci-dessous, où deux acteurs ayant chacun une chaîne *YouTube*, s'opposent. Il s'agit d'*UbuntuFilms* et d'*Artist4Africa*⁵³. Ce dernier, en commentant la vidéo *Congo elections. Why is our revolution not being televised ?*, fait mention d'une personne tuée lors des manifestations et remet en cause le bien-fondé du mouvement. *UbuntuFilms* s'en défend en arguant qu'il décrit ce qui s'est passé mais le but des manifestations est de mobiliser la jeunesse congolaise et africaine, de le sensibiliser sur ce qui se passe en République Démocratique du Congo en rapport avec les élections et bien avant *Artist4Africa* qui pense qu'être sur place au pays permet d'être plus proche de la réalité au lieu de critique de loin.

Comme prévue, dans ses vidéos, l'on note celle tirée *The*

changing face of Kinshasa. On y voit, l'immeuble de l'ex-Sozacom⁵⁴, le boulevard du 30 juin agrandi au milieu duquel se trouve un travailleur de type occidental accompagné d'ouvriers en tenue ad hoc en train de travailler à l'aide d'engins sur le boulevard. Il fait partie, apparemment, d'une équipe chargée de mettre des séparateurs entre les bandes du boulevard. Par ailleurs, il y a à droite, le poster géant d'un candidat à l'élection présidentielle. Le commentaire qui accompagne la vidéo dit que la ville de Kinshasa n'a jamais été aussi belle. C'est grâce à l'actuel Président de la république. Pour ce qui vont voter, donner sa voix à une autre personne que le Président, c'est voter contre soi-même, mentionne *Artist4Africa*

Lignes-forces des analyses

Au regard du passage au crible de ces blogs vidéo et des chaînes *YouTube*, il apparaît que ces outils du Web 2.0, pendant la période post-électorale comptée à partir du 6 décembre 2011, date de la proclamation des résultats provisoires par la CENI, ont fait l'objet de plusieurs types d'appropriations. L'on peut noter que ces outils du Web social ont permis la mobilisation (*Banamikili.skyrock.com* : « Grande mobilisation à Anvers ce vendredi 23 décembre 2011. Biso nionso tokende manif autorisée na Anvers »⁵⁵) des congolais de la diaspora et aussi d'autres Africains autour de la question des résultats de l'élection présidentielle 2011 et au-delà, de tous autres les événements jugés non heureux survenant au pays. Les adresses des lieux connus sont données avec des consignes : « Ekozela biso na 12h na gare du midi rue Fonsny. Réservez vos places n°0488898456 mpe mema 8 euros nayo mpo na bus »⁵⁶ (*banamikili.skyrock.com*).

Beaucoup de vidéos ont été soit récupérées de *YouTube* pour être postées sur les blogs vidéo ou inversement. *YouTube* a fonctionné comme un agrégateur dans le sens où presque plusieurs instances énonciatives y recouraient. Bon nombre de vidéos postées sur les blogs étaient également postées sur *YouTube* estimant que ce canal bénéficiait d'une large audience et d'une certaine valeur ajoutée du fait qu'une vidéo s'y trouverait. Il a été un outil permettant d'atteindre un plus grand nombre des membres de la diaspora pouvant être à mesure de joindre le mouvement. Dans un autre sens, il a été pris comme une instance de légitimation du contenu placé dans un blog vidéo. En effet, ce qui a été récupéré de *YouTube* a une caution de valeur dans la mesure où c'est outil mondial et visionné par tout le monde

UbuntuFilms s'inscrit dans une optique qui rompt la spirale du silence pour paraphraser Elisabeth-Noëlle Neumann. Les grands médias ou les médias de grande audience ne diffusent pas des informations sur leurs manifestations ou sur ce qu'ils décrivent se passer au Congo. D'où l'invitation lancée à visionner et à partager la vidéo postée (*Watch and*

Share: "We need to change how Congo is reported & we need to start NOW! Please share this video & others on the congo elections & protests to raise awareness of (...) that is being ignored by mainstream media!"). La vidéo est en soi une invitation à élargir le cercle de ceux qui peuvent joindre le mouvement. Tour à tour, des jeunes dames et messieurs passent expliquer le bien-fondé de leur manifestation sur un fonds de musique instrumentale mélancolique susceptible de toucher les affects.

Dans le cadre de la mobilisation, les vidéos produites et postées sur *YouTube* servaient non seulement à rendre compte de ce qui se passait déjà en termes d'initiatives prises pour revendiquer, mais également pour montrer le degré de réussite (exploit) des actions entreprises pour susciter l'enthousiasme auprès des spectateurs encore indécis. C'est le cas de la vidéo montrant un groupe de Congolais de la diaspora en pleine manifestation. Sur le plan scriptural, la vidéo est accompagnée du sous-titre « les Congolais des États-Unis bloquent la 15e rue (adjacente à la Maison blanche à Washington DC ». Cet élément est marqueur car arriver à bloquer une rue située à côté du siège du pouvoir américain, bureau du Président de la nation sans doute la plus puissante du monde, n'est donné à tout le monde. C'est pour indiquer jusqu'à quel niveau la détermination a conduit. C'est hautement symbolique.

Tel est le cas de la vidéo suivante qui est à sa droite avec pour titre « manifestation pont Jacques cartier Montréal 09/12/11 Congolais ». Là également, la vidéo transmet tout un message. Par des échanges avec quelques Congolais vivant à Montréal, il a été rapporté que le pont Jacques Cartier a été bloqué par les manifestants durant quelques temps. Cet ouvrage d'art, traversant le fleuve Saint Laurent en reliant Montréal à la ville de Longueuil sur la rive sud, est l'un des plus importants lieux de circulation à Montréal et au Canada. Il est aussi, sans doute, le pont plus connu de la province du Québec où est située Montréal qui est du reste, la ville francophone du Canada où séjourne la plus grande communauté congolaise. Ce dernier élément donne également du poids à la manifestation pour un internaute connaissant Montréal et le Canada.

Pour finir, la vidéo en ligne a servi aussi aux internautes de discuter sur la gestion de la chose publique en République Démocratique du Congo. Ce sujet est suscité par la question du choix électoral qui permet de revenir sur les actions passées des dirigeants sollicitant la réélection et sur les projets de société de ceux qui veulent accéder au pouvoir :

-*Artist4Africa*: «The rest of the country is also being developed. You just don't hear about because of the lack of propaganda» (voir commentaire de la vidéo intitulée "The changing face of Kinshasa" <http://www.youtube.com/watch?v=yVBDK-ppj5U> qui est une réponse à une vidéo postée par *UbuntuFilms* sur *YouTube* sur l'action de reven-

dication électorale) ; *Muana Kongo K*: « It's a shame our countries still favour foreign business over our own» (Voir meme page web) ; *Soundbeans*: « Ok Kinshasa may be developing, but what about the rest of the country? This is propaganda».

Conclusion

Il a été utile de noter qu'en dehors des médias traditionnels qui ont aussi leurs versions électroniques, les communautés congolaises tout comme les individus de la diaspora ont exploité les outils du Web 2.0 (vidéoblogs et *YouTube*) durant la période post-électorale 2011 en République Démocratique du Congo. C'était leur manière de participer à un événement auquel la loi électorale leur bloque l'accès.

En réaction à la proclamation des résultats provisoires de l'élection présidentielle par la CENI, des manifestations ou mieux des actions militantes ont été organisées dans bien des grandes villes en Occident (Washington, Londres, Bruxelles, etc.). Dans l'accompagnement de ces dernières, la vidéo en ligne et les possibilités de commentaires a joué un rôle non négligeable. Ainsi, elle a fait l'objet plusieurs types d'appropriations par les communautés diasporiques congolaises : *mobiliser et sensibiliser aux actions militantes, légitimer les actions passées pour encourager les indécis, montrer le degré de réussite de ces actions passées pour susciter l'enthousiasme, et inviter à partager et à répandre autour de soi.*

Se contenter des trouvailles actuelles ne permettra pas de solidifier les connaissances. En effet, les résultantes de la présente recherche paieront les frais de l'érosion du temps quoiqu'on puisse leur reconnaître quelque mérite. L'évolution des contextes et des technologies aura raison d'elles. D'un côté, il sera utile dans le cadre des études sur les diasporas de continuer à explorer comment les technologies façonnent leurs vies et les pratiques sociales au regard de citoyenneté vis-à-vis du pays d'origine. De l'autre, la fracture numérique n'aura pas toujours son degré de pertinence dans les 10 ans à venir dans la mesure où la connexion à la fibre optique est annoncée pour bientôt en République Démocratique du Congo. La démocratisation d'Internet et des coûts d'accès permettrait une plus grande activité des citoyens résidant au pays. Leur implication, via les outils du Web 2.0, dans un contexte différent de celui de la diaspora, donnera des indications différentes. Ce sera alors des prochains champs à défricher dans le cadre de cette problématique de la participation politique à l'orée des nouveaux médias.

- 1 Les « militants » sont dans ce cadre d'analyse la frange de l'électorat la plus active sur la toile en créant des blogs, les alimentant régulièrement en photos, vidéos et textes. Tandis que les « simples citoyens » sont ceux qui, sporadiquement, commentent ou réagissent aux documents postés sur les blogs. Ils sont moins actifs ou presque pas, mais participent au processus de communication politique.
- 2 De larges extraits de cette section sont tirés d'un article inédit intitulé « Les applications du Web 2.0 et la pratique du journalisme multimédia », rédigé à l'occasion du XV^{ème} anniversaire de la Faculté des Communications Sociales des Facultés Catholiques de Kinshasa (RD Congo), actuellement Université catholique du Congo.
- 3 « Les Infostratèges »- <http://www.les-infostrategies.com>, page consultée le 28 mai 2009.
- 4 *Idem*
- 5 L'analyse se focalisera sur YouTube vu qu'il est le site de partage vidéo visiblement le plus connu et le plus utilisé.
- 6 P. LEVY, « Internet : de quel séisme parle-t-on ? » *Multitudes*, n°32, 2008, p. 190
- 7 A. COLIN LEBEDEV, « La toile de la protestation. Internet et critique du pouvoir en Russie » (<http://www.ceri-sciences-po.org>), page consultée le 8 août 2012
- 8 V. SERFATY « Les blogs et leurs usages politiques lors de la campagne présidentielle de 2004 aux Etats-Unis », *La politique mise au Net*, n°80, 2006, p.27.
- 9 *Idem*, p. 26
- 10 *Ibidem*.
- 11 M. DOUEIHI, « Culture politique du Net » (<http://www.culturesnumeriques.chaire.ulaval.ca/2009/06/27/culture-politique-du-net/>), page consultée le 15 août 2012. L'auteur est historien des religions et numéricien. Il est titulaire de la Chaire de recherches sur les cultures numériques à l'Université Laval au Canada.
- 12 Cette notion d'*Open Government* (Gouvernement ouvert) fait des émules de sorte que des voix s'élèvent au sein du Gouvernement québécois au Canada voisin pour son adoption. Voir sur le site Internet officiel du Gouvernement du Québec : <http://communiqués.gouv.qc.ca/gouvqc/communiqués/GPQF/Mai2012/02/c3483.html>, page consultée le 12 août 2012
- 13 L'on se souviendra que la Banque mondiale a récemment demandé et obtenu du Gouvernement de la République Démocratique du Congo, dans le cadre de la matrice de gouvernance économique, la publication sur un site Internet officiel de tous les contrats miniers, forestiers et pétroliers signés afin de couper court à l'opacité et de renouer avec la transparence dans le secteur des ressources naturelles, vital pour l'économie nationale. Lire à ce sujet : « Contrats miniers, pétroliers et forestiers en RDC : fini le mystère, l'heure du grand déballage a sonné ! », *Digitalcongo.net* (<http://www.digitalcongo.net/article/76187>), page consultée le 15 août 2012.
- 14 F. DIALLO, « Espace public et technologies numériques en Afrique. Emergence et dynamique et gouvernance du cyberspace sénégalais », *Theorising the African public sphere*, 12th CODESRIA General Assembly, Second parallelworking session, December 2008, p. 22.
- 15 La citation est *in extenso*.
- 16 La page de ce forum de discussion est hébergée par le site Congodiaspora.net.
- 17 Il y a lieu de noter que certains Congolais vivant à l'étranger font tourner à Kinshasa des épisodes de théâtre populaire, en sélectionnant des acteurs à la manière d'une *Dream Team*, destinés à leurs compatriotes de la diaspora sans que ces produits culturels soient forcément distribués à Kinshasa. C'est pour leur permettre de garder leur identité et des liens symboliques avec le pays d'origine.
- 18 H. KARIM, « From Ethnic Media to Global Media : Transnational Communication Networks among Diasporic Communities », *International Comparative Research Group, Strategic Research and Analysis*, Canadian Heritage, June 1998, p.1.
- 19 G. MYRIA, « Diasporic Media Culture in Europe. An Investigation on Diasporic Belonging Accross Boundaries » dans W. BERTHOMIERE et C. CHIVALLON (dir.), *Les diasporas dans le monde contemporain : Un état des lieux*, Paris, Karthala, 2006, pp. 145-158.
- 20 www.criticalworld.net. Le Laboratoire *Criticalworld* travaille à l'aide des outils multimédias avec des courts projets afin d'étudier les manifestations de la mondialisation dans le monde de la musique.
- 21 Notre séjour de recherche a duré de mai à juin 2008. Le projet de recherche « Ethnographie de l'Écoute » était financé par le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, le Fonds québécois sur la science et la culture et la *Wenner-Gren Foundation*. Ce projet a abouti, notamment, à la publication de l'ouvrage collectif: B.WHITE et L.YOKA. (dir.), *Musique populaire et société à Kinshasa. Une ethnographie de l'écoute*, Paris, L'Harmattan, 2010, 290 p.
- 22 Cette catégorisation ne prend pas en compte les sites personnels des artistes musiciens.
- 23 Ce site est consacré à la musique congolaise à contenu chrétien.
- 24 Le texte est inédit.
- 25 Dans les recherches susmentionnées de 2009, les trois types de médias constituaient chacun une catégorie en soi.
- 26 Cette nomenclature est nôtre.
- 27 Les exemples des médias qui sont présentés ne sont pas exhaustifs.
- 28 Média issu du partenariat entre la Mission de stabilisation des Nations-Unies en République Démocratique du Congo (MONUSCO) et la Fondation Hironnelle, de droit suisse.
- 29 Chaîne de télévision émettant uniquement sur Internet à partir de Boston aux Etats-Unis d'Amérique dont le promoteur est Stan B. Yombo
- 30 Ce site est très semblable à YouTube.
- 31 Blog en anglais, appartenant aux jeunes originaires de la République Démocratique du Congo vivant au Royaume-Uni.
- 32 <http://www.internetworldstats.com/stats1.htm#africa>, page consultée le 18 août 2012. Ces statistiques couvrent l'année 2011.
- 33 SPF Economie PME, Classes Moyennes et Energie, Direction Générale Statistique et Information économique, Communiqué de presse: "L'accès des belges à l'Internet continue de progresser, Bruxelles, 24 février 2012, 9p, <http://statbel.fgov.be>
- 34 Son promoteur est l'honorable Zacharie Bababaswe, député national ayant une carrière de chroniqueur de musique dans les médias télévisés.
- 35 Selon l'étude, les Congolais forment, au Royaume-Uni, la plus grande communauté originaire d'Afrique francophone. On les trouve principalement à Birmingham, à Manchester, en Ecosse et à Londres.
- 36 D. PACHI et al., « Processes of political (and civic) engagement and participation in London area: views from British Bangladeshi and Congolese youth », *Living Together - Civic, Political and Cultural Engagement Among Migrants, Minorities and National Populations*, 6th Annual Conference of the Centre for Research on Nationalism, Ethnicity and Multiculturalism (CRONEM) 29th-30th June 2010, University of Surrey, Guildford, p. 6.
- 37 V. SERFATY, op.cit, p. 29
- 38 En rapport avec les élections en RD Congo, nous citons: « La femme kinoise face à la politique. Enquête de réception du magazine 'Awa' en période électorale en République Démocratique du Congo » dans « Médias et élections en République Démocratique du Congo », Médiatiques hors série, Observatoire du Récit Médiatique, Université Catholique de Louvain, Août 2009, pp.74-96.
- 39 D. DAYAN et S. PROULX, « Les théories de la réception », *Les Dossiers de l'audiovisuel*, n°50, 1993, p.11.
- 40 Lire : L. QUERE, « Faut-il abandonner l'étude de la réception ? », *Réseaux*, n° 79, 1996, pp. 31-37.
- 41 S. PROULX, « Penser les usages des TIC aujourd'hui : enjeux, modèles, tendances », Lise Vieira et Nathalie Pinède, eds, *Enjeux et usages des TIC : aspects sociaux et culturels*, t. 1, Presses universitaires de Bordeaux, Bordeaux, p.4.
- 42 A. BROUILLET-SCHLESINGER et al., « Netnographie », *Symposium HEG, University of applied sciences Western Switzerland, Geneva School of Business Administration*, 2010, p.1
- 43 S. BECKMANN et R. LANGER, « Netnography: Rich insights from online research », 2005: <http://frontpage.cbs.dk/insights/670005.shtml> (page consultée le 5 août 2012)
- 44 *Ibidem*.
- 45 G. BOWLER, « Netnography: a method specifically designed to study cultures and communities online », *The Qualitative report*, Volume 15, Number 5, 2010, p. 1272.
- 46 H. MURIEL, *Télévision, réalité ou réalisme? Introduction à l'analyse sémiopragmatique des discours télévisuels*, Bruxelles, De Boeck -Wesmael, 2001, 155 p.
- 47 La durée durant laquelle s'étale le corpus récolté est de trois mois pour des raisons logistiques et conjoncturelles.
- 48 Par rapport à l'éthique de la recherche et surtout la netnographie, certains commentaires pouvant offenser ont été élagués tout comme certains pouvant nuire à l'anonymat.
- 49 Ces trois pays, sont sans nul doute, ceux dont le nombre des membres de la diaspora congolaise est de plus élevé d'Europe.
- 50 Aucun indice a permis de situer géographiquement l'auteur du blog.
- 51 D. PACHI et al., op.cit., p. 5
- 52 Le terme de révolution est à la mode surtout en comparaison à ce qui s'est passé dans le monde arabe.
- 53 Ce qui est intéressant ici est que les deux ont des chaînes YouTube, c'est-à-dire un profil avec plusieurs vidéos déjà postées. Ce sont donc des personnes engagées dans la mobilisation sur ce qui concerne les problèmes que rencontre l'Afrique. Les vidéos de leurs chaînes respectives en témoignent. La Chaîne YouTube d'Artist4Africa, dont le propriétaire indique dans un commentaire résider au Zimbabwe, existe depuis 2005 ; celle d'UbuntuFilms, basée au Royaume-Uni, depuis août 2011.
- 54 Un des immeubles - phares de Kinshasa que l'on retrouve sur presque toutes les cartes postales présentant la ville.
- 55 « Biso nionso tokende manif autorisée na Anvers » (traduction : « Allons tous à la manifestation autorisée à Anvers »).
- 56 Traduction: « Nous allons nous retrouver à 12h à la gare du midi, rue Fonsny. Réservez vos places au n°0488898456 et apportez 8 euros pour le ticket du bus »

L'IMAGE DES CANDIDATS À LA PRÉSIDENTIELLE À TRAVERS LES AFFICHES

DOUDOU BOSSASSI

Cet article s'intéresse aux affiches des trois principaux candidats à l'élection présidentielle de novembre 2011 en République Démocratique du Congo (Joseph Kabila, Etienne Tshisekedi et Vital Kamerhe). L'auteur analyse les différents éléments qui composent ces affiches (éléments verbaux, iconiques et plastiques) comme des signes à part entière afin d'en percevoir les sens profonds, les images reflétées.

Le scrutin présidentiel du 28 novembre 2011 couplé aux législatives nationales était perçu, selon les tendances politiques, soit comme une occasion pour le peuple de faire le choix de l'alternance ou de l'alternative, soit comme un moment de renouvellement de la confiance placée au président sortant en 2006, une aubaine donc en vue d'obtenir un second mandat, question d'achever les chantiers déjà amorcés.

Dans tous les cas, l'élection, un des attributs du système démocratique, donne aux citoyens, rappelle Ross Howard, « la possibilité de prendre des décisions capitales (...) et ainsi de contraindre le gouvernement à respecter ces dernières (...). Dans une élection démocratique, ajoutez-il, chaque citoyen a le droit de voter pour ou contre le gouvernement »¹. L'enjeu était, à n'en point douter, de taille après cinq ans de gouvernance.

Si pour le gouvernement le bilan du quinquennat finissant était positif, il était par contre mitigé de l'avis d'une bonne partie des congolais. Pour les forces de l'opposition, il était sans appel. Un bilan simplement négatif, et même extrêmement négatif. Ce, à de nombreux égards.

A charge du président candidat, l'opposition avait, en effet, retenu la réalisation très sectorielle du programme des cinq chantiers (le programme quinquennal de son gouvernement) qui n'avait finalement et véritablement pris en charge que le secteur des infrastructures routières, reléguant aux oubliettes d'autres secteurs vitaux dont la santé, l'éducation, l'emploi, l'eau et l'électricité. Ajouter à cela la persistance de l'insécurité dans l'Est du pays, la révision du nombre de tours de la présidentielle, en le

faisant passer de deux à un seul, visiblement dans le but de fragiliser davantage l'opposition déjà confrontée aux querelles intestines.

Le tout dernier grief retenu contre le pouvoir, accusé d'être en parfaite intelligence avec la Commission Électorale Nationale Indépendante, aura été la gestion opaque du serveur central de cette institution organisatrice des scrutins. Pour étouffer dans l'œuf toute velléité de tricherie qu'elle redoutait, l'opposition s'était mobilisée pour exiger l'audit dudit serveur. Cet épisode était jalonné de nombreuses violences occasionnées par des manifestations publiques très souvent réprimées dans le sang. Ce qui avait fini par raviver la tension et amener les acteurs politiques de la majorité au pouvoir comme ceux de l'opposition, très critiques les uns envers les autres, à se regarder en chiens de faïence. Les premiers justifiant leur bilan, préférant de ce fait rester sur la défensive. Les seconds mettant plutôt en exergue les abus de l'exécutif quant aux droits humains et à la gouvernance jugée chaotique quoique ce dernier brandissait à répétition des succès engrangés dans le domaine de la macro-économie. C'est dans ce climat délétère, un contexte politique très agité, de suspicion réciproque, que la campagne électorale (du 28 octobre au 26 novembre) a été menée.

Il est évident que sur les onze candidats à la présidentielle le challenge était attendu entre deux candidats. Le président sortant Joseph Kabila et le leader historique de l'opposition Etienne Tshisekedi.

Plutôt jeune, le candidat de la majorité avait dix ans au pouvoir dont deux ans avant la transition de Sun City, trois ans de cohabitation avec les anciens rebelles et cinq ans de présidence issue des urnes. Un avantage institutionnel qu'il mettra à profit pendant la campagne. Il a, en sus de sa longévité au pouvoir, un bilan pour et/ou contre lui. Des réalisations à brandir comme arguments de campagne et des insuffisances à justifier ou à couvrir à tout prix.

En face de lui, un vieux routier de la politique, mais qui se présente pour la première fois à une élection présidentielle. Sa constance et son parcours d'opposant aux régimes de Mobutu et de Kabila père jouent tout de même en sa faveur. Cependant, ses écarts de langage et son passé de mobutiste relativement lointain (de 1960 à 1979 aux côtés de Mobutu comme membre très influent du pouvoir d'alors) et quelquefois méconnu, sont exploités par les affidés de Kabila.

A côté de ces deux favoris, vient se greffer une troisième personnalité. Un transfuge du parti présidentiel, Vital Kamerhe. Artisan principal de la victoire de Joseph Kabila en 2006 et très populaire dans son Kivu natal, s'accorde-t-on à dire, ce politicien battant s'était brouillé avec sa famille politique en 2009 alors qu'il était aux commandes de l'Assemblée Nationale. La pomme de discorde aura été son opposition à l'accord signé le 23 mars 2009 entre le gouvernement rwandais et celui de la République Démocratique du Congo. Un crime de lèse-majesté certes, mais en réalité une occasion pour se débarrasser d'un collaborateur devenu trop encombrant.

Seuls ces trois candidats ont été retenus pour la présente analyse dans la mesure où ils ont été les plus actifs pendant toute la durée de la campagne électorale, les plus visibles dans les médias ainsi que dans différents carrefours à travers leurs supports de campagne, et les résultats à la fin du processus en font foi. Même si ces résultats ont été sévèrement critiqués, on retient que les trois prétendants ont été les seuls à avoir franchi la barre d'un million de voix. La communication politique y est évidemment pour beaucoup. De toute façon, les hommes politiques, soutient Roland Cayrol, « ont toujours fait, sans le savoir ou en le sachant, de la communication politique, puisqu'il leur a toujours fallu, dans les démocraties, faire passer des messages à ceux dont ils sollicitaient la confiance »². Dans le même ordre d'idées, Pierre Zémor considère, à juste titre, que « le domaine de prédilection de la communication politique est celui des consultations électorales pour le choix des représentants, celui des partis politiques et celui des pouvoirs : président de la République, gouvernement, parlement, assemblées et exécutifs des collectivités territoriales »³.

Durant les trente jours consacrés à la campagne, ces candidats ont déployé leur armada, de nombreux moyens pour valoriser leur image, faire valoir, chacun, ses atouts

auprès de l'électorat et obtenir par voie de conséquence ses suffrages. La bataille était, on le comprend aisément, non seulement politique, mais aussi et surtout engagée sur le terrain de la communication. Des stratégies de communication étaient en effet mises en œuvre pour présenter les candidats sous leur meilleur jour. Des spots de campagne, des meetings, des bains de foule, des carnivals, des rencontres de loisir, des casquettes, des T-shirts, des affiches entre autres, étaient mis à contribution pour ce faire.

L'intérêt dans le cadre de cette analyse a été porté particulièrement sur les affiches pour appréhender, en procédant par une approche sémio-pragmatique, les messages véhiculés par lesdits candidats.

Affiche et communication politique

Considérée comme une branche de la communication publique dont la vocation est d'agir ou de tenter d'agir sur autrui, plus que celle d'informer ou de s'informer, la communication politique recourt à un « ensemble de moyens relativement nouveaux, et venus du marketing commercial »⁴. Il s'agit des modes d'action interactifs et unidirectionnels exploités en tenant compte des caractéristiques de la cible, de ses attentes et de l'objectif assigné.

Il est par ailleurs vrai qu'un seul moyen ne saurait garantir l'atteinte dudit objectif. La logique voudrait donc qu'« autant que faire se peut (tout dépend des moyens d'action de l'homme politique considéré), le fin de fin soit de mettre en œuvre une stratégie multimédias, c'est-à-dire ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier, ne pas jouer seulement sur le média réputé le plus puissant (la télévision), mais accompagner la partition jouée à la télévision par une variation de la mélodie sur d'autres médias, pour que les messages acquièrent une efficacité cumulée et que le citoyen soit enserré dans des messages divers mais harmonieusement favorables au dirigeant qu'il s'agit de promouvoir »⁵. Ce n'est que de cette manière que « l'offre politique, plus ou moins affirmée, résultante de propositions et d'éléments de programme, d'ambitions et volontés de puissance, est (peut être) portée »⁶.

Mode d'action unidirectionnel, l'affiche fait partie de l'arsenal mis en place par les hommes politiques ou leurs équipes pour leur communication, en l'occurrence pour leur propagande électorale. Son efficacité, à côté de la télévision et d'autres médias, est telle qu'on ne peut pas s'en passer.

Pour la petite histoire, « l'affiche est née de l'avis imprimé et du placard publicitaire, c'est-à-dire d'un texte qu'on a prouvé le désir d'illustrer à partir du moment où la

technique d'impression des images a fait des progrès suffisants permettant, d'une part, une accélération du débit d'échanges individuels et, d'autre part, une présentation sous forme de copies multiples. L'accélération du débit d'échanges individuels revient à faire passer plus d'éléments en moins de temps dans le cerveau du récepteur, d'où la part croissante prise par l'image, plus parlante et plus facile à appréhender qu'un texte : l'exemple parfait est ici la signalisation routière. L'image est saisie instantanément dans l'affiche, et c'est le point fondamental. Sur cette base de simplification s'est construit alors un nouveau code des symboles et, par là, un langage des images. Le langage proprement dit se trouvant réservé à des fonctions de transmissions plus complexes, plus subtiles également. Cela entraîne, nécessairement, un appauvrissement du contenu, mais, par contre, crée une nouvelle dimension de l'affiche, la dimension esthétique qui lui donne son autonomie psychologique »⁷.

Selon Abraham Moles, l'affiche est « une image généralement colorée, comportant un thème généralement unique, et accompagnée d'un texte leader dépassant rarement 10 à 20 mots, porteur d'un unique argument. Elle est faite pour être collée et exposée à la vision du passant »⁸.

Francis Balle affirme pour sa part qu'une affiche est un « message publicitaire de grand format, placardé sur une surface verticale, destiné à être vu de loin. Imprimé généralement en couleurs sur papier, poursuit-il, l'affiche propose soit des textes seuls, soit des dessins et/ou des photographies accompagnés de textes courts (slogans). Elle est composée de plusieurs morceaux, afin de faciliter son impression (offset ou sérigraphie) puis son collage au moment de l'affichage »⁹.

Parlant de l'affichage, il en évoque deux types : l'affichage politique et celui dit sauvage. Le premier, politique, sert d'instrument à la propagande électorale dans les limites fixées par la loi. En France, il est régi par les dispositions générales des lois de 1881 et 1979 relatives à l'affichage, à la réglementation spécifique des lois des 11 mars 1988, 15 janvier 1990 et 19 janvier 1995. En République Démocratique du Congo, l'affichage politique, en période de campagne électorale, est réglementé par la Loi Électorale qui dispose en son article 30 ce qui suit : « Pendant la période de la campagne électorale, l'apposition d'affiches, de photos et autres effigies de propagande électorale est autorisée dans les conditions déterminées par la Commission Électorale Nationale Indépendante. Tout affichage est interdit sur les édifices publics ».

Le deuxième, sauvage, comme son nom l'indique, concerne tout affichage effectué en contradiction avec les dispositions légales, c'est-à-dire en dehors des panneaux électoraux officiels et des endroits autorisés.

L'affiche relève, cela s'entend, du domaine de la communication visuelle qui « se manifeste par des signes écrits ou par des gestes signés, des couleurs, des variations de couleurs, des nuances des formes »¹⁰. Un domaine qui recourt à des techniques propres afin d'assurer la transmission des messages, leur compréhension et l'adhésion du public au bout du processus communicationnel. Les éléments constitutifs de l'affiche devront être savamment dosés et combinés pour que le sens ainsi construit soit bien perçu. Il apparaît alors clairement qu'une attention très particulière est accordée ou doit être accordée au format, au titre, au texte, à l'illustration et à la couleur.

Très inspirés, Paolo Guarino et Isabella Pezzini affirment que « l'affiche est en soi un texte syncrétique qui unit et intègre le verbal au visuel, qui frappe avec les images pour "vendre" avec les mots et / ou inversement. Sur les panneaux, les images sont parlantes et les paroles sont images, autant en raison de leur dimension graphique élargie que d'une dimension figurative qui investit souvent la construction du signifié en contribuant à souligner l'aspect performatif des slogans et des mots d'ordre, et même des simples noms des candidats »¹¹.

Grâce à ses caractéristiques poursuivent-ils, l'affiche peut aisément s'offrir comme un espace de synthèse : elle devrait condenser ce qui circule ailleurs de manière expansive et désordonnée, isoler les paroles et les images clés, les axes et les valeurs fortes de la campagne. L'un des aspects principaux de son efficacité potentielle réside justement dans sa capacité à mettre en œuvre différents langages de manifestation et à construire une totalité de signifié, comme fruit d'une stratégie globale de communication.¹²

Par ailleurs, dans sa contribution au congrès de l'AFSP à Strasbourg en 2011, Alexandre Dézé, qui s'est penché sur les affiches du Front national en vue d'analyser les effets communicationnels, soutient que « l'affiche n'est pas seulement murale ; elle constitue aussi potentiellement, pour la recherche, un "matériau projectif". La conception de "projection" émane de la psychologie clinique et découle indirectement de la gestalttheorie. Utilisées dès le début du vingtième siècle, les techniques projectives (comme le test de Rorschach ou le Thematic Apperception Test de Murray) sont censées permettre de mener "une investigation dynamique et holistique de la personnalité" en suscitant chez l'individu la construction d'une représentation qui a partie liée avec l'affect »¹³.

Critiquant l'ouvrage d'Andrea Semprini intitulé *Analyser la communication. Comment analyser les images, les médias, la publicité*, Laurence Kaufmann note que ce dernier « utilise les outils analytiques de la "socio-sémiotique", entendue comme une "discipline étudiant l'inscription du sens au sein des pratiques sociales". Dans la mesure où la socio-sémiotique s'inspire de la sémiotique, notamment celle

de Greimas, elle peut faire l'économie de la question, par ailleurs insoluble, de la visée intentionnelle et stratégique des producteurs des discours analysés (...) Toutefois, poursuit-il, la sociosémiotique que propose Semprini, à l'inverse d'une approche sémiotique orthodoxe qui se refuse à traiter de l'existence des référents, est loin d'exclure de son analyse "le monde réel". Le monde texte, loin d'être un système sémiotique auto-référent, doit sans cesse être rapporté à l'ensemble des significations stabilisées qui lui préexiste et qui le détermine »¹⁴.

En tant qu'objets textuels, les affiches électorales des candidats ci-haut cités seront analysées non pas comme systèmes sémiotiques auto-référents, mais tel des systèmes ayant des référents dans le monde réel, des systèmes signifiants dont les sens sont construits en référence aux pratiques sociales. Il s'agit dans le cadre de la présente analyse d'une approche sociosémiotique (sémio-pragmatique) plutôt que d'une sémiotique-objet.

Analyse des affiches des candidats

Pierre Fresnault-Deruelle propose, dans son « Approche sémiotique et rhétorique d'une affiche de 1968 » intitulée "Retour à la normale ..." ¹⁵, une démarche incluant en plus de la description et d'une conclusion, l'établissement des contextes (le contexte sociopolitique, le support de médiation et les contextes culturels) ainsi que l'interprétation.

Les contextes culturels concernent « certains codes signalétiques, mais aussi les données sémantiques, rhétoriques, iconologiques qui informent peu ou prou l'intelligence de cette image, tous les éléments constituant une grille de référents à partir desquels quelques fondamentaux sémiotiques pourront être dégagés. Trois séries d'objets seront retenues : Les codes qui régissent la signification du message écrit, le substrat iconologique de l'image et les rapports texte/image.

Il sera question pour notre part, le contexte politique ayant déjà été circonscrit, de décrire les affiches des trois candidats retenus, d'analyser par la suite les éléments (verbaux, iconiques et plastiques) qui les composent avant d'en établir les rapports et dégager ainsi les messages véhiculés.

Affiche de Joseph Kabila

Constitué d'un fond exclusivement bleu aux tons variés, la présente affiche est traversée, de gauche à droite, essentiellement dans sa partie supérieure, des lignes obliques de couleur blanche. Au coin gauche, de haut en bas, est posée la représentation du candidat en demi-rapproché. Mains croisées et sourire aux lèvres laissant

apparaître les dents du haut, il tourne son regard vers le coin droit de l'affiche. Notons en outre que ce candidat indépendant, qui ne se présente sous le label d'aucun parti ou regroupement politique, est vêtu d'un "safari" bleu manches courtes. A sa gauche, est placé le slogan de campagne "Na Rais ... 100% sûr", traduisez "Avec Joseph Kabila (qu'on appelle Rais, c'est-à-dire Chef), on est sûr à 100%". La deuxième partie du slogan est inscrite sur un fond entièrement bleu, alors que la première est traversée des lignes obliques blanches.



Au coin droit de l'affiche, dans sa partie supérieure, on retrouve, dans un grand cercle, le numéro d'ordre (3) du candidat. Il est repris en rouge et liseré d'une ligne blanche. Sur un fond entre bleu ciel et bleu foncé, il est en outre entouré d'une bande blanche pénétrée d'une ligne rouge. A un autre palier de ce cercle, sont indiqués en blanc, sur un fond bleu, le nom du candidat et la fonction à laquelle il aspire, les deux séparés de deux petits cercles. Le grand cercle étant orné d'une bande blanche.

Analyse

Les lignes obliques que comporte cette affiche inspirent le mouvement, la marche vers le progrès que le pays a entreprise et continue d'entreprendre à travers la construction, la remise en état de nombreuses infrastructures et d'autres projets de développement sous l'impulsion de Joseph Kabila. Le reconduire serait donc garantir la poursuite de la marche inéluctable vers ce progrès. Tel est le message, renforcé par le choix de la couleur bleue. Si le Congo a tant besoin de rêver son développement, il a autant besoin de mener ce combat pour le mieux-être, le développement, dans la sérénité, la tolérance, la paix. Ce que suggère le bleu.

En retenant le slogan "Na Rais ... 100% sûr", on feint de donner la parole au peuple. Il s'agit donc des congolais qui, ayant été témoins des réalisations de Joseph Kabila et reconnaissant ses atouts, lui font entièrement confiance quant à l'atteinte de l'objectif du développement, en promettant de lui accorder un second mandat, en le lui

suggérant carrément. Et comme s'il répondait à leur aspiration, Joseph Kabila regarde dans leur direction, mains croisées et sourire large, pour marquer son adhésion à leur idée. Ce qui tend à confirmer d'ailleurs son statut revendiqué de "candidat du peuple".

La tenue "safari" renvoie tout naturellement à la détermination qui le guide à transformer le pays, à mener ce que son camp appelle la "révolution de la modernité". Elle rappelle en même temps la révolution du 17 mai 1997 qui avait conduit l'AFDL, dirigée par son père Laurent-Désiré Kabila, au pouvoir et qui avait fait du "safari" sa tenue officielle. Une révolution dont l'objectif était de mettre fin, par la force, à la longue dictature de Joseph-Désiré Mobutu. Après avoir instauré un régime "démocratique", en effet, il faut, sans plus tarder, relever les défis du développement, de la modernité. Pour cela, il adopte la posture de révolutionnaire. Comme qui dirait qu'entre la révolution du 17 mai et celle de la modernité il n'y a qu'un pas.

Roland Barthes estime que « l'effigie du candidat (n'importe quel candidat) établit un lien personnel entre lui et les électeurs ; le candidat ne donne pas à juger seulement un programme, il propose un climat physique, un ensemble de choix quotidiens exprimés dans une morphologie, un habillement, une pose »¹⁷.

Par ailleurs, le numéro d'ordre du candidat est inscrit en rouge et encadré par un cercle pour ressortir d'abord l'ardeur, la passion du Congo qui le caractérisent, sans doute aussi pour le mettre en relief, et, ensuite l'excellence.

Affiche d'Etienne Tshisekedi

En parallèle avec le slogan de campagne "Le peuple d'abord !", le nom complet (prénom, nom et post-nom) du candidat est inscrit dans la partie supérieure de l'affiche. Il est par ailleurs repris en rouge, chacune de ses lettres étant enjolivée de la couleur blanche.

Le slogan, placé dans la partie inférieure, est en ce qui le concerne, écrit en jaune et en très grand caractère. En outre, la première lettre du mot "Peuple" est en majuscule.

Au coin supérieur droit de l'affiche, est situé le numéro d'ordre du candidat (N°11) en couleur blanche et entouré d'un fond rouge recouvert, dans sa partie supérieure, d'une ligne blanche courbe.

De haut en bas, au coin gauche, est dessiné l'emblème de la République Démocratique du Congo couvrant une partie des sympathisants qui entourent le candidat. L'emblème de l'UDPS (Union pour la Démocratie et le Progrès Social),

son parti politique se trouve, quant à lui, dans la partie inférieure, au coin gauche.



Accoudé sur un véhicule qui n'apparaît pas sur cette affiche, le candidat, soulevant sa main droite sous forme de la lettre V, est coiffé d'un muniere blanc, revêtu d'une veste noire, d'une chemise plutôt claire et d'une cravate noire avec des rayures blanches. L'effigie est posée dans le coin droit sur un fond constitué d'une foule enthousiaste arborant le drapeau de l'UDPS qui avoisine presque l'emblème de la RDC.

Analyse

Le slogan " Le Peuple d'abord ! " inscrit en très grand caractère et en jaune, de surcroît avec la lettre P en majuscule, traduit la puissance du peuple, et donc l'idée qu'il est au centre du combat du candidat Tshisekedi, de sa démarche. C'est en réalité la réplique au slogan de son principal adversaire, Joseph Kabila : "Na Raïs ... 100% sûr". Cette phrase a été interprétée par une certaine opinion, proche de l'opposition, comme un mépris à l'égard du peuple, car elle exprimait clairement, d'après elle, la volonté du candidat de la majorité de l'emporter à tout prix, sa supposée prépondérance sur le souverain primaire. Dans un contexte de campagne, la polémique était compréhensible.

Placé au coin droit de l'affiche, le candidat Tshisekedi agit sa main droite sous forme de V pour dire sa détermination, son assurance à sortir vainqueur du scrutin. Il est au milieu d'une foule compacte, ce qui sous-tend sa complicité avec le peuple qui lui fait confiance.

Sa coiffure symbolise son esprit combatif, son intransigeance quant aux intérêts du peuple et surtout sa résolution d'en découdre avec le régime de Kabila. Rappelons que cette coiffure a été adoptée dès la période de pré-campagne par lui et par tous ses partisans appelés "combattants". Elle est très vite devenue leur signe distinctif.

Sur cette affiche, la combativité fait bon ménage avec la noblesse de la fonction présidentielle tant convoitée. C'est

tout le sens du choix de la veste noire assortie d'une cravate noire et d'une chemise claire dont Etienne Tshisekedi est revêtu, ceci étant du reste (à l'exception des couleurs) la tenue officielle pour la gent masculine en République Démocratique du Congo. Si les couleurs choisies n'ont rien d'officiel, on comprend qu'elles ont été retenues du fait du caractère frappant de leur combinaison ainsi que du sérieux et de la vertu qu'elles inspirent. Nonobstant son âge avancé (79 ans), un argument pour ses concurrents, le candidat de l'UDPS se propose d'être un président dynamique, courageux tel que suggéré par la couleur rouge qui recouvre son nom.

Au coin gauche de l'affiche, l'emblème de la RDC occupe une grande place. Ce qui laisse entendre qu'Etienne Tshisekedi, qui fait du peuple sa première préoccupation, fonde sa démarche, la victoire qu'il entreprend de remporter, sur les valeurs républicaines.

Affiche de Vital Kamerhe

Sur le flanc gauche est placé l'emblème de l'UNC (Union pour la Nation Congolaise), le parti politique du candidat. Juste à sa droite, est indiqué l'objet de ce support : "Élections" au pluriel et, en bas, l'année des scrutins "2011".

Dans la partie supérieure, au coin droit, est inscrit le numéro d'ordre du candidat (n°5). Dans une ronde à fond rouge, le chiffre 5 est en gris.



Situé dans la deuxième moitié du support sous l'angle vertical, le candidat, en demi-rapproché et habillé en T-shirt de couleur rouge, avec les deux bras levés, formant une grande lettre V, et les deux mains des petites lettres V. Autour de sa main gauche, il porte une montre aux bracelets noirs.

Au coin gauche de son buste, à la hauteur de la poitrine, est marqué en rouge son prénom "Vital" suivi, en bas, de

son nom en couleur blanche et plus important du point de vue du caractère typographique. Si le prénom est repris en minuscules sauf la lettre V, le nom est, lui, entièrement écrit en capitales.

Du coin gauche au coin droit, dans la partie inférieure, est placé en majuscules et en blanc le mot "PRESIDENT", précédé du nom du candidat.

En dehors du cadre, figure en rouge et en majuscules le slogan de campagne "MOPEPE YA SIKA". A droite, dans une forme circulaire, est posé l'emblème de la RDC.

Tous les éléments constitutifs de cette affiche ainsi décrits comportent un fond gris, hormis le slogan et l'emblème du pays reposant plutôt sur un fond blanc.

Analyse

De la plus simple observation de ce support, il appert que le rouge en est la couleur dominante. Il inspire le sacrifice de soi, l'instinct combatif, la vitalité qui caractérisent le candidat. Un dynamisme que ce dernier entend imprimer au sommet de l'Etat au cas où il serait élu.

Le slogan "MOPEPE YA SIKA", traduit "Nouveau dynamisme", repris en rouge s'inscrit dans la même logique. Il est intentionnellement placé en parallèle avec l'emblème du pays, comme pour dire que ce nouveau dynamisme porte les valeurs de la République. Le fond blanc sur lequel ils sont posés renvoie à l'équilibre parfait entre les deux.

"Vital", le prénom du candidat qui signifie "fort, courageux, dynamique", est mis en évidence par le graphiste pour souligner ce trait caractéristique de ce prétendant à la fonction présidentielle, un atout dont le pays a énormément besoin pour qu'il s'engage "énergiquement" dans la voie du progrès.

Ceci implique que le président qui sera élu devra travailler d'arrache-pied, dépenser beaucoup d'énergie. La tenue vestimentaire du candidat, de plus une tenue de sport, consolide l'idée que celui-ci est prêt à se jeter à l'eau, à servir le peuple.

En même temps qu'il se propose d'être le serviteur de la Nation, il marque, par sa gestuelle (les deux bras et les deux mains formant une grande lettre V et deux petites lettres V), son engagement, sa grande détermination à gagner l'élection et à relever le défi du développement.

La première lettre V, formée de sa main droite, donne l'impression de soutenir l'emblème du parti. L'idée, ici, c'est que la victoire que le candidat espère remporter sera aussi celle de son parti. D'ailleurs, cette affiche va au-delà de l'élection présidentielle, car sur le flanc droit de la figure

symbolique de l'UNC est indiqué l'objet de l'affiche : "Élections 2011", le mot "Élections" étant au pluriel. Ce qui laisse croire que la victoire recherchée par l'UNC concerne tous les scrutins organisés (présidentiel et législatifs). Vital Kamerhe est présenté comme le porte-étendard de son parti à ces deux élections.

Le plan demi-rapproché se justifie par la volonté de le rapprocher davantage des électeurs, en laissant apparaître, appréhender plus intimement sa personnalité, son caractère. On perçoit plus facilement son air détendu exprimant l'enthousiasme qui l'anime.

En bas de l'affiche, de gauche à droite, est reprise en blanc et en majuscules la fonction de "PRESIDENT". Objectif : insister sur l'importance du mandat. Au-dessus de la fonction, en blanc, est placé le nom du candidat "KAMERHE" afin de le rattacher, d'ores et déjà, à la fonction de président de la République. Tout en mettant en exergue la fonction et le candidat, la couleur blanche traduit la perfection du choix suggéré.

Le candidat Kamerhe, traité de taupe par une frange de ses pairs de l'opposition, compte exercer, en cas de son élection, cette charge en garantissant non seulement le dynamisme dans son action, mais aussi un climat apaisé qui passe notamment par la gestion transparente de la République. La voie du développement pourrait être balisée à ces conditions. C'est ce à quoi renvoie le fond gris.

Observation conclusive

Puisqu'il leur a fallu s'attirer la sympathie des électeurs, il a fallu à chacun d'eux se forger une image qui le démarque des autres candidats, histoire de se présenter comme le candidat idéal. Ce principe relatif au marketing politique a donné lieu à différentes images dont celles des trois prétendants ayant fait l'objet de cette analyse.

Il ressort, en effet, de l'analyse de l'affiche électorale du candidat Joseph Kabila que celui-ci, "investi" de la confiance du peuple, s'inscrit dans la continuité de l'œuvre qu'il a amorcée dans le cadre du mandat finissant et qui aurait réussi, si nous nous en tenons au bilan dressé par ses acolytes, œuvre connue sous l'appellation de "cinq chantiers de la République", à savoir les infrastructures, la santé, l'éducation, l'emploi, l'eau et l'électricité. Il est tellement déterminé qu'il se présente en révolutionnaire (confer sa tenue vestimentaire).

Dans un contexte politique dominé par des antivaleurs dont des détournements fréquents, l'injustice, le népotisme, le despotisme, bref des pratiques qui contrastent avec les valeurs de la démocratie, le candidat de l'UDPS qui a, depuis 1979, lutté pour que vive la démocratie, le pouvoir

du peuple et par le peuple, parfois au péril de sa vie, du régime de son ancien "maître" Joseph-Désiré Mobutu à celui de Joseph Kabila en passant par le court règne de Laurent-Désiré Kabila, prend fait et cause pour le peuple. Il projette l'image d'un candidat qui n'a pour ambition que la recherche, dans un esprit combattif, des intérêts de ce peuple qui soutient sa démarche.

Enfin, le dernier candidat, Vital Kamerhe, ancien pion majeur du pouvoir de Joseph Kabila, n'a eu d'autre choix que de mettre en relief sa qualité la plus évidente en vue de trouver une issue entre les deux poids lourds, le premier jouissant d'un large avantage institutionnel et le second ancré dans le peuple vu son combat de longue date. Il a donc fait le choix de brandir son dynamisme, qualité nécessaire au décollage de la République Démocratique du Congo dont les dirigeants au plus haut sommet sont accusés (à tort ou à raison) de détournements, de corruption, de manque de clairvoyance, mais aussi d'immobilisme. Le candidat de l'UNC se présente en homme nouveau doté d'un dynamisme nouveau pour sortir le pays du gouffre.

- 1 R. HOWARD, « Les médias et les élections », cité par P. MUBOYAYI (s.d.), Guide pratique du journaliste en période électorale, Kinshasa, OMEC, 2011, pp. 39-40
- 2 R. CAYROL, La nouvelle communication politique, Paris, Larousse, 1986, p. 59
- 3 P. ZEMOR, La communication publique, Paris, PUF, 1995, p. 11
- 4 R. CAYROL, Op.cit, p. 59
- 5 Idem, p. 75
- 6 P. ZEMOR, Op.cit, p. 118
- 7 Centre d'Étude et de Promotion de la Lecture, La communication, Paris, coll. Les dictionnaires du savoir moderne, 1971, p. 11
- 8 A. MOLES, cité par A. FALCONI, Les bases de l'audiovisuel. Initiation au langage médiatique, Kinshasa, Saint Paul, 1992, p. 45
- 9 F. BALLE (s.d.), Dictionnaire des médias, Paris, Larousse, 1998, p. 4
- 10 <http://communication-visuelle-2d-3d.com/html>, lundi 4 juin 2012
- 11 P. GUARINO et I. PEZZINI, « Les affiches électorales. Les élections politiques italiennes de 2001 », A. SEMPRINI (s.d.), Analyser la communication 2. Comment analyser la communication dans son contexte socioculturel, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 152
- 12 Idem
- 13 A. DEZE, « Pour une approche "co-constructionniste" des effets communicationnels. Retour sur un protocole d'enquête sur les affiches du Front national », Congrès de l'AFSP, Strasbourg, 2011, p. 6
- 14 L. KAUFMANN, « Analyser la communication. Comment analyser les images, les médias, la publicité d'Andrea Semprini », Réseaux, vol. 15, n°35, 1997, p. 248
- 15 P. FRESNAULT-DERUELLE, « Approche sémiotique et rhétorique d'une affiche de 1968 », B. LAMIZET, Sémiotique de l'événement, Paris, Lavoisier, 2006, p. 28
- 16 R. BARTHES, cité par F. de SAUSSURE, Cours de linguistique générale, Paris, Payot et Rivages, 1995, p. 101

LE RÉVEIL POLITIQUE DE LA DIASPORA CONGOLAISE

WILLY MUSITU LUFUNGULA

Sous une perspective sociologique, l'auteur expose brièvement les raisons de l'intérêt croissant des Congolais de l'étranger dans la gestion de la chose publique dans leur pays d'origine. Il plaide pour l'exercice de leur droit de vote, une forme primaire de participation populaire. L'auteur observe cependant des déficits notables dans les discussions politiques dans le chef de la diaspora congolaise. La communication, qui n'en est pas une, semble un processus unidirectionnel susceptible de virer en confrontation physique.

La diaspora Congolaise¹ entretient divers liens indéfectibles avec le pays d'origine. Les plus visibles sont d'ordre économique. Ils sont caractérisés essentiellement par les transferts financiers et matériels réguliers aux membres de famille et autres associations d'autopromotion.

Les transactions financières des immigrés : une composante incontournable de l'aide au développement

Les transactions monétaires des immigrés reposent sur ce principe cher aux sociétés communautaristes, à savoir : le « bonheur est une donnée collective »². On ne peut être heureux seul. L'individu doit sa réussite sociale surtout aux interventions émanant des membres de son groupe d'appartenance. Il a, en revanche, le devoir moral de leur venir en aide selon l'influence de sa position sociale. Il y a lieu de rappeler que certains villages dans la région de Bandundu financent la scolarité des enfants considérés plus doués et orientent les autres vers les métiers plus adaptés à leurs capacités.

Les transferts des immigrés alimentent l'économie locale. Ils servent les besoins primaires de leurs destinataires et échappent ainsi aux mécanismes de corruption et de détournement susceptibles d'affecter l'aide au développement mobilisée par la coopération internationale. Certains témoignages éloquentes font état des personnes nourries, scolarisées et soignées du paludisme et d'autres affections mortelles grâce à l'assistance des Congolais de l'étranger.

Puisqu'ils remplissent une fonction économique et sociale indéniable dans le pays d'origine, les transferts des immigrés congolais, et des autres immigrés en général, méritent d'être exclus des revenus imposables dans le pays

d'accueil, à l'instar des versements destinés aux parents et enfants propres³, comme cela vient d'être introduit en Italie par Andrea Riccardi, le ministre actuel de la Coopération internationale et de l'Intégration.

La nouvelle responsabilité politique de la diaspora congolaise

En dehors des flux financiers et matériels destinés au pays de provenance, la diaspora congolaise semble s'investir ces dernières années d'une nouvelle mission, celle de vouloir influencer sur la gestion de la chose publique au Congo. Cette influence concerne le choix des dirigeants, l'exercice du pouvoir et le respect des droits et libertés fondamentales. C'est ainsi que certains se sont présentés aux élections locales, provinciales et nationales de 2006 et 2011, d'autres ont été élus à ces différents niveaux, d'autres encore ont assumé ou assument des fonctions politiques et administratives. La grande majorité d'entre eux, résidant à l'étranger, s'est exprimée, soit favorablement, soit défavorablement, au sujet de la réélection le 28 novembre 2011 du candidat président sortant, Joseph Kabila.

En Belgique, évalués à un millier de personnes, les opposants au régime de Kinshasa ont organisé le 17 décembre 2011 une marche de protestation contre ce qu'ils ont appelé « le hold-up électoral », c'est-à-dire, la disqualification de leur leader Etienne Tshisekedi et l'usurpation du pouvoir par son adversaire. Cette marche a dégénéré en confrontation musclée avec la police, au saccage des vitres des commerces et des voitures des particuliers dans le quartier congolais de Matonge. Alors qu'elle était violente

à Bruxelles, la manifestation des « combattants » à Anvers le 23 décembre 2011 s'est avérée pacifique. Elle a réuni près de 750 opposants. Un peu plus d'un mois plus tard, soit le 28 janvier 2012, l'opération dénommée « 00243 », en référence au préfixe téléphonique international de la RD Congo, a consisté à brûler symboliquement les vieux moniteurs, ordinateurs, claviers, téléphones portables et autres matériels électroniques. Le parterre d'opposants rassemblés à la place Saint Jean à Anvers entendait dénoncer par là l'exploitation et la commercialisation du coltan, une matière première nécessaire à la fabrication de ces matériels et extraite à l'Est du Congo, au prix du sang (du viol, des meurtres et assassinats, etc.) de la population locale.

L'implication politique plus accrue de la diaspora congolaise dans la gestion de la « res publica » au Congo semble justifiée par la crise économique et sociale en Europe, d'une part, et par la montée en puissance des partis racistes et mouvements nationalistes, d'autre part.

Depuis 2008, les économies européennes connaissent une récession sans précédent. Cette situation de crise impose aux Etats de limiter leurs dépenses et *ipso facto* de faire des économies.

Les politiques de restriction budgétaire en Europe sont ressenties de façon particulière dans certains pays comme la Grèce et l'Espagne. Elles affectent le social notamment par l'aggravation du chômage, la diminution des dépenses en matière de soins de santé et la « dépriorisation » de l'accueil des immigrés. En Belgique, près de 40 % des ressortissants congolais sont au chômage⁴ ; environ 10.000 demandeurs d'asile ont récemment manqué de place d'accueil, ayant été abandonnés à leur triste sort. Ce qui fut qualifié de « crise de l'accueil » en 2011. Aujourd'hui encore, on peut retrouver quelques-uns occupant un hall de la gare de Bruxelles Nord. Conséquence : les immigrants primo-arrivants en quête du bien-être devront vite déchanter. La terre promise longtemps rêvée s'éloignera davantage.

Consécutives à la crise économique, la crise sociale en Europe est encore aggravée par la déficience de relations sociales et interpersonnelles : les groupes socioculturels vivant de façon isolée les uns des autres. De plus, les immigrés sont taxés de tous les maux notamment par les partis nationalistes et d'extrême droite : viol, insécurité, criminalité, banditisme, etc., comme il est apparu lors de dernières élections présidentielles en France. Alors qu'à l'intérieur des sociétés occidentales des processus contre-productifs tels que les clichés, la discrimination... sont à l'œuvre.

Face aux comportements de rejet et d'exclusion et face à la lourdeur de la procédure administrative et au style de vie marqué par l'anonymat et l'individualisme, les immigrés en

Occident ont tendance à développer une stratégie de repli sur soi et de refuge dans les associations monoculturelles, comme les mutualités et les Eglises évangéliques. Ces tentatives de solution de la part des immigrés se retournent malheureusement contre eux. Elles freinent leur insertion sociale, ce qui donne de l'eau au moulin à tous ceux qui affirment que les politiques d'intégration en Europe ont échoué.

Confrontés à ces dysfonctionnements économiques et sociaux en Europe, les immigrés congolais ont intérêt à militer pour l'amélioration des conditions de vie dans leur pays d'origine. Ainsi pourraient-ils, soit envisager un retour définitif au pays natal pour y investir ou se réinstaller, soit intervenir de moins en moins aux sollicitations financières de leurs familles respectives⁵. Comme on le voit, un Congo mieux géré et gouverné profiterait à tous, nationaux autochtones et immigrés.

Malgré leur engagement politique, les immigrés congolais semblent fouler aux pieds certains principes fondamentaux de la démocratie qu'ils sont sensés défendre. Ils ont grand besoin de se mettre à l'école de la démocratie.

A l'école de la démocratie

Début janvier 2012, j'ai assisté à Boom, près d'Anvers, à une discussion houleuse entre opposants au régime de Kinshasa et autres immigrés congolais se réclamant représenter d'autres sensibilités, discussion qui était à deux doigts de se muer en pugilat. Les premiers contestaient la réélection frauduleuse et irrégulière du président Joseph Kabila et condamnaient en même temps la soi-disant duplicité des dirigeants occidentaux. Ceux-ci, pour maintenir leur influence et défendre les intérêts de leurs pays respectifs, soutiendraient les dictateurs africains au mépris des principes de bonne gouvernance et de respect de droits humains édictés par eux-mêmes. Les autres, sans être nécessairement partisans du pouvoir, minimisaient les espoirs fondés sur le candidat perdant, Etienne Tshisekedi, d'autant que, selon eux, il a laissé dans le passé s'envoler des opportunités politiques (refus notamment de participer aux élections de 2006, etc.).

Pareilles discussions peu courtoises, tournant parfois en insultes et en menaces de mort, sont loin d'être marginales. Elles ont aussi été observées sur les médias sociaux. Il y a lieu de se demander si le soutien apporté à un candidat relève du fanatisme et/ou de la manipulation ou s'il exprime une adhésion à un projet de société. On peut craindre, une fois le droit de vote des Congolais de l'étranger instauré, que les mêmes irrégularités décriées au pays s'exportent en Occident.

S'ils veulent mettre en place un processus démocratique

adapté à leurs réalités socioculturelles, les Congolais immigrés, tout comme ceux restés au pays, ont intérêt de s'imprégner des valeurs démocratiques élémentaires, à savoir : la tolérance, la liberté d'expression, le respect de l'opinion de l'adversaire politique, le respect des droits des minorités, etc. Ainsi le choix des dirigeants et des projets de société résulterait non des intimidations et autres épreuves de force, mais plutôt du choc des idées à l'occasion notamment des débats démocratiques.

Conditions de l'augmentation de l'influence politique de la diaspora congolaise

La diaspora congolaise étendrait son influence politique aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays d'origine si elle répond, à mon sens, au moins à une triple condition :

Elle doit être structurée.

La diaspora congolaise en Occident est certes hétérogène. Elle est composée des étudiants, des commerçants, des salariés, des chômeurs, des retraités, des sans-papiers, des enfants, des hommes et femmes, etc. Elle mérite d'être organisée sous forme de fédération avec une personnalité juridique propre, un mode de désignation démocratique des représentants et des objectifs clairs préalablement définis. Ainsi pourrait-elle constituer soit un partenaire crédible du pouvoir de Kinshasa et des institutions européennes ou internationales, soit un lobby contre ces institutions.

Elle doit agir sur le long terme.

À l'heure actuelle, la diaspora congolaise semble engager des actions ponctuelles motivées par les circonstances. Elle devrait, en plus de ces initiatives, privilégier le court et le long terme. Il s'agit entre autres de l'élaboration et de l'exécution des projets de développement au pays d'origine.

Enfin elle doit promouvoir l'intérêt général.

La diaspora congolaise devrait s'inspirer des exemples de promotion du bien commun en Occident – promotion à laquelle elle participe activement (construction, entretien des infrastructures éducatives, hospitalières, de transport...) – dans le but de les mettre en œuvre dans le pays de provenance. Elle devrait, en outre, s'immuniser de contre-valeurs comme la corruption, le détournement de deniers publics, le culte de la personnalité...

Pour tout dire, par d'importants transferts matériels et financiers, la diaspora congolaise contribue au développement socio-économique du pays d'origine. À cause de la persistance de la crise économique et sociale en Europe, elle s'est invertie d'une mission politique, celle

de vouloir influencer la vie politique au Congo, dans le but d'y voir s'améliorer les conditions de vie.

Cette mission louable ne pourra, à mon avis, porter de fruits que si et seulement si la diaspora congolaise se structure et s'organise de façon démocratique, privilégie l'intérêt général et le long terme dans ses activités. Ainsi pourrait-elle constituer un partenaire crédible ou une force de lobbying contre les institutions nationales et internationales.

- 1 La diaspora congolaise en Belgique est estimée à 50.000 personnes enregistrées officiellement. Elle dépasse certes ce chiffre du fait de l'exclusion des statistiques des personnes en attente des papiers. Pour plus de détails sur les caractéristiques sociodémographiques de cette diaspora, se référer à W. MUSITU LUFUNGULA, *Comment vivre ensemble ? Le vécu de l'immigration congolaise en Belgique*, Paris, l'Harmattan, Coll. « Questions Contemporaines », 2012, pp. 111-114.
- 2 En Occident, le devoir de solidarité vis-à-vis des autres est davantage institutionnel. Il est réglé au niveau de l'Etat. Alors qu'il est interpersonnel en Afrique. L'idéal serait de combiner les deux formes de solidarité. Là où les critères de sélection en vue de l'acquisition de l'aide sociale seraient défavorables aux uns, la solidarité interpersonnelle interviendrait automatiquement. Et là où celle-ci serait inopérante aux autres, les institutions officielles prendraient le relais.
- 3 Plusieurs études ont montré l'importance de ces transferts dans le développement des pays d'immigration. Lire notamment W. MUSITU LUFUNGULA, op. cit., p. 168 et B. KAGNÉ, « Associations issues de l'immigration et solidarité internationale : un levier pour une citoyenneté transnationale ? », *Osmoses. Revue de l'interculturalité en Wallonie*, n° 33, octobre – novembre – décembre 2004, p. 10.
- 4 S. QUENTIN, « Etude de la migration congolaise et de son impact sur la présence congolaise en Belgique : Analyse des principales données démographiques », *Belgique – RD Congo : 50 années de migration*, Bruxelles, Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, 2010, p. 74.
- 5 F. MAWISA, « La crise politique congolaise vue de l'Occident », *Le Potentiel*, 12 mars 2012.

CRISE POSTÉLECTORALE EN CÔTE D'IVOIRE

RÉCIT MÉDIATIQUE DE LA CHUTE DE GBAGBO

JULES EVARISTE AGNINI TOA

A l'issue des élections présidentielles en Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara, les deux principaux leaders politiques se sont affrontés dans les urnes. Au lendemain du scrutin, les deux camps se sont accusés d'avoir empêché les électeurs de voter dans certaines régions. Chacun a campé sur sa position en réclamant la victoire. Le pays est alors déchiré par une meurtrière crise postélectorale entre le chef de l'Etat sortant Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara reconnu président par la communauté internationale. Dans cette impasse, les forces de l'ONUCI et la Licorne ont lancé un assaut contre la résidence de Laurent Gbagbo avant d'arriver à bout de ce dernier le lundi 11 avril 2011, date de son arrestation.

Cet article est construit autour de l'activité descriptive et narrative textuelle du récit. Il relève donc de la narratologie, théorie qui analyse les composantes et les processus du récit et implique que tout récit a un objet qui peut être centré sur les effets émanant du texte. Sur le plan méthodologique notre corpus est constitué de cinq quotidiens ivoiriens relevant de la presse généraliste nationale à savoir *Fraternité Matin*, *L'Inter*, *Le Patriote*, *Le Nouveau Réveil*, *Le Démocrate* et des dépêches de l'Agence France Presse (AFP) parus dans la semaine du 11 avril 2011 date de la chute de Laurent Gbagbo. Cette étude décrit le conflit armé ivoirien en mettant en scène des personnages centraux et des acteurs périphériques qui viennent alimenter le récit à travers la presse écrite qui intègre leur jargon guerrier et contribue à diffuser et à retracer l'évolution de la crise militaire jusqu'à la chute de l'un des personnages : Laurent Gbagbo. Aussi, le récit fait-il l'inventaire des vies et des morts des acteurs en pointant du doigt les facteurs liés au succès, à l'évolution et/ ou à l'échec de ceux-ci. Cette analyse est plus descriptive que narrative en raison du caractère intensif du conflit qui fait que les personnages n'ont que très peu de temps de parole. Aussi, dans un contexte d'affrontement armé où les canons tonnent sur le champ de bataille, les médias au sens large jouent-ils de toute évidence un rôle prépondérant dans la diffusion des informations sur le conflit, à travers la mise en récit médiatique des événements. Comment les médias ont-ils

décrit dans l'ensemble, le conflit postélectoral ivoirien? Quels sens donne-t-on à l'information opérationnelle dans le récit médiatique?

Du récit médiatique à l'information opérationnelle

Le processus médiatique passe nécessairement par les différents médias. Aussi, ne dit-on pas assez que nos sociétés contemporaines sont hantées par l'incessante récitation du monde. En d'autres termes, les médias jouent un rôle prépondérant dans la logique narrative car lorsque l'information est transmise par ceux-ci, elle privilégie à son tour la voie narrative. Dans cette perspective, il est à indiquer qu'en réalité, un événement ne devient information qu'au moment où il est médiatisé, donc mis en scène, raconté dramatisé, illustré accompagné parfois même d'anecdotes. Dans cette optique, cette information qui est au cœur des médias a besoin d'être élucidée dans notre étude en vue d'une meilleure compréhension de notre analyse. Le sens commun avance même qu'il n'y a pas de démocratie possible sans un bon réseau de communication et sans un maximum d'informations libres. Chacun est bel et bien

convaincu que l'information est source de liberté comme l'indique Ignacio Ramonet, « C'est grâce à l'information que l'être humain vit comme un être libre »⁴. Par ailleurs, c'est dans le même ordre d'idées que tout le monde s'accorde pour dire de nos jours que celui qui détient l'information détient le pouvoir. Ce dernier étant entendu comme le contrôle de la circulation de l'information.

Dans cette vision, l'information semble être alors un véritable outil qui permet la prise de décision et qui n'échappe à aucune administration moderne aujourd'hui. Aussi, faut-il ajouter que maîtriser l'information est devenu un enjeu qu'il ne faut pas sous aucun prétexte ignorer pour le siècle qui s'ouvre car pour Jacques Bregéon, « Tous les observateurs sont unanimes : notre société évolue vers une civilisation dominée par l'information et celle-ci joue un rôle déterminant. Matière de décision, sa maîtrise est la clef de toute réussite, qu'il s'agisse des entreprises ou des Etats. (...) Une nation qui négligerait l'information s'infligerait d'elle-même un handicap qui s'accroîtrait dramatiquement avec le temps et à mesure que les autres sauraient mieux la gérer »⁵. Ainsi, savoir s'informer est une chose car il faut maîtriser à coup sûr les outils de la médiation de l'information.

Une autre chose également, est de savoir informer les autres. Autrement dit, être capable d'évaluer l'information trouvée, en portant sur elle un regard critique qui permet de jauger son poids informatif et de discerner sa qualité scientifique car la responsabilité de l'auteur de l'information peut être engagée à tout moment comme le souligne Claude Morizio, « Si l'on n'est pas responsable de l'information émise, on est malgré tout responsable de sa communication et de son usage »⁶. Si tant est que la responsabilité de tout un chacun est engagée dans la diffusion de l'information, celle du journaliste est encore accrue et cela nécessite que l'on puisse comprendre et accepter de réajuster la multitude d'informations recueillies pour ne retenir que les plus pertinentes possible dans les récits organisés par les médias. A cet effet, le récit a un caractère vraisemblable, et donc le récit médiatique doit aussi être positionné par rapport au vraisemblable, c'est-à-dire fournir une opinion qui relève de l'impartialité puisque le narrateur se doit de suivre les principes de l'authenticité et de la véridicité.

Si la chute du personnage Laurent Gbagbo qui est cœur de notre analyse descriptive a été récitée, c'est parce qu'il y a en dépit de la guerre atroce, le retour des journaux dans les kiosques, un signe qui indique que la presse ivoirienne a repris du service et pour Jean Claude Coulibaly, « Après trois semaines d'interruption pour cause d'insécurité inhérente à la crise postélectorale, la presque totalité de la presse ivoirienne est reparue hier. (...) »⁷. L'analyse est d'emblée centrée sur le traitement journalistique des événements. Celle-ci prend en compte les activités menées par un des personnages principaux, Laurent Gbagbo

dont la connaissance de la vie politique permet de mieux comprendre la suite du récit.

De l'avènement de Laurent Gbagbo au pouvoir à la politique de ruse

Il convient de rappeler succinctement que la Côte d'Ivoire, ancienne colonie française a accédé à l'indépendance le 7 août 1960 et Félix Houphouët Boigny en était le premier président élu. Face à une vague contestation en 1990 de 30 ans de pouvoir sans partage sous le parti unique, Félix Houphouët Boigny a instauré le multipartisme à la demande des syndicats et des partis politiques de l'opposition sous l'instigation de Laurent Gbagbo. Dès lors, Laurent Gbagbo, en fin tacticien, se joue des autres leaders d'opposition pour aller comme le seul opposant à Félix Houphouët Boigny à l'élection présidentielle. Celui-ci a recueilli 18 % des voix, un score plus qu'honorable face à Félix Houphouët Boigny, leader charismatique, mais vieillissant qui a remporté un septième mandat. Adoubé de s'être présenté contre le "sage d'Afrique" au point de le défier à la présidentielle, Laurent Gbagbo, s'est imposé comme le chef de file de l'opposition gauchisante en Côte d'Ivoire.

Après le décès de Félix Houphouët Boigny, le 7 décembre 1993, Henri Konan Bédié, son dauphin constitutionnel lui a succédé à la tête de l'Etat et du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI). Henri Konan Bédié a organisé et remporté la présidentielle de 1995, fortement boycottée par l'opposition et marquée par des violentes manifestations de rues sous l'instigation de Laurent Gbagbo, à la tête du Front Populaire Ivoirien (FPI), parti qu'il a fondé depuis son exil politique. Face à la grogne des soldats qui réclamaient des meilleures conditions de vie dans les casernes, une mutinerie s'est transformée en coup d'Etat, le premier de l'histoire de la Côte d'Ivoire, en décembre 1999. Le Général Robert Guéï a destitué Henri Konan Bédié et l'a contraint aller en exil en France. Le Général Robert Guéï, le nouvel homme fort, « Obnubilé par les délices du pouvoir d'Etat, le Général n'a pas vu venir jusqu'au 24 octobre 2000 où Laurent Gbagbo, rusé au terme d'une élection arrangée et s'appuyant sur une partie de l'armée à sa solde, chasse Robert Guéï du pouvoir ce dernier refusait de reconnaître sa victoire »⁸. En d'autres termes, Laurent Gbagbo, l'opposant historique a accédé à la présidence de la république à l'issue d'une élection controversée dont ont été exclus Henri Konan Bédié (ex-Président renversé fin 1999) et l'ex-Premier ministre Alassane Ouattara. Le régime de Laurent Gbagbo était dès lors, dans la tourmente car il était secoué par plusieurs tentatives de coup d'Etat.

Finalement, le pouvoir de Laurent Gbagbo a été contrarié par une crise militaro-civile le 19 septembre 2002. Celle-ci s'était mue en rébellion qui a abouti à la partition du pays en un Sud loyaliste et un Nord tenu par la rébellion,

rebaptisée Forces Nouvelles (FN). Dès lors, de nombreux accords ont été signés par les deux belligérants à savoir Laurent Gbagbo et les Forces Nouvelles, représentées par Guillaume Soro proche de Alassane Ouattara. Mais très peu ont été respectés par les deux camps. Pour une frange de la classe politique la faute revient à Laurent Gbagbo comme l'écrit Evariste Zong Naba, «...Il n'a pas de parole. Plusieurs accords ont été signés par lui depuis le début de la crise sans qu'il ne respecte un seul. Lomé, Linas-Marcoussis, Accra I, Accra II, Accra III, Prétoria I, Prétoria II (...). Laurent Gbagbo ment en permanence, même quand il est sincère. Il est passé maître dans l'art de la roublardise... »⁹. Il est à indiquer qu'un des plus marquants accords était celui qui s'était déroulé en France le 24 janvier 2003 dans un complexe sportif de rugby, Linas Marcoussis qui avait mis côte à côte les différents belligérants dans une joute oratoire très rude. En effet, les principaux partis et les mouvements rebelles y signaient un accord prévoyant un partage du pouvoir de Laurent Gbagbo et un gouvernement incluant les rebelles.

Une fois signé en France, cet accord était remis en cause dès que les belligérants avaient foulé le sol ivoirien. Dès cet instant même, les manifestations antifrançaises organisées par le camp de Laurent Gbagbo dénoncèrent ces accords. Ainsi, ce revirement de situation était marqué dans les différents discours de contestation de Laurent Gbagbo. D'ailleurs, à l'occasion des condoléances que venait lui présenter les communautés nationales lors de la mort de son père en janvier 2005, Laurent Gbagbo indiquait selon Yacouba Konaté, « Je n'ai jamais signé Marcoussis et je n'aurais jamais signé »¹⁰. Les différents échanges qui avaient ponctué les rencontres dans les capitales africaines avaient "accouché d'une souris" renchérit Yacouba Konaté, « La signature des accords d'Accra III début août 2004, suscita de légitimes espoirs qui se dissipèrent pourtant en quelques mois »¹¹. Dans un environnement émaillé de nombreuses volte-faces de chaque camp, un cessez-le-feu avait été obtenu et signé par les armées des deux camps.

C'est dans une atmosphère de suspicion qu'à cette époque, Laurent Gbagbo a été surnommée par ses adversaires le « boulanger ». Selon ceux-ci, il avait l'art de dire et de se dédire facilement en roulant tout le monde dans de la farine à l'instar du boulanger qui pétrit le pain. Laurent Gbagbo avait déclaré que la guerre était finie dans la mesure où les militaires avaient accepté de taire à jamais leurs armes. A côté des déclarations de bonnes intentions, le 4 novembre 2004, Laurent Gbagbo venait de déclencher l'opération « Dignité » qui avait permis aux avions des Forces Armées de Côte d'Ivoire (FANCI) de violer les cessez-le-feu en bombardant les positions des ex-rebelles à Bouaké. Malheureusement ces raids aériens s'étaient poursuivis jusqu'à une base française à Bouaké faisant neuf soldats français morts et un civil américain et la crise a pris d'autres ampleurs. Aussitôt, la quasi totalité des avions

de combat de l'armée ivoirienne fut anéantie en moins de deux heures par l'armée française. La riposte de la jeunesse « galaxie patriotique », acquise à la cause de Laurent Gbagbo a été immédiate. La communauté française vivant en Côte d'Ivoire était prise pour cible. Elle était agressée et des intérêts économiques français également étaient saccagés et pillés. En d'autres termes, ces événements indiquaient déjà que la France était un des acteurs de la crise ivoirienne. En outre, cette crise de novembre 2004 avait montré les limites de la politique ivoirienne de la France, tout en donnant la mesure de la tragique efficacité des manœuvres internes orchestrées par Laurent Gbagbo dans la gestion de la résistance engagée par les « jeunes patriotes » et leurs partisans grâce à l'influence des médias d'Etat en leur possession. Aussi, Yacouba Konaté ne révèle-t-il pas la main mise des partisans de Laurent Gbagbo sur les médias d'Etat, « La télévision nationale est l'alpha et l'oméga du mouvement patriotique. Les médias d'Etat valident, valorisent et prolongent toutes les actions du régime. Face à la scission du pays (...). La radio et la télévision n'émettent pas en " zones insurgées " »¹².

Suite à de nombreuses dérives dans les tractations, l'ONU avait accepté le maintien de Laurent Gbagbo le 21 Octobre 2005 à son poste au terme de son quinquennat en lui adjoignant Charles Konan Banny, ancien gouverneur de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), un Premier ministre doté de tous les pouvoirs nécessaires. Après une cohabitation tumultueuse, il a été remercié par Laurent Gbagbo qui lui reprochait ses accointances avec la communauté internationale. Aussitôt, Laurent Gbagbo avait négocié et signé un accord d'une autre nature, appelé « l'Accord Politique de Ouagadougou » (APO) avec le chef de la rébellion le 4 mars 2007. Cet accord reprenait la plupart des revendications de Laurent Gbagbo et prévoyait la mise à l'écart d'une communauté internationale dont il dénonçait l'ingérence. A cet effet, Laurent Gbagbo a nommé Guillaume Soro premier ministre, le 29 mars 2007. Ce dernier a préparé vaille que vaille le processus de l'organisation des élections présidentielles reportées six fois depuis 2005. Guillaume Soro obtenait à tour de bras l'organisation du premier tour de l'élection présidentielle le 31 octobre 2011 qui voyaient en tête de liste, Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara. L'ancien Président Henri Konan Bédié en troisième position, s'était allié à Alassane Ouattara pour le second tour.

Au lendemain du second tour entre les deux candidats, Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara, les deux camps s'accusaient mutuellement déjà d'avoir empêché les électeurs de voter dans certaines régions. En dépit de nombreuses difficultés qui ont entouré la proclamation des résultats provisoires, la Commission Electorale Indépendante (CEI) a annoncé la victoire de Alassane Ouattara (54.10%). Ce résultat contesté est vite rejeté par le conseil constitutionnel acquis à la cause de Laurent Gbagbo qui l'a proclamé

vainqueur (51.45%). Chacun a campé sur sa position malgré tout ce qui a été dit auparavant par les deux de respecter les résultats des urnes. Pour Alassane Ouattara et ses alliés, Laurent Gbagbo battu, devrait se plier au verdict des urnes et selon Evariste Zong Naba, « Battu au deuxième tour par un score de 54.10 % contre 45.90 % Laurent Gbagbo opère un véritable braquage électoral (...). Aidé en cela par son ami du conseil constitutionnel Yao N'dré Paul, qui, au mépris de la loi fondamentale qu'il est sensé défendre, proclama le vainqueur après avoir pris soin de rayer de la carte électorale plus de treize départements devant une communauté internationale, atterrée, tétanisée par la surprise »¹³.

Mais les organisations internationales notamment l'ONU, l'UE, ont reconnu la victoire de Alassane Ouattara. Aussitôt, la France, les USA avaient félicité Alassane Ouattara et avaient demandé à Laurent Gbagbo de s'incliner au verdict des urnes. Contre toute attente, le 4 décembre 2010, Laurent Gbagbo a été investi chef d'Etat en nommant Gilbert Aké N'Gbo, Premier ministre. A son tour, Alassane Ouattara avait prêté serment par écrit en "qualité de Président" et avait reconduit Guillaume Soro, Premier ministre. Le pays est alors déchiré par une meurtrière crise postélectorale entre le chef de l'Etat sortant Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara, reconnu président par la communauté internationale. La situation préoccupante, le pays était en proie à une crise qui semble perdurée dans une confusion où l'implication de la France ne fait aucun doute.

Du rôle de la France à l'internationalisation de la crise

Il n'est pas vain de rappeler que la Côte d'Ivoire est l'un des pays de l'espace francophone africain qui a pour seule langue officielle, le français, au détriment d'une langue locale. En outre, la Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao et pays le plus riche de l'Afrique de l'Ouest francophone venait de découvrir du pétrole de meilleure qualité qui a suscité des convoitises dans la communauté internationale. La France la considère comme une "chasse gardée" et n'entend pas qu'elle échappe à son cercle de "pré-carré français". Mais avec l'avènement de Laurent Gbagbo au pouvoir, ses discours corsés, ponctués de néocolonialisme agaçaient de plus en plus Paris et les rapports s'étaient avérés tendus.

Laurent Gbagbo ne manquait pas de haranguer les foules de sympathisants sur des thématiques de la lutte anticolonialiste et la libération de la Côte d'Ivoire. D'ailleurs, pendant la présidentielle, il ironisait en traitant tous les autres candidats «candidats de l'étranger», autrement dit, à la solde de l'occident comme le rappelle Justin Goré Douba, « Je suis le candidat des Ivoiriens contre les candidats de l'étranger... C'est Laurent Gbagbo

qui a placé sa campagne pour l'élection présidentielle de 2010 sous le signe de la lutte pour la libération de la Côte d'Ivoire et de l'Afrique, de la lutte anticoloniale et pour la souveraineté (...) »¹⁴. De Jacques Chirac à Nicolas Sarkozy, la politique de la France à l'égard de la Côte d'Ivoire sous Laurent Gbagbo a connu une certaine «tiédeur». Aussi, le souhait de la France n'est-il pas de voir Laurent Gbagbo quitter le pouvoir. Des manœuvres sont orchestrées pour atteindre cet objectif inavoué. Sur le plan militaire, la France avait installé au lendemain de l'indépendance de la Côte d'Ivoire (1960) une base militaire à Abidjan. Celle-ci, selon les termes du contrat, devait intervenir au cas où la Côte d'Ivoire était attaquée.

Mais cet objectif premier n'avait pas fonctionné pendant la crise militaro-politique. Dans une autre mission, les forces françaises s'étaient déployées depuis septembre 2002 sous mandat de l'ONU. Cette force qui compte en 1650 hommes a pour mission de soutenir la force de paix et l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et assurer la sécurité des Français et étrangers en temps de crise car la France y dispose d'importants intérêts financiers, comme le note K.K. Man Jusu, « La force française la licorne et l'ONUCI ont agi pour l'application stricte de la résolution 1975 de l'ONU qui a autorisé cette intervention pour mettre fin à un drame humanitaire après «quatre mois d'enfer» et à la demande des autorités ivoiriennes »¹⁵. Aussi, cette même résolution votée depuis le 30 mars 2011, avait demandé à Laurent Gbagbo de se retirer en mandatant l'ONU d'utiliser «tous les moyens» pour «protéger» les civils et «prévenir» l'usage d'armes lourdes. Devant l'imminence des hommes de Laurent Gbagbo de s'attaquer à la résidence de l'ambassadeur de France en Côte d'Ivoire pour le président Nicolas Sarkozy, «c'en était de trop». A cet effet, Alassane Ouattara avait sollicité de son homologue français une intervention appuyée de la Licorne décrite par Assane Niada, « ...Mais avant de jeter ses troupes dans cette guerre ivoiro-ivoirienne, il a fallu pour la France, obtenir le ok des Nations Unies via une demande expresse adressée par Ban Ki-Moon au président français (...). Dans ce cas, il faut que l'ONU nous fasse une demande formelle par écrit avait en effet exigé Sarkozy »¹⁶.

Sous le prétexte de cette résolution onusienne, les forces françaises ont porté le coup de pouce décisif aux troupes de Alassane Ouattara dans une crise qui se voulait ivoiro-ivoirienne dès le départ. C'est dans cette perspective que selon l'AFP, la voix du gouvernement de Laurent Gbagbo qui dénonçait les frappes françaises s'était fait entendre à travers son porte parole Ahoua Don Mello, « Il n'y a pas d'autres objectifs pour la France que d'assassiner le chef de l'Etat Laurent Gbagbo, tout le reste n'est que prétexte... » (AFP- 10/04/ 2011)¹⁷. A partir de cette déclaration, on peut indiquer que Laurent Gbagbo, avait senti depuis lors la main obscure de la communauté internationale notamment la France, dans la crise ivoiro-ivoirienne. Entre le camp

Laurent Gbagbo et Paris, il s'en était suivi une polémique médiatique sur l'implication de la France dans cette crise. En effet, plusieurs chaînes de télévision avaient annoncé l'arrestation de Laurent Gbagbo par les troupes françaises. Aussitôt, Paris a démenti les informations en précisant que ce sont les forces de Ouattara qui s'étaient introduites dans la résidence alors que les forces françaises s'étaient contentées de demeurer à l'extérieur dans le périmètre de l'ambassade de France comme le rapporte l'AFP, « Laurent Gbagbo a été arrêté par les troupes de Ouattara, c'est vrai, mais pas par les forces spéciales françaises, qui ne sont pas entrées dans l'enceinte de la résidence du chef de l'état sortant » (AFP- 10/04/ 2011)¹⁸.

A y regarder de plus près, cette polémique engagée a écorné l'image de la France dans la gestion de la crise ivoirienne et pour l'AFP, « (...) La mise hors jeu du président sortant ivoirien Laurent Gbagbo a fait gagner un point à la France dans son engagement politique et militaire en Côte d'Ivoire, mais écorne à nouveau son image de pays voulant prendre ses distances avec des pratiques coloniales d'un autre temps » (AFP- 10/04/ 2011)¹⁹.

De l'assaut final contre la résidence de Laurent Gbagbo

Laurent Gbagbo a été arrêté ce lundi 11 avril 2011, ce n'est pas un « poisson d'avril », c'est une réalité implacable. Cet événement a été précédé d'une opération orchestrée pendant plusieurs jours entre les belligérants sur le théâtre des opérations militaires. Plusieurs combats utilisant une artillerie lourde ont été menés pendant une dizaine de jours avant d'arriver à bout de Laurent Gbagbo. Cette situation avait failli précipiter Abidjan, la capitale économique au bord d'une catastrophe humanitaire. Dans cette tourmente, Laurent Gbagbo venait d'être arrêté, « Laurent Gbagbo et son épouse sont aux arrêts et le cauchemar est terminé » (AFP- 10/04/ 2011)²⁰.

Guillaume Soro, premier ministre de Ouattara, a appelé les forces pro-Gbagbo à se rallier. La télévision pro-Ouattara (TCI) a diffusé en boucle des images de l'ex-président en bonne santé mais visiblement fatigué, et son épouse, prostrée, l'air hagard. Ainsi, quatre jours précédant son arrestation, autrement dit, le jeudi 7 avril 2011, Alassane Ouattara a décrété le blocus de sa résidence. Mais le vendredi 8 avril, la réplique de Laurent Gbagbo a été foudroyante car les forces pro-Gbagbo ont fait abattre sept obus et trois roquettes sur la résidence de l'ambassadeur de France en Côte d'Ivoire qui jouxtait celle de Laurent Gbagbo. Heureusement, il n'a été enregistré aucun blessé. Laurent Gbagbo a continué dans sa logique en ordonnant à partir de sa résidence le samedi 9 avril 2011, l'attaque au mortier du Golf hôtel, le quartier général de Ouattara. Pendant une heure de combat, Laurent Gbagbo a donné des sueurs

froides à son adversaire Ouattara qui s'est convaincu plus encore que Laurent Gbagbo détenait des armes lourdes dont il faut se méfier. La preuve était que les frappes de l'ONUCI et de la Force Licorne, le 4 avril 2011 n'avaient pas suffi pour anéantir Laurent Gbagbo qui a demeuré dans le combat, « Laurent Gbagbo réussit à renforcer son dispositif de défense.

A Cocody, les pilotes d'hélicoptères de l'ONUCI en reconnaissance ont constaté avec effarement qu'une soixantaine de blindés et de *pick-up* sont venus des camps militaires d'Agban et d'Akouédo pour protéger la résidence » (Le Démocrate- 27/04/2011, p.8)²¹. A cet effet, le doute a commencé à s'installer dans le camp de Ouattara surtout lorsqu'il a subi l'attaque du Golf hôtel. Il fallait trouver vite une solution pour venir à bout de Laurent Gbagbo qui a relevé la tête. Des appels de Soro Guillaume à l'aide étrangère allaient se multiplier comme l'indique le quotidien L'Inter, « Soro Guillaume, presse Ouattara de demander à l'ONU et à la France une deuxième série de frappes sur les armes lourdes de Laurent Gbagbo (...). Ouattara contacte Paris et New York... L'opération peut être couverte par la résolution 1975 du conseil de sécurité de l'ONU (...). Si les frappes ne réussissaient pas, le camp Gbagbo pouvait gagner la bataille » (L'Inter- 27/04/2011, p.11)²². Il a semblé que le président Nicolas Sarkozy a hésité à s'investir pleinement dans la bataille mais il a redoublé d'énergie pour ne pas laisser s'enliser le conflit ivoirien avec le risque certain de voir surgir des règlements de comptes ethniques voire religieux. En prélude aux frappes, les hélicoptères de la Licorne ont tourné au-dessus de Cocody pour identifier une à une les armes lourdes du camp Gbagbo avant de passer immédiatement en action, « Les deux Mi-24 de l'ONUCI, pilotés par des Ukrainiens, entrent en action... Ils attaquent les canons et les blindés qui protègent le palais présidentiel, au Plateau...A la nuit tombée, les quatre «Gazelle» de la Licorne, appuyés par un Puma, prennent le relais pour des frappes précises et continues (...). L'état major français annonce que le terrain est nettoyé » (Jeune Afrique - 22/04/2011)²³.

Ainsi, Soro Guillaume a lancé ce lundi 11 avril 2011, les Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) à l'assaut du dernier carré du camp Gbagbo. Ce dernier, les a repoussées aussitôt en détruisant cinq *pick-ups* sur sept. Les FRCI se sont montrées à l'évidence que rien n'était encore joué, ils se replièrent. L'état major à Paris a informé qu'il fallait en finir avec Gbagbo, « (...) Les hélicoptères de la Licorne décollent à nouveau. Cette fois, ils ciblent plus seulement les blindés autour de la résidence. Ils frappent à l'intérieur de l'enceinte, et tirent sur les canons bitubes placés dans les ouvertures du bâtiment. Le mur mitoyen de la résidence de Laurent Gbagbo à celle de l'ambassadeur de France s'était effondré sous l'effet de souffle d'une explosion » (Le Démocrate- 27/04/2011, p.8)²⁴. La cause de Laurent Gbagbo semblait être entendue car la pâte a été à l'évidence mâ-

chée par les soldats français. Laurent Gbagbo s'était résolu à se rendre parce que ses moyens de défense ont été totalement neutralisés et le dernier carré des combattants a pris la fuite.

Laurent Gbagbo par le biais de son secrétaire général de la présidence dont les circonstances de la mort n'ont pas été encore élucidées avait entamé les négociations avec l'ambassadeur de France. Aux environs de 13 heures, les tractations terminées, Laurent Gbagbo a concédé à se rendre aux forces républicaines contrairement à ses vœux de le faire devant les soldats français en qui il prétendait faire plus confiance. Une fois sorti de son « bunker » où il s'était retranché depuis une semaine devant l'offensive des forces de la Licorne et des FRCI avec des membres de sa famille et des fidèles, l'ancien chef d'Etat avait lancé selon l'AFP, « Ne me tuez pas » (AFP- 11/04/ 2011)²⁵. C'était les premiers mots prononcés par Laurent Gbagbo quand ses tombeurs étaient venus le chercher à sa résidence d'Abidjan. Aussitôt Laurent Gbagbo fut accueilli par les chefs de guerre, « ... Les chefs de guerre, Chérif Ousmane, Morou Ouattara, Wattao et le commandant Hervé Touré, ce dernier lui a porté un gilet pare-balle et lui a mis un casque pour le protéger contre certains éléments qui voulaient en finir avec lui tout de suite... Le couple Laurent Gbagbo a été conduit au Golf Hôtel, QG de Ouattara » (AFP- 11/04/2011)²⁶. Déjà, la télévision (TCI), symbole du coup de Ouattara, diffusait en boucle des images historiques, aux airs de catharsis pour une bonne moitié du pays, « Laurent Gbagbo "K-O" dans sa suite, assis sur un lit, son fils Michel, un métis né d'un premier mariage avec une Française venait de lui tendre une serviette blanche avec laquelle il s'était épongé le visage ainsi que les aisselles » (AFP- 11/04/ 2011)²⁷. Ce lundi 11 avril 2011, c'était la fin humiliante d'une décennie de règne mouvementé du couple présidentiel.

Dès lors, certains chefs d'Etats et présidents de commissions ne s'étaient pas privés de commentaires sur l'arrestation de Laurent Gbagbo. Ainsi, le président des USA Barack Obama avait salué le jour même, l'arrestation du président ivoirien sortant Laurent Gbagbo et avait appelé "tous les groupes miliciens" à déposer les armes. Dans cette même optique, "le très influent" sénateur John Kerry, président de la commission des affaires étrangères du sénat américain avait pour sa part estimé que la chute de Laurent Gbagbo donnait à la Côte d'Ivoire la chance de prendre un nouveau départ. Quant aux capitales africaines, les voix de Dakar et de Ouagadougou s'étaient fait aussitôt entendre. Ainsi, le président sénégalais Abdoulaye Wade, dont les relations avec son ex-homologue ivoirien étaient tendues déclarait que la Côte d'Ivoire allait enfin sortir de la situation difficile dans laquelle l'avait plongée Laurent Gbagbo. L'on a noté le même son de cloche pour le Burkina Faso, pays frontalier de la Côte d'Ivoire qui abrite une forte communauté d'au moins trois millions de burkinabés que le régime Gbagbo avait toujours accusé de soutenir la rébellion. L'annonce de

l'arrestation de Laurent Gbagbo selon l'AFP, « Elle a été accueillie au Faso par une explosion de joie, klaxons bloqués, «youyous», cris de joie... » (AFP - 11/04/ 2011)²⁸. Ainsi, la fin du règne de Laurent Gbagbo ouvre une nouvelle page à Alassane Ouattara.

Depuis l'avènement de la crise, les médias ivoiriens n'avaient cessé de décrier leur liberté parfois violée par le pouvoir en place. Aussi, le sens commun n'avance-t-il pas qu'il n'y a pas de démocratie possible sans un bon réseau de communication et sans un maximum d'informations libres. Les deux camps politiques adverses ont semblé se convaincre de l'idée selon laquelle celui qui détient l'information, détient le pouvoir. Ainsi, chacun a cherché à contrôler le pouvoir à travers la circulation de l'information ce qui explique que la crise militaro civile, des champs des opérations militaires, s'est cristallisée dans les médias qui relayaient chaque fois les bouts de phrases enflammées des leaders politiques.

Dans cette perspective, il s'est posé non seulement la problématique de la liberté de la presse mais surtout des difficultés liées au processus d'application des différents accords signés. Devant les informations mal relayées par les médias, les protagonistes se sont aussitôt rétractés par la suite en foulant au pied ces accords. Aussi, les événements médiatiques avaient montré en filigrane le rôle obscur joué par la France et la communauté internationale dans la crise ivoiro-ivoirienne. Les nombreux démentis de Paris ont eu du mal à convaincre l'opinion nationale ou internationale de son implication dans cette crise. Paris ayant compris que son image pourrait en souffrir, avait commencé à soigner celle-ci au lendemain de la capture de Laurent Gbagbo en plaidant pour la réconciliation ivoirienne et la création d'un gouvernement d'union nationale. Paris a également promis son aide économique et de faire partir ses unités militaires dès que cela sera possible. Ainsi, avec l'avènement de Alassane Ouattara au pouvoir grâce au dénouement militaire de la crise ivoiro-ivoirienne par la communauté internationale, la Côte d'Ivoire renouera-t-elle avec une presse totalement démocratique ?

- 1 B. JUANALS, La Culture de l'information, du livre numérique. Dictionnaire historique de la langue française. Paris : dictionnaire Le Robert, 2000, pp. 1832-1833.
- 2 Le terme « informatique » selon Juanals Brigitte, Op.Cit., p.5, a lui même été formé à partir du mot « information » pris dans son sens mathématique ; il a été en 1962 développé par Ph. Drefus sur le modèle mathématique et électronique.
- 3 M. BEDOUET, F. CUSINIEZ, Vocabulaire de la communication, guide pratique pour l'encadrement. Paris : ESF, 1995, p. 105.
- 4 I. RAMONET, La Tyrannie De la communication. Editions, Gallilée, 1999, pp.33-34.
- 5 J. BREGEON, Maîtriser l'information économique, un défi à relever pour la France, Réalités Industrielles, 1992, p. 15.
- 6 C. MORIZIO, La Recherche de l'information. Armand Colin, 2004, pp. 118-119.
- 7 J.C. COULIBALY, « Pourquoi Laurent Gbagbo doit être jugé », Abidjan, Le Patriote, n°3426, mardi 19 avril 2011, p. 3
- 8 J.C. COULIBALY, Op-Cit., p. 7.
- 9 E. ZONG NABA, « Une imposture théologique », Abidjan, Le Démocrate, n°158, mardi 19 avril 2011, pp.4-5.
- 10 YACOUBA KONATE, « Côte d'Ivoire : le canaris d'eau de Jacques Chirac », Politique africaine, médias, journalistes et espace public, Edition Karthala, Paris, 2005, n° 97, pp.117-132.
- 11 YACOUBA KONATE, Ibid., p.121.
- 12 YACOUBA KONATE, Ibid., p.131.
- 13 E. ZONG NABA, Op-Cit., pp.4-5.
- 14 J. GORE DOUBA, « Laurent Gbagbo était "un faux type" », Abidjan, Le Nouveau Réveil, n° 2770, mercredi 20 avril 2011, p.8.
- 15 K.K. MAN JUSU, « La leçon à tirer pour toute l'Afrique », Abidjan, Le Nouveau Réveil, n°2769 mardi 19 avril 2011, p.5.
- 16 ASSANE NIADA, « Des révélations sur la chute de Gbagbo », Abidjan, L'Inter, n°3868, mardi 19 avril 2011, p.2.
- 17 <<http://news.abidjan.net/h/396506.html>>. Dépêches Afp, consultées, le 10 avril 2011.
- 18 <<http://news.abidjan.net/h/396588.html>>. Dépêches Afp, consultées, le 10 avril 2011.
- 19 <<http://news.abidjan.net/h/396613.html>>. Dépêches Afp, consultées, le 11 avril 2011
- 20 <<http://news.abidjan.net/h/396568.html>>. Dépêches Afp, consultées, le 12 avril 2011
- 21 Le démocrate, « Les dernières heures d'un président », Abidjan, n°164 mercredi 27 avril 2011, p.8.
- 22 L'Inter, « Les dernières heures de la chute de Gbagbo », Abidjan, n°3874 mercredi 27 avril 2011, p.11
- 23 <[Http://www.jeuneafrique.com](http://www.jeuneafrique.com)>. article, page consultée le 28 avril 2011.
- 24 Le Démocrate, Op-Cit., p.8.
- 25 <<http://news.abidjan.net/h/396562.html>>. Dépêches Afp, consultées le 11 avril 2011
- 26 <<http://news.abidjan.net/h/396562.html>>. Dépêches Afp, consultées le 11 avril 2011.
- 27 <<http://news.abidjan.net/h/396593.html>>. Dépêches Afp, consultées le 12 avril 2011
- 28 <<http://news.abidjan.net/h/396568.html>>. Dépêches Afp, consultées le 11 avril 2011.

MÉDIATIQUES

NUMEROS PAPIERS DOSSIER DES NUMÉROS PARUS

- N° 16 – LA SENSATION
- N°17 – COMMÉMORATION ET TÉLÉVISION
- N°18/19 – L'ANNÉE 1999
- N°20 – LA PRESSE DE QUALITÉ
- N°21 - LE DISCOURS POLITIQUE
- N°22/23 - L'ANNÉE 2000
- N°24 - ACCÈS À L'INFORMATION
- N°25 - LA NOUVELLE GUERRE MÉDIATIQUE
- N°26/27 - L'ANNÉE 2001
- N°28 - L'INFORMATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE
- N°29 - LES UNIVERS SONORES RADIOPHONIQUES
- N°30/31 - LES ENJEUX DU JOURNALISME
- N°32 - IRAK - ÉTATS-UNIS
- N°33 - LES DÉBUTS DE LA TÉLÉVISION BELGE
- N°34 - LA PRESSE ENFANTINE
- N°35 - LES NON-PROFESSIONNELS DE L'INFORMATION
- N°36 - VU DU SUD, VU DU NORD
- N°37 - LE PHOTOJOURNALISME
- N°38 - DISCOURS POPULISTES ET EXTRÉMISTES
- N°39 - COMMENT PARLER DE L'AUTRE ?
- N°40 - NOUVELLES PRATIQUES RADIOPHONIQUES
- N°41 - CRISE POLITIQUE ET MÉDIAS
- N°42 - RÉCITS SPORTIFS MÉDIATIQUES
- N°43 – LA PRESSE, DE CRISE EN CRISE
- N°44 – LES MINEURS DANS LES MÉDIAS
- N°45 – LA GRIPPE A H1/N1

NUMEROS EN LIGNE DOSSIER DES NUMEROS PARUS

- N°46 – ENSEIGNER LA DEONTOLOGIE
- N°47 – L'IDENTITE EN QUESTION
- N°48 – CRISE : L'ANTI-FEUILLETON POLITIQUE
- N°49 – RECIT MEDIATIQUE ET JOURNALISME NARRATIF

LA DÉFENSE DU CAPITAL INTELLECTUEL DU JOURNALISTE

LE CAS ITALIEN

ANNA MARIA VOLPE

Le métier journalistique n'est pas un métier comme les autres. Il présuppose le fait de se mettre en jeu d'une façon plus personnelle. En présentant un JT ou en signant un article, le journaliste expose directement sa propre personne. L'attitude du journaliste face à son travail est tout à fait particulière. Il le perçoit comme sa création, son bébé. Il y a donc une motivation en plus pour le défendre et pour protester lorsqu'il sent que l'éthique et la déontologie de la profession ne sont pas respectées. L'analyse que l'on fera de ces thématiques se développe dans un contexte tout à fait spécifique : la période que l'information italienne télévisée a vécue sous Silvio Berlusconi. Pour rappel, Silvio Berlusconi est le propriétaire et fondateur du colosse privé Mediaset, mais il a eu aussi, en tant que Président du Conseil (de 2001 à 2006 et de 2008 à 2011), une énorme influence sur la Rai, chaîne publique italienne. Afin de mieux entamer la réflexion sur la défense du rôle journalistique et de son autonomie face au pouvoir, on partira d'un cas empirique dont tous les médias italiens ont parlé pendant longtemps.

Tout commence en mai 2010 avec une lettre de démission écrite par la journaliste et présentatrice du Tg1 de 20h, Maria Luisa Busi, au directeur Augusto Minzolini : «*Cher Directeur, je vous écris pour vous présenter ma démission. La situation qui s'est déterminée au sein de la rédaction du Tg1 ne me permet plus de continuer mon rôle de présentatrice. Il s'agit pour moi d'un choix très difficile, mais obligatoire. Je considère que la ligne éditoriale que vous avez donnée au journal télévisé engendre une sorte de détournement dangereux. Ce que le Tg1 risque est de devoir faire face à une perte définitive de crédibilité. Ce journal, qui était le journal télévisé de tous les Italiens, est devenu partial, le journal d'une seule voix. Cher Directeur, je pense qu'il faut plus de respect pour nos spectateurs. C'est au nom du respect et de l'amour que je ressens pour ce journal que je décide de quitter la rédaction*».

Maria Luisa Busi, journaliste affirmée de la télévision italienne, décide de dénoncer publiquement la ligne fortement politisée et proberlusconienne d'Augusto Minzolini, soulevant un cas auprès de l'opinion publique italienne et aussi auprès du monde journalistique de la péninsule. Elle n'est pas la seule, mais la première d'une série. La deuxième journaliste qui pose des problèmes au

directeur est Tiziana Ferrario. La présentatrice, suite au désaccord sur la ligne éditoriale avec

Minzolini, avait déjà été licenciée de son poste en mars 2010. Le 28 décembre 2011, le juge du Tribunal de Rome section « Travail » a prononcé la sentence avec l'ordre de réintégrer Tiziana Ferrario dans son rôle. La sentence parle clairement d'une "grave lésion à son professionnalisme pour des raisons de discrimination politique". Tiziana Ferrario, comme Maria Luisa Busi, n'a fait que défendre son autonomie intellectuelle et a invité ses collègues et le public à réfléchir : «*Depuis longtemps, nous faisons les premières pages des journaux. Mais toute cette attention est due aux polémiques qui nous concernent en tant que rédaction du principal JT italien. On ne fait que perdre des spectateurs. La limite du 30% de part du marché, qui a toujours représenté une défaite pour nous, a été abondamment dépassée*». Et encore, pour terminer, le dernier problème d'Augusto Minzolini, s'appelle Elisa Anzaldo. «*Cher Directeur, je vous écris pour présenter ma démission. Je pense que ce n'est plus possible pour moi de représenter un journal télévisé qui viole tous les jours les plus basiques*

devoirs de l'information publique: équilibre, exactitude, impartialité ». En plus, dans cette lettre, Elisa Anzaldo dénonce tous les épisodes liés à la mauvaise information du Tg1 comme les omissions concernant le RubyGate 7. A la lumière de tous ces événements, la première considération qui ressort clairement est que si le journaliste de presse écrite peut se refuser à signer un article, le journaliste télévisé peut protester en refusant d'apparaître à l'écran. Il quitte son rôle d'interface d'une rédaction en laquelle il ne croit plus pour défendre son rôle, sa liberté de penser.

Les spécificités du journalisme télévisé et du rôle du présentateur

Une première observation que l'on peut faire est donc relative à la puissance de l'image qui nous oblige à réfléchir sur la manière dont le rapport avec le public se modifie en fonction du type de journalisme. La télévision a le pouvoir de réduire et même d'annuler la distance traditionnelle du public face à un événement. A ce sujet, une réflexion de Marshall McLuhan sur la télévision et la politique est très significative. L'auteur de *The Global Village* nous suggère que les messages produits par le journalisme télévisé ont un pouvoir qui échappe souvent à celui du journaliste, indépendamment de sa conscience². Plus le journaliste est conscient de ce pouvoir, plus il pourra l'exploiter pour faire passer le message qui lui convient le mieux. En télévision, toujours selon McLuhan, les contenus ne sont pas si importants. Ce qui compte c'est le message qui arrive à travers les images. Les présentateurs du JT, normalement, sont très conscients de cet aspect. Ils se rendent compte de ce que présenter un JT signifie dans la construction d'un imaginaire collectif. Et, bien sûr, dans la construction d'une opinion collective aussi. Surtout en Italie, où, selon le Censis (Centro Studi Investimenti Sociali), 43,9% de la population ne lit pas les quotidiens. Par contre, tous les Italiens regardent la télévision (97,4%) et les journaux télévisés représentent, juste après les films, le genre le plus apprécié³.

Voilà pourquoi le travail du présentateur est très délicat. Il est aussi caractérisé par des problématiques plus subtiles liées à la déontologie professionnelle. Il faut, en effet, saisir quelle est la frontière entre information et manipulation. Si, comme dans le cas italien, le pouvoir politique influence la sphère de l'information publique, on comprend bien à quelles implications un présentateur peut devoir faire face.

Les spécificités du journalisme politique dans la télévision italienne

Une autre clé fondamentale de lecture pour interpréter les réactions des trois journalistes est liée au rôle du journalisme politique en Italie. Sans cet outil, on n'arrivera jamais à comprendre pourquoi la situation au sein de la rédaction

du Tg1 était devenue si délicate. Et surtout on n'arrivera jamais à comprendre les raisons liées aux questions déontologiques qui ont motivé le choix de Maria Luisa Busi, Tiziana Ferrario et Elisa Anzaldo. La culture journalistique italienne a été - et sous certains aspects, est encore - caractérisée par ce qui est appelé *pastone* (mélange). Le *pastone* est l'un des symboles du journalisme écrit italien, un genre qui est tout à fait typique de cette culture et qui reflète sa situation politique.

Alberto Papuzzi décrit le *pastone* comme un *grand conteneur dans lequel toutes les nouvelles de la journée politique sont mélangées*⁴. Augusto Minzolini, en tant que directeur du Tg1, a su importer ce genre dans le journal télévisé. Les services du Tg1, où l'on écoute toutes les voix de la politique italienne qui s'expriment sur un sujet, sont innombrables. Avec la justification du *politically correct*, le Tg1 est devenu l'instrument d'expression préféré de tous les politiciens. Pour cette raison, le choix du directeur du Tg1 n'est pas un acte fortuit. Au contraire, cette décision dépend fortement de la majorité politique au pouvoir. Augusto Minzolini a été, en fait, nommé par le Conseil d'administration de la Rai qui est un organe dérivant de la majorité parlementaire.

La nomination du directeur du Tg1 et du Conseil d'administration de la Rai

Le Conseil d'administration de la Rai est composé de 9 membres dont 7 nommés par la Commission parlementaire de vigilance de la Rai et 2 nommés par le Ministère de l'Économie et des Finances. La Commission parlementaire a pour but de surveiller l'activité de la chaîne publique. Voilà pourquoi beaucoup d'observateurs, de commentateurs, de journalistes et de forces politiques minoritaires accusent la Rai de se soumettre au pouvoir politique du parlement et du gouvernement et de ne pas être capable d'assurer une information indépendante qui ne soit pas influencée par les ministres et les députés. Le péché originel de la Rai serait le lotissement, c'est-à-dire la distribution dans les rôles clés d'une série de personnes choisies par les partis politiques.

Le lotissement trouve ses origines dans les années 80, lorsque, afin de garantir l'impartialité et le pluralisme de l'information télévisée, les trois principaux partis (la Démocratie chrétienne, le Parti socialiste et le Parti communiste) ont décidé de se répartir les trois JT. Avec le deuxième gouvernement Berlusconi (2008-2011), cette distorsion du service public deviendra éclatante, renforcée par l'énorme conflit d'intérêt, jamais résolu : être en même temps le Président du Conseil d'un pays (avec un contrôle sur les organes d'information) et libre entrepreneur dans le domaine de la communication.

Le journaliste de l'Unità, Francesco Parid, soutient que les

anomalies de Berlusconi sont au nombre de quatre et elles donnent à son conflit d'intérêt des proportions énormes. La première concerne le fait qu'il est un entrepreneur devenu chef du gouvernement. Comment est-ce que l'on peut éviter qu'il utilise ce rôle pour favoriser ses entreprises ?

Et comment éviter que ces entreprises ne lui donnent un avantage dans la vie politique ? En Italie, il n'y a pas encore une loi qui puisse répondre à ces questions. La deuxième anomalie concerne le duopole télévisé. Pour quelle raison un entrepreneur privé doit avoir la même dotation des chaînes qu'un organe public ? Cette division du marché est la négation même du capitalisme. Selon Pardi, il faudrait éliminer cette concentration en réduisant le nombre de chaînes possédées par les opérateurs privés et garantir une compétition plurielle. La troisième anomalie est la plus évidente. Dans aucun pays, on ne peut posséder un monopole télévisé et être, en même temps, Premier ministre. Il faudrait définir d'une façon définitive l'incompatibilité absolue entre l'exercice d'un rôle au gouvernement et la possession de tels moyens de communication. Qui possède le pouvoir pour influencer le résultat électoral ne devrait pas avoir la possibilité d'être élu. Enfin, la quatrième anomalie est liée à la contraposition entre Berlusconi et la magistrature qui accompagne depuis toujours l'aventure politique de cet homme.

L'anomalie qui a le plus influencé l'utilisation du Tg1 à des fins politiques est la première. Elle a aussi un poids dans la nomination d'Augusto Minzolini à la tête du JT. On citera juste trois épisodes qui ont été au centre des critiques et qui ont fait scandale au sein de l'information italienne. Au cours de l'été 2009, la rédaction passe sous silence la nouvelle sur le scandale sexuel de Berlusconi. Minzolini répond aux critiques en soulignant qu'il ne veut pas focaliser son JT sur les potins. Les comités de rédaction des trois JT de la Rai écrivent, en réaction, un communiqué où ils offrent leur solidarité aux collègues du Tg1 et critiquent fortement l'attitude du Directeur. Deuxième épisode: février 2009, un présentateur du JT donne la nouvelle de l'absolution de l'avocat anglais David Mills⁵ tandis qu'il s'agit d'un cas de prescription. Enfin, le 26 février 2010, l'Agcom (Autorité pour la garantie dans la communication) inflige au Tg1 une sanction de 100.000 euros pour avoir violé l'équilibre entre forces politiques, donnant plus d'espace au Parti des libertés de Silvio Berlusconi. Tous ces épisodes ont engendré au fil du temps un malaise de plus en plus fort au sein de la rédaction qui éclatera tout d'un coup.

Les principes de la déontologie italienne et ses bases juridiques

Comprendre le fonctionnement de l'Ordre des journalistes est nécessaire afin de saisir les mécanismes qui règlent la

déontologie italienne. L'Ordre national des journalistes est un organisme public italien auquel l'inscription est obligatoire pour ceux qui veulent exercer le métier. Il est organisé sur base régionale. Il doit garantir le respect des critères pour l'inscription, veiller sur le travail du journaliste et le défendre. Pour ce faire, l'Ordre peut utiliser plusieurs textes. La charte italienne qui constitue un point de référence pour la profession journalistique est la Charte des devoirs du Journaliste. Signée par l'Ordre des journalistes et par la Fédération nationale de la presse le 8 juillet 1993, la Charte s'ouvre avec la citation intégrale de l'article 2 de la loi 69 du 1963⁶ sur les droits et devoirs des journalistes et se conclut en rappelant les sanctions disciplinaires que la violation des normes peut engendrer. Cette charte, qui est la représentation complète de la déontologie professionnelle, rappelle au respect de la personne, à la non-discrimination, à la correction des erreurs, à la rectification, à la prétention d'innocence. On y trouve aussi la défense de publier des images violentes, la tutelle de la vie privée, des mineurs et des personnes malades ou handicapées. Jusque là rien de nouveau. Mais la Charte souligne aussi l'incompatibilité entre le travail journalistique et les intérêts qui sont en conflit avec la recherche de la vérité. Le lien entre ce qui se passait au Tg1 et la violation de cette dernière recommandation est assez évident. L'article 2 et l'article 48 de la loi 69/1963, qui ouvrent la Charte, sont très clairs. Ces articles obligent le journaliste à apparaître correct et respectueux de son rôle. Ils mettent aussi l'accent sur le type de rapport qui devrait animer une rédaction: « *Journalistes et éditeurs devraient développer l'esprit de collaboration et la confiance entre collègues, entre journalistes et éditeurs, entre presse et lecteurs/spectateurs* ». L'article 48 met plutôt en évidence les conséquences disciplinaires pour les personnes inscrites à l'Ordre des Journalistes et qui se rendent coupables d'avoir lésé la dignité du métier ou de l'Ordre. La procédure disciplinaire est entamée par le Conseil Régional ou sur la base d'une demande présentée par le procureur général.

Savoir quelles sont les conséquences d'un manque de respect de la déontologie est nécessaire parce qu'on pourrait ensuite imaginer les possibles scénarios auxquels Minzolini aurait pu faire face, on peut mieux comprendre les motivations des trois présentatrices et on peut, enfin, envisager les raisons d'une certaine faiblesse du système italien.

La Cour de Cassation a reconnu que les règles déontologiques ont une nature juridique « *Le droit italien prend aussi en considération des cas dérivant de la violation des codes déontologiques des Ordres professionnels. Il s'agit de normes obligatoires pour les inscrits à l'Ordre mais qui intègrent aussi le droit objectif afin de configurer l'illicite disciplinaire* » Avec la sentence n. 16145/2008, la Cour de Cassation prononce un avis définitif sur cette question: « *Cette Cour enregistre un changement radical qui prévoit l'affirmation définitive des codes déontologiques des*

Ordres professionnels dans le système du droit italien». C'est donc possible d'intégrer les clauses générales avec des sources normatives infra-législatives comme les normes déontologiques. Le Directeur d'une rédaction doit donc se soumettre à des principes qui sont liés à la déontologie et au droit. En Italie, les normes professionnelles (autrement dit la déontologie) donnent naissance au système de l'autorégulation qui n'est pas, comme en Belgique, un système détaché de celui de l'hétéro-régulation (c'est-à-dire le droit). Au contraire, ils sont intimement connectés. Augusto Minzolini, en tant que Directeur du TG1, était aussi responsable de l'autonomie professionnelle de ses rédacteurs. Il devait être honnête envers ses spectateurs/lecteurs et agir pour renforcer la confiance entre presse et public. Le Directeur qui viole la liberté du journaliste ou celui qui utilise la censure extérieure viole un principe sacré inscrit même dans la Constitution italienne⁹.

De plus, l'Ordre des journalistes empêche d'instrumentaliser la profession et de la mettre au service de pouvoirs extérieurs pour poursuivre des buts qui n'ont rien à voir avec l'indépendance, la bonne foi, le respect des lecteurs et des faits. L'autonomie de la profession se base sur le respect des règles fixées dans la loi professionnelle. L'article 1 du Cnlg (Contrat national du travail journalistique) affirme que « la loi n° 63 de l'Ordre Professionnel du 3 février 1963 garantit l'autonomie professionnelle des journalistes et fixe les contenus de leur déontologie professionnelle. Les journalistes doivent exercer leur liberté d'information et critique tout en respectant la personnalité des autres, la vérité substantielle des faits toujours observés selon les devoirs imposés par la loyauté et la bonne foi ». Ceux qui violent ces principes ne respectent pas leur réputation, la dignité de l'Ordre auquel ils appartiennent.

Conclusions sur la base des chartes internationales de déontologie

Dans *Journalisme et Vérité*, D.Cornu parle des aspects qui sont garants de l'indépendance du journaliste. En premier lieu, il explique le désintéressement. La Déclaration de Munich empêche les journalistes de recevoir un quelconque avantage en raison de la publication ou de la suppression d'une information. La plupart des codes contiennent ce point. En principe, le journaliste doit refuser d'être acheté, que ce soit pour parler ou pour se taire. Il peut s'agir d'un avantage matériel aussi bien que moral¹⁰. Dans la théorie, la recommandation est limpide.

Dans la pratique, elle n'est pas si claire. En tant que représentants du quatrième pouvoir, les journalistes sont courtisés par le pouvoir. Avec des cadeaux, des voyages, des promotions. Les pièges guettent, surtout si l'on considère que la rigueur absolue tient de l'utopie.

Il faudrait alors réfléchir sur ceux qui peuvent corrompre les journalistes et sur leur influence dans ce domaine. Dans le cas italien, le fait qu'un Premier Ministre, et puissant homme d'affaire, puisse avoir ce fil direct et privilégié avec le Directeur de la rédaction la plus suivie du pays, place les journalistes dans un contexte assez délicat. Jusqu'à quel point sont-ils libres de refuser une ligne éditoriale ?

Le point central ne relève pas seulement de l'attitude du journaliste et du respect de sa déontologie, mais aussi de l'exigence de trouver des équilibres et des limites aux influences du pouvoir dans un système démocratique. La Rai n'a jamais été exempte de la flatterie du pouvoir. La situation que le service public italien a vécue sous Berlusconi n'est que la pointe de l'iceberg. Afin de faire une réflexion intellectuellement honnête, il faut donc mettre l'accent sur qui corrompt, qui ou quoi lui donne la possibilité de corrompre, c'est-à-dire un système malade, et pas seulement sur les corrompus qui sont la dernière partie de la chaîne et qui ont quand même leur responsabilité.

Le discours revient donc à la capacité de résister aux pressions. Au titre des devoirs, la dernière disposition de la Déclaration de Munich commande au journaliste de refuser toute pression et de n'accepter de directives rédactionnelles que de la part des responsables rédactionnelles. Mais, comme on le disait précédemment, elle ne circonscrit pas la vraie problématique, qui reste beaucoup plus floue. Qu'est-ce qu'il se passe si même les responsables rédactionnels sont "esclaves du pouvoir". C'est cette situation qui a engendré les démissions des trois présentatrices. Les Chartes ont toujours des limites parce qu'elles sont liées à la théorie.

Les journalistes ne sont pas à l'abri de menaces ou d'intimidations de la part des pouvoirs politiques. Surtout en Italie, où le mélange de pressions politiques et économiques a atteint un niveau remarquable. Quelle chaîne de télévision n'a pas été saisie d'une demande de suppression des séquences avant la diffusion d'un reportage d'actualité. Dans le cas du Tg1, cette demande arrivait d'un double niveau (économique et politique) et, chose encore plus paradoxale, du propriétaire de la chaîne concurrente. En ce qui concerne le respect de la ligne générale de l'organe d'information, la Déclaration de Munich utilise cette formulation « *Le journaliste a le droit de refuser toute subordination qui serait contraire à la ligne générale de l'organe d'information auquel il collabore telle qu'elle est déterminée par écrit dans son contrat d'engagement, de même que toute subordination qui ne serait pas clairement impliquée par cette ligne générale* ».

Selon Daniel Cornu, la disposition est importante et nous fait réfléchir sur un point critique qui traverse depuis toujours le monde du journalisme. D'un côté, le journalisme est la personnification de la liberté de presse, il se sent donc investi d'une mission publique. Mais de l'autre côté, il est

salarié d'une entreprise et sa liberté risque en permanence de se heurter aux objectifs de l'entreprise, des objectifs économiques, politiques ou moraux. Ces principes sont représentés par le directeur de la publication ou le rédacteur en chef, dont il dépend. La singularité du Tg1 réside dans le fait que la pression politique est complètement détachée de la pression économique dans le sens où Augusto Minzolini va contre les exigences purement commerciales de l'entreprise Rai. On l'a bien vu, la nécessité de satisfaire la majorité politique se heurte à la nécessité de satisfaire le public et d'augmenter l'audience. Pour cette raison, il y eu une "double révolte" du côté de la rédaction et du côté de la présidence de la Rai, qui ne pouvait plus se cacher face à cette schizophrénie.

Et enfin...La vérité, le devoir fondamental

Albert Camus le savait très bien : «*La presse, lorsqu'elle est libre, peut être bonne ou mauvaise; mais assurément, sans la liberté elle ne sera jamais autre chose que mauvaise*»¹¹. Les trois journalistes italiennes ont donc tout simplement respecté le devoir premier du journaliste, c'est-à-dire exprimer la vérité, quelles qu'en puissent être les conséquences pour lui-même et cela en raison du droit du public à connaître la vérité. Sinon il ne s'agit pas d'information, mais de mensonge, de manipulation.

La déontologie dit encore autre chose. Elle commande de ne pas supprimer des informations ni des éléments d'information essentiels parmi les faits que le journaliste retient ou établit. Tout travail journalistique implique des choix du sujet, de l'angle, de ce qu'il faut mettre en évidence. Et le titre, qui, bien sûr, focalisera l'attention du lecteur. Tous ces principes manquent lorsque l'intérêt primaire d'une rédaction est celui d'être le mégaphone du pouvoir et d'arriver à mentir d'une façon éhontée, comme le cas que l'on a analysé le montre clairement.

Comme on l'a déjà dit, le cas du Tg1 est juste la pointe de l'iceberg d'un mal plus profond. Une mauvaise conception du service public comme outil à disposition de la politique. C'est le 18 avril 2002 que cette mauvaise conception est devenue claire et explicite. Ce jour-là, le Président du Conseil, Silvio Berlusconi, en visite officielle en Bulgarie, prononce le discours qui a été appelé par la presse "édit bulgare". A son avis, plusieurs journalistes, très affirmés dans le panorama italien (Enzo Biagi, Marco Travaglio, Michele Santoro), faisaient un usage criminel de la chaîne publique et donc ils méritaient d'être expulsés. C'est quelque chose de très grave et de très dangereux pour une démocratie. C'est quelque chose qui est contre tous les principes d'équilibre entre pouvoir et monde de l'information qu'on a vu jusqu'à maintenant. Et pourtant les trois journalistes en question ont été renvoyés et ont continué leur travail sur une autre chaîne. Tout cela dans

un silence assourdissant de l'opinion publique et de la direction de la Rai.

- 1 Reintegro in Rai, vince la Ferrario, dans "le corriere.it", 7 mars 2011, http://www.corriere.it/politica/11_marzo_07/ferrario-reintegro-rai-rigettato-ricorso-azienda_e1e68448-48ae-11e0-b2f1-0566c0fae1de.shtml
- 2 M. MacLuhan, War and Peace in the Global Village, Berkley, Gingko Press, 2011.
- 3 Communiqué de presse du Censis sur la communication, Palinsesti e fonti d'informazione «fai da te»: è l'era dei consumi multimediali personali e autogestiti, 13 juillet 2011, http://www.censis.it/10?resource_50=112588&relational_resource_51=112588&relational_resource_52=112588&relational_resource_385=112588&relational_resource_381=112588&relational_resource_382=112588&relational_resource_383=112588&relational_resource_
- 4 A. Papuzzi, Professione giornalista, Rome, Donzelli Editore, 2010, p. 242
- 5 Avocat anglais connu pour son implication avec Silvio Berlusconi dans un processus pour corruption et faux témoignage.
- 6 Lois n°69/1963, articles 2 et 48
- 7 Lois n°69/1963, articles 2 et 48
- 8 M. Partipilo, La deontologia del giornalista, Rome, Centro di documentazione giornalistica, 2009, p. 56.
- 9 Article 21 de la Constitution italienne
- 10 D. Cornu, Journalisme et vérité, l'éthique de l'information au défi du changement médiatique, Genève, Editions Labor et Fides, 2009, p.60
- 11 A. Camus dans D. Cornu, Journalisme et vérité, l'éthique de l'information au défi du changement médiatique, Genève, Editions Labor et Fides, 2009, p.81.

ELECTIONS AND THE MEDIA IN POST-CONFLICT AFRICA. VOTES AND VOICES FOR PEACE ?

Marie-Soleil Frère,
London, Zed Books, 2011.

Vers la fin du XXe siècle, des conflits liés à la pratique de la démocratie ont secoué plusieurs pays africains. Des opposants aux régimes dictatoriaux réclamaient l'instauration des pratiques démocratiques, notamment la pluralisation des partis politiques, la liberté d'expression et des élections pluralistes. Dans beaucoup de ces pays, cette soif effrénée de démocratie avait fini par engendrer des conflits armés. Aujourd'hui, la plupart de ces pays ont organisé des premières élections pluralistes. La République démocratique du Congo, le Burundi, le Tchad, la République centrafricaine, la République du Congo et le Rwanda sont comptés parmi ces pays. Ils ont organisé des élections ces dernières années, mais au prorata de leur héritage politique récent déjà entaché des décennies des violences infernales, ces élections ont été auréolées des conflits.

Elections and the Media in Post-Conflict Africa. Votes and Voices for Peace?, ouvrage de Marie-Soleil Frère, examine le rôle des médias dans les contextes électoraux dans des pays post-conflit, particulièrement les six pays d'Afrique centrale sus-évoqués. L'auteure se penche sur les conditions de travail et la dynamique qui entoure les médias. Elle analyse comment les médias sont touchés par les problèmes posés par les tensions électorales. Car, dans un contexte de fortes tensions politiques, quand les candidats sont souvent d'anciens belligérants qui viennent de déposer les armes pour se rendre aux urnes, les médias travaillent dans un environnement dangereux et économiquement endommagé, souffrent du manque d'infrastructures, d'équipements insuffisants et de personnel non formé.

Frère a fait une recherche considérable dans ce livre. Non seulement, elle a couvert les six pays d'une manière systématique et approfondie, mais elle a examiné également le travail des médias avant et pendant la période électorale. Elle scrute les campagnes et les élections elles-mêmes. Et, le résultat ? Une étude riche avec des leçons pertinentes faciles à appliquer même pour des fins politiques.

L'ouvrage de Marie-Soleil Frère pourrait s'apparenter à une sociologie du travail des journalistes en temps de crise politique. Mais, l'approche qui y est appliquée est presque anthropologique car le livre emmène le lecteur à proximité du champ, donnant la parole à des journalistes africains. Dans le même temps, il s'agit d'un portrait de la dynamique quotidienne des politiques dans les six pays. L'étude est donc forte à la fois en largeur et en profondeur. L'analyse est nette, rigoureuse et colorée. En plus d'être systématique, frais et proche des sujets.

L'ouvrage est conclu par une question : "Should one be optimistic or pessimistic about the media's role in the building of electoral democracy in Central Africa?"¹.

En effet, les difficultés auxquelles les pays de la région ont à produire (sans aide extérieure), les conditions économiques et politiques nécessaires pour le développement des médias professionnels semblent très répandue. Ainsi, les médias dans leur état actuel sont, au pire, des instruments au service d'ambitions politiques, et, au mieux, des voix impuissantes qui s'adressent aux citoyens qui n'ont aucun pouvoir, et dont les dirigeants peuvent utiliser pour montrer au monde extérieur leur attachement à la démocratie.

Par ailleurs, Marie-Soleil Frère n'ignore pas que toute élection ne peut être considérée comme une opportunité pour les principes démocratiques à se renforcer. Elle affirme par contre que, chaque média qui est capable de faire entendre sa voix dans ces pays post-conflit contribue à renforcer la liberté d'expression. Dans cet ordre d'idée, même les abus peuvent contribuer à la démocratie, s'ils sont dénoncés, identifiés et punis par toute la profession comme violant les principes directeurs de l'exercice responsable de la démocratie. Quels que soient leurs défauts, la contribution des médias à la création d'un espace de débat et d'ancre de la citoyenneté est en soi une avancée remarquable.

D'où, le livre de Marie-Soleil Frère fonctionne également comme un guide, mieux une référence pour les chercheurs qui veulent couvrir le domaine des médias en Afrique Centrale. Aux journalistes, il donne des nouvelles opportunités leur permettant d'apporter leur contribution aux processus électoraux ; et aux chercheurs, il livre un cadre analytique de sociologie du travail des médias en temps de crise politique.

LÉON-MARTIN MBEMBO

LA MUSIQUE CONGOLAISE MODERNE FACE AUX ENJEUX DES TIC.

PROTOTYPE D'UN SITE INTERNET AXÉ SUR LA PROMOTION DE L'INDUSTRIE MUSICALE DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Ribio Nzeza Bunketi Buse,
Sarrebuck,
Editions

Universitaires Européennes, 2010.

Un ouvrage publié il y a deux ans a enrichi le panthéon des livres écrits sur la musique de la République Démocratique du Congo. L'auteur, Ribio Nzeza Bunketi Buse, indique que les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) sont devenues de nos jours un partenaire incontournable dans bien des domaines de la vie dont celui de la culture. Apportant une vague de révolution, elles ont même bouleversé l'économie et la dynamique du secteur de la musique enregistrée en l'amenant vers d'autres modèles commerciaux. Sans pourtant en être les thuriféraires, les TIC charrient des opportunités certaines, notamment pour les industries culturelles des pays du Sud.

C'est dans l'exploration de telles voies, au profit de l'industrie musicale congolaise (RD Congo), qu'a émergé l'idée de mettre sur pied un site Internet dont le livre dévoile les grandes lignes. Il est vrai que plusieurs sites Internet fleurissent déjà et accroissent en nombre dans la « webosphère » musicale congolaise. Toutefois, l'ouvrage pose, décrit et commente une manière bien particulière d'aborder les buts et les articulations d'un site dédié à la promotion de la musique congolaise, cette fois-ci prise comme « industrie », c'est-à-dire, secteur économiquement viable et créateur de richesse.

La démarche de l'auteur s'inscrit également dans le large contexte des politiques actuelles de l'Union africaine visant à valoriser le patrimoine culturel africain (matériel et immatériel) notamment grâce à l'utilisation des TIC. Toujours à l'échelle du continent, le projet du site Internet dévoilé dans ce volume participe à un autre projet panafricain « Music in Africa » (bientôt en ligne à l'adresse musicin africa.net) soutenu par l'Institut Goethe d'Afrique du sud et la Fondation SIEMENS qui a pour ambition de collecter, de sources sûres, et de disséminer des informations fiables sur



la vie et l'industrie musicale d'Afrique subsaharienne. La vitrine du projet sera un support multimédia en ligne.

En ce qui concerne la RD Congo, l'ouvrage pose d'une part la question de la prise en compte des technologies nouvelles dans la politique culturelle du pays qui attend d'être proclamée. C'est une donne qui ne doit pas échapper si l'on souhaite garder vivant ou mieux, sauvegarder notre patrimoine culturel. D'autre part, cet opus est un appel aux opérateurs culturels et associés de mener un plaidoyer afin que les pouvoirs publics et d'autres décideurs considèrent la culture comme un des piliers du développement et de la croissance économique. La vitalité de la création musicale en RD Congo est un atout majeur. La relance d'une industrie musicale à travers la revitalisation des structures existantes, la mise sur pied d'infrastructures adaptées, le consentement à accorder des facilités douanières et administratives, pour ne citer que ceux-là sont autant d'incitatifs à une croissance économique que le secteur musical est en mesure de drainer.

Sur le plan scientifique, cet ouvrage a l'avantage d'avoir effectué une ébauche de cartographie des sites Internet congolais dédié à la musique. Cet effort mérite d'être entamé dans d'autres secteurs afin de disposer des données utiles tant sur le plan quantitatif que qualitatif pouvant servir aux chercheurs, aux acteurs de la société civile et aux pouvoirs publics.

Pour clore, l'ouvrage se classe jusque là parmi les rares études qui privilégient d'autres aspects de la musique congolaise autres que la biographie des artistes, l'histoire ou les monographies.



MÉDIATIQUES

Récit et société

NARRATOLOGIE • SOCIO-ÉCONOMIE • ETHNOLOGIE

Revue de l'Observatoire du récit médiatique

Comité de rédaction :

Frédéric Antoine, Gérard Derèze (Directeur de l'ORM), Camille Descamps (secrétaire de rédaction), Joëlle Desterbecq, Benoît Grevisse, Muriel Hanot, Marc Lits, Philippe Marion, Sarah Sepulchre, Olivier Standaert, Marie Van Cranenbroeck, Marie Vanoost, Vinciane Votron.



ORM

Observatoire du récit médiatique

Département de communication,
Université catholique de Louvain
14, ruelle de la Lanterne Magique,
B-1348 Louvain-la-Neuve
Tél. : 32 (0)10/47 27 67
Fax : 32 (0)10/47 30 44
<http://www.uclouvain.be/281230>
marc.lits@uclouvain.be

Le FNRS soutient les recherches menées par l'ORM.

Droits de traduction et de reproduction réservés pour tous les pays. Il est interdit, sauf accord préalable de l'auteur et de la rédaction, de reproduire à des fins commerciales, partiellement ou totalement sous quelque forme et de quelque manière que ce soit (notamment par photocopie, disque, stockage dans une banque de données, ou autre), les articles de cette revue. La reproduction est autorisée à des fins strictement personnelles, scientifiques ou pédagogiques. Elle devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document. De même, toute citation devra être assortie d'une référence complète.



Observatoire du récit médiatique

S O M M A I R E

Les élections de 2011 en RD Congo

■ DOSSIER coordonné par Jean-Claude LIKOSI

Crise de légitimité en RD Congo ?

Franklin Kibata

Le personnage de Kabila vu par les médias étrangers

Dieudonné Tebangasa Apala

La construction de l'identité éditoriale dans les médias congolais

Jean-Claiud Likosi

Acteurs politiques et votants congolais sur Mediacongo.net

Mavakala Kalunseviko Krossy

Actualités électorales en ligne et lectorat sur Radiookapi.net

Kitumu Mayimona B-B.

Vilification d'un personnage dans un récit électoral

Leon-Martin Mbembo

Le populisme dans les discours électoraux en RD Congo

Macaire Mvula Ngyemur

Le thème de la violence en période électorale

Anselme Sisi Mumbere

Web social et action militante postélectorale

Ribio Nzeza Bunketi Buse

L'image des candidats à la présidentielle à travers les affiches

Doudou Bossassi

Le réveil politique de la diaspora congolaise

Willy Musitu Lufungula

■ VARIA

Crise postélectorale en Côte d'Ivoire : récit médiatique de la chute de Gbagbo

Jules Evariste Agnini Toa

La défense du capital intellectuel du journaliste : le cas italien

Anna Maria Volpe